

TRENTE-HUITIÈME ANNÉE — N° 11 291 · DERNIÈRE ÉDITION · MERCREDI 20 MAI 1981

LES DEUX FRANÇAIS ARRÊTÉS EN TCHÉCOSLOVAQUIE VONT ÊTRE EXPULSÉS

LIRE PAGE 3

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry · Directeur : Jacques Fauvet

2,80 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 2,30 dir. ; Tunisie, 220 m. ; Allemagne, 1,40 DM ; Autriche, 14 sch. ; Belgique, 20 fr ; Canada, $ 1,10 ; Côte-d'Ivoire, 265 F CFA ; Danemark, 6 kr ; Espagne, 70 pes. ; G.-B., 35 p. ; Grèce, 40 dr. ; Iran, 125 ris. ; Irlande, 55 p. ; Italie, 800 L. ; Liban, 325 p. ; Luxembourg, 20 f. ; Norvège, 4,25 kr. ; Pays-Bas, 1,50 fl. ; Portugal, 40 esc. ; Sénégal, 240 F CFA ; Suède, 4,30 kr. ; Suisse, 1,30 F ; E.-U., 95 cents ; Yougoslavie, 35 din.

Tarif des abonnements page 18

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
C. C. P. 4207 - 23 PARIS
Telex Paris n° 650572
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Cinq « non » aux référendums italiens

L'enthousiasme des partis laïcs a salué dans la soirée du 18 mai les résultats des cinq référendums proposés aux Italiens. C'est en effet par des « non » échelonnés entre 66 % et 88 % des suffrages que les électeurs ont refusé l'abrogation des lois mises en cause. Les premières conclusions politiques ont souligné la « défaite d'une grave offensive conservatrice », voire un événement comparable à l'élection de M. Mitterrand, créant les condition d'une alternance de gauche au pouvoir. La manifestation monstre qui a déferlé dans les rues de Rome a montré que les réactions populaires faisaient écho à cette interprétation.

C'est un fait qu'à un mois des élections pour les assemblées régionales et un certain nombre de municipalités les consignes des socialistes, des communistes, des sociaux-démocrates, des républicains et des libéraux ont été suivies, sauf sur l'abrogation de la loi réglementant la détention à vie. Proposée par les communistes et les socialistes, elle n'a pas été acceptée. La démocratie chrétienne recommandait, elle aussi, le « non », sauf à la limitation de la loi sur l'avortement. Beaucoup de ses électeurs ont donc, sur les autres thèmes, confondu leur refus avec celui des autres partis.

Ce « non », relativement peu différencié selon les régions, peut-il fournir, à la réflexion, une indication politique tout à fait probante ? L'électeur était appelé à exprimer une opinion personnelle, non à désigner un mandataire ni à soutenir un parti. Les différentes formations qui ne se sont pas engagées à fond dans la campagne se trouvent face à une réponse qui exprime globalement un choix de société. Une société à la fois libérale quant aux mœurs, mais ferme quant au maintien de l'ordre public, puisque la loi contre le terrorisme n'a pas été abrogée.

S'agit-il de la société telle qu'elle est ? Certes, car l'électeur n'a pas eu à approuver un programme de changement positif, mais à se prononcer sur l'abrogation d'une loi. Les premiers commentaires n'ont pas manqué de signaler que le « non » marquait l'horreur du vide législatif qui eût précédé l'adoption par le Parlement d'une loi se substituant au texte aboli par le référendum.

L'extrême complication des questions posées, contraignant l'électeur à une gymnastique intellectuelle ou ne mentionnant même pas l'objet exact du référendum, sinon à travers des références législatives, a certainement contribué à leur rejet. A maintes reprises, les hommes politiques responsables ont déploré que les difficultés stylistiques amènent l'électeur à devoir inscrire « non » quand il pense « oui ».

Il apparaît donc que ce « non » si peu nuancé dessert l'institution du référendum, telle qu'elle fonctionne depuis 1970, et constitue indirectement un soutien de l'institution parlementaire, à qui est dévolue la charge de légiférer. Les partis politiques n'ont pas attendu pour dire que le référendum doit être, non pas supprimé, mais modifié par l'élévation de la barre des cinq cent mille signatures nécessaires à sa mise en œuvre et la rédaction de questions tout à fait simples, et, surtout, par une procédure empêchant que l'abrogation ne débouche sur l'absence de législation.

(Lire nos informations page 3.)

DEUX DOSSIERS DU NOUVEAU SEPTENNAT

● PROCHE-ORIENT

Réserves et appréhensions dans le monde arabe

L'élection de M. François Mitterrand a suscité des réserves et des appréhensions dans la quasi-totalité des pays arabes, qui voient dans le nouveau chef de l'État un « ami d'Israël ». Ils redoutent, en particulier, les modifications qu'il pourrait apporter à la politique arabe instaurée par le général de Gaulle et reprise dans ses grandes lignes par les deux autres présidents de la Ve République.

Cette impression est renforcée par la présence, jeudi, auprès du nouveau président, de M. Shimon Pérès, chef de l'opposition travailliste israélienne. Toutefois, c'est en qualité d'« ami personnel » et non d'« invité » du chef de l'État que M. Pérès, ainsi que plusieurs autres personnalités de l'Internationale socialiste, *l'accompagnera au Panthéon et participera au déjeuner de jeudi*. Par ailleurs, aucune personnalité étrangère ne doit assister à la cérémonie de passation des pouvoirs à l'Elysée.

Le secrétaire général de la Ligue arabe, M. Chedli Klibi, a fait part à notre correspondant à Tunis de son sentiment après l'élection de M. Mitterrand, qu'il souhaite rencontrer, et qu'il invite à distinguer entre « amitiés, relations personnelles et intérêts supérieurs de la nation ».

Un entretien avec M. Klibi

secrétaire général de la Ligue arabe

« Redoutez-vous un changement dans la politique française au Proche-Orient, ainsi que pourraient le laisser supposer les réactions de plusieurs capitales arabes ?

— Oui, c'est vrai, nous appréhendons un changement. Peut-être pas un changement fondamental, car la politique est commandée par des intérêts permanents, et que la France, pays méditerranéen, a des relations traditionnelles avec les pays de la rive sud, des liens culturels et de civilisation, et des échanges économiques. Ce qu'on peut redouter, en revanche, c'est un changement de climat entre la France et les pays arabes. Mais, à des relations personnelles, et de les capacités du nouveau président à s'adapter aux contraintes et aux impératifs de sa haute mission. Comme c'est un homme ouvert au dialogue, un homme de grande culture, je pense qu'il fera la part de ce qui est d'ordre affectif et relève de l'amitié et des relations personnelles, et de ce qui concerne les intérêts supérieurs de la nation.

— Si M. Mitterrand s'est prononcé en faveur d'une « patrie palestinienne », il n'en approuve pas moins les accords de Camp David. Il a dit aussi qu'il envisageait de se rendre en visite en Israël et a même invité M. Shimon Pérès à venir assister à sa prise de fonctions. Qu'en pensez-vous ?

— Je regrette que M. Mitterrand ait eu des gestes de ce genre à l'égard d'Israël et d'un dirigeant israélien. Une cérémonie d'investiture n'est pas une réunion familiale, et l'invitation à M. Shimon Pérès ne s'imposait nullement.

Propos recueillis par
MICHEL DEURÉ.

(Lire la suite page 13.)

● DÉFENSE

Une armée sans directives depuis huit mois

M. Valéry Giscard d'Estaing adresse au pays, mardi, à 20 heures, à la radio et à la télévision, une allocution de « départ »... De son côté, M. François Mitterrand continue ses consultations. Il a successivement reçu MM. André Rousselet, Jean-Claude Colliard et Jacques Delors, ainsi que M. Eric Hintermann, secrétaire général du P.S.D. ; il devait recevoir, mardi après-midi, M. Michel Rocard.

A 10 heures, jeudi 21 mai, le quatrième président de la Ve République sera aussi devenu le chef des armées françaises et le responsable suprême — au terme d'un processus qui associe pouvoir politique et exécutants militaires — du déclenchement éventuel d'un arsenal nucléaire évalué à 77 mégatonnes. Par la diversité de ses moyens, la France a accédé au troisième rang de la puissance nucléaire dans le monde, après plus de vingt-trois ans de continuité dans l'effort technologique consenti en faveur de l'arme nucléaire.

Mais la première tâche du ministre de la défense, dans le prochain gouvernement, sera, sans nul doute, d'insuffler aux armées l'imagination et la confiance en soi qui leur font défaut depuis le départ de M. Yvon Bourges, il y a huit mois. Un nouveau style de vie dans l'institution militaire, des choix dans la panoplie qui doit prendre la suite de l'actuel arsenal : voilà ce qui attend le prochain titulaire du ministère de la défense, après l'accession à l'Elysée du président élu.

Donner un cap

par JACQUES ISNARD

Depuis bientôt huit mois, le ministère de la défense vit au ralenti, sans véritable impulsion, comme un navire continue par inertie sur son élan parce que le gouvernail ne fonctionne que par intermittences. Depuis le départ, en octobre, de M. Yvon Bourges, qui fut un efficace gestionnaire de l'institution militaire, le ministère de la défense et les armées n'ont pas connu de chefs qui aient eu le temps d'exercer leurs responsabilités avec suffisamment de permanence, d'imagination et de volonté pour que la « machine » tourne à plein.

En l'espace de ces quelques mois, deux chefs militaires, le général Guy Méry et le général Lagarde, ont quitté prématurément l'uniforme et leurs importantes fonctions de chef d'état-major des armées et de chef d'état-major de l'armée de terre. Un ministre de la défense, Joël Le Theule, et un autre chef d'état-major des armées, le général Claude-Vanbremeersch, sont décédés quelques semaines après leur nomination. Enfin, le ministre de la défense du gouvernement démissionnaire, M. Robert Galley, a dû partager son temps entre les armées et le ministère de la coopération qu'il avait conservé.

(Lire la suite page 12.)

La République

Depuis sept ans, essoufflée d'innovations, de trouvailles, de modernismes, c'est-à-dire le plus souvent de gadgets prétentieux ou dérisoires, la République reprend son rythme, comme la Marseillaise son tempo, et l'hymne national ses droits. Exit, certes, le Chant du départ.

Durant sept ans, que n'a-t-on pas dû subir au nom de ce changement dont la rapidité devait surprendre, selon la promesse du président sortant lorsqu'il fut élu ! Après le pull-over, le métro et l'accordéon du ministre, symboles de la sincérité populiste du candidat de 1974, le peuple de France eut droit à l'investiture en complet veston, à l'arrivée pedibus cum jambis *à l'Elysée. Et pour que la simplicité atteignît son paroxysme, on fit interdiction aux aboyeurs du palais présidentiel d'annoncer les titres nobiliaires des invités qui en étaient pourvus. La République triomphait.*

Cela, c'était pour la frime. Simultanément, encore qu'on s'en vantât moins, le protocole républicain fit les frais du changement, au profit d'un autre cérémonial, qui devint étiquette de cour.

A table ou dans les déplacements officiels, en France et à l'étranger s'épanouit un protocole égotique, destiné à prouver que le prédécesseur de M. Mitterrand n'était pas issu du commun des mortels.

. Oui ! C'est fini, comme on veut croire qu'a vécu la pratique modérément républicaine qui donnait le pas à la famille, l'obsédante famille du chef de l'Etat, sur les ministres du pays, qui faisait de l'épouse du président « la Présidente », affublée de surcroît du label « Dignité-Qualité », avant que le fils aîné, par primogéniture mâle, ne devînt Dieu sait quoi !

Si ces mômeries n'étaient odieuses, elles étaient grotesques ! Le grotesque retombait sur la France entière. Il est aujourd'hui de bon aloi que le nouveau président choisisse à présent de se rendre au Panthéon républicain pour s'y référer à Jean Jaurès plutôt que de rêver à Louis XV.

Oui, oui ! Plutôt cela que d'être tenté de chanter le Ça ira !

(Lire page 48.)

La vérité au Soleil Levant ?

par PIERRE DROUIN

Les sociétés ont besoin de boucs émissaires. Mais aussi de modèles. *« L'homme diffère des autres animaux en ce qu'il est le plus apte à l'imitation »*, écrivait Aristote (1). Encore faut-il bien choisir les réussites qui peuvent inspirer l'action. La France a regardé avec admiration successivement trois pays depuis la seconde guerre mondiale pour leur politique économique et celle de leurs entreprises : les Etats-Unis, l'Allemagne et le Japon.

Après la libération, les « missions de productivité » ont sillonné d'est en ouest le continent américain et sont revenues avec des idées bien précises sur le management. Trop précises parfois. Certains industriels ont purement et simplement voulu plaquer sur leur affaire le type d'organisation d'outre-Atlantique, enregistrant, faute de mesures d'adaptation, de graves mécomptes.

Chez les Allemands, on a surtout regardé l'environnement macro-économique et social ; envié le consensus sur le type de société, une politique de monnaie forte, de salaires et de charges sociales plus souple qu'en France, des exportations élevées et surtout la manière de maîtriser l'inflation. Mais voici que le modèle vacille, que des éléments de blocage interne apparaissent : les syndicats allemands s'engagent peu à peu dans une voie qui rappelle celle des trade unions britanniques. Dès 1979, se font jour les premières difficultés économiques avec une hausse des prix plus forte et le retournement de la balance courante (2).

Depuis des mois, c'est vers le Japon que se tournent avec une sorte d'automatisme un peu délirant les chefs d'entreprise qui voient leur chiffre d'affaires s'alanguir. Les voyages sont organisés systématiquement. Des industriels défilent, des syndicalistes, des membres du Conseil économique et social, des rapports sont publiés ou se préparent. Des livres tels que le dernier de M. J.-J. Servan-Schreiber sont un hymne à l'empire du Soleil Levant. On trouve à boire et à manger dans cette littérature, mais peu à peu l'engouement simpliste s'efface, et les Européens font mieux la part de ce qui est transposable ou non de l'expérience japonaise.

(Lire la suite page 42.)

(1) Cité par René Girard dans *Des choses cachées depuis la fondation du monde*, Grasset, 1978.

(2) Lire l'article de Bernard Keizer dans la revue *Projet* d'avril 1981 : « La R.F.A. est-elle encore un modèle ? »

La défense du franc

NOUVEAU RELÈVEMENT DU TAUX DE L'ARGENT

Sur les marchés des changes le franc restait soumis à des pressions ce mardi 19 mai et demeurait à son cours plancher vis-à-vis du mark. La Banque de France a décidé pour le soutenir de porter de 16 % à 17,5 % le taux de l'argent au jour le jour.

(Lire page 13.)

LA VILLETTE LE MUSÉE D'ORSAY

Quel avenir pour les « chantiers du président » dans la capitale ?

(Lire page 46.)

AU JOUR LE JOUR

Le quatrain 279

La majorité sortante continue, bien que cela ne se soit pas révélé très efficace dans un premier temps, à utiliser les arguments les plus éculés, les vieilles peurs du fond des âges, pour convaincre le pays qu'il s'est trompé.

Encore a-t-elle oublié de relever la prédiction de Nostradamus, qui, dans son quatrain 279, affirmait en substance qu'à la suite de l'apparition en France d'une belle rose une grave menace pèserait sur le Saint-Père !

Partant de là, elle pourrait essayer de faire croire aux électeurs qu'avec 279 députés de gauche aux législatives la France irait au désastre...

CLAUDE-H. BUFFARD.

« LES MYSTÈRES DE L'AMOUR » A LA MICHODIÈRE

Le sexe des anges

Le surréalisme a encore frappé à la Michodière, où se sont installés *les Mystères de l'amour*, de Roger Vitrac, dans la mise en scène de Viviane Théophilidès, le feu d'artifice du dernier Festival d'Avignon.

On retrouve le décor de Claude Lemaire, les pans superposés, rideaux rouges de théâtre sur fond de catafalque entourant le praticable noir posé sur quelques marches pailletées et creusé d'une porte ouverte sur... le mystère. Des deux côtés de la scène, dans deux loges, deux mannequins de cire au même visage trop humain se font face, seuls personnages stables d'un spectacle où reconnaître qui est qui tient du pari stupide, car chacun n'est jamais ni tout à fait lui-même ni tout à fait un autre. Cela se passe ainsi, toujours, au théâtre, terre du bizarre que traversent des anges aux identités interchangeables, les acteurs. Les acteurs, ici, sont ballottés dans le courant d'une imagination capricieuse, celle d'un auteur affolé, un faux auteur, un rôle sur scène. Mais on peut bien dire que la pensée de Roger Vitrac cabriole elle aussi dans tous les sens, avec des hoquets de rire, de peurs, de pleurs, sur un chemin amnésique.

On a l'impression qu'à peine les mots écrits ils sont oubliés, et que, à chaque réplique, tout est à recommencer. Parfois, des phrases surgissent du coin de mémoire où elles se cachent, on dirait qu'un rêveur perdu en lui-même se mêle à la conversation, de temps en temps et forcément à contre-temps, et, en vérité, il y a chez lui une continuité. Laquelle ?

Viviane Théophilidès en a trouvé une : les comédiens. Un fil les relie qui transmet un même sang. Ils pourraient être frères et sœurs siamois, incapables de se fuir, de ne pas s'aimer, de ne pas se haïr.

COLETTE GODARD.

(Lire la suite page 19.)

Le Monde

idées

NORD-SUD

Le nouveau président de la République a inscrit au nombre de ses priorités une politique active d'aide au tiers-monde. Angelos Angelopoulos, qui prêche depuis des années pour un immense effort dans ce sens, montre pourquoi c'est le seul moyen à son avis de sortir de la crise mondiale. Ahmed Baba Miske s'étonne que cette vérité n'ait pas davantage pénétré jusqu'à présent les consciences françaises. Jean-François Six, tout en se réjouissant que des chrétiens commencent à se passionner pour ce problème, estime qu'ils n'ont là aucun titre particulier à faire valoir et que c'est « l'autre » qui a droit, pour lui-même, au combat contre l'inhumanité.

Pour sortir de la crise

par ANGELOS ANGELOPOULOS (*)

LA crise économique qui ébranle le monde continue à évoluer dans un climat d'incertitude et d'antinomies inquiétantes. Chômage, inflation, déficits de balances des paiements, désordre monétaire, taux d'intérêt très élevé, insuffisance des investissements productifs, croissance économique toujours en baisse, voici quelques caractéristiques de cette récession dans les pays industrialisés, qui devient profonde et durable.

L'échec du dialogue Nord-Sud et l'inégalité grandissante entre ces deux régions assombrissent encore l'image de la situation actuelle. La dette des pays du tiers-monde non pétroliers a atteint à la fin de 1980 450 milliards de dollars. Or l'aggravation de l'endettement ne s'explique pas par l'accélération du développement économique, mais par le service de la dette ; pour l'année 1980, il s'élevait, selon les estimations de l'O.C.D.E., à la somme colossale de 87 milliards de dollars et dépassera en 1981 100 milliards. De 1973 à 1980, les pays en développement non pétroliers ont emprunté 332 milliards de dollars. Ils ont dû payer pour le service de cette dette au cours de la même période 338 milliards de dollars, soit 6 milliards de dollars de plus que le montant des emprunts obtenus.

Quelle absurdité ! Quelle contradiction ! Les pays pauvres se voient ainsi utilisés comme un moyen de recyclage de financement qui ne sert en fait que le marché international des capitaux !

L'augmentation des taux d'intérêt pénalise les pays du tiers-monde encore plus que l'augmentation du prix du pétrole. Mais elle favorise les pays de l'OPEP en leur permettant d'encaisser pour le rendement de leurs dépôts bancaires une somme d'au moins 15 milliards de dollars par an !

Si, par un arrangement spécial, les pays en développement n'étaient pas obligés de chercher 100 milliards de dollars par an pour payer le service de leurs dettes, la demande de nouveaux emprunts serait considérablement réduite. Le résultat serait une baisse importante des taux d'intérêt sur le marché international, ce qui augmenterait les liquidités utilisables à des fins productives.

Si le financement permanent par l'emprunt des déficits des pays du tiers-monde devait être limité, comme les autorités monétaires le recommandent, il faudrait s'attendre, puisque les banques ont fourni une grande partie des crédits, à un krach financier plus profond que celui de 1929, menaçant les bases du système économique et monétaire international. Même la revue américaine *Fortune* (17 novembre 1980) reconnaît que *« les dettes des pays pauvres pourraient ébranler le monde entier »*.

L'impasse absolue

C'est n'est pas tout. Deux autres facteurs conduisent l'économie mondiale à l'impasse absolue. D'abord la course aux armements qui prend ces dernières années des dimensions inquiétantes. Au cours des années 80-82, les dépenses militaires de l'Ouest et de l'Est, qui s'élevaient en 1980 à 500 milliards de dollars — soit un million de dollars par minute, — doivent augmenter deux à trois fois plus vite que la croissance économique. Cette disproportion apportera de nouvelles pressions inflationnistes et accélérera le ralentissement du développement économique dans tous les pays du monde.

Le deuxième facteur est constitué par l'augmentation permanente des dépenses d'assistance aux chômeurs. L'assurance-chômage, si nécessaire au point de vue social, a des conséquences néfastes sur l'activité économique, sur le budget de chaque pays, sur l'inflation et en fin de compte sur le chômage lui-même. A eux seuls les Etats-Unis vont affecter à l'assurance-chômage 90 milliards de dollars. La France dépensera 65 milliards de francs, soit 13 milliards de dollars. Si l'on calcule la perte de ressources subies par l'Etat du fait que les allocations, ainsi que celles de la sécurité sociale, sont dispensées d'impôt, il faut évaluer au double la charge totale pour le chômage, sans tenir compte de ce qui aurait pu être produit si cette somme avait été utilisée pour des investissements productifs.

Si la politique économique actuelle devait se poursuivre, les perspectives pour l'avenir paraîtraient donc bien sombres. Que font les gouvernements devant cette situation ? Quels sont les moyens que recommandent les diverses organisations internationales qui formulent la stratégie économique internationale ?

Tous donnent une priorité absolue à la lutte contre l'inflation et recommandent des mesures monétaires et budgétaires de nature à restreindre la demande globale. L'inflation est-elle la cause principale de la récession ou un symptôme ? Il est évident qu'elle aggrave la situation économique. Cependant elle ne constitue pas seulement un phénomène monétaire, mais, et surtout, un phénomène économique. C'est le résultat du déséquilibre entre l'offre et la demande globale, déséquilibre provoqué par l'insuffisance des investissements productifs, elle-même conséquence d'une insuffisance de la demande globale (consommation + investissements).

On nous dit qu'il faut *« réduire le taux d'inflation si l'on veut parvenir à long terme à une croissance intérieure équilibrée et soutenable »*. Mais la diminution de l'inflation élimine-t-elle le chômage ? Renforce-t-elle la croissance économique ? L'Allemagne fédérale avec une inflation peu élevée de 5,5 % a un chômage qui dépasse un million trois cent mille personnes et un taux de croissance de 1,8 % seulement en 1980 et de moins de 1 % en 1981.

La lutte contre l'inflation par les moyens monétaires et budgétaires restrictifs ne fait pas que limiter la croissance économique ; elle augmente le chômage. Est-ce cela la mission de l'Etat du vingt et unième siècle ? Voulons-nous revenir à la politique des années 30 ? A cette époque, devant une situation comparable à celle d'aujourd'hui, on a essayé en vain de résoudre les problèmes économiques conformément aux dogmes de l'école classique, en donnant la priorité aux mesures monétaires et budgétaires et en laissant de côté l'économie.

Keynes a montré que la priorité doit appartenir à l'aspect social et économique des problèmes et non à l'aspect monétaire, qui doit suivre. Le chômage ne résulte pas seulement de salaires très hauts, mais d'investissements trop faibles et d'une épargne inactive. Le véritable moteur de la croissance, ce sont les investissements productifs. Et, comme nous le savons, c'est grâce à la politique keynésienne que les pays industrialisés non seulement ont assuré pendant un quart de siècle le plein emploi de leurs populations mais ont pu faire appel à deux millions d'émigrés.

Si cette politique keynésienne n'est plus valable — pour plusieurs raisons, — dans un seul pays, elle l'est encore, comme nous l'avons expliqué ailleurs (1), à l'échelle internationale. L'intervention de l'Etat devrait être remplacée par celle de la communauté internationale tout entière. En d'autres termes, il faudrait adopter envers les pays pauvres la même politique que les Etats développés ont appliquée, selon les principes keynésiens, sur le plan national à l'égard de leurs classes sociales défavorisées. Il faudrait introduire la notion du « Welfare State » à l'échelle mondiale.

C'est la seule politique qui permette de sortir de la crise actuelle. C'est seulement dans ce large cadre d'une coopération internationale qu'on évitera les récessions successives et les réactions de violence inévitables et les menaces à la paix dans le monde.

(*) Membre de l'académie d'Athènes, ancien gouverneur de la Banque nationale de Grèce.

(1) Voir notre livre : *Pour une nouvelle politique du développement international.* Aux P.U.F.

Si les Français savaient...

par AHMED BABA MISKÉ (*)

AU risque d'être accusé de donner bonne conscience au monde des nantis, j'affirme que le problème central des pays sous-développés n'est pas le sous-développement économique en soi, qui est effet avant d'être cause, et que la solution ne viendra pas principalement de l'aide étrangère — si utile soit-elle.

Avant d'être économique, matériel, notre problème est d'abord moral (au sens fort), spirituel, politique. Nos sociétés sont inertes, prostrées, incapables d'initiative, de productivité, d'invention parce qu'elles ont perdu leur âme avec leurs civilisations assassinées.

Et personne d'autre ne peut grand-chose pour les aider à la retrouver. *« L'Europe elle-même, en admettant qu'elle en ait la volonté et l'intelligense, ne peut pas grand-chose pour nous dans ce domaine. Certes, elle a piétiné et violé nos civilisations et gravement altéré l'équilibre interne de nos sociétés ; mais notre vertu égarée, notre équilibre disparu, elle ne les a pas, elle ne les garde pas en sécurité dans ses coffres et ses musées aux côtés de nos richesses et de nos œuvres d'art « empruntées ». Il n'y a que par nous-mêmes et en nous-mêmes que nous pourons les retrouver ; ou les réinventer.* »

La première chose à réinventer pour débroussailler les voies de la renaissance, c'est *notre* démocratie comme je tente dans *Lettre ouverte aux élites du tiers-monde* (1) d'en convaincre ceux dont cela dépend d'abord.

Mais si la solidarité internationale n'est pas suffisante, elle reste utile et peut devenir décisive pour aider au « décollage » de peuples renaissants. L'Europe (2) n'est donc pas quitte. Pour cela et pour deux autres raisons : moralement, elle est en grande partie responsable de notre drame ; égoïstement, il peut lui être fatal autant qu'à nous.

C'est pourquoi le comportement des classes politiques européennes, pourtant si cultivées, si efficaces, nous semble étrange. Au lieu de proposer à leurs peuples et de conduire des débats sérieux et sans excès de démagogie sur les problèmes essentiels, elles courent après « l'opinion », elle-même lancée à fond (par les mêmes classes politiques ?) sur des sujets « d'actualité » dont seuls surnagent éphémèrement des aspects spectaculaires ou viscéralement affectifs, ou polémiques (ou les trois à la fois).

Ce qui est en jeu

Un bon exemple : les grandes campagnes électorales, hier aux Etats-Unis, en Allemagne, en Grande-Bretagne et... en France.

Aucun responsable politique n'ignore plus que l'avenir du monde est désormais lié au sort du tiers-monde ; l'avenir du monde, y compris l'Europe et, pour en revenir à... l'actualité, l'avenir des Françaises et des Français : guerre et paix, inflation, chômage, panier de la ménagère... tout cela est en jeu et dépend des décisions qui seront ou non prises pendant la décennie en cours, donc pendant le prochain septennat.

Or les Français (et les Françaises) ne le savent pas. Ils ne savent pas que 100 milliards utilisés à développer le Zambèze pourraient bien, dans certaines conditions, leur rapporter davantage que 100 milliards supplémentaires dépensés dans telle partie de l'Hexagone ; parce que contribuer à transformer des milliards de désespérés acculés à toutes les révoltes en autant de consommateurs, de partenaires économiques mutuellement développants, c'est d'abord préserver la paix pour la France, pour l'Europe ; mais c'est aussi s'assurer, simplement, à moyen terme, des bénéfices économiques considérables (3) et donc de nombreuses créations d'emplois.

Or les Européens et les Européennes ne le savent pas. Et tant qu'ils ne le sauront pas, aucun gouvernement ne prendra les décisions indispensables pour arrêter la course folle vers la catastrophe, car chaque homme politique a les yeux rivés à son baromètre de popularité et scrute anxieusement tout indice qui lui permettrait de le faire monter (ou l'empêcher de descendre) d'un demi-point.

C'est pourquoi il semble si étrange que la classe politique n'ait pas davantage profité de ce genre de campagnes, de débats, pour introduire, « acclimater » ce thème majeur dans l'environnement mental, familier, de ses concitoyens. C'est pourquoi les prophètes de bonheur européens, partisans d'une chaude solidarité internationale, ont si désespérément prêché dans le désert.

(*) Ancien ambassadeur de Mauritanie à l'ONU et ancien porte-parole du Front Polisario.

(1) *Lettre ouverte aux élites du tiers-monde* vient de paraître aux Editions du Sycomore.

(2) Dans son sens civilisationnel le plus large, sans limites géographiques ou idéologiques étroites.

(3) Où l'on voit combien il est dérisoire, irresponsable, de tant rechigner devant le malheureux 1 % du P.N.B. réclamé par l'ONU pour l'aide au tiers-monde.

Non les «croyants» ne sont pas «mieux placés» pour «changer le monde»!

par JEAN-FRANÇOIS SIX (*)

UNE enquête récente révélait, chez les jeunes, un « mondialisme » très vif. Les jeunes ont raison : l'existence des hommes, la survie de notre planète, dépendent désormais, et à court terme, de la volonté de construire une société mondiale juste. Si tous ceux qui, à travers le monde, demandent le minimum de pain et de liberté nécessaire à la vie ne sont pas entendus, le monde, à coup sûr, vacillera.

Beaucoup de nos contemporains ont commencé à oser regarder cet horizon incontournable et un certain nombre d'entre eux se sont mis à agir, ensemble, au-delà des idéologies closes et des partisaneries, pour transformer le cours de notre destin qui s'enlise, sables mouvants.

Parmi ces combattants de l'avenir, il y a des croyants et des incroyants. Longtemps, les incroyants ont travaillé quasiment seuls à défricher le champ des droits de l'homme, comme le président de l'Action des chrétiens pour l'abolition de la torture, Guy Aurenche, l'a montré dans son livre sur les droits de l'homme ; et l'Eglise catholique a longtemps rechigné à y coopérer. Mais des croyants s'y mettent de plus en plus aujourd'hui ; et des théologiens y invitent l'Eglise ; ainsi un disciple du Père Lebret, le Père Cosmao, dans un livre qu'André Fontaine a présenté dans *le Monde* du 15 août 1979, *Changer le monde*, un livre qui est devenu le bréviaire de beaucoup de militants d'organismes chrétiens qui se consacrent au tiers-monde.

Un journaliste catholique de *la Vie* et de *Témoignage chrétien*, Pierre Vilain, lui-même engagé pendant trois ans en Ouganda, reprend, dans un petit livre incisif, vivant, tonique (1), la pensée parfois ardue du Père Cosmao ; après avoir présenté dans la première moitié de son livre un panorama remarquable de l'état actuel du monde du sous-développement, il consacre la seconde moitié à la position, là-dessus, de l'Eglise catholique.

D'emblée, P. Vilain montre bien que l'Eglise catholique, *« durant des siècles, a mis l'Evangile largement entre parenthèses. Complice de fait des pouvoirs de son temps, elle a regardé, sans rien dire ou presque, les puissants organiser les sociétés dans l'inégalité »*, (p. 80) ; et d'ajouter que cette *« déviation »* — le terme est plutôt faible — de l'Eglise a eu comme fruit, *« pour une très large part »*, l'athéisme moderne.

Jusque-là, comment ne pas être d'accord ? Mais la seconde moitié du livre nous laisse un peu sur notre faim spirituelle. N'eût-il pas été nécessaire, à partir de la *« déviation »* même de l'Eglise, de s'en tenir à beaucoup de pudeur et de discrétion ? Le changement du monde, pourquoi affirmer d'emblée, en page de couverture, que *« l'Eglise est particulièrement bien placée pour l'accomplir »* — s'agirait-il encore d'une compétition ?

Sans doute est-il affirmé, par ailleurs, que *« l'Eglise n'a pas l'exclusivité de l'imagination, du progrès possible et du changement nécessaire. Elle est UNE force. Pas LA force. »* (Page 126.) Mais on ne parle que d'elle, aucun incroyant n'est cité dans le livre ; et on insiste pour dire que *« l'Eglise reprend souffle au moment où l'athéisme historique s'essouffle »* (p. 81) : les familles chrétiennes sont-elles si certaines de cet *« essoufflement », « elles qui voient leurs enfants quitter en grand nombre la foi ? »*.

« Garant du droit des pauvres ? »

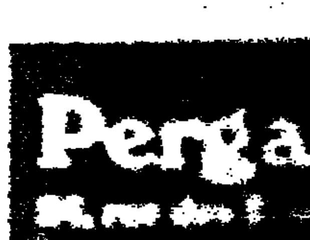
P. Vilain insiste beaucoup sur le pro et qu'il a de *« jeter les hommes en politique par amour de leurs frères et sans aucun profit pour l'Eglise »*, et il refuse de faire de celle-ci *« l'aumônier du nouvel ordre international »*. Mais exprime-t-il la pensée inconsciente de l'Eglise ? Adolfo Perez Esquivel a clairement dit qu'il œuvrait pour la justice et la paix dans un organisme non confessionnel ; cela n'empêche pas un grand quotidien catholique d'annoncer, puisque A.P. Esquivel est chrétien, son prix Nobel dans la rubrique « Religion ». Bien des jeunes, même chrétiens, qui admirent Mère Teresa, sont fort réticents devant les récupérations abusives qui sont faites à partir d'elle. Or le préfacier du livre de P. Vilain présente Dieu comme *« garant du droit des pauvres »* ; ceux qui ne croient pas au ciel auraient-ils moins de capacité que ceux qui y croient à fonder et à poursuivre le combat pour le droits de l'homme ? La question est posée aux théologiens, aux évêques ; car la pensée insidieuse de Dostoïevski, tant utilisée, selon laquelle tout devient permis, c'est-à-dire le pire, à partir du moment où l'on ne croit plus en Dieu, peut être traduite de manière nouvelle : le salut de l'humanité, si menacé, ne peut venir que des croyants ; et Dieu est le seul fondement possible de la promotion de l'homme.

Là-dessus, des hommes de bonne volonté réagissent et craignent un certain retour, non pas de la foi en tant que telle, mais d'un nouveau triomphalisme et, par là, d'un nouvel impérialisme croyant. Alors qu'il y a encore beaucoup à dire de l'engagement des Eglises pour le tiers-monde ; dans son éditorial du *Monde diplomatique* de mars 1981, Claude Julien a parlé du voyage de Jean-Paul II aux Philippines, le pape à qui on a caché par *« des palissades, la misère du plus grand bidonville du monde »* ; mais le pape ne pouvait pas ne pas savoir que ce bidonville effroyable de Tondo existe comme Pie XII savait que les camps de concentration existaient. Jean-Paul II a dénoncé, devant les habitants du bidonville *« les dangers de la violence »*, écrit Claude Julien, qui ajoute : *« A-t-il tenu les mêmes propos devant le président Marcos ? »* Il ne suffit pas de s'ingénier à présenter une Eglise à visage humain. Les discours sont dépassés.

En vérité, croyants et incroyants n'ont-ils pas à se dire qu'ils ne sont pas meilleurs les uns que les autres ? Et surtout n'ont-ils pas à travailler ensemble pour les droits de l'homme, contre la faim et pour la liberté, afin de tisser à travers le monde des liens de solidarité qui vont permettre au monde de survivre puis d'aller de l'avant ? Travaillant côte à côte, comme on le voit par exemple dans *Amnesty International*, ils montrent ainsi leur sens de la gratuité, première vertu de l'homme : car on n'agit pas pour les droits de l'homme afin de faire entrer l'autre dans vos idées, dans votre parti ou dans votre confession mais pour lui-même ; c'est l'« autre » qui a droit, en tant que tel, à l'existence, au combat pour que cessent les inhumanités qui pèsent sur lui. Pour lui-même. Rien d'autre.

(*) Délégué général de Droits de l'homme et solidarité.

(1) *Les chrétiens et le goulag de la faim*, Paris, Ed. du Cerf.



Le Monde

étranger

EUROPE

Italie

Les « non » l'ont largement emporté aux cinq référendums abrogatifs

De notre correspondant

Rome. — Les électeurs italiens ont choisi le *statu quo* et refusé, par une écrasante majorité, l'abrogation des lois sur l'avortement, l'ordre public, le port d'arme et la prison à perpétuité qui leur était soumise par référendums les 17 et 18 mai. Une véritable marée de « non », qui a surpris la plupart des observateurs, notamment à propos du référendum sur l'abrogation presque totale de la loi sur l'avortement voulue par le *Mouvement* pour la vie, d'inspiration catholique, soutenue par la hiérarchie ecclésiastique.

« Nous avions prévu une défaite, mais pas de cette proportion », a commenté M. Carlo Casini, député démocrate-chrétien et inspirateur de ce référendum. Seuls 32,1 % des électeurs ont voulu supprimer la loi 194 de 1978 instaurant l'avortement libre et gratuit. Un score d'autant plus significatif que la démocratie-chrétienne et le parti néo-fasciste, qui soutenaient cette abrogation, avaient recueilli aux élections législatives de 1979 plus de 44 % des suffrages.

A la surprise générale, dans le sud de la péninsule, avec 65,2 % de « non », les électeurs ont refusé la supression de l'interruption de grossesse dans des proportions identiques au reste de l'électorat italien, alors que l'on estimait, dans ces régions, le poids de la tradition, de la démocratie-chrétienne et de l'Eglise beaucoup plus fort. Un résultat d'autant *plus étonnant* que c'est dans le Mezzogiorno que, depuis trois ans, la loi a été le plus mal appliquée, notamment à cause de l'objection de conscience de nombreux médecins (80 % du corps médical en Campanie), et que le nombre d'avortements clandestins était resté le plus fort.

Le 12 mai 1974, dans le Sud, une légère majorité (52,1 %) avait voulu l'abrogation de la loi sur le divorce. A l'échelle nationale, ils n'étaient que 40,9 %. Sept ans plus tard, donc, sur un problème beaucoup plus important pour un catholique, puisqu'une vie est en jeu, *ils ont été* 9 % de moins à suivre les indications de vote de l'Eglise, des associations catholiques et de la démocratie-chrétienne.

Certains parlent déjà d'une sécularisation de l'Italie. Le chiffre de ceux qui ont voulu l'abrogation de l'avortement correspond en fait à celui des catholiques pratiquants, *que l'on* estimait, avant le scrutin, à un tiers de la population italienne. Reste aussi que de nombreux catholiques ont pu hésiter à voter pour *la proposition du* Mouvement pour la vie qui prévoyait le maintien de l'interruption de grossesse pour raisons thérapeutiques (voir *le Monde* du 5 mai), tout aussi *condamnable*. Une fois de plus donc, à l'occasion d'un référendum, l'électeur a moins voté selon son appartenance politique que selon ses opinions personnelles.

Ce vote presque plébiscitaire, aux proportions inattendues, a été salué avec satisfaction par socialistes, communistes, libéraux, républicains et sociaux-démocrates. Plus encore que les autres *partis « laïcs »*, le P.C.I. était *en* fête le soir du 18 mai, via del Botteghe-Oscure. Devant le siège du P.C.I. orné de drapeaux rouges et tricolores, une petite foule de militants communistes commentaient avec enthousiasme les résultats, comme si cette victoire sur l'avortement effaçait les reculs électoraux des législatives de 1979 et des municipales de 1980.

« *Cette victoire*, a déclaré M. Berlinguer, secrétaire général du P.C.I., *exprime la maturité d'un pays qui a repoussé dans l'unité une dangereuse offensive des forces rétrogrades et obscurantistes qui ont tenté de diviser l'Italie entre croyants et non-croyants* » Au siège du P.S.I., comme dans celui des autres partis laïcs, l'atmosphère était tout aussi joyeuse. La démocratie chrétienne a affirmé accueillir *avec « sérénité » ces résultats*. Elle s'était refusée à trop s'engager dans cette campagne électorale et voulait « dépolitiser » le problème pour en faire un *problème de conscience individuelle*, afin d'éviter toute retombée politique de la défaite sur la majorité gouvernementale.

Une évolution des mentalités

L'autre référendum sur l'interruption de grossesse voulu par le parti radical, qui proposait l'abrogation des articles de la loi 194 empêchant une totale liberté de *l'avortement*, a *été repoussé par* les électeurs par 88,5 % de « non ». Si les résultats des référendums sur l'avortement ont sanctionné une évolution des mentalités sur *un problème de mœurs* et de séparation entre catholicisme et Etat laïc, ceux des trois autres scrutins ont, en revanche, traduit une évolution des esprits au sujet de l'ordre public après plus de cinq ans de terrorisme.

Seuls 22,7 % des électeurs italiens ont voulu l'abolition de la prison à perpétuité. Un score d'autant plus faible que communistes, socialistes et extrême gauche appelaient à *supprimer* cette peine jugée « inhumaine », et ils représentaient plus de 45 % de l'électorat. Si certains communistes font remarquer que beaucoup des électeurs ont préféré répondre « non » à tous les référendums par peur de l'erreur.

> **LES RÉSULTATS DÉFINITIFS**
>
> **Voici les résultats définitifs des cinq référendums abrogatifs soumis aux suffrages des Italiens dimanche 17 et lundi matin 18 mai :**
>
> **— *Inscrits : 42 902 611.***
>
> **— Votants : de 30 919 739 à 31 643 927 (participation moyenne 79,6 %) selon les référendums.**
>
> **— Vote pour l'abrogation de la *loi de 1979 sur l'ordre public* : oui, 4 612 107 (14,8 %) ; non, 26 562 680 (85,2 %).**
>
> **— Vote pour l'abrogation de la loi sur la réclusion perpétuelle : *oui, 7 125 796 (22,7 %)* ; non, 24 316 928 (77,3 %).**
>
> **— Vote pour l'abrogation de la loi autorisant le port d'armes : oui, 4 394 385 (14 %) ; non, 27 035 303 (86 %).**
>
> **— Vote pour l'abrogation de la loi « 194 » sur l'avortement (proposition du parti radical) : oui, 3 557 235 (11,5 %) ; non, 27 362 504 (88,5 %).**
>
> **— Vote pour l'abrogation de la loi « 194 » sur l'avortement (proposition du Mouvement pour la vie) : oui, 10 153 414 (32,1 %) ; *non, 21 490 513 (67,9 %)*.**
>
> **En conséquence, les quatre lois dont l'abrogation était soumise à référendum seront maintenues. — (A.F.P.)**

D'autres comme M. Pajetta s'inquiètent de ce résultat « *peu rassurant* », qui montre qu'un nombre élevé d'Italiens « *n'ont pas montré la compréhension humaine qui fondait notre loi* ».

Le 11 juin 1978, proposant l'abrogation de la loi Reale sur *l'ordre public*, radicaux et extrême gauche avaient à eux seuls remporté alors plus de 24 % des suffrages. La loi Cossiga de 1979 sur l'ordre public est beaucoup plus dure puisqu'elle instaure notamment le prolongement de la détention préventive jusqu'à onze ans pour les délits de terrorisme, et la garde à vue, mais aussi la discrimination de peines pour les terroristes repentis. Or, sur son abrogation, radicaux et extrême gauche ont été *suivis* par tout juste 14,8 % des électeurs. Un chiffre supérieur de 0,8 point à celui des Italiens qui voulaient l'abrogation du port d'arme (14 %).

Ce scrutin a vu sanctionner la défaite du parti de M. Marco Panella, dont quatre référendums ont été refusés par une écrasante majorité. *Les radicaux* soulignent que malgré une violente campagne de démagogie et de calomnie de la part de tous les journaux, partis et syndicats, ils ont néanmoins *réussi à « fixer » un électorat* triple ou quadruple de celui de leurs suffrages au Parlement (3,4 % aux élections législatives de 1979). Beaucoup d'observateurs ont remarqué *que le véritable* vaincu de cette élection est le référendum lui-même.

Le pourcentage des abstentions de 20,09 % est supérieur de plus d'un *point à celui qu'avait obtenu* le double référendum du 11 juin 1978, et de douze points à celui du scrutin sur le divorce du 12 mai 1974. Lassitude de *l'électorat* ? Aucun *des* huit référendums abrogatifs jusqu'ici souhaité aux élections italiennes ne l'a emporté. Mais jamais le nombre des « non » n'avait été aussi important. De nombreux éditorialistes et hommes politiques soulignent que ces résultats sont donc *« une victoire du Parlement »*.

MARC SEMO.

Yougoslavie

DEUX DIRIGEANTS DU KOSOVO DONNENT LEUR DÉMISSION

Belgrade *(A.F.P., U.P.I.)*. — Deux responsables du gouvernement régional du Kosovo se sont *démis* de leurs *fonctions* lundi 18 mai à la suite des émeutes qui ont eu lieu dans cette région autonome, notamment à l'université de Pristina, en mars et avril derniers. Il s'agit de M. Pazajit Nushi, vice-président du gouvernement, qui a souligné, selon l'agence Tanjug, *« sa propre responsabilité politique »* dans la situation au Kosovo, en particulier dans le domaine de l'éducation, et de M. Imer Jaka, ministre de la *culture* et *de* l'éducation, qui, selon la même source, s'est dit *« conscient du poids de sa propre responsabilité pour toutes les faiblesses manifestées dans le domaine de l'éducation »*.

De vifs reproches *avaient été* adressés aux responsables régionaux de l'éducation, au cours d'une réunion du comité central de la Ligue des communistes de la province, le 5 mai. A cette occasion, M. Mahmut Bakali, président de la Ligue des communistes du Kosovo, avait remis sa démission (*le Monde* du 7 mai).

D'autre part, le procès de cinq « nationalistes et irrédentistes » albanais de *Macédoine* s'est ouvert lundi à Skoplje, capitale de *cette République fédérée*. Les cinq hommes, MM. Rahim Neziri, Zaim Bechiri, Shaban Limani, Esad Abduraman et Daim Shabani, sont accusés d'avoir créé une organisation illégale, le parti national du travail, et inculpés pour atteinte *« à l'intégrité et à l'ordre constitutionnel de la Yougoslavie »*. Les faits qui leur sont reprochés sont antérieurs aux événements du Kosovo, puisque leur *« activité hostile »*, selon l'acte d'accusation, s'est manifestée dans plusieurs villes de Macédoine, entre juin 1979 et janvier 1981, date de leur arrestation.

Grande-Bretagne

Des projets de réductions budgétaires provoquent un malaise dans la Royal Navy

Le secrétaire d'État à la marine est évincé

De notre correspondant

Londres. — Mme Thatcher a demandé lundi soir 18 mai au secrétaire d'Etat à la défense chargé de la marine, M. Keith Speed, de lui remettre sa démission. Comme M. Francis Pym, ancien ministre de la défense, remplacé il y a quelques mois par M. John Nott, M. Speed paie les conséquences de son opposition ouverte au projet de coupes claires dans le budget de la défense.

Depuis plusieurs jours, des « fuites » provenant du ministère de la défense ont révélé que des réductions budgétaires importantes allaient, en application de la politique de réduction des dépenses publiques, frapper les forces armées. La principale victime, disait-on, en serait soit la marine, qui pourrait perdre la moitié de sa flotte de surface de frégates et de destroyers, soit les troupes de l'armée du Rhin, cantonnées en Allemagne fédérale.

Durant la fin de semaine, M. Speed, qui a été neuf ans *officier de marine*, n'a pas hésité à dire tout haut ce que pensait déjà une bonne partie de la classe politique conservatrice : réduire les forces de la Royal Navy de manière notable, représenterait un danger pour la sécurité nationale, et nuirait considérablement à la contribution britannique à la défense de l'Europe, tout en ignorant les leçons de l'histoire.

Les déclarations de M. Speed ont été très bien accueillies par les députés *conservateurs* de base, au sein desquels la révolte gronde dès que Mme Thatcher veut s'en prendre au budget de la défense. Mais le premier ministre reste *intraitable*.

M. Pym, qui était entré en conflit avec le Trésor à propos d'une réduction précédente du budget de la défense, a changé de *portefeuille à la faveur du dernier* remaniement ministériel, le 5 avril. M. Speed, lui, est proprement renvoyé. C'est le ministre de la défense, M. John Nott, qui *devait présenter à sa place* la position du gouvernement sur la défense au Parlement, ce mardi après-midi et mercredi.

Selon les estimations généralement avancées à Londres, les coupes prévues dans le budget de la défense se monteraient à 8 ou 10 milliards de livres (1) échelonnés sur dix ans. Elles pourraient en outre aboutir à la fermeture de deux chantiers navals, avec la perte de treize mille emplois.

(Intérim.)

(1) Le cours actuel de la livre sterling est d'environ 11,50 F.

> **CINQ SOLDATS TUÉS EN IRLANDE DU NORD**
>
> **Belfast (A.F.P.). — Cinq soldats britanniques ont été tués, mardi 19 mai, par l'explosion de l'engin blindé à bord duquel ils se trouvaient, près de Newry (Sud-Est de l'Ulster), a indiqué à Belfast un porte-parole.**
>
> **L'attentat n'a pas encore été revendiqué, mais l'on constate qu'il a eu lieu près de la ville natale de McCreesh qui poursuit une grève de la faim depuis cinquante-neuf jours. Son état, ainsi que celui de Patsy O'Hara, inspire les plus vives inquiétudes à leur entourage. La famille de M. McCreesh a démenti, lundi soir, l'information donnée par le secrétariat d'Etat à l'Irlande du Nord selon laquelle le détenu avait renoncé à sa grève de la faim, puis l'avait reprise après avoir reçu la visite de sa famille.**

Espagne

Le retour du P.C. catalan à l'eurocommunisme apparaît comme un succès pour M. Carrillo

De notre correspondant

Madrid. — Le comité central du parti communiste catalan *(PSUC)* a décidé, dans la nuit du dimanche 17 au lundi 18 mai, de réintroduire dans ses textes de référence la notion d'eurocommunisme, qui avait été abandonnée *voici quatre mois. Cette* décision, adoptée par près des deux tiers des délégués, doit encore être ratifiée en juillet prochain par une conférence *nationale du parti. Mais, d'ores* et déjà, elle est considérée comme un succès pour le parti communiste espagnol et, au premier chef, pour son secrétaire général, M. Santiago Carrillo.

Malgré ce retour du PSUC à la ligne eurocommuniste, qui est celle de l'ensemble du P.C.E., le parti catalan reste réservé à l'égard *de la modération prêchée* — en matière sociale notamment — par M. Carrillo. La base ouvrière de la formation catalane, en particulier, considère que le P.C.E. accorde une priorité exagérée au combat parlementaire par rapport aux luttes de masse.

Pourquoi, dans ces conditions, le PSUC, malgré ses succès électoraux, *a-t-il finalement révisé* sa stratégie ? La tentative de putsch militaire du 23 février a ébranlé les esprits, et rendu plus justifiée, aux yeux de tous, la *ligne de conduite adoptée* par M. Carrillo. « Par ailleurs, la majorité du PSUC, constituée par deux tendances, lors du congrès de janvier, les « léninistes » et les *« pro-soviétiques »*, *était fragile*. Si le PSUC entendait, naguère encore, affirmer son autonomie vis-à-vis du P.C.E., il n'est pas prêt, aujourd'hui, à aller à la rupture, ni à bouleverser les rangs communistes en un moment politique aussi délicat.

THIERRY MALINIAK.

Tchécoslovaquie

Les deux Français arrêtés seront expulsés mais seize Tchécoslovaques restent inculpés

Les deux jeunes Français, M. Gilles Thonon et Mlle Françoise Anis, qui avaient été arrêtés à la frontière tchécoslovaque le 28 avril, « pour avoir transporté des documents subversifs et de l'argent destinés à des citoyens tchécoslovaques », seront expulsés sans jugement, apprenait-on officiellement à Prague, ce mardi *19 mai. Selon l'agence tchécoslovaque C.T.K., les autorités ont* « donné suite à une demande de clémence » afin de « fournir un apport positif à l'instauration de bonnes relations entre Etats ». Les Français avaient nié les faits qui leur étaient reprochés, assurant qu'ils avaient emprunté la voiture qui contenait, dans des caches, le matériel incriminé.

Après l'arrestation des Français, trente Tchécoslovaques étaient interpellés, dont seize ont été inculpés « d'activités subversives ». Dix restent incarcérés. Il s'agit de Mmes *Eva* Kanturkova, écrivain, dont le livre *Douze femmes à Prague* vient de paraître chez Maspero ; Jirina Siklova, philosophe, et de MM. Jan et Jiri Ruml ; Jaromir Horec, écrivain ; Jiri Muller, ancien leader *étudiant* ; Jan Mlynarik, historien ; Karel Kyncl, journaliste ; Miroslav Kusy, professeur de philosophie ; Milan Simecka, philosophe.

Six autres ont été remis en liberté provisoire : MM. Jiri Hajek, ancien ministre des affaires étrangères ; Ivan Havel, frère du dramaturge Vaclav actuellement en prison ; Josef Jablonicky, historien ; Karel Holomek, ingénieur et beau-frère de M. Simecka ; Zdenek Jicinsky, juriste et Mojmir Klansky, journaliste.

Il est inquiétant pour leur sort que l'agence CTK affirme dans son communiqué sur les Français que l'enquête a permis de *« rassembler des documents sur les centres de diversion idéologique et certaines organisations d'émigrés tchécoslovaques ainsi que sur les activités hostiles dirigées contre d'autres pays socialistes »*.

A Paris, une délégation, composée entre autres de représentants des organisations suivantes : Fédération de Paris de la Ligue des droits de l'homme, Comité des mathématiciens, Libre pensée, Comité pour la défense des libertés en Tchécoslovaquie, AIDA, Comité *international* contre la répression, Comité du 28 avril pour la libération des emprisonnés en Tchécoslovaquie, s'est rendue le lundi 18 mai à l'ambassade de Tchécoslovaquie pour demander la libération des personnes *emprisonnées*.

Une conférence de presse sur cette affaire, présidée par M. Artur London (auteur de *l'Aveu*) se tiendra le mercredi 20 mai à 11 h. 30 dans les locaux de l'UNEF indépendante et démocratique, 55, boulevard de Strasbourg. Les Français expulsés *seront présents*.

PROCHE-ORIENT

LA CRISE LIBANAISE

Tandis que les Etats-Unis se félicitaient, lundi 18 mai, du « rôle très constructif » joué *par l'Arabie Saoudite dans la crise du Liban*, où elle « exerce son influence pour tenter de réduire les tensions », M. Begin repoussait, avec mépris, l'idée d'une « médiation saoudienne » *dans la crise des fusées.*

Le premier ministre israélien a ajouté : « L'Arabie Saoudite est un des pays les plus corrompus du monde. Cela me rappelle les propos que m'a tenus, *jadis*, un dirigeant américain : « Ce n'est pas un Etat, c'est une » famille. » Comparant la vulnérabilité du régime saoudien à celle de la monarchie iranienne, il a affirmé : « Je ne comprends pas comment on peut qualifier l'Arabie Saoudite de pays modéré, alors qu'elle a proclamé le Jihad (guerre sainte) contre Israël. » M. Abba Eban, l'ancien ministre des affaires étrangères travailliste, a critiqué les propos tenus par M. Begin, affirmant qu'Israël ne devrait pas abandonner tout espoir dans la médiation de *M. Philip Habib, qui est* attendu incessamment à Jérusalem, venant de Damas.

L'attaque de M. Begin contre l'Arabie Saoudite est interprétée, par certains milieux de *Jérusalem, comme* dirigée contre l'attitude des Etats-Unis à propos de l'affaire des missiles. Elle intervient au moment même où le président Reagan, qui, selon la chaîne de télévision américaine A.B.C., participe personnellement aux efforts diplomatiques en cours pour désamorcer la crise libanaise, a rencontré, à ce propos, le prince Turki El Fayçal d'Arabie Saoudite. A Washington, d'autre part, on apprend que le secrétaire d'Etat américain, M. Alexander Haig, et l'ambassadeur d'U.R.S.S. aux Etats-Unis, M. Anatoly Dobrynine, se sont entretenus, vendredi, de la situation au Proche-Orient.

LE PILONNAGE DES QUARTIERS DE BEYROUTH A FAIT UNE TRENTAINE DE MORTS EN UN JOUR.

(De notre correspondant.)

Beyrouth. — Les vingt-neuf morts et les cent quarante-deux blessés dénombrés dans la journée du lundi 18 mai se partagent entre onze morts et cinquante blessés à Beyrouth-Est (chrétien) plus durement bombardé que jamais par les troupes syro-palestiniennes de la FAD, mais presque vidé de ses habitants, *et dix-huit tués et quatre-vingt-*douze blessés à Beyrouth-Ouest (palestino-progressiste), dont le bombardement par les forces libanaises (chrétiennes) s'est intensifié. Par ailleurs, Zahlé, soumis à un blocus depuis huit semaines, sans eau, sans ravitaillement, est menacée d'épidémies.

Si les navettes de M. Habib ont, jusqu'à présent, permis d'éviter la *« guerre des missiles »* entre la Syrie et Israël, elles n'ont pas empêché les Libanais de mourir. Depuis vendredi dernier surtout, le pilonnage syrien s'est étendu de façon systématique à l'arrière-pays chrétien *(Jalel-Dib, Jounieh, la montagne* du Kesrouan et du Metn) qui s'en est trouvé paralysé. Les bombardements de Beyrouth-Ouest commencent à gagner en profondeur.

L'émissaire américain se trouve depuis lundi après-midi de nouveau à Damas, où il va rencontrer *une troisième fois un président* Assad qui, entre-temps, a reçu un appui arabe inconditionnel, même de la part de ses pires ennemis. Après vingt jours d'un silence significatif, les pays du Golfe, notamment le Koweït, les Emirats arabes unis et le Yémen du Nord, ont emboîté le pas à l'Arabie Saoudite, qui a assuré Damas de son *« appui illimité »*. Le Maroc et la Tunisie ont dépêché des émissaires, et même l'Irak et la Jordanie ont été contraints de *promettre à la Syrie leur solida*rité active en cas de guerre avec Israël.

Néanmoins, des informations en provenance de Bahrein font état d'un *« plan saoudien »* dont l'idée de base serait qu'au lieu de retirer les missiles, la Syrie procéderait, progressivement et à long terme, *au retrait de toutes ses forces* du Liban, entraînant par-là même celui des Sam-6. Plan irréaliste, dans la mesure où Damas — pas plus que Moscou, précise-t-on de source bien informée — n'est disposé à envisager la fin de la mission de la FAD au Liban.

LUCIEN GEORGE.

L'Algérie demande la réunion d'urgence des ministres des affaires étrangères de la Ligue arabe

De notre correspondant

Alger. — Dans un message remis, lundi 18 mai, à M. Chadli Klibi, secrétaire général de la Ligue arabe, l'Algérie a demandé *la convocation d'urgence d'une* réunion extraordinaire des ministres des affaires étrangères des pays membres de cette organisation afin d'examiner la situation au Proche-Orient en général et au Liban en particulier *« à la suite des menaces et agressions israéliennes »*. Cette initiative a *été annoncée après le retour* de Damas d'un envoyé spécial du président Chadli Bendjedid, le docteur Taleb Ibrahimi, qui s'est entretenu avec le chef de l'Etat syrien. Celui-ci, estiment les milieux diplomatiques à Alger, aurait donné son aval à la démarche algérienne. Le président Chadli se tient étroitement informé des développements de la situation. Il a reçu dernièrement le leader de l'O.L.P., M. Yasser Arafat.

Les dirigeants algériens estiment que le gouvernement israélien, fort du soutien de la nouvelle administration américaine, ne *menace* pas seulement le Liban mais tente d'affaiblir et de disloquer davantage l'ensemble du monde arabe.

C'est donc, affirme-t-on à Alger, la nation arabe dans son entier qui est visée et menacée d'une *« nouvelle agression d'envergure »*. La riposte, comme l'attaque, doit être globale et collective et nécessite rapidement une concertation. Il faut en profiter, dit-on ici, pour prendre ensemble des mesures concrètes et démontrer que la nation arabe est encore capable de *« relever le défi sioniste »* et de *« riposter puissamment et efficacement à toute agression mettant en péril son intégrité territoriale et sa sécurité »*.

DANIEL JUNQUA.

Israël

La remontée préélectorale de son parti inspire à M. Begin des débordements d'optimisme

De notre correspondant

Jérusalem. — Peut-on vivre au rythme des « hauts » et des « bas » de M. Begin ? Les Israéliens s'interrogent depuis longtemps. Ce n'est pas la première fois que l'on se préoccupe de la santé du premier ministre, deux fois victime d'accidents cardiaques, et plusieurs fois hospitalisé depuis son accession au pouvoir en 1977. Mais si maintenant la question est de nouveau posée, c'est, paradoxalement, parce que M. Begin se sent en pleine forme... Il le prouve *tant* et si bien que cela inquiète. L'état d'*« euphorie »* et d'*« exaltation »* que connaît actuellement le chef du gouvernement est devenu l'un des thèmes favoris des éditorialistes et des chroniqueurs de la presse israélienne.

Comme l'a fait observer le journal *Haaretz*, on parlait davantage ces dernières années des phases de *« dépression »* du premier ministre. Jusqu'au début de cette année, M. Begin *vivait* de *plus en* plus fréquemment des moments d'abattement, qui se traduisaient notamment par de l'indécision. En janvier, M. Begin semblait disposé à écourter son mandat et à appeler à des élections anticipées. Il paraissait alors résigné à subir un échec retentissant. Puis, sans doute grâce à une série de mesures économiques — *« démagogiques et électoralistes »* selon les travaillistes — prises par le nouveau ministre des finances, la chute du Likoud dans les sondages d'opinion s'est brusquement arrêtée.

Les élections syndicales à la Histadrout en avril ont confirmé un redressement qui s'est vite transformé en remontée spectaculaire puisque le Likoud serait aujourd'hui à *égalité de chances* avec le parti *travailliste* et puisque sa victoire est désormais envisagée pour le 30 juin prochain.

M. Begin s'est, tout à coup, lui aussi transformé. Il se multiplie *et on ne l'a jamais* autant entendu. Dans une récente interview, il reconnaissait sa métamorphose en des termes surprenants : *« Je ne me suis jamais senti aussi bien,* dit-il, *sur le plan mental et moral. Je n'ai jamais été en meilleure condition depuis quatre ans parce que je livre un combat, ce qui a toujours été mon « élément » durant toute ma vie. »*

Quel combat ! On ne compte plus le nombre des victimes. Pour les trois dernières semaines, le journal *Davar* en a recensé une trentaine, parmi lesquelles on trouve aussi bien les leaders de *l'opposition que, curieusement,* M. Jimmy Carter ou Winston Churchill... On sait avec quels excès le premier ministre a lancé des attaques contre le chancelier Schmidt et M. Giscard d'Estaing.

Agé de soixante-sept ans, M. Begin a retrouvé une telle énergie qu'il a *décidé* de ne plus *prendre sa retraite à soixante-dix ans comme* il s'y était engagé auparavant.

A propos des risques de conflit avec la Syrie, l'opposition ne cesse de tonner contre M. Begin parce qu'il s'est livré à une *« dangereuse escalade verbale »*, qui met à présent Israël dans une situation délicate. Certains députés travaillistes ont même dénoncé son *« irresponsabilité »*. Pour Yoel Marcus, dans le journal *Haaretz*, l'attitude exaltée de M. Begin n'est pas *le résultat* d'un traitement médical comme la rumeur le laisse entendre. Selon lui, le premier ministre est un tribun qui se laisse emporter par le verbe au-delà de la *« réalité »* et qui a toujours *« tout vu en rose ou en noir sans distinguer les nuances »*.

Le journal se demande quelles seront les conséquences de ce comportement qui incite peu à la prudence devant la difficile crise libanaise.

FRANCIS CORNU.

● *Le député israélien Samuel Flatto-Sharon,* condamné dans son pays à neuf mois de prison pour *corruption électorale* (*le Monde* du 13 mai), a été suspendu le mardi 19 mai de la Knesset par un vote d'une commission de la Chambre des députés. Selon la *législation* en vigueur, cette décision a un effet contraignant et n'a pas besoin d'être ratifiée par la Knesset réunie en séance plénière. Toutefois, a indiqué un porte-parole de l'Assemblée, elle n'est pas liée à la question de l'immunité parlementaire de M. Flatto-Sharon, dont la France a demandé l'extradition pour fraude : *« Si le gouvernement français ou quiconque souhaite extrader M. Flatto-Sharon, il devra en faire la demande officielle auprès de la Knesset, qui l'examinera en séance plénière, et non par la seule commission. » — (Reuter.)*

هكذا من الاصل

PROCHE-ORIENT

Le Liban dans la tenaille

II. — Le «mini-État» de Cheikh Béchir

De notre envoyé spécial JEAN GUEYRAS

La crise actuelle au Liban a été déclenchée à la suite de la décision des milices phalangistes de faire de Zahlé une place forte qui, selon les Syriens, menaçait leurs positions stratégiques dans la vallée de la Bekaa. Pour mener à bien cette entreprise, les Kataëb comptaient sur une intervention militaire d'Israël qui ne s'est pas produite. En revanche, l'aviation de Jérusalem est intervenue pour empêcher Damas de contrôler les hauteurs stratégiques du mont Sannin, tuant ainsi dans l'œuf le dialogue qui s'était ébauché entre les différentes parties libanaises en vue d'une entente nationale sous le parrainage de Damas. (« Le Monde » du 19 mai.)

Beyrouth. — La tour Murr — sinistre gratte-ciel demeuré inachevé du fait de la guerre — crache le feu contre Beyrouth-Est. Notre interlocuteur, cadre chrétien dans une importante firme commerciale de Hamra, n'arrive pas à dissimuler son angoisse. « Excusez-moi, murmure-t-il, la gorge serrée, voilà six ans que cela dure, et je n'ai pas réussi à m'y habituer. » En réalité, il pense aux siens qui, après avoir fui les bombardements d'Achrafieh, se sont réfugiés sur le littoral de Kesrouane. La radio phalangiste, qu'il écoute en permanence, vient précisément d'annoncer que l'artillerie syrienne a pilonné ce secteur. « Ce n'est pas possible, ajoute-t-il, l'air absent, si les Syriens voulaient nous pousser dans les bras de Béchir, ils ne s'y prendraient pas autrement. »

Plus de cinq cent mille chrétiens libanais vivent en dehors des frontières du réduit maronite de Jounieh, dont cent mille environ à Beyrouth-Ouest. En dehors de rares incidents isolés, ils n'ont jamais eu à se plaindre du comportement de leurs compatriotes musulmans. Ils haussent les épaules lorsqu'ils entendent parler des « menaces d'extermination » qui pèseraient sur eux, mais ne peuvent admettre que leurs coreligionnaires de l'Est soient soumis à un pilonnage sauvage dès que le climat politique se détériore dans le pays. Les chrétiens de Zahlé, en grande majorité grec-catholiques n'ont commencé à se sentir proche des Kataëb qu'après avoir été, en décembre dernier, bombardés sans discrimination par l'artillerie syrienne.

Avant le début de la crise d'avril, environ cinquante mille chrétiens traversaient chaque jour la ligne de démarcation pour travailler à Beyrouth-Ouest, alors que les musulmans qui effectuaient le trajet inverse se comptaient sur les doigts d'une main. « Il n'y a pas de doute, soupire un avocat chrétien installé à l'ouest, « ils » sont plus tolérants que nous ; 80 % des commerçants de Hamra sont des chrétiens, et nul n'a jamais songé à les inquiéter, même si des musulmans sont tués dans d'autres quartiers de l'ouest par « nos » bombes. Les journaux phalangistes, qui clouent au pilori les Syriens et le mouvement national à longueur de colonnes, sont vendus librement ici, alors que « chez nous » nous n'avons d'autre choix que de lire les organes des Kataëb et de leurs alliés. »

Ordre et discipline

Les chrétiens du réduit maronite parlent avec orgueil de « l'ordre et de la discipline européens » qui règnent à l'est. Malgré les bombardements presque quotidiens, Achrafieh est demeuré toujours propre et coquet. Des sacs de sable protègent les rez-de-chaussée et les magasins trop exposés, et les habitants sont encouragés à quitter les secteurs les plus dangereux pour se réfugier sur la côte et la montagne où les couvents abritent les plus démunis. Ce qui explique qu'en dehors des premières victimes surprises par le début des pilonnages, le 2 avril dernier, le nombre des tués est demeuré relativement limité. Depuis, Achrafieh a été vidé des trois quarts de sa population et ceux qui sont restés sur place mènent une existence ralentie. Profitant de la trêve matinale qui est de rigueur, ils sortent pour faire leurs emplettes.

Vers 11 heures, dès les premiers signes d'une aggravation de la situation, les rues se vident comme par enchantement et le quartier semble avoir été frappé par un mal mystérieux.

Pourtant, les rares voitures qui y circulent respectent les feux de signalisation et les sens interdits sous peine de se faire rappeler à l'ordre par les vigilants et omniprésents policiers kataëb.

Depuis la sanglante élimination par les phalangistes, le 7 juillet 1980, des miliciens du parti national libéral de M. Camille Chamoun, qualifiés de « voyous », la « propreté physique » se double d'une « propreté morale ». Il est vrai que les Kataëb ont eu également leurs « voyous », mais ils sont tenus en laisse par l'appareil militaire du parti, qui a pris lui-même en charge, par le truchement des « finances communes », la collecte des fonds qui alimentent les caisses du « mini-Etat ». Au pillage organisé du port de Beyrouth, au début de la guerre civile, s'est substituée une contrebande officiellement organisée par le parti, à partir du cinquième bassin du port de la capitale libanaise et de Jounieh. Elle prive les douanes de l'Etat libanais d'une partie importante de leurs rentrées, tout en servant à financer la « république d'Achrafieh ».

La population est également mise à contribution par diverses mesures de taxation, acceptées sans récrimination par le public qui estime que c'est bien peu payer la tranquillité et la sécurité dont il bénéficie. Le propriétaire d'un supermarché d'importance moyenne paie 400 livres par mois (environ 500 francs français) et les habitants d'un appartement modeste entre 25 et 100 livres. Les patrons des restaurants, discothèques et cinémas versent 2 % de leurs gains aux percepteurs phalangistes, et les automobilistes sont taxés de 1 livre par 20 litres d'essence.

La « liquidation » de Tony Frangié

« L'envers de ce tableau idyllique est l'existence d'une société phalangiste militarisée et totalitaire », se plaint un chrétien d'Achrafieh qui n'hésite pas à qualifier le système de « fascisant » et « peu conforme aux traditions et au tempérament libanais ». L'architecte de ce « mini-Etat », que ses adversaires qualifient de « ghetto maronite », est sans contredit M. Béchir Gemayel, le fils du leader historique des Phalanges. Au fil des années, peu à peu, presque sans se presser, celui que ses adulateurs appellent « Cheikh Béchir » s'est assuré des leviers de commande de l'appareil militaire du parti, dont il s'est servi pour devenir dans un premier temps l'« homme fort des Kataëb » avant de s'imposer comme le chef incontesté du « mini-Etat de Jounieh ».

La traversée du désert de Cheikh Béchir avait pourtant été longue. En 1960, il n'était qu'un obscur responsable local de la cellule phalangiste de Bikfaya placé sous les ordres de son frère aîné Amine et semblait fort respectueux des structures traditionnelles du parti. Neuf ans plus tard, il émergeait de la grisaille pour devenir le représentant de l'aile dure antipalestinienne des jeunes cadres Kataëb. Lorsque commence en 1975 la guerre civile, on le retrouve au poste-clé de responsable du district d'Achrafieh. Tout lui paraît désormais possible : sa personnalité, que ses proches qualifient de hors du commun, et également le fait qu'il est le fils de M. Pierre Gemayel lui permettent de grimper rapidement les échelons militaires, assumant après la mort de William Haoui, tué en août 1976 lors du siège de Tel-El-Zaatar, le commandement suprême des milices.

Il crée quelques mois plus tard avec Dany Chamoun, dirigeant du P.N.L., les Forces libanaises, qui regroupent tous les « combattants chrétiens », mais réussit cependant à garder au sein de cette alliance l'hégémonie des militaires phalangistes.

En 1978, irrité par le comportement des dirigeants traditionnels phalangistes, il songe déjà à s'emparer du pouvoir politique exercé par l'appareil du parti qui, à l'époque, était favorable à une entente avec les Syriens. Il lui faudra auparavant « liquider physiquement » Tony Frangié, le chef des « maradas » de Zghorta, qu'il considère comme étant « le Syrien dans le camp maronite », dans des conditions qui en disent long sur certaines pratiques en cours parmi les miliciens phalangistes. Les adversaires de Cheikh Béchir au sein du bureau politique tentent alors de profiter de ce « regrettable épisode » pour essayer de stopper une ascension qui commence à les inquiéter. Mais Béchir est sauvé — à dessein affirment certains — par les Syriens qui, en organisant fin juin un massacre tout aussi sanglant contre des villageois grecs catholiques de la Bekaa, font oublier Ehden. Le 1er juillet, la « guerre de cent jours » déclenchée par les Syriens contre les habitants d'Achrafieh rehausse encore plus le prestige des miliciens kataëb devenus aux yeux de la population du réduit maronite les héros de la résistance à l'occupation des troupes de Damas.

Enclave contrôlée par le commandant Haddad
Zones de déploiement de la FINUL
Forces libanaises (phalangistes)
Secteur palestino-progressiste
Troupes syriennes
TRIPOLI — AKKAR — Lac de Homs — Hermel — Zghorta — Oronte — Batroun — MONT LIBAN — LIBAN — Jounieh — Baalbek — BEKAA — ANTI-LIBAN — BEYROUTH — Mont Sannin — Zahlé — Damour — Litani — MÉDITERRANÉE — Saïda — Jezzine — Mont Hermon — DAMAS — Château de Beaufort — Nabatieh — Tyr — Marjayoun — SYRIE — GOLAN — Naqoura — Kuneitra — L. Houlé — Jourdain — ISRAËL — 0 — 25 — 50 km

Un pouvoir sans partage

M. Béchir Gemayel poursuit inlassablement son entreprise d'« unification du commandement et des combattants », euphémisme qui dissimule de plus en plus mal son grand dessein d'assurer la suprématie des miliciens kataëb sur l'ensemble des chrétiens. Des progrès ont déjà été accomplis dans cette voie : Jbeil a été épuré des partisans de M. Raymond Eddé, qui n'a jamais admis le règlement des différends par les armes, et plusieurs autres notables maronites indépendants ont été contraints de quitter le Kesrouane et le Metn. Les groupuscules militaires chrétiens, qui avaient joué un rôle important au début de la guerre, dont le Tanzim et les Gardiens du Cèdre, sont neutralisés, et la communauté arménienne, qui avait toujours été l'alliée électorale des Phalanges, est mise au pas. Il reste encore à éliminer le P.N.L. de M. Camille Chamoun dont les milices dirigées par son fils Dany persistent à tenir la dragée haute aux combattants phalangistes. Ce sera chose faite le 7 juillet 1980 avec l'« opération de Safra », qui se termine par un véritable carnage. Cette fois, Dany et sa famille plus heureux que les Frangié seront épargnés, vraisemblablement dans le but de ne pas compromettre l'avenir du Front libanais, institution de concertation politique, dont le président est M. Camille Chamoun. Désormais, rien ne s'oppose plus au pouvoir de Cheikh Béchir « fondé, nous dira un chrétien, sur une succession éprouvante de sanglantes victoires militaires contre ses propres alliés chrétiens ». L'entrée des candidats de Cheikh Béchir au bureau politique du parti, en novembre 1980, et la défaite de ceux de son frère Amine, viennent couronner une situation de fait. Tous les détracteurs du nouvel homme fort des Kataëb sont neutralisés politiquement. Ils auront la sagesse de se rallier à lui, les uns par conviction, les autres par simple prudence. L'appareil traditionnel du parti est court-circuité par Cheikh Béchir qui, entouré d'une équipe de fidèles, s'identifie avec l'Etat chrétien de Jounieh. Ses anciens rivaux ne sont plus que pâles figurants occupant des postes honorifiques. Libres de s'exprimer dans certaines limites, mais, comme M. Camille Chamoun qui attend des jours meilleurs, ils ont les ailes coupées.

Les avis demeurent partagés quant à l'influence réelle qu'exerce M. Pierre Gemayel sur le cours des événements. Certains affirment que son activité se borne à faire de longues déclarations qui occupent tous les jours plusieurs colonnes d'Al Amal. D'autres, au contraire, estiment qu'il demeure tout-puissant et que rien ne se fait sans son accord. « Les Gemayel, c'est la famille sicilienne, explique d'un ton désabusé un ancien phalangiste. En réalité, c'est le vieux qui dirige tout, tenant d'une main un faucon (Béchir) et de l'autre une colombe (Amine). »

Pour les jeunes chrétiens du réduit maronite, il n'y a cependant pas de doute : le seul leader, c'est le Cheik Béchir, « qui a non seulement toutes les qualités d'un véritable chef, mais est décidé à mener à bien sa mission historique ». Celle-ci peut se résumer en quelques formules qui vont de la « défense des chrétiens menacés d'extermination par une masse arabo-musulmane hostile » à la « sauvegarde de l'identité culturelle des chrétiens et la défense des valeurs occidentales en cette terre d'Orient ». Certains théoriciens phalangistes vont même jusqu'à discerner une « communauté de destin » entre les maronites et Israël « exposés aux mêmes dangers ». « Les intérêts d'Israël ne sont pas contraires aux nôtres, remarque l'un des responsables de l'ordre des moines maronites de Kaslik, qui exerce une influence non négligeable sur la pensée des nouveaux dirigeants phalangistes, il faut que l'on comprenne que le premier pays qui tombera après la chute des chrétiens au Liban sera Israël. »

L'alliance avec Israël

Les impétueux moines de Kaslik ont l'habitude de dire tout haut ce que les dirigeants politiques phalangistes pensent souvent tout bas. Ces derniers ont longtemps essayé d'escamoter le problème posé par leur alliance avec les Israéliens, dont ils évitaient soigneusement de prononcer le nom, se contentant de clamer avec amertume qu'ils étaient prêts à « s'allier même avec le diable » pour s'opposer aux Syriens et aux Palestiniens. Maintenant que l'existence de liens presque institutionnalisés avec Jérusalem est devenue par trop évidente, ils tentent de banaliser le problème. « Pourquoi, disent-ils, serions-nous les seuls au Proche-Orient à ne pas entretenir des relations avec Israël. Devons-nous être plus royalistes que le roi, alors que les principaux intéressés, c'est-à-dire les pays arabes, de l'Egypte de Sadate à la Jordanie du roi Hussein en passant par le lointain Maroc du roi Hassan II n'hésitent pas à traiter avec l'Etat juif ? »

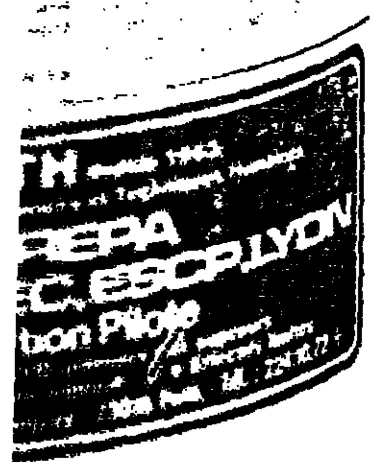
Cette comparaison paraît peu convaincante, même à certains phalangistes modérés qui, en privé, se demandent si M. Béchir Gemayel n'est pas allé trop loin dans ses contacts avec Israël pour qu'il ne lui soit plus possible de faire marche arrière. Le mythe de la supériorité militaire des chrétiens dont s'enorgueillissent les phalangistes repose sur une coopération de plus en plus étroite avec des Israéliens, qui fournissent aux milices de M. Béchir Gemayel un équipement militaire assez perfectionné pour se mesurer à une armée syrienne dotée de matériel moderne.

Les conseillers militaires israéliens, que la rumeur publique signale parfois à Achrafieh, fournissent en outre aux miliciens kataëb, selon les experts militaires occidentaux à Beyrouth, des « conseils stratégiques et tactiques ». Certains Libanais pensent que ces « conseils » s'étendent également au domaine politique, sans pouvoir toutefois apporter d'autres preuves à l'appui de leurs dires que l'existence d'une « certaine façon de penser israélienne » qu'ils croient déceler dans le vocabulaire des dirigeants phalangistes, prompts à évoquer les menaces de « génocide » et d'« holocauste » qui pèseraient sur les chrétiens libanais, ou affirmant qu'ils « préfèrent Massada à Damour ».

« Si nous sommes placés devant un diktat, nous a confié un dirigeant phalangiste pourtant peu favorable à l'« option israélienne », nous choisirons l'aventure. Le chrétien faible est un allié potentiel d'Israël, le chrétien fort et sécurisé est un allié naturel de la Syrie et des Arabes ». Nombreux sont cependant les Libanais, chrétiens ou non, qui pensent que les phalangistes sont peu disposés à lâcher la proie pour l'ombre et préféreront maintenir avec le « diable israélien » une alliance sans laquelle l'existence même de leur « mini-Etat » serait compromise.

Prochain article :

L'IMPOSSIBLE ENTENTE NATIONALE



AMÉRIQUES

États-Unis

Coors, brasseurs de père en fils et mécènes de la nouvelle droite

De notre envoyé spécial

Golden (Colorado). — Les rapports entre la bière et la politique n'ont jamais été très clairs. Même ici, dans la plus grande brasserie des Etats-Unis, dirigée par *des conservateurs militants*, on s'embrouille un peu. Ne faut-il pas distinguer entre M. William Coors, qui a le nez dans les affaires, et son frère Joseph, pilier de la nouvelle droite ? Entre les activités charitables d'une grande famille de l'Ouest et ses options politiques ?

Cette cathédrale de béton est posée au pied des hauteurs du Colorado. Ici coule la fameuse « *eau pure des montagnes Rocheuses* » tant vantée par la publicité. Les frères Coors *produisent chaque jour 3,5 millions* de litres de bière blonde. Ils ne sont pourtant, avec 7,8 % du marché, qu'à la cinquième place aux Etats-Unis. Les quatre « grands », Anheuser-Busch, Miller, Schlitz et Pabst, ont chacun plusieurs usines qui leur permettent de couvrir tout le territoire. La bière Coors, elle, entièrement fabriquée dans une seule brasserie, n'est en vente que dans vingt Etats.

Près de dix mille personnes sont employées à Golden. Coors produit ses bouteilles et ses boîtes métalliques, le papier de ses étiquettes. Il a sa propre centrale électrique, alimentée par du charbon qu'il extrait lui-même. L'aluminium des boîtes usagées est recyclé sur place.

L'épopée d'Adolph Coors, jeune immigrant allemand, arrivé dans le Colorado avec une pauvre valise, occupe plusieurs pages sur papier *glacé*. « *Il n'avait pas 10 « cents », il ne parlait pas anglais.* » Mais il était travailleur, entreprenant et généreux. « *Il croyait au rêve américain, il l'a cherché, il l'a trouvé...* » Bref, en 1873, l'ouvrier économe ouvre enfin sa propre brasserie. Elle grandit peu à peu, c'est la fortune.

En 1916, le Coloradio décrète la prohibition. Coors va-t-il licencier son personnel, tout vendre et vivre en rentier ? Non, « *il diminue son propre traitement pour payer ses employés* » Le temps de changer de fusil d'épaule : Coors fabriquera désormais des produits alimentaires.

Le chef de la dynastie ne vivra pas assez vieux pour voir, en 1933, la fin de la prohibition. Mais son fils aîné reprend le flambeau, dans le même esprit. « *Il a trois cents vingt-cinq salariés,* précisait un journal de l'époque. *Il connaît chacun par son prénom, partage la joie de l'achat d'une nouvelle voiture ou la naissance d'un enfant.* » Le petit-fils, Adolph Coors III serait encore aux commandes s'il n'avait été enlevé puis assassiné en 1960. Ce sont donc ses deux frères, William et Joseph, qui *dirigent* l'usine.

Pionniers et moralistes

« *Ici, tout le monde les appelle Bill et Joe. Ils n'aiment pas qu'on dise autrement,* précise M. Robert Keyser, chargé des relations publiques. *Regardez-les : simples, souriants, pas de veste, jamais de cravate. Seulement le prénom inscrit sur la chemise ; ça vous donne une idée du climat.* » Coors continue donc à être une entreprise familiale malgré ses dix mille salariés. Le paternalisme qui y règne s'est même accentué depuis la disparition — très controversée — des activités syndicales, en 1978.

L'année précédente, une grève avait éclaté pour le renouvellement du contrat de travail. Elle s'est poursuivie pendant vingt mois. Les ouvriers finirent par voter la dissolution de leur syndicat à 71 % des suffrages. L'activité reprit, tandis que la *centrale A.F.L.-CIO décidait un* boycottage national des bières Coors, dénonçant le caractère anti-syndical de l'entreprise, sa politique discriminatoire à l'égard des minorités et même son procédé de fabrication.

Le boycottage dure encore. On voit apparaître de temps à autre dans les journaux de l'Ouest une page de publicité de l'A.F.L.-CIO ou du Syndicat des camionneurs pour attaquer cette marque. Les ventes s'en ressentent dans certains Etats, comme la Californie. Ce conflit a fait réagir les frères Coors. Débarrassés des syndicats dans l'entreprise, ils ont pu donner libre cours à leurs idées conservatrices. Mais talonnés par une campagne d'opinion, *ils ont* dû améliorer leur image et évoluer un peu.

Les petits-fils de l'immigrant allemand incarnent le conservatisme de l'Ouest. On trouve chez eux la mentalité du pion*nier, qui célèbre la croissance* ininterrompue, et la déception du moraliste, qui voit s'effriter les valeurs traditionnelles. Ce conservatisme s'est épanoui dans *les grands espaces du Colorado*, grâce à un boom économique fulgurant. La fiscalité favorise les investisseurs, les salaires moyens sont bas, les syndicats ont été introduits tardivement et ne parviennent pas à s'imposer.

Avant la grève de 1977-1978, M. Joseph Coors apparaissait déjà comme un conservateur de choc. Il finançait notamment deux associations très actives de la nouvelle droite américaine, la Fondation Heritage, puissant groupe de recherche et de propagande, et le Comité pour la survie d'un Congrès libre, qui a *pour mission de barrer la route* aux candidats libéraux. Partisan de M. Reagan dès 1975, ce brasseur militant encourageait les autres patrons du Colorado à s'« engager sur la scène politique » : mais son entreprise elle-même était toujours réglée selon les vieilles méthodes du grand-père Adolph : aucun souci des relations publiques extérieures.

La politique à l'usine

Depuis le boycottage syndical, un gros effort a été fait. Quatre-vingt-sept millions de dollars seront consacrés à la publicité en 1981, soit le dixième du chiffre d'affaires de l'an dernier. Les petit-fils du fondateur étaient au *grand jour leurs activités charitables (« Plus d'un million* de *dollars par an »)* et prennent soin d'inclure dans la liste des bénéficiaires des groupes antiracistes, féministes ou écologiques « *Le silence n'est plus d'or au Colorado* », explique M. John McCarty, stature imposante et manches retroussées.

Ce John Wayne des relations publiques, récemment engagé, a une double mission. D'abord, améliorer l'image des Coors auprès de la presse et des consommateurs. A cet effet, il fait imprimer de petits tracts qui démontrent, chiffres à l'appui, que les employés sont mieux payés qu'ailleurs, que la proportion de Noirs et d'hispanophones a doublé depuis 1969, que Joe et Bill sont de grands défenseurs de l'environnement...

M. McCarty se félicite de la disparition des syndicats. « *Ce sont les salariés qui l'ont votée, par deux contre un. Nous sommes sans doute le seul brasseur à être dans cette situation. Mais I.B.M. aussi se passe très bien de ces organisations toutes-puissantes qui contrôlent l'embauche par une affiliation obligatoire. Désormais, en Amérique, seul un travailleur sur cinq est syndiqué. Nous n'avons pas besoin d'intermédiaire pour entrer en contact avec les salariés. Si le « management » est effectif, et ici il l'est, si les portes sont ouvertes, et elles le sont...* »

L'autre tâche — *moins banale* — de M. McCarty est de « *développer un certain climat économique, social et politique* » dans l'entreprise et la communauté locale. Il s'agit, à la fois, de « *favoriser le profit* » et de permettre aux salariés de « *travailler, goûter à l'existence et prospérer* ». *Pour atteindre cet* objectif ambitieux, le département des « affaires publiques » de Coors ne se contente pas de multiplier les services sociaux internes. Il étudie de près la législation locale et fédérale, cherche les moyens de l'infléchir dans le bon sens, et, pour cela, soutient financièrement « *les candidats politiques favorables à la compétitivité industrielle en général et aux usines Coors en particulier* ». L'an dernier, 55 000 dollars ont été dépensés *pour les élections dans le Colo*rado, notamment pour soutenir la concurrente du sénateur Hart, démocrate de gauche.

Les salariés sont incités à prendre « *un engagement politique de leur choix, en dehors du temps de travail* ». Ceux d'entre eux qui poussent le dévouement jusqu'à se faire élire — avec un bon programme, pour défendre la liberté d'entreprise — peuvent compter sur la générosité du patron : il paiera éventuellement la différence entre leur ancien salaire et le nouveau.

La société affirme avoir « *étroitement suivi la philosophie d'Adolph Coors dans la pratique des affaires, comme pour les relations avec les employés et l'environnement* ». D'une certaine manière, c'est très vrai. Le deuxième employeur du Colorado n'emprunte jamais 1 dollar : toute dette semble être maléfique à cette famille protestante qui n'investit qu'après avoir économisé.

ROBERT SOLÉ.

Brésil

EXPLOITANT UN ATTENTAT TERRORISTE

Les militaires font sentir leur poids dans la vie politique

De notre envoyé spécial

Sao-Paulo. — *Les militaires* brésiliens continuent de contrôler étroitement le régime instauré il y a dix-sept ans, après le coup d'Etat de 1964. Ils entendent surveiller de très près le rythme et les limites du processus d'ouverture politique engagé depuis deux ans par le gouvernement du général Figueiredo et les secteurs militaires de droite. Hostiles à une véritable démocratisation, ils sont encore capables de mettre en échec — et peut-être même de stopper tout à fait — cette ouverture qui devrait normalement se traduire en 1983 par des élections *législatives*, et en 1985 par une élection présidentielle.

Telles sont les conclusions pessimistes tirées par la plupart des dirigeants politiques brésiliens, qu'ils soient proches du pouvoir ou qu'ils appartiennent aux différentes formations d'opposition, après deux semaines d'une crise provoquée par un acte terroriste et dont le véritable enjeu est bien la libéralisation des institutions de la première puissance d'Amérique latine.

Tout a commencé à Rio à la *veille de la fête* du 1er mai. Vingt mille jeunes gens, dont les enfants de plusieurs personnalités politiques, sont rassemblés au Riocentro, pour un festival de musique populaire. Une bombe explose dans une voiture de sport stationnée sur le parking de l'édifice. Deux militaires sont à l'intérieur. Le premier, un sergent, est déchiqueté par l'engin. L'autre, le capitaine Wilson est grièvement blessé. Les deux militaires appartiennent aux services secrets de la Ire armée, celle de la région militaire de Rio-de-Janeiro, et sont en civil. Terrorisme d'extrême gauche ou d'extrême droite ? Les chefs de la Ire armée, commandée par le général Gentil, penchent immédiatement pour la première version : les deux militaires, « *en mission de routine* », ont été « *victimes d'un attentat* ». Mais *c'est la thèse de l'* « *accident du travail* » qui apparaît la plus crédible à la majorité des observateurs, et même à certains militaires. En fait, les deux agents secrets auraient été victimes de « leur » bombe qu'ils se proposaient sans doute d'utiliser sur place. Un membre du gouvernement laisse entendre, puis dément, qu'une seconde bombe aurait été trouvée dans les débris de la voiture de sport, une Puma, propriété personnelle du capitaine Wilson.

L'émotion est considérable dans l'opinion, dans les milieux poli*tiques et jusque dans les rangs* du gouvernement Figueiredo, confronté à la plus grave épreuve de force depuis deux ans. Plusieurs attentats terroristes, généralement attribués à l'extrême droite, ont eu lieu depuis un an. L'un des plus graves, l'année dernière, a coûté la vie à une avocate de Rio. Mais les auteurs de cette vague de terrorisme de droite étaient introuvables. Pour la première fois, la suspicion porte donc sur des groupes de militaires ayant activement participé à la très sévère répression contre les organisations révolutionnaires de gauche pendant la dictature et qui se résignent mal, semble-t-il, à une « ouverture » qui a permis le retour des exilés politiques, la reconstitution ou la formation de partis démocratiques, le renforcement d'une presse dynamique et incisive, l'apparition de syndicats représentatifs, et une « révolution culturelle » qui ne peut se comparer qu'à celle qui a submergé l'Espagne après la mort de Franco.

L'unanimité des partis

La manière dont la crise s'est développée depuis deux semaines a mis en lumière les véritables rapports de forces au sein du régime. Les partis politiques, unanimes, ont tous condamné avec énergie cette « bavure », réclamant une enquête sérieuse et le châtiment des coupables.

Ils ont même fait une démarche sans précédent. Les leaders des six formations reconnues, depuis le P.M.D.B. (Parti du mouvement démocratique brésilien, gauche libérale) jusqu'au P.P. (parti populaire, centriste) en passant par le P.T. (Parti du travail de l'ex-dirigeant syndical de Sao-Paulo, Lula) se sont rendus à Brasilia pour exprimer leur soutien au président Figueiredo. Mais le geste de « solidarité » des six partis brésiliens n'a pas été accueilli avec enthousiasme par l'entourage du général Figueiredo. Seul, le représentant du parti gouvernemental a été reçu par le *chef de l'Etat et la présidence*, à la veille du départ du général Figueiredo pour un voyage officiel de trois jours en République fédérale, a publié un communiqué très sec parlant de la « *lutte difficile contre les différentes formes de terrorisme* », et rendant implicitement hommage aux forces armées.

« *Deux mille bombes ne me feront pas renoncer à ma politique d'ouverture* », a déclaré par ailleurs le président Figueiredo. Mais il a déçu les dirigeants politiques qui attendaient une *condamnation* de l'affaire du Riocentro et des mesures concrètes contre le terrorisme d'extrême droite. Les forces armées, irritées par les accusations à peine voilées de la presse, ont en effet réagi avec le souci manifeste de ne pas laisser apparaître de failles au sein d'une institution qui reste le principal « groupe de pression » du régime. Des commentateurs proches de l'armée ont affirmé que les militaires jugeaient « insultant » le soutien au président Figueiredo, proclamé par des politiciens « *bannis par la révolution de 1964 et qui ont pu revenir grâce à l'amnistie* ».

Certains généraux ont rappelé au président Figueiredo qu'il avait été choisi « par eux » et que la priorité des priorités était le « *maintien de l'unité de l'armée* ». Des militaires estiment même que la démarche des partis politiques fait partie « *d'un complot tendant à la formation d'un front uni pour restaurer le régime abattu en 1964* ».

Tout indique que les militaires serrent les rangs et que le pré*sident* Figueiredo a préféré le soutien renouvelé des forces armées à la solidarité de partis politiques engagés dans la préparation des élections de 1982. L'enquête sur l'affaire du Riocentro a été confiée à la Ire armée, et ses conclusions ne seront pas connues avant deux mois. Le sergent tué dans l'explosion a été inhumé avec les honneurs militaires. Le capitaine Wilson, seul vrai « témoin », a été malgré ses protestations et celles de sa famille, transféré de l'hôpital civil, où il avait été opéré, dans un centre hospitalier de l'armée. « *Si les terroristes de droite voulaient prouver que les militaires contrôlent toujours le régime, ils ont parfaitement réussi* », écrit le *Jornal do Brasil*.

Le pessimisme est revenu à Brasilia où les députés estiment qu'une réforme électorale proposée par le gouvernement pourrait empêcher le retour à la vie politique de certains dirigeants jugés « irrécupérables » par les forces armées. Une enquête réalisée à Rio et à Sao-Paulo confirme ce pessimisme : plus de la moitié des personnes interrogées ne croient plus à une démocratisation réelle du régime.

MARCEL NIEDERGANG.

DEUX BOMBES DÉSAMORCÉES A TEMPS A NEW-YORK

New-York (A.F.P.). — Deux bombes envoyées par la poste, l'une au siège de la mission américaine à l'ONU, juste en face du palais de verre, l'autre au consulat du Honduras, ont été désamorcées à temps, lundi 18 mai, à New-York. Dans les deux cas, le colis avait été jugé suspect et la bombe du consulat a été désamorcée quarante-cinq minutes avant l'heure prévue pour l'explosion.

Ces tentatives n'ont pas été revendiquées mais « *un groupe portoricain de résistance armée* », issu selon la police des « *Forces armées de libération nationale* », organisation portoricaine indépendantiste, avait revendiqué trois bombes déposées à l'aéroport Kennedy pendant le week-end.

La nomination du responsable des droits de l'homme suscite une controverse

La question de la défense des droits de l'homme à travers le monde, qui avait joué un rôle important pendant la présidence de M. Carter, a été de nouveau d'actualité lundi 18 mai aux Etats-Unis à l'occasion des audiences de la commission des affaires étrangères du Sénat qui interrogeait M. Ernest Lefever, une personnalité ultra-conservatrice, désigné par M. Reagan comme secrétaire d'Etat adjoint chargé de ce problème (*le Monde* des 22 et 23 février). *Le président* de la commission, M. Charles Percy, bien que républicain, a fait savoir qu'il n'était pas favorable à la confirmation du choix de M. Lefever, mais la majorité de la commission semble prête à le ratifier.

M. Lefever a déclaré aux sénateurs que la politique américaine des droits de l'homme devait être « *principalement fondée sur la politique étrangère* » des pays concernés et non « *sur leur attitude à l'intérieur* » et qu'il fallait donc traiter différemment l'U.R.S.S., « *fauteur de trouble* » et la Chine « *qui n'est pas un Etat agresseur* ».

Le vice-président, M. Bush, a de son côté affirmé dans un discours à Washington, que la politique des droits de l'homme avait « *trop souvent ces années passées* » obéi à « *un double critère* ». « *Nous avons souvent été rapides à condamner des amis et alliés alors qu'au même moment nous restions indifférents vis-à-vis de l'U.R.S.S., le pays qui bafoue le plus les droits de l'homme* », a dit M. Bush.

M. Carter avait défendu dimanche soir son attitude dans ce domaine lors de sa deuxième intervention publique depuis son départ de la Maison Blanche. Devant l'association des rabbins de New-York, l'ancien président avait dénoncé « *le réalisme froid* » et le « *cynisme* ». — *(A.F.P., U.P.I.)*

● *Poursuite de la grève des mineurs. — Les négociations* entre le Syndicat des mineurs de charbon (United Mine Workers, surtout implanté dans les Etats de l'Est tels que le Kentucky et la Virginie-Occidentale) et le patronat ont été à nouveau interrompues lundi 18 mai au cinquante-troisième jour de grève. Aucune *date n'a été prévue pour la reprise* des pourparlers. Les cent soixante mille mineurs affiliés au syndicat ont cessé le travail pour obtenir des augmentations de salaire et le maintien de leur protection médicale peu avant le renouvellement de leur convention collective triennale venue à expiration le 27 mars. — *(A.F.P.)*.

Bolivie

● *Le colonel Emilio Lanza*, instigateur d'une tentative de coup d'Etat militaire contre le gouver*nement du général Luis Garcia* Meza, s'est échappé vendredi 15 mai de la caserne où il était détenu, a annoncé un communiqué de l'armée. Le communiqué précise que le colonel Lanza s'est échappé de la caserne de Cochabamba, dans le sud de la Bolivie, ville où le soulèvement contre le *gouvernement avait été organisé.* — *(Reuter.)*

El Salvador

Un ancien ministre panaméen appelle à la création d'une brigade internationale pour aider les guérilleros

Un ancien ministre panaméen de la santé, M. Hugo Spadafora, a appelé lundi 18 mai à Mexico à la création d'une brigade internationale de volontaires pour aider les guérilleros de gauche qui se battent contre la junte salvadorienne. Cette force recevrait le nom de Bolivar en hommage au héros de l'indépendance latino-américaine. Selon M. Spadafora, si les responsables de la guérilla acceptent cette collaboration, des dizaines d'hommes entraînés peuvent être mis à leur disposition *en quelques jours. M. Spadafora* avait commandé une unité, formé de volontaires de plusieurs pays, lors des combats menés par les sandinistes au Nicaragua contre le régime du général Somoza.

A Washington, des consultations ont eu lieu lundi entre M. Alexander Haig et le ministre vénézuélien de l'intérieur, M. Rafael Montes de Oca, à propos du Salvador. Le Venezuela soutient, comme les Etats-Unis, la junte au pouvoir, mais sa position est plus nuancée. En particulier, Caracas poursuit, avec le Mexique, une tentative de médiation visant à une solution politique de la guerre civile. D'autre part, environ deux mille cinq cents professeurs américains ont signé une pétition demandant l'arrêt de l'aide des Etats-Unis à la junte et le retrait des conseillers militaires.

Sur le terrain, vingt-trois cadavres *criblés de balles* ont été retrouvés au cours du week-end, ont annoncé les autorités judiciaires à San-Salvador. Il faut probablement ajouter à ce bilan les dix morts, dont quatre par strangulation, dont fait état lundi soir le quotidien *El Mundo*. Dans une interview à l'A.F.P., M. Ferman *Cienfuegos, un des commandants* de la guérilla, estime que « *les Américains tentent de s'accrocher à l'idée d'un triomphe militaire entre mai et août* » afin que des élections puissent avoir lieu en mai 1982.

● *De violents combats* ont eu lieu entre les forces gouvernementales et les guérilleros dans la région de Morazan, à 160 kilomètres au nord-est de San-Salvador, a-t-on appris au cours du week-end dans la capitale. Les affrontements ont eu lieu notamment à Villa-El-Rosario, que ses *habitants ont fui en grand nom*bre pour se réfugier à San-Simon, plus au sud. Le Front Farabundo Marti de libération nationale (F.M.L.N.), qui regroupe toutes les forces de la guérilla, a d'autre part annoncé, à San-José-de-Costa-Rica, l'ouverture d'un nouveau front « *aux alentours de Santa-Ana* », à 60 kilomètres au nord-ouest de San-Salvador. — *(A.F.P.)*

● *Quatorze arrestations.* — Quatorze personnes accusées de mener des « activités subversives » ont été arrêtées au cours de ces derniers jours à Santiago et à Valparaiso, a-t-on appris lundi 18 mai de source officielle dans la capitale chilienne. Le communiqué du gouvernement annonçant ces arrestations réaffirme la détermination du général Pinochet d'empêcher le retour des militants de gauche exilés après le coup d'Etat de 1973. — *(A.F.P.)*

Le Monde *publiera demain*

● D'UN SEPTENNAT A L'AUTRE : Page « Idées » ; Chronologie 1974-1981 ; Le vingt et unième président de la République ; Les projets socialistes pour Paris et l'Ile-de-France.

● « LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES » : Interview de Cimino à propos des « Portes du paradis » (Y. Baby) ; Hommage à Bunuel (F. Weyerganz et L. Marcorelles).

INDE — Le mouvement communiste apparaît divisé et sur la défensive

De notre correspondant

New-Delhi. — « *Sans commentaires.* » Ainsi, M. Shripad Amrit Dange, quatre-vingt-un ans, a-t-il accueilli, le 12 avril, l'annonce de son expulsion du Communist party of India (P.C.I., dit pro-soviétique ou orthodoxe), formation dont il avait été l'un des fondateurs (il a également joué un rôle moteur dans l'histoire du syndicalisme indien), au sein de laquelle il avait milité pendant plus d'un demi-siècle et qu'il a présidée pendant dix-huit ans.

L'étonnant, c'est que le divorce n'ait pas été consommé plus tôt et que, face à sa mise en cause ouverte de la ligne du parti, les dirigeants du P.C.I. aient manifesté à son égard une aussi longue patience. Il est vrai qu'on ne « déboulonne » pas ainsi un dirigeant historique, décoré de l'Ordre de Lénine, surtout lorsqu'il incarne, dans une certaine mesure, le préjugé favorable de l'U.R.S.S. à l'égard de Mme Gandhi.

Au centre du débat qui, aujourd'hui comme hier, divise le mouvement *communiste* : l'attitude à adopter à l'égard de Moscou et de sa politique.

Pour M. Dange, qui a toujours estimé qu'on pouvait commencer à changer la société sans attendre « *la victoire du drapeau rouge* », la fille de Nehru est, tout comme son père, le représentant de « *la bourgeoisie nationale patriotique, anti-monopoliste et anti-impérialiste* » et, à ce titre, elle doit être ménagée, voire aidée, par les communistes pro-soviétiques. Ces derniers l'ont soutenue dans le passé, en particulier sous l'état d'urgence, *imposé au pays* de 1975 à 1977. La défaite de Mme Gandhi, en 1977 — qui fut aussi celle du P.C.I. — conduisit la majorité de ses membres à reconnaître leur « erreur » et à réviser leur position.

Un changement de cap ratifié par le congrès de Bhatinda, dans l'Etat du Pendjab, en avril 1978, malgré l'opposition de M. Dange, qui avait notamment défendu l'état d'urgence, justifié selon lui, « *du moins dans sa phase initiale* ». Sa réélection à la présidence du parti illustrait cependant l'ambiguïté de la situation au sein du P.C.I.

Le triomphal retour au pouvoir de Mme Gandhi, en janvier 1980, allait toutefois voir le vieux et têtu chef *redoubler d'efforts* pour amener son parti à soutenir de nouveau « *un premier ministre si compétent* ». Sans grands résultats. Il ne lui restait plus qu'à préparer sa sortie. Tandis qu'il se retirait de la plupart des instances dirigeantes du parti (il cessait d'en occuper la présidence en février 1980), ses partisans, emmenés par sa propre fille, Mme Roza Deshpande, cinquante et un ans, s'en allaient fonder, avec sa bénédiction, voire à son instigation, un *nouveau* parti, le All India Communist Party.

C'est d'ailleurs sa participation, en mars à Meerut, au premier Congrès de cette formation, et les propos qu'il devait y tenir (« *ce parti est une nécessité historique* ») qui devaient constituer la goutte d'eau qui allait conduire à son exclusion, les dirigeants du P.C.I. ayant considéré qu' « *il s'était de lui-même mis au ban du parti* ».

Attitudes divergentes à l'égard de Mme Gandhi

Sommé de s'expliquer, il avait contre-attaqué en reprochant à M. Rajeswara Rao, le secrétaire général, de « *pactiser avec les forces réactionnaires* » par hostilité à Mme Gandhi, considérée comme l' « *ennemi numéro un* » et, surtout, d'avoir accepté, au cours d'entretiens secrets avec le Communist Party of India Marxiste (P.C.I.M.), prélude à une éventuelle réunification (voir encadré), de l'exclure du parti, de réduire de moitié ses effectifs et de reconsidérer sa position au sein du monde communiste, notamment à l'égard du P.C. chinois.

Des accusations démenties par M. Rao qui affirmait que « *les relations fraternelles du P.C.I. avec le P.C. soviétique et les autres partis frères demeuraient aussi étroites et cordiales que par le passé* ». Il en profitait pour énoncer clairement la position de sa formation : « *Le règne de la bourgeoisie ne permet pas les changements économiques et sociaux, radicaux et urgents, requis pour sortir de la crise profonde dans laquelle se trouve le système capitaliste. Le gouvernement de Mme Gandhi applique une politique favorable aux monopoles et contraire aux intérêts du peuple indien. Sans exclure un soutien ponctuel à d'éventuelles mesures progressistes et à une politique étrangère jugée positive, il appartient donc de lutter contre toutes les forces réactionnaires, qu'elles soient au pouvoir ou dans l'opposition, et d'offrir au pays une alternative démocratique, donc de favoriser l'unité d'action des forces de gauche.* »

Du côté du nouveau P.C.I. l'analyse est fort différente. Pour Mme Deshpande, la politique de Mme Gandhi, qu'il s'agisse des nationalisations des banques ou de l'instauration de l'état d'urgence, a toujours été destinée à « *aider les pauvres* ». Mais, explique-t-elle, il existe des forces qui, de l'intérieur du système, s'opposent aux changements radicaux qu'elle souhaite mettre en œuvre.

Il appartient donc aux « patriotes communistes » *de* l'aider à surmonter cette opposition.

Pour la plupart des observateurs, l'hémorragie provoquée au sein du P.C.I. par cette nouvelle scission devrait être très limitée. De plus, concentré essentiellement dans les Etats de l'Uttar-Pradesh, du Maharashtra et du Bengale, le groupe dissident ne s'est surtout pas acquis le soutien de Moscou, soutien auquel les relations privilégiées existant entre l'U.R.S.S. et l'Inde pouvaient l'amener à prétendre. La visite de M. Brejnev à New-Delhi, en décembre, et les propos élogieux qu'il avait tenus à l'égard de Mme Gandhi avaient d'ailleurs suggéré, à l'époque, un *éventuel* ralliement du P.C.I. au pouvoir en place.

En fait, il semble que le premier ministre s'attache plutôt à isoler le P.C.I. et à lui faire payer le prix de son opposition. *Ainsi s'expliquerait le soutien* apporté par certains éléments du Congrès (I) — le parti de Mme Gandhi — aux partisans de M. Dange (le gratin de l'aile « progressiste » de la formation gouvernementale était présent à Meerut) *et le lancement, à l'initiative du Congrès (I), d'organisations telles que* Les amis de l'Union soviétique destinées, ni plus ni moins à supplanter, au niveau officiel, les organisations *analogues patronnées par le P.C.I.* Une stratégie à laquelle Moscou ne semble toutefois pas encore prêt à donner sa caution.

D'autant que Mme Gandhi, soucieuse de ne pas apparaître comme le « cheval de Troie de l'*impérialisme soviétique* », ne se prive pas de pourfendre le marxisme, dont elle estime qu'il est incompatible avec la démocratie indienne.

Les trois « citadelles »

Du côté du P.C.I.M., adversaire constant de Mme Gandhi (allié au Janata il avait, en mars 1977, contribué à sa chute), on estime que l'expulsion de M. Dange *et* la neutralisation des éléments favorables au soutien du gouvernement central devraient faciliter les relations entre les deux formations communistes et l'unité d'action, « *plus nécessaire que jamais* », face à l'offensive menée actuellement par le Congrès (I) — avec, là encore semble-t-il, la bénédiction de Mme Gandhi — dans les trois Etats dirigés par des coalitions conduites par les marxistes : le Bengale, le Kerala et le Tripura.

En dépit des assurances de Mme Gandhi et de ses ministres, selon lesquelles le pouvoir central n'avait nullement l'intention de déloger ces gouvernements (1), *les dirigeants marxistes sont* persuadés qu'il ne leur sera pas permis d'aller au terme de leur mandat.

En fait, les électeurs du Bengale (la gauche y gouverne depuis juin 1977) et du Tripura doivent se rendre *normalement* aux urnes l'année prochaine. Au Kerala, en revanche, le maintien de la gauche au pouvoir (sa victoire ne remonte qu'à janvier 1980) dépend du soutien *fort* précaire d'une autre formation de l'opposition, le Congrès (U).

Une famille déchirée, désunie, et sur la défensive, tel apparaît le *mouvement communiste* indien. Un mouvement qui, rappelait récemment un chroniqueur, ne constitue toujours qu'une force relative dans le sous-continent : il n'y a jamais recueilli plus de 10 % des suffrages lors d'élections générales.

Reste que sur l'échiquier politique et au sein d'une opposition en miettes qui ne s'est toujours pas relevée de sa cuisante défaite, il représente le seul adversaire réel du Congrès (I), *dans la mesure où des alliances conduites* par le P.C.I.M. administrent trois Etats où vivent quatre-vingt-deux millions d'habitants, soit près de 12 % de la population. Trois Etats qui, aux yeux des marxistes, représentent autant de « *citadelles* » démocratiques menacées par l' « *autoritarisme* » de Mme Gandhi.

PATRICK FRANCÈS.

(1) Le président de l'Union indienne, en fait le gouvernement central, invoquant « *l'interruption du fonctionnement régulier des pouvoirs publics* », due notamment à des troubles internes, peut décider d'assurer l'administration directe d'un Etat. C'est la « *règle présidentielle* », dont la proclamation doit être approuvée par le Parlement. De telles proclamations sont souvent suivies de la dissolution de l'assemblée locale. Cette procédure, utilisée trente-huit fois depuis 1952, est en vigueur au Manipur.

Les différents P.C.

Fondé officiellement en 1924, le parti communiste de l'Inde (P.C.I.) devait, après avoir adopté une ligne dure d'opposition au gouvernement bourgeois de l'Inde indépendante, employer progressivement des méthodes moins révolutionnaires, encouragé en cela par des succès électoraux, notamment au Kérala en 1957 (1).

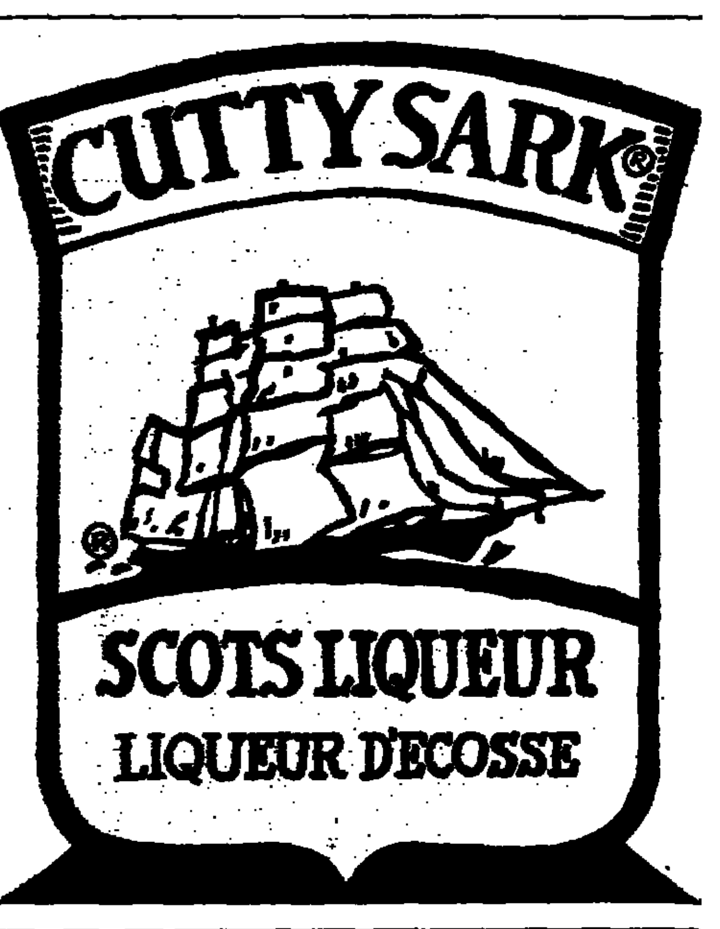
Le conflit sino-soviétique et la division du monde communiste, notamment, devaient entraîner, en avril 1964, une scission et la création du parti communiste indien marxiste (P.C.I.M.), en juillet de la même année. Ayant décidé d'opter, lui aussi, pour la « voie parlementaire » — initiative condamnée par les Chinois, — il allait très vite être débordé sur sa gauche par des factions plus extrémistes tels que les naxalites, du nom du village de Naxalbari, au nord du Bengale, où éclatera, en juin-juillet 1967, une révolte paysanne.

En mai 1969, un troisième parti, le parti communiste marxiste-léniniste (P.C.M.L.), de tendance maoïste, était fondé à Calcutta. Victime d'une répression brutale, il devait se réfugier dans la clandestinité puis être interdit en juin 1975, après la déclaration de l'état d'urgence. En 1977 et en 1980, il a cependant participé à des élections, au niveau local et national, notamment au Bengale.

Aux élections générales de 1980, le P.C.I., prosoviétique (en perte de vitesse depuis 1971) — il avait apporté son soutien au gouvernement de Mme Gandhi, et le P.C.I.M. (en progression) obtenaient respectivement cinq et près de douze millions de voix (8,6 % des suffrages exprimés) et onze et trente-cinq élus, soit quarante-six des cinq cent quarante-quatre membres de la Chambre basse.

Aujourd'hui, il semble que le P.C.I. et le P.C.I.M. n'aient jamais été aussi proches depuis la scission de 1964 : ils ont combattu ensemble lors des dernières élections générales, et l'unité d'action entre leurs militants est fréquente. Ils demeurent toutefois séparés sur des questions importantes. Le P.C.I.M. souhaite constituer un vaste front opposé à Mme Gandhi, alors que le P.C.I., refuse toute alliance avec les partis de droite. Lié au P.C. soviétique, reconnu par Moscou, le P.C.I. dénonce la politique étrangère chinoise « anti-soviétique » et la « collusion » de Pékin avec Washington. Le P.C.I.M., qui entend se situer à égale distance des deux puissances communistes, ne ménage certes pas ses critiques à l'égard de Pékin, mais table sur une évolution des dirigeants chinois. Il est favorable à la normalisation des relations entre l'Inde et la Chine, normalisation dont le P.C.I. craint qu'elle ne s'opère au détriment des liens avec Moscou. — P. F.

(1) *Les partis communistes indiens*, Violette Graff, Presses de la fondation des sciences politiques ; *Communism in Indian politics*, Bhabani Sen Gupta, Young Asia Publications, New-Delhi, Stockholm.





هكذا من الاصل

AFRIQUE

Le conflit saharien

LE POLISARIO DÉNONCE LA CAMPAGNE DU MAROC CONTRE LA LIBYE

De notre correspondant

Alger. — Le secrétaire général du Polisario, M. Abdelaziz, dénonce, dans une lettre adressée lundi 18 mai, à M. Kurt Waldheim, la campagne diplomatique entreprise depuis le début du mois par les autorités marocaines à l'encontre de la Libye, accusée de servir de base principale au terrorisme international avec l'encouragement et l'aide de certains pays de l'Est, et de vouloir créer une entité saharienne dans le cadre d'une stratégie, dont les guérilleros sahraouis ne seraient qu'un élément.

« Le but de cette campagne n'est autre que de masquer les déboires que ne cessent d'enregistrer au Sahara occidental les forces marocaines d'agression... C'est aussi un moyen insidieux de voiler le refus permanent du régime de Rabat de souscrire aux décisions des résolutions internationales », affirme M. Abdelaziz, qui demande à l'ONU de « s'opposer énergiquement aux menées marocaines en exigeant l'application de ses résolutions ».

Les Sahraouis paraissent préoccupés par l'ampleur de l'offensive diplomatique lancée par le roi Hassan II, qui a décidé d'envoyer des émissaires dans quatre-vingt-dix pays et a choisi pour cible privilégiée la Libye.

Pour faire face à la campagne marocaine, les Sahraouis et les Libyens ont décidé, lors de la visite à Tripoli, le 18 mai dernier, de M. Salem Ould Salek, « ministre sahraoui de l'information », d'harmoniser leur action et d' « unifier leurs efforts dans le domaine de l'information pour faire face au complot impérialiste dans la région ».

D. J.

● *Le retrait libyen.* — Le département d'Etat américain a déclaré, lundi 18 mai, que rien ne prouvait jusqu'à présent que *la Libye ait retiré une partie* de ses troupes du Tchad, contrairement à ce que le colonel Kadhafi avait annoncé samedi (*le Monde* du 19 mai) M. Dean Fischer, porte-parole du département d'Etat, a ajouté que *« la résistance aux forces libyennes stationnées au Tchad continue et pourrait s'accroître »*. — *(A.F.P.)*

● *Tass dénonce le plan américain de paix en Namibie.* — L'agence Tass a dénoncé lundi 18 mai *« la nouvelle position sur la question namibienne »* adoptée par les Etats-Unis et l'Afrique du Sud à l'issue des entretiens du ministre sud-africain des affaires étrangères, M. Roloef « Pik » Botha, avec le président Reagan vendredi à Washington (*le Monde* daté 17-18 mai). Dans une dépêche datée de Luanda, l'agence écrit que ce projet de règlement du problème namibien, qui a, souligne-t-elle, bénéficié d'une *« large publicité »*, *« est subordonné aux intérêts de la stratégie agressive des impérialistes et des racistes sud-africains »*. Selon Tass, ce plan vise à *« éterniser l'occupation de la Namibie »* et est *« clairement opposé au plan de l'ONU »*. — *(A.F.P.)*

● *M. Mohamed Yazid*, ancien ministre de l'information du G.P.R.A. (Gouvernement provisoire de la République algérienne) pendant la guerre d'Algérie, vient d'être nommé directeur du bureau de la Ligue arabe à Paris. M. Yazid, qui est membre du comité central du F.L.N. algérien, a pris ses fonctions lundi 18 mai. Il remplace à ce poste M. Ahmed Salah Abdoun, de nationalité soudanaise.

A travers le monde

Cambodge

● L'ASEAN SOUHAITE QUE LA CONFÉRENCE internationale sur le Cambodge se tienne du 13 au 17 juillet à New-York, même en l'absence du Vietnam, a annoncé ce mardi 19 mai à Manille le ministre philippin des affaires étrangères, président du comité permanent de l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande). Selon M. Romulo, de nombreux pays non alignés ont déjà fait savoir qu'ils participeraient à cette conférence, qui aura pour objet de trouver une solution au problème du Cambodge. D'autre part, le prince Sihanouk a quitté Pékin pour Belgrade mardi. Il pourrait arriver en France le 24 ou le 25 mai. — *(A.F.P.)*

Centrafrique

● DISSOLUTION DE L'U.G.T.C. — Le président Dacko a procédé à la dissolution de l'Union générale des travailleurs centrafricains (U. G. T. C.), a annoncé samedi 16 mai Radio-Bangui. Jeudi, le gouvernement centrafricain avait autorisé la création d'une deuxième centrale, la Confédération nationale des travailleurs du Centrafrique (C.N.T.C.), dont le secrétaire général, M. Sandos, est généralement considéré comme proche du pouvoir. La dissolution de l'U.G.T.C. était attendue à la suite du ton extrêmement ferme d'un communiqué gouvernemental condamnant la grève lancée par l'U.G.T.C. la semaine dernière dans le secteur privé à Bangui (*le Monde* des 17 et 18 mai). Créée en 1964, l'U.G.T.C. comptait environ quinze mille adhérents. — *(A.F.P.)*

Chine

● EXPULSION D'UN JOURNALISTE HOLLANDAIS. — La Chine a demandé au journal hollandais *NRC Handelsblad* de rappeler son correspondant à Pékin, M. William Van Kemenade, dont les activités, et celles de son épouse taïwanaise, sont jugées *« déplacées »*, a fait savoir lundi 18 mai le ministère chinois des affaires étrangères, sans préciser ce qui est reproché exactement au journaliste. — *(A.F.P., Reuter, A.P.)*

Congo

● LES RELATIONS AVEC MOSCOU. — L'U.R.S.S. et le Congo ont condamné la politique occidentale en Afrique et — fait nouveau pour le Congo — en Afghanistan dans un communiqué commun publié dimanche 17 mai, à l'issue de la visite officielle à Moscou du président congolais, M. Denis Sassou-Nguesso (*le Monde* des 17 et 18 mai).

« L'U.R.S.S. et le Congo se déclarent pleinement solidaires de la République démocratique de l'Afghanistan dans sa lutte révolutionnaire et exigent la cessation immédiate de l'ingérence extérieure dans les affaires du peuple et du gouvernement afghans », déclare le communiqué. A l'ONU, rappelle-t-il, le Congo s'était abstenu lors du vote sur la résolution condamnant l'invervention de l'armée soviétique en Afghanistan. — *(A.F.P.)*

DIPLOMATIE

La visite de M. Trudeau n'a pas permis de rapprocher les points de vue entre Alger et Ottawa

De notre correspondant

Alger. — Un communiqué commun d'une vingtaine de lignes aussi vague que sec a marqué lundi soir 18 mai la fin d'une visite de trois jours en Algérie de *M. Pierre-Elliot Trudeau, premier* ministre canadien. Trois rencontres avec le chef de l'Etat algérien, M. Chadli Bendjedid n'ont pas permis, semble-t-il, d'harmoniser des points de vue qui restent très éloignés. Les dirigeants algériens manifestent du scepticisme et même de la méfiance à l'égard du prochain sommet des sept grands pays occidentaux industrialisés (Etats-Unis, Canada, Japon, Allemagne fédérale, Grande-Bretagne, Italie et France) qui se tiendra cette année à Ottawa et qui discutera notamment du dialogue Nord-Sud.

Nombreux sont ceux à Alger qui estiment qu'il s'agit d'une nouvelle mesure dilatoire, les grandes puissances industrielles n'étant, en fait, nullement prêtes à jeter les bases d'un nouvel ordre économique international et à renoncer si peu que ce soit à leur position dominante. Les Algériens, et *El Moudjahid* vient de le rappeler, *ne veulent plus de « bonnes paroles »* et récusent tout *« huis clos »* entre pays riches.

Sur tous les autres points évoqués, les désaccords ont été encore plus nets, qu'il s'agisse de la Namibie, du Proche-Orient ou du Sahara occidental.

Le seul sujet de satisfaction a *été le développement des relations* bilatérales. Le volume des échanges est passé en dix ans de trois millions à un milliard de dollars. Mais la balance commerciale est largement déficitaire pour l'Algérie qui achète au Canada d'importantes quantités de blé et des biens d'équipement, d'autant qu'Ottawa a consenti à l'Algérie des crédits atteignant environ 1,6 milliard de dollars.

D. J.

La conférence internationale sur des sanctions contre l'Afrique du Sud s'ouvre à Paris

Une conférence internationale sur des sanctions contre l'Afrique du Sud, organisée par l'ONU et l'O.U.A. (Organisation de l'unité africaine), se réunit à Paris, du 20 au 27 mai, dans les locaux de l'UNESCO.

M. Jospin, en tant que premier secrétaire du parti socialiste, interviendra lors de la séance d'ouverture, mercredi. M. Kurt Waldheim, secrétaire général des Nations unies, prononcera à son tour un discours le 25 mai, « journée de libération de l'Afrique ». L'organisation de la conférence a été confiée à un comité présidé par M. Clark (Nigeria), président du comité spécial des Nations unies contre l'apartheid.

Cette conférence intervient au moment où Washington et Pretoria ont renoué le dialogue sur le conflit namibien (*le Monde* daté 17-18 mai). Les partenaires des Etats-Unis au sein du « groupe de contact » sur la Namibie (France, Grande-Bretagne, Allemagne fédérale et Canada) doivent se réunir, jeudi et vendredi, pour étudier les nouvelles propositions américaines de paix. La réunion de Paris devrait permettre aux Africains d'exprimer les vives réserves que suscite, dans leurs rangs, le nouveau dialogue entre les Etats-Unis et la République Sud-Africaine.

Elle devrait également leur fournir l'occasion de se faire une idée plus précise de la nouvelle politique française à l'égard de Pretoria. Le parti socialiste préconise l'arrêt de tout investissement public ou parapublic, de toute aide aux investissements privés en Afrique du Sud et en Namibie, l'association aux sanctions économiques décidées par l'ONU, et la réduction des importations françaises en provenance de Pretoria (la France a exporté en 1980 pour 4 milliards de francs de produits tandis que ses importations s'élevaient à 5 milliards de francs). A ce titre, le discours de M. Jospin retiendra l'attention. Mais il faudra au moins attendre la prise de fonctions de M. Mitterrand, jeudi, pour savoir sous quelle forme et à quel niveau la France sera représentée. — J.-C. P.

AU COURS DE SON VOYAGE A WASHINGTON

M. Schmidt tentera de convaincre M. Reagan de rencontrer M. Brejnev

De notre correspondant

Bonn. — Le chancelier Schmidt part mercredi 20 mai pour Washington, où il restera jusqu'à la fin de la semaine. Sur les bords du Rhin, on attache naturellement la *plus grande* importance à ce voyage après les réunions atlantiques de Rome et de Bruxelles et avant le sommet des nations industrialisées à Ottawa au mois de juillet.

Il y a encore quelques semaines, certains s'étonnaient que le chancelier n'ait pas tenu à rencontrer plus rapidement le nouveau président américain, avec lequel il n'avait eu qu'un contact très bref à l'automne dernier. Aujourd'hui, l'impression prévaut que ce délai a été bénéfique. Si l'administration Reagan a mis la main sur les leviers de commande, sa politique sur de nombreux problèmes n'est pas encore définie d'une façon irrémédiable. Le moment serait donc favorable pour influencer les prises de position des Américains et leur faire prendre en compte les intérêts spécifiques de l'Europe.

On ne doute pas que le chancelier tentera de convaincre le président américain de rencontrer M. Brejnev *aussitôt que* possible. Les entretiens de ces derniers jours entre le secrétaire d'Etat, M. Haig, et l'ambassadeur de l'U.R.S.S. à Washington ont certes apporté une satisfaction en laissant espérer que les Etats-Unis envisagent de reprendre prochainement la négociation sur les *euromissiles*. Un tel *geste* est jugé particulièrement nécessaire pour désamorcer en Europe la campagne contre le réarmement nucléaire de l'OTAN. Cette campagne a pris dans la R.F.A., et plus spécialement au sein du parti social-démocrate, une tournure assez dangereuse pour que le chancelier Schmidt ait été contraint ces jours-ci de brandir la menace de sa démission si le S.P.D. remettait en cause les engagements de l'alliance atlantique.

D'autre part, M. Schmidt ne manquera pas de demander à Washington comment il faut comprendre la politique du *« linkage »* (globalisation) que les nouveaux dirigeants américains ne cessent d'invoquer. Si le chancelier est d'accord pour reconnaître que dans une large mesure tous les problèmes de la politique mondiale sont liés et que le comportement du Kremlin doit être jugé dans son ensemble, il estime aussi qu'il serait inadmissible de ne pas négocier avec l'U.R.S.S. sur les terrains où celle-ci veut bien se prêter à la discussion, ce qui paraît être le cas pour les armements nucléaires en Europe.

A Bonn, on s'attend bien entendu que les Américains *profitent* de l'occasion pour demander une fois encore que la République fédérale, comme d'ailleurs les autres alliés européens, accroisse son effort de défense. A cet égard, le chancelier ne pourra qu'invoquer les difficultés financières très considérables auxquelles doit déjà faire face son ministre de la défense. Si toutefois les pressions de Washington devenaient trop embarrassantes, il ne manquera pas de contrer ses interlocuteurs. A Bonn, on soutient que la défense n'est pas seulement une affaire d'argent mais encore plus une question d'hommes. Autrement dit, les Etats-Unis et aussi la Grande-Bretagne devraient suivre l'exemple de la République fédérale en rétablissant le service militaire obligatoire.

Le programme du chancelier à Washington prévoit au total cinq heures d'entretiens en tête à tête avec le président Reagan. *M. Schmidt rencontrera* aussi le vice-président, M. Bush, le secrétaire d'Etat, M. Haig, le ministre de la défense, M. Weinberger, ainsi que les dirigeants du Congrès.

Le cours élevé du dollar et la politique des taux d'intérêts pratiquée à Washington feront l'objet d'un débat pour lequel M. Schmidt se fait accompagner par de nombreux experts, parmi lesquels se trouve le président de la Fédération ouest-allemande des syndicats, M. Vetter. L'impression n'en prévaut pas moins que les dirigeants des Etats-Unis ne sont pas prêts dans l'immédiat à modifier leur stratégie économique d'une façon assez sensible pour alléger le fardeau des Européens.

JEAN WETZ.

هكذا من الاصل

Le Monde

politique

La préparation des élections législatives

Certains gaullistes de gauche favorables à M. Mitterrand tentent de s'organiser

Un Comité national des gaullistes de gauche a été constitué lundi 18 mai et a mandaté pour le représenter dans ses discussions politiques avec le parti socialiste et avec d'autres formations de la majorité présidentielle M. Pierre Dabezies, président de la Fédération des républicains de progrès, assisté de MM. Léo Hamon, président d'Initiative républicaine et socialiste, et Jacques Blache, secrétaire général de la Fédération des gaullistes de progrès. Cette délégation devait prendre contact dès le mardi 19 avec M. Michel Jobert.

Le comité national regroupe, sous réserve de l'accord des instances des différents mouvements qu'ils dirigent — outre ceux cités ci-dessus, — MM. Jacques Debû-Bridel, président de l'Union démocratique du travail ; Hugo Bonneville, de l'Union des gaullistes de progrès ; Jean Bigot, représentant l'Union des jeunes pour le progrès; Louis Fichez, du Club du 18-juin, et Jacques Thibaut, représentant les anciens rédacteurs de *Notre République*.

M. Philippe Dechartre, secrétaire général du Mouvement pour le socialisme par la participation, qui avait pris, lui aussi, position en faveur de M. Mitterrand, assistait à cette réunion, mais il a refusé de s'associer aux décisions prises. Selon lui les efforts faits par ces gaullistes de gauche ont une « *tonalité électoraliste qui risque de les rendre illusoires* ». D'autres mouvements de gaullistes de gauche comme le club Gaullisme et Prospective de M. Dominique Gallet demeurent proches du R.P.R.

Les membres du nouveau comité national sont rapidement convenus de la nécessité pour eux de se regrouper afin de tenter d'être pris en considération par les socialistes. Ils sont aussi tombés d'accord pour se rallier à la nouvelle majorité présidentielle qu'elles qu'aient été leurs positions avant le premier tour de l'élection présidentielle. Certains d'entre eux avaient en effet pris position avant le 26 avril pour M. Debré (comme l'U.J.P. ou M. Léo Hamon) ou pour M. Chirac (comme M. Dabezies). Tous, en revanche, s'étaient prononcés pour M. Mitterrand avant le 10 mai. Ils ont aussi estimé qu'il leur était impossible de constituer la gauche du gaullisme après l'accord conclu entre M. Jacques Chirac et M. Jean Lecanuet en vue des élections législatives, lequel, selon eux, fait de l'adversaire giscardien de la veille l'allié du R.P.R. pour l'avenir.

L'aversion qu'inspire aux gaullistes de gauche non seulement le giscardisme, mais aussi la personne de M. Lecanuet existe également dans les rangs des militants R.P.R. et parmi l'électorat de M. Jacques Chirac. Les parlementaires R.P.R. en ont d'ailleurs pris conscience dans leurs circonscriptions depuis le 10 mai, et ils s'interrogent sur l'ampleur du retour des voix chiraquiennes vers les candidats de l'U.N.M. aux élections législatives, alors que l'on estime que plus de huit cent mille électeurs du maire de Paris du 26 avril se sont portés sur le nom de M. Mitterrand quinze jours plus tard.

Les gaullistes de gauche ralliés au nouveau président espèrent canaliser et attirer une partie de cet électorat indécis, mais faudrait-il encore que des circonscriptions législatives favorables leur soient offertes, ce qui ne semble pas être le cas pour le moment.

Les relations avec M. Jobert

Le Comité national des gaullistes de gauche a également examiné le problème de ses relations avec M. Michel Jobert dans la mesure où il lui est apparu que les dirigeants *socialistes* souhaitaient faire de l'ancien ministre des affaires étrangères de Georges Pompidou une *sorte de* fédérateur du centre gauche non socialiste. M. Jobert n'ignore d'ailleurs pas la *difficulté* de cette tâche, qu'il compare à celle de la « *fédération des républiques grecques de l'Antiquité* ».

De leur côté, les gaullistes de gauche n'entendent pas passer sous les fourches caudines du président du Mouvement des démocrates. Tout en rendant hommage à ses qualités individuelles et à sa forte personnalité, ils lui dénient toute vocation de rassembleur. Ils ne veulent pas non plus être absorbés dans un centre, fût-il un centre gauche, qui, selon eux, n'a jamais correspondu à une notion gaulliste et où ils devraient, notamment, cohabiter avec les radicaux de gauche.

Les groupuscules de gaullistes de gauche, qui dans leur histoire n'ont jamais réussi à s'unir, risquent ainsi de constituer encore davantage une addition d'individualités originales qu'une force politique cohérente et dont le général de Gaulle disait : « *De bonnes bouteilles, mais elles sont rares.* »

Ainsi la tentative confiée à M. Pierre Dabezies peut, dans une certaine mesure, priver M. Jacques Chirac d'une caution de gauche sans offrir pour autant une caution gaulliste conséquente à M. Mitterrand. — A. P.

LES RÉSERVES DE M. PHILIPPE DECHARTRE

M. Philippe Dechartre, secrétaire général du Mouvement pour le socialisme et la participation, indique, dans un communiqué : « *Le M.S.P. regarde avec sympathie les tentatives de regroupement du centre gauche et des gaullistes de gauche. Cependant la diversité des appels donne à ses efforts une tonalité électoraliste et risque de les rendre illusoires.*

» *Le M.S.P., quant à lui, réaffirme ses objectifs doctrinaux, notamment la mise en œuvre de la participation. Il ne peut être question pour lui de se fondre dans un ensemble construit à la hâte. En fait le congrès d'Epinay ne s'est pas préparé en vingt-quatre heures sous le coup d'une pulsion. Le M.S.P. a une vie démocratique exigeante. Seul, après une discussion au sein des fédérations le congrès national peut décider de l'avenir du mouvement.*

» *Le M.S.P. tient à dire à nouveau que la santé de la France exige un soutien sans arrière-pensée au président François Mitterrand, dont le succès dans son gouvernement importe à la liberté, au mieux-être et à la sécurité des Français.* »

● *M. Jean-Marie Le Pen*, président du Front national (extrême droite) a adressé à MM. Chirac et Lecanuet une lettre dans laquelle il réaffirme la nécessité de « *l'union de tous les partisans d'une société de liberté. La droite nationale y est prête dans le respect de ses convictions et de sa dignité*, indique-t-il. *Pour établir le principe et, éventuellement, les modalités d'une telle action, je souhaiterais pouvoir m'entretenir avec vous, à la date que vous voudrez bien me fixer et, cependant, dans les meilleurs délais, compte tenu des circonstances.* »

Les députés du P.C. sont « ouverts à toute discussion » avec le P.S.

Les députés communistes se sont réunis lundi 18 mai à l'Assemblée nationale sous la présidence de M. Georges Marchais. « *Membres à part entière de la majorité nouvelle leur objectif est aujourd'hui de répondre à l'espérance populaire*, ont-ils déclaré à l'issue de cette réunion. *A cet effet, ils décident de tout mettre en œuvre pour amplifier la défaite de la droite battue le 10 mai; élire à l'Assemblée nationale une majorité d'union de la gauche, solide, claire et stable ; constituer un gouvernement dans lequel se retrouveront toutes les forces ayant permis la victoire.*

» *Elus de l'union de la gauche en 1978, les quatre-vingt-six députés communistes ont déjà réuni la majorité des suffrages pour battre la droite. Ils sont donc tout naturellement désignés pour rassembler les voix de tous ceux qui veulent confirmer leur vote du 10 mai et réussir le changement.* » Et ils ont ajouté : « *Les députés communistes, hier dans l'opposition, ont bien défendu les intérêts des travailleurs et de toutes les victimes de la crise. Demain, dans la majorité parlementaire, ils seront bien placés pour le faire mieux encore, avec plus d'efficacité, en mettant leur compétence et leur dynamisme au service de la politique nouvelle qu'attend le pays. Les périodes où les députés communistes ont participé à la majorité parlementaire, pendant le Front populaire et à la Libération, sont des dates essentielles de ce siècle pour l'amélioration des conditions de vie du monde du travail.* »

M. Charles Fiterman, membre du secrétariat du P.C.F., député du Val-de-Marne, a indiqué que « *les communistes sont ouverts à toute suggestion, à toute discussion* », sur la présentation de candidats uniques de la gauche dans les circonscriptions dont les sortants sont des députés socialistes ou communistes.

Interrogé sur la formation éventuelle d'un gouvernement d'union et la conclusion d'un contrat de gouvernement avec le P.S., M. Charles Fiterman a déclaré : « *Il faut voir les choses comme elles sont. Il y a eu l'élection présidentielle. Il va y avoir la passation des pouvoirs. Le nouveau président de la République va s'installer et il lui faudra constituer le gouvernement. Dans le même temps va intervenir la dissolution de l'Assemblée nationale. Tout cela, la Constitution en prévoit le processus.* »

Le président de la République étant socialiste et le premier ministre aussi, il appartient au P.S., a souligné M. Fiterman « *de prendre les initiatives nécessaires. Quant à ce qui nous concerne, nous sommes prêts à discuter à tout moment, prêts à tout contact pour permettre la mise en place d'un gouvernement d'union* ».

● *M. Claude Estier*, directeur de *l'Unité*, hebdomadaire du P.S., membre de l'Assemblée des Communautés européennes, a été désigné, lundi 18 mai par la section du dix-huitième arrondissement, candidat dans la vingt-cinquième circonscription législative de Paris, celle dont M. Roger Chinaud, président du groupe U.D.F. de l'Assemblée nationale, est l'élu.

هكذا من الاهل

POLITIQUE

La préparation des élections législatives

POINT DE VUE

L'exigence des réalités

par PIERRE LEFRANC (*)

PLUS de la moitié des Français ont choisi le changement. En 1974, M. Giscard d'Estaing avait été élu sur la même espérance. Après sept ans d'un immobilisme distingué, la formule se retourne contre lui. Ainsi va l'histoire.

M. Mitterrand représente donc pour 52 % d'entre nous le mouvement. Il *a agité beaucoup de projets*, ces projets, tous ces projets, ne plaisent pas forcément à ceux qui ont voté pour lui, à plus forte raison déplaisent-ils à ceux qui se sont *prononcés contre lui*. Sur chacune des intentions avancées — elles ne constituent pas un tout cohérent, au contraire — existent donc une majorité et une opposition.

Ceux qui s'inspirent des idées de de Gaulle sur la France ne peuvent pas être d'accord avec certaines des conceptions du nouveau président. Si ceux-là — ils demeurent une force puissante, les chiffres le prouvent — souhaitent sincèrement un véritable progrès social, ils ne sauraient approuver les choix de M. Mitterrand, par exemple sur la suppression de la liberté de l'enseignement, l'*instauration d'une loi électorale* proportionnelle, l'abandon de l'équipement nucléaire, une fusion de notre défense dans un ensemble européen ou atlantique, une éventuelle *transformation des institutions* et l'alignement de notre politique étrangère sur celle de l'un des impérialismes.

Il appartient donc à ces gaullistes de conviction, dans la nouvelle conjoncture politique, de défendre leurs opinions par les moyens que leur donne la démocratie.

Puisque le président élu le 10 mai souhaite *des élections législatives*, c'est à cette occasion que les gaullistes doivent présenter et défendre leurs idées : un changement, oui, mais dans certaines directions et dans certaines limites.

La majorité dont disposera M. Mitterrand se bâtira donc en juin et 85 % des Français souhaitent que le parti communiste n'en fasse pas partie. Une telle *volonté doit trouver* les moyens de s'exprimer sans tomber dans les excès d'une réaction conservatrice.

Le mouvement politique qui s'attribue l'étiquette du gaullisme ne doit pas, par souci d'efficacité, se laisser emporter vers des alliances contre nature. Le centrisme que le pays vient de rejeter est le plus permanent adversaire du gaullisme, que les dirigeants du R.P.R. ne l'oublient pas, et son immobilisme dans le domaine social comme ses conceptions en matière de défense et de politique européenne et internationale sont autant que possible à l'opposé de l'inspiration gaullienne. De plus, après sa défaite, le giscardisme est certainement la plus mauvaise référence possible.

Que l'on s'embrasse *dans les couloirs* après s'être jeté des injures est sans doute une illustration de la souplesse des mœurs politiques, mais il serait déplorable que l'opinion y vît la manifestation d'une *communion de pensée.*

A condition qu'il reste lui-même, c'est-à-dire une force de mouvement au service de la générosité et de l'indépendance nationale, le gaullisme peut jouer un rôle éminent dans la *marche* en avant que laisse espérer l'élection de M. Mitterrand ; il serait dévoyé si ceux qui l'utilisent électoralement le plaçaient dans les rangs des conservateurs les plus classiques.

M. Mitterrand a bénéficié de nombreuses voix qui souhaitaient avant tout le départ du président sortant, ces voix n'iront pas aux candidats socialistes mais elles ne soutiendront pas *non plus* les champions du *statu quo* qui n'auraient rien compris au désir de changement ; il faut donc que ces voix puissent partout se porter sur *un candidat* à leur convenance. C'est pourquoi la formule dite de l'unité de candidature paraît très contestable.

De Gaulle a écrit : « *La politique, c'est l'art des réalités* » ; la réalité d'*aujourd'hui impose que* l'on sorte de l'inertie, que chacun effectue ses choix et que chacun apparaisse sous son vrai visage : celui du gaullisme ne saurait décevoir aucune espérance.

(*) Président de l'Association nationale d'action pour la fidélité au général de Gaulle.

Témoignage

Les rats surnagent

Le navire a sombré mais les rats surnagent et font des vagues. On se rallie en hâte aux traîtres, on veut sauver son siège à toute force, au prix de l'honneur, de la dignité, au prix de son identité, car qui les a fait comtes ? Et ce n'est pas eux qui l'avaient *fait roi.*

Si les moyens d'« information » étaient aux mains du pouvoir, ils savent admirablement changer de pouvoir sans même qu'on le leur demande, et chacun n'a plus que l'injure aux lèvres et l'invective à la plume pour un homme dont on ne saurait nier les ridicules, les faiblesses et la moralité approximative, mais dont on dirait qu'il n'a pas gouverné ce pays pendant sept ans avec prudence et discernement, et aussi, par la voie d'un premier ministre jamais désavoué (devinez lequel ?) avec le courage de l'impopularité. Certains de nos compatriotes, représentés par leurs médias, savent se rallier très vite à la mouvance des pouvoirs triomphants *(Ma place ! Ma place...)* Ils l'ont prouvé souvent, même deux fois de suite en cinq ans il y a une quarantaine d'années...

Ils savent admirablement, représentés par leurs élus, lâcher les hommes qui tombent, poignardés dans le dos, et oublier le poignard pour serrer la main qui l'a tenu dès lors qu'il s'agit de sauver les meubles *(Mon siège ! Mon siège !...)*. On appelle ça « oublier le passé », comme si c'était possible, comme si c'était acceptable, comme si c'était crédible, mais on sait tout aussi admirablement se moquer des électeurs, et la main dans la main des fratricides de la veille, on entonne, trois jours à peine après le forfait, le *chant de l'Unité*, pour se réfugier dans une droite, dure mais impure, qui regrettera nécessairement le parti socialiste, aujourd'hui parti de gouvernement, sur sa gauche... Non seulement c'est immoral, mais c'est inintelligent. Il y a bien quelqu'un qui essaye de le faire comprendre, du fond d'un palais à la façade muette, mais l'odeur pestilentielle de la défaite semble rendre sourd à la raison. L'intelligence de la droite française s'arrête à sa défaite, ne parlons pas de sa moralité, ça ferait rire à juste titre. Il y a des parlementaires qui n'ont que la moralité de leur siège...

Valéry Giscard d'Estaing dînera désormais avec un vis-à-vis à sa table, s'il s'en trouve encore un. La France est sauve.

MARIE COLETTE
(fonctionnaire).

Les travaux de la nouvelle droite

Le GRECE prêche la « guerre culturelle » contre la civilisation « américano-occidentale »

Initialement prévu le 30 novembre 1980 mais reporté à la suite de l'attentat de la rue Copernic, le quinzième colloque du GRECE (Groupement de recherche et d'études pour la civilisation européenne) a réuni plus de huit cents personnes, dimanche 17 mai, toute la journée, au Palais des congrès de Versailles. Les principaux animateurs du courant de pensée de la nouvelle droite y ont débattu de la « cause des peuples » en s'insurgeant notamment « contre le règne de la civilisation américano-occidentale ».

Il y a un an et demi, lors du quatorzième colloque, les dirigeants de l'association, au nom du *« droit à la différence »*, avait *cloué au pilori le patriarche* Abraham, coupable, à leurs yeux, d'avoir introduit sur notre planète le monothéisme, *« germe de tous les totalitarismes »*. Cette année, ils ont changé de cible en s'attaquant au *« système américano-occidental »*, qu'ils accusent de laminer les diverses communautés culturelles et de *« robotiser »* les individus. Mais d'Abraham au « Système », le dénominateur *commun* reste le même : il s'agit pour le GRECE de poursuivre son combat idéologique contre ce qu'il appelle « l'idéologie égalitaire » de la gauche. Un combat dont l'un des objectifs est la réhabilitation de l'élitisme.

Ouvrant les travaux, M. Jean Varenne, professeur de sanskrit à l'université d'Aix-en-Provence, a d'ailleurs estimé que les philosophes français du dix-huitième siècle, puis les jacobins, sous la *Révolution*, n'avaient fait que traduire à la mode laïque l'idéologie chrétienne affirmant l'égalité des individus : *« La Révolution de 1789 (...) a voulu jeter bas les privilèges de naissance ou d'état jugés abominables par définition et, par une conséquence logique, gommer toutes les différences, notamment celles qui résultaient de l'existence des différents peuples vivant en paix dans le royaume de France : plus de Bretons, de Provençaux, de Flamands ou d'Alsaciens désormais : une seule nation française coïncidant avec un seul peuple de France, utilisant une seule langue et se référant à un seul et unique mythe, celui de la République une et indivisible. »*

Pour M. Pierre Bérard, professeur d'histoire à Strasbourg, *« la religion des droits de l'homme »*, chère aux révolutionnaires, *« porte en elle le sceau de l'ethnocide »* parce que, dès ses origines, elle *« broie des cultures pour fabriquer la nation française »*. Analysant plusieurs exemples d'ethnocides culturels aux Amériques et en Afrique, il a notamment souligné que *« l'ethnocidomanie »* de l'Occident s'appuyait sur une trilogie constante : *« la religion, l'école, l'entreprise »*.

M. Michel Marmin, directeur d'*Eléments*, organe du GRECE, a relevé que *« le folklore constitue sans doute le plus machiavélique et le plus radical instrument de déculturation des peuples qui ait jamais été inventé »*. Il a aussi rendu hommage *« au sacrifice du député irlandais Bobby Sands et au combat que poursuivent ses camarades de l'IRA dans cette petite province de l'Ulster, qui est en train de devenir l'épicentre du monde occidental, et peut-être du monde tout court »*.

M. Guillaume Faye, secrétaire du groupement chargé des études et des recherches, a vivement dénoncé *« l'extension à toute la Terre de la société américaine : les fondements idéologiques du Système*, dit-il, *sont les mêmes que ceux des pères fondateurs des Etats-Unis : mercantilisme et humanitarisme. (...) En rompant avec le rationalisme du bonheur individuel, avec le mondialisme humanitaire, pour nous situer du côté des peuples, de leur volonté d'affirmation, de différence et de destin*, a-t-il ajouté, *nous prétendons constituer la véritable alternative ; nous prétendons être les seuls, dans le paysage idéologique uniforme d'aujourd'hui, normalisé par un totalitarisme en « profil bas », à ne pas nous compromettre avec les valeurs — ou les non-valeurs — de l'occidentalisme égalitaire et marchand. »*

M. Alain de Benoist, directeur de *Nouvelle école*, a jugé, pour sa part que *« pour l'extinction des cultures enracinées, les multinationales s'avèrent plus efficaces que les disciples de Marx »*. Renvoyant dos à dos, sur ce point, le modèle américain et le modèle socialiste, il a ajouté : *« Disons-le nettement : il n'est pas vrai qu'il y ait, d'une part, un monde totalitaire socialiste et, de l'autre, un « monde libre » en forme de Disneyland, dont la société américaine serait le leader naturel. C'est là une fable, où le repoussoir soviétique sert d'alibi à la mise en place d'un « nouvel ordre intérieur » non moins inquiétant. La vérité est qu'il existe deux formes distinctes de totalitarisme, très différentes dans leur nature et dans leurs effets, mais l'une et l'autre redoutables. La première, à l'Est, emprisonne, persécute, meurtrit les corps ; au moins laisse-t-elle intacte l'espérance. L'autre, à l'Ouest, aboutit à créer des robots heureux. Elle climatise l'enfer. Elle tue les âmes. »*

Contre ce double *« système de destruction des peuples »*, le GRECE prêche la *« guerre culturelle »*, et l'*« exacerbation de la lutte vitale des peuples contre le Système américano-occidental dont tant d'idéologues, des néo-marxistes aux néo-racistes, sont objectivement les complices »*.

En conclusion, M. Pierre Vial, secrétaire général de l'association, a appelé à un *« front de lutte »*, les peuples d'Europe et les peuples du tiers-monde afin qu'ils s'insurgent contre le règne de la civilisation américano-occidentale.

Une résurgence néo-droitiste, en somme, des anathèmes de mai 1968 contre l'*« american way of life »* et la société de consommation.

ALAIN ROLLAT.



هكذا من الأصل

Radio-France et la future campagne électorale

Au terme d'une réunion, le 18 mai, le conseil d'administration de Radio-France a annoncé que des tribunes, avec des « *journalistes engagés dans le débat d'idées* » seront organisées pour la préparation de la campagne électorale des législatives.

Dans un communiqué publié le même jour, le conseil, qui renouvelle sa confiance aux « *journalistes de Radio-France et à leur encadrement pour conduire la campagne d'information sur les législatives dans les conditions d'équilibre entre les diverses tendances politiques édictées par le cahier des charges* », décide de poursuivre les « *émissions ayant fait leurs preuves* », d'introduire des « *émissions spécifiques aux législatives* » et des tribunes « *avec des journalistes engagés dans le débat d'idées* ».

Le conseil d'administration de Radio-France émet le vœu d'« *être autorisé, comme pour l'élection présidentielle, à assurer des émissions à caractère politique* » à côté des émissions qu'elle réalise pour le compte des formations politiques, « *dans le double souci d'assurer une information complète et vivante et de ne pas placer Radio-France dans une situation défavorable par rapport aux stations de radio concurrentes* ».

En réponse à ce communiqué, et après l'entrevue, le 15 mai, entre Mme Jacqueline Baudrier, président de Radio-France, et les syndicats S.N.J., C.F.D.T. et F.O. des journalistes (*le Monde* daté 17-18 mai), les trois syndicats ont déclaré qu'ils prenaient « *acte des décisions du conseil d'administration de Radio-France concernant la précampagne électorale des législatives* ». Ils considèrent que cette décision est un « *aveu tardif mais indiscutable de la situation qui avait prévalu pendant la campagne présidentielle* ». « *Les organisations syndicales des journalistes maintiennent leur position sur la nécessité, pour la rédaction, de respecter scrupuleusement les décisions du cahier des charges en ne favorisant, dans l'exposé des faits ou des commentaires qu'ils seraient amenés à faire, aucune des tendances de l'opinion* » ajoutent-ils. « *Ils attendent toujours les garanties nécessaires en ce domaine* ».

● *L'A.F.P. et les élections.* — *L'Agence France-Presse* prépare deux documents pour les prochaines élections législatives. Le premier rassemblera en une brochure de trois cents pages les généralités sur ce type de consultation, le second présentera, sous forme de fiches, les résultats par circonscription des précédentes élections. Pour l'élection présidentielle, l'A.F.P. avait publié une importante documentation en deux volumes destinée aux journaux, ambassades, universités, partis et, éventuellement, personnes privées. L'Agence France-Presse avait aussi mis au point, en collaboration avec M. Jean-Luc Parodi, un système d'estimation qui lui a permis d'annoncer le 10 mai, à 20 heures, l'élection de M. Mitterrand et de donner les indications chiffrées proches du score officiel.

« LA LETTRE DE LA NATION » : « jospiner »

Dans « la Lettre de la Nation » du mardi 19 mai, M. Pierre Charpy écrit : « *Si vous aimez l'argot — ce qui n'est pas défendu — sachez que désormais parler pour ne rien dire ne se traduit plus en langue verte par « jaspiner » mais par « Jospiner ».*

« Jospiner », c'est par exemple tirer argument, comme l'a fait le premier secrétaire du P.S., des manifestations de rues au soir du 10 mai pour dire que « les tensions ont disparu dans la société française ». Si Valéry Giscard d'Estaing l'avait emporté, il y aurait eu la même fête mais avec d'autres porteurs de lampions. Et encore, il n'est pas sûr que les applaudissements n'aillent pas toujours au vainqueur quel qu'il soit. Ce goût naturel d'aller au secours de la victoire est d'ailleurs la meilleure chance des socialistes aux prochaines élections législatives. »

PÈLERINAGE EN CHARENTE

La cohorte de journalistes qui avait envahi, dès lundi matin, le cimetière de Saint-Simon (Charente), a conduit M. François Mitterrand à renoncer à se recueillir comme il en avait l'intention sur la tombe de sa mère, Yvonne Lorrain, décédée en 1936.

Poursuivant sa série de visites privées commencée le week-end dernier, le président élu, accompagné de sa femme et de son frère Robert, est arrivé en début d'après-midi, lundi 18 mai, à Cognac. De là, il a gagné Saint-Simon, où il a rendu visite à son frère Philippe (la femme de ce dernier, Jacqueline, est maire de cette commune de deux cent soixante-douze habitants). Il a rejoint ensuite Jarnac, où il est resté un moment chez M. Giresse, le propriétaire d'une Maison de la presse, où il a consulté à son habitude le rayon des livres. Il est reparti pour Paris peu avant 19 heures sans avoir pu se recueillir comme il le souhaitait sur la tombe de sa mère.

En bref

● *M. François-Poncet*, ministre des affaires étrangères, a fait lundi 18 mai ses adieux au personnel du Quai d'Orsay. Le ministre sortant n'a pas l'intention de se présenter aux prochaines élections législaives, mais, président du conseil général de Lot-et-Garonne, il envisagerait de briguer ultérieurement un siège de sénateur de ce département. Les deux secrétaires d'État aux affaires étrangères se représenteront dans leur circonscription habituelle : M. Pierre Bernard-Reymond à Gap (Hautes-Alpes) et M. Olivier Stirn à Vire (Calvados).

● *M. Diligent remercie M. Giscard d'Estaing.* — « *Je tiens très sincèrement et très simplement à vous dire : merci* », écrit M. André Diligent au président de la République sortant, dans *C.D.S. actualités*, bulletin de liaison du Centre des démocrates sociaux. Le secrétaire général du C.D.S. s'adressa en ces termes au président sortant : « *Votre successeur s'est exprimé en ces termes : « Au-delà des luttes politiques, des contradictions, c'est à l'histoire qu'il appartient maintenant de juger. » Elle dira que, malgré certaines ombres, l'essentiel a été accompli pour sauvegarder, dans une rude période de tempête, les chances et l'avenir du pays, et que ce n'était pas facile.* »

● *Les clubs Perspectives et Réalités réaffirment leur « fidélité » à M. Giscard d'Estaing et leur « attachement aux valeurs de liberté, de responsabilité et de solidarité mises en œuvre au cours du septennat ».* La direction des clubs réunie à Paris, lundi 18 mai, sous la présidence de M. Jean-Pierre Fourcade, s'est déclarée « *préoccupée par les risques que ferait courir au pays l'application des propositions socialistes* ». Elle a décidé d'apporter « *un soutien actif aux candidats de l'U.N.M. (Union pour la nouvelle majorité), quelle que soit leur appartenance* ».

● *Le bureau politique de l'Union du peuple corse* (U.P.C., autonomiste), réuni, dimanche 17 mai, à Bastia, a exprimé « *sa volonté de poursuivre la lutte légale pour l'autonomie interne du peuple corse, qui ouvrira la voie de l'apaisement si les vainqueurs du 10 mai tiennent leurs promesses.* » Il a adressé à M. Mitterrand une lettre rappelant sa position et ses espérances.

Dans la presse hebdomadaire

Le lever de rideau

Dans une de ses ultimes interventions de la campagne électorale, M. François Mitterrand avait comparé le septennat de M. Giscard d'Estaing au déroulement d'une pièce de théâtre. Avant que le président élu n'entre véritablement en scène, les hebdomadaires plantent le décor.

Certains évoquent ceux qui ne sont guère appelés à jouer les premiers rôles dans la pièce annoncée. Par exemple, Raymond Barre, à qui René Sédillot dit « merci » dans *LA VIE FRANÇAISE*. Il écrit à l'intention du premier ministre sortant : « *Bien sûr, vous n'êtes pas à l'abri des reproches. Les uns ne vous pardonnent pas d'avoir imposé aux Français un régime d'austérité. Les autres regrettent que vous n'ayez pas été plus hardi dans cette voie. De même, les uns dénoncent votre libéralisme, les autres déplorent qu'il ait été aussi timoré. Mais vous opinez qu'il est plus sage de procéder par étapes prudentes que par mutations brusques. Vous savez, vous, que la politique est l'art du possible.* »

L'amorce d'un changement

De son côté, Jean Daniel, dans *LE NOUVEL OBSERVATEUR*, relève que, depuis le 10 mai, « *le gouvernement démissionnaire a donné, semble-t-il, des preuves de loyauté* ». Mais Jean Daniel souligne surtout la « *singulière histoire* » qui arrive à une « *grande partie de la jeunesse française* ». Il explique : « *Elle est repolitisée, réengagée, re-motivée. Les rapports des hommes dans la cité, c'est de nouveau son affaire. L'imagination de la vie sociale et culturelle, c'est sa nouvelle passion. La trop fameuse « bof-génération », jadis ici décrite, c'est terminé ! Dans les lycées et collèges, la plupart du temps sans sectarisme ni hargne, les débats sont d'un niveau prodigieux. Sans doute ont-ils tendance à oublier que cette libération ne sera pas achevée tant que les élections législatives n'auront pas donné au rassemblement de la gauche non communiste la force autonome qui permettra de ne céder à aucune tentation totalitaire.* »

« *Voulez-vous savoir pourquoi la réélection de Valéry Giscard d'Estaing ne nous paraissait pas souhaitable ?* », demande, dans *LES NOUVELLES LITTERAIRES*, Jean-François Kahn. Il répond parce que « *dimanche, la jeunesse était dans la rue. Sous Giscard, elle n'était nulle part* ».

Et Georges Montaron d'ajouter, dans *HEBDO-TC TEMOIGNAGE CHRETIEN* : « *François Mitterrand a su entraîner une immense majorité des jeunes de dix-huit à vingt-cinq ans, ceux qui refusent d'embourber leurs espoirs dans les sentiers du passé. C'est capital pour la vie démocratique.* »

Dans *Lutte ouvrière*, trotskiste, l'ancienne candidate à l'élection présidentielle, Arlette Laguiller, estime : « *Si la défaite électorale de Giscard rend les travailleurs plus confiants, plus sûrs d'eux-mêmes, si cette confiance fait que les travailleurs se sentent plus forts face au patronat, et si la désillusion inévitable sur la politique de François Mitterrand ne conduit pas à la démoralisation mais au contraire à la volonté de se défendre, alors oui, bien des choses pourront être différentes dans l'avenir. C'est à cette condition que le 10 mai sera autre chose qu'un moment de joie, et pourra être l'amorce d'un changement des rapports de force entre le monde des exploiteurs et le monde du travail.* »

Maurice Joyeux, dans *le Monde libertaire*, organe de la fédération anarchiste, reste sceptique : « *En votant à gauche, le peuple, une fois de plus, espère faire l'économie de la violence révolutionnaire. Il se trompe. Les classes dirigeantes ne se laisseront pas déposséder sans employer la force et, victime, une fois de plus, des endormeurs de gauche, il se retrouvera le dos au mur, obligé de se battre sur un terrain qu'on lui aura imposé. (...) Les politiciens, tout neufs, genre nouvelle vague, vont prendre les places évacuées par le personnel usé du gaullisme et de la réaction... et tout recommencera, ou, plutôt, tout continuera. Vous ne me croyez pas ? Rendez-vous dans deux ans ! Pour voir !* »

Dans *PARIS-MATCH*, Marc Ullmann s'interroge sur les capacités du nouveau président : « *Mon optimisme tient à la force de son caractère, à la sûreté de son jugement, à sa capacité à maintenir un cap sous la tempête. Mon inquiétude tient aux conséquences de sa formation sur sa conception de l'économie. Oh ! Ce n'est pas le marxiste que je crains en lui, mais le théologien et le latiniste qu'il aurait pu être. Je crains que cette partie de lui-même considère tout ce qui touche à l'argent comme quelque chose d'un peu dégoûtant. Or qu'on s'en réjouisse ou qu'on le déplore, il y a bel et bien un lien entre l'argent et l'économie. Et je souhaite que le président de la République ait envie de s'occuper personnellement des choses terre à terre qui conditionnent notre avenir.* »

Exclure le ressentiment

Sur le plan économique, Michel Tardieu, dans *LE NOUVEL ECONOMISTE* s'inquiète des projets du nouvel élu. Il écrit : « *M. Mitterrand, non encore investi, ne peut être tenu pour responsable ni de la peur qu'il inspire à certains ni de la puissance évocatrice que conserve dans son parti et chez les communistes la nationalisation. Mais, dans le tissu délicat, parce que vivant, d'une économie moderne, est-il nécessaire de plonger le bistouri au nom du mythe du grand capital ? Les avertissements aux actionnaires, qui ont plus souvent perdu que gagné, et les transferts de propriété ne constituent en rien des réponses aux problèmes industriels de l'heure. L'emploi, la robotique, la qualité ne gagneront pas à la suppression des avantages Monory ou de l'avoir fiscal.* »

De son côté, Raymond Bourgine, dans *VALEURS ACTUELLES*, constate : « *Les socialistes sont généreux dans leurs intentions. Cela est vrai. Il faut leur faire toucher du doigt que leur système est un engrenage qui aboutit à l'étatisation dont ils ne veulent pas. La prochaine campagne électorale doit exclure le ressentiment tant à l'intérieur de la majorité qu'à l'égard de l'adversaire qu'il faut convaincre puisqu'il s'agit finalement de gagner la voix de ses électeurs.* »

Gagner des voix ? L'occasion va se présenter dans quelques semaines avec le renouvellement de l'Assemblée nationale. Pierre Pujo, dans *ASPECTS DE LA FRANCE* (royaliste), note : « *S'il y a un espoir de redressement politique et économique, il ne faut le chercher ni dans le socialisme ni dans le libéralisme avancé. Les Français sont prêts à suivre celui que leur proposerait un programme de salut public corrigeant les fautes du septennat précédent et s'écartant en même temps des dangereuses utopies des idéologues de la gauche. M. Chirac paraît aujourd'hui le mieux à même pour remplir cette tâche. La question n'est pas de savoir si on l'aime ou si on ne l'aime pas, mais de profiter du sursis qui est laissé aux Français pour faire barrage au marxisme.* »

Dans *L'EXPRESS*, Christian Pauvert (avec Jacques Roure), assure que M. Mitterrand « *est convaincu que Giscard et Barre sont tous deux hors course* ». Il ajoute : « *Le leader de l'opposition ce sera donc Chirac (...) toute la stratégie du nouveau président sera, pendant son septennat, d'éviter un face-à-face avec le parti communiste.* »

Olivier Chevrillon, qui signe l'éditorial du *POINT*, relève : « *Si la tactique préférée du P.C.F. (battre Mitterrand) a échoué, il reste aux communistes un second choix : soutenir le nouveau président, avec ou sans ministres dans son gouvernement, afin de peser sur la diplomatie française. Mitterrand a peu de temps pour échapper à cette glu : ou bien les propos de sa campagne seront transcrits dans une stratégie précise de résistance à l'Union soviétique et de concertation (même rude !) avec l'allié américain ; ou bien la maladie nordique — neutralo-pacifiste — peut emporter la France, et l'Europe avec elle.* »

Le mal africain

Béchir Ben Yahmed, dans *JEUNE AFRIQUE*, revient sur l'échec de M. Giscard d'Estaing en écrivant : « *Vous avons un homme politique, tout-puissant hier encore, qui se trouve aujourd'hui dans la situation d'une tortue renversée. Il paie ainsi le prix de la démesure. On le dit « vexé » et tenté par le fameux « ils ne me méritent pas ». Vous verrez que le monstre froid qu'il est fera encore des bêtises, car le mal africain est chez lui à son paroxysme. Plus exactement, et pour être plus juste, la maladie du pouvoir qu'attrapent peu ou prou tous ceux qui s'approchent de son « foyer ». Succombent à la maladie plus vite et plus complètement ceux dont le « moi » est exacerbé et ceux qui parviennent au pouvoir sans y avoir été préparés. Ils sont, en cette phase historique, plus nombreux chez nous, en Afrique.* »

La « *nette défaite* » subie que reconnaît dans *Le FIGARO MAGAZINE*, Louis Pauwels ne signifie pas à ses yeux que tout est du même coup perdu. « *Une erreur de scrutin n'est pas la guerre civile* », écrit-il avant de se déclarer assuré que l'opposition d'aujourd'hui sera majoritaire au Parlement. Et même si ce n'est pas le cas, Louis Pauwels relève : « *Il se peut que nous obtenions de M. Mitterrand deux bienfaits : [Premièrement], il ne réussira à nous faire accepter l'alternance qu'en achevant de marginaliser le parti communiste. A y bien regarder, c'est une œuvre qu'il a entreprise de longue date. Il a fait sa laine sur du communiste tondu ; [Deuxièmement], l'erreur de Giscard a été, peut-être, de croire que pour établir une force centriste dominante, il fallait un président de droite qui gouverne à gauche. M. Mitterrand a une chance d'y aboutir s'il est un président de gauche qui gouverne à droite. Je le crédite, là-dessus, d'une réelle capacité. Les illusion de la gauche, réveillées artificiellement par son élection bizarre, je le crois fort susceptible de parvenir, un jour, à les décevoir définitivement.* »

L'espoir n'est pas nécessairement du seul côté de ceux qui l'ont emporté... — A. Ch.

هكذا من الاصل

POLITIQUE

Les dossiers qui attendent le futur premier ministre

ÉDUCATION : le changement passe aussi par l'école

Les questions d'éducation ont eu peu d'écho pendant la campagne présidentielle. L'école tout entière est pourtant au service de certains choix de société. Le changement passe *aussi par elle. Et l'enjeu dépasse de loin le seul avenir de* l'enseignement privé.

Le futur ministre de l'éducation — qui retrouvera vraisemblablement l'épithète « nationale » abandonnée il y a sept ans — va trouver une école en crise. La multiplication des échecs scolaires, la persistance des inégalités, l'inadéquation de la formation professionnelle aux problèmes d'emploi, le profond *malaise des enseignants, le mécontentement croissant des* parents, en sont les signes les plus visibles.

Face à cette situation, les idées de réformes ne manquent pas. Ce serait, au contraire, le trop-plein, syndicats d'enseignants et partis de gauche ayant chacun réfléchi depuis de longues années à un projet d'école. Dans la mouvance du seul parti socialiste, qui compte dans ses rangs une importante proportion d'enseignants, il existe plusieurs projets.

La difficulté pour le nouveau gouvernement consistera — après avoir pris les mesures d'urgence qui s'imposent — non seulement à relever les convergences, mais surtout à dépasser les divergences qu'explique l'histoire syndicale. Le projet socialiste publié à l'occasion de la campagne pour l'élection présidentielle a commencé à surmonter cet écueil. Mais il reste *encore beaucoup à inventer.* D'autres que les syndicats d'enseignants ont une contribution à apporter au débat.

Le portefeuille de l'éducation a rarement excité la convoitise des « ministrables ». C'est une voie tortueuse qui a marqué la fin de plus d'une carrière politique. Mais l'arrivée des socialistes au pouvoir est sans doute de nature à inverser la tendance à la résignation apparue ces dernières années, tant du côté de ceux qui prennent les décisions que de ceux qui les appliquent ou les subissent. Les socialistes n'ont jamais cessé, en effet, de placer l'éducation au rang des priorités. On attend d'eux qu'ils en fassent la preuve. Le choix même de leur ministre *sera interprété* comme un signe par les enseignants — dont une proportion notable militent au parti socialiste — et par leurs *syndicats. Ceux, parmi ces derniers* qui se classent à gauche, et en particulier dans la mouvance socialiste, prédominent dans la profession, où l'on enregistre le plus fort taux de syndicalisation. A tel point que la Fédération de l'éducation nationale (FEN), qui rassemble à peu près la moitié des personnels relevant de ce secteur, et son Syndicat des instituteurs (SNI-P.E.G.C., le premier des quarante-six syndicats de la FEN) ont pu être qualifiés de « contre-ministère ». Organisés en tendances qui recouvrent l'ensemble de la gauche française, la FEN *et* le SNI *sont* animés par le courant proche des socialistes. La C.F.D.T. de son côté est, dans l'enseignement, la seconde force *syndicale par l'intermédiaire de* son Syndicat général de l'éducation nationale (SGEN). Leurs positions éducatives respectives *pèseront* dans le débat qui s'ouvre aujourd'hui.

Supprimer les clivages

Les responsables de la FEN comme ceux du SGEN attendent du nouveau président de la République la réunification au sein du ministère de l'éducation — qui pour eux n'a jamais cessé d'être « nationale » — de toutes ses composantes éparpillées : universités, éducation physique, santé scolaire... sous l'autorité d'une personnalité politique — *« de grande envergure »*, ajoutent certains — à laquelle pourraient être rattachés des secrétaires d'Etat.

Le nouveau ministre ne pourra cependant pas ignorer que les principaux syndicats qui ont apporté leur soutien au candidat socialiste à l'élection présidentielle ne sont pas toujours aussi unanimes. C'est ainsi que certains militants de la FEN n'ont jamais pardonné à la C.F.D.T. ses origines chrétiennes et reprochent parfois au SGEN de trop décentraliser son action. A l'inverse, des adhérents du SGEN déplorent la *lourdeur* de l'appareil *de* la FEN et du SNI, le professionnalisme syndical de leurs responsables. Surtout, les projets éducatifs élaborés au fil des ans par les uns et les autres ne se superposent pas.

« L'école fondamentale » du SNI-P.E.G.C. est *la thèse la plus* ancienne. Elaborée en 1971, elle recouvre la période de scolarité comprise entre le début de l'école maternelle et la fin de l'actuelle classe de troisième avant laquelle aucune orientation des élèves ne devrait intervenir. Le SNI insiste sur la suppression de toute rupture au cours de cette période, sur la continuité éducative assurée notamment par les maîtres de l'école fondamentale, polyvalents au début de la scolarité (un *maître par classe*), bivalents les dernières années (quatre à cinq maîtres par classe), sur l'absence de spécialisation prématurée, et un effectif ramené à vingt-cinq élèves par classe.

L' « école de l'éducation permanente » de la FEN date de 1977. La difficulté pour cette fédération consiste à tenir compte des positions adoptées par les différents syndicats qui la composent et en particulier par ceux qui représentent les personnels enseignants du premier et du second degré. Or, non seulement le SNI (premier degré) et le Syndicat des enseignements de second degré (SNES) sont concurrents quant aux tendances qui les animent (le premier est proche des socialistes, le second des communistes), mais encore les collèges sont entre eux un lieu d'affrontement syndical, chacun voulant être le seul à y *représenter la FEN. L' « école fondamentale »* du SNI gomme à sa manière cet obstacle en renvoyant en quelque sorte le « second degré » après la classe de troisième.

Le choix du SNES est inverse, puisque dans son projet pour l' *« école progressive »* il distingue après l' *« école de base »* (enseignement primaire) un *« cycle moyen »* et un *« cycle de détermination »* qui constituent le second degré, c'est-à-dire la scolarité parcourue entre dix-onze ans et dix-huit ans. Enseignements généraux et professionnels y sont harmonisés.

La FEN a pris le parti de retenir le projet d'*« école fondamentale »* et à sa suite, un *« cycle de détermination »* s'achevant sur la fin de la scolarité obligatoire à dix-huit ans. Ces structures *« visent,* selon son secrétaire général, *à démocratiser réellement l'enseignement gratuit en supprimant les clivages fondés sur les ségrégations »*. La suppression des clivages passe aussi par le regroupement dans un même corps de tous les enseignants de cette école. Autre objectif : offrir à *chaque jeune un enseignement* technologique et professionnel polyvalent en même temps qu'une formation générale, et à tous, un droit à l'éducation permanente.

Le SGEN-C.F.D.T., lui, donne la priorité aux tout petits, qui devraient pouvoir être accueillis dans des *« maisons de la petite enfance »* associant crèche et école maternelle, les enfants passant de l'une à l'autre à deux ou trois ans selon les besoins de chacun. A six ans, ils entrent à l' *« école de base »*, où un effectif de six maîtres pour cinq classes (de vingt-cinq élèves) favorise *le travail en équipes pédagogiques.* A onze ans, et en ayant évité toute rupture, tous seraient accueillis à l' *« école moyenne »* pour n'en sortir en aucun cas avant la classe de troisième. Le SGEN est, en revanche, moins précis sur la suite de la scolarité, la réflexion sur le second cycle et le baccalauréat étant liée à celle qui concerne l'enseignement supérieur. En tout état de cause, aucun jeune ne devrait quitter le service public sans une *formation professionnelle de base « ouverte »*. Quant aux enseignants, le SGEN s'est depuis longtemps prononcé pour *un corps unique de la maternelle* à l'université.

Pour lutter contre l'échec scolaire, le SGEN et la C.F.D.T préconisent *la mise en place* d'une *« école inégalitaire »* consistant à *« donner plus à ceux qui ont moins »* (effectifs réduits, maîtres volontaires, crédits supplémentaires de fonctionnement). Des *« zones d'éducation prioritaire »* seraient, à cette fin, déterminées avec précaution.

L'affaire de tous

Il y a donc, à gauche, pléthore de propositions syndicales. Que l'on y voie des embûches en perspective pour le nouveau ministre de l'éducation ou, au contraire, un enrichissement de sa propre réflexion, il lui faudra de toute manière être assez habile pour ne froisser aucune susceptibilité. Déjà, le projet socialiste, édité à l'occasion de la campagne pour l'élection présidentielle, et le plan socialiste pour l'éducation nationale de 1978 auquel il se réfère rassemblent des propositions choisies dans les différents projets. Pratiquement, chacun peut y reconnaître les siens, même sous des appellations modifiées : *« maison de l'enfance », « cycle fondamental »* de neuf années (du cours préparatoire à la fin de la troisième), *« cycle polytechnique »* rapprochant les *formations générales et techniques,* conception de l' *« école inégalitaire »*, corps unique d'enseignants, crédit-formation continue de deux années pour tous... cela dans un *« grand service public unifié et laïc de l'enseignement géré démocratiquement »*.

Alors qu'il était candidat à la présidence de la République, M. François Mitterrand avait, de son côté, présenté dix mesures *pour l'école (le Monde* du 17 mars). Parmi celles qui sont applicables dans l'unanimité, certaines supposent de nouveaux moyens budgétaires (vingt-cinq élèves par classe, coup d'arrêt aux fermetures de classes, scolarisation possible dès l'âge de deux ans), d'autres tracent les pistes d'une réflexion collective (statut des enseignants, ouverture de l'école sur la vie, renouvellement de la pédagogie). C'est en ce sens que l'accumulation de propositions issues des organisations syndicales — à peine esquissées ici — apparaissent moins comme une affaire de stratégie que comme une multiplicité de contributions à la réflexion qui doit désormais s'engager dans le pays.

La décrispation dont font preuve les états-majors syndicaux, leur attitude responsable dans la distinction entre les mesures d'urgence et *le long terme (le Monde* daté 17-18 mai), leur volonté de ne pas confondre projets syndicaux et programme de gouvernement, apparaissent comme autant de gages d'un débat de bonne tenue. Chacun d'eux a, en quelque sorte, apporté sa première pierre au nouvel édifice, mais il reste encore beaucoup à inventer. On doit pouvoir compter pour cela sur ceux qui font l'école de chaque jour, personnels enseignants et non enseignants, élèves et parents d'élèves, et sur chaque citoyen. *« L'éducation,* affirme le projet socialiste — *« l'école »*, *préfèrent dire la C.F.D.T.* et la C.G.T., — *c'est l'affaire de tous. »* Cette affirmation devra désormais prendre tout son sens.

CATHERINE ARDITTI.

DÉFENSE : donner un cap

(Suite de la première page.)

Or, avec le premier budget de la nation (105 milliards de francs en 1981), et un corps de plus de six cent cinquante mille fonctionnaires qu'il s'agit d'administrer, le ministère de la défense requiert *à sa tête une équipe* à part entière et assurée de la continuité. D'autant que 1981 n'est pas une année comme les autres pour l'institution militaire : elle a ceci de particulier qu'il lui faut se déterminer dans ses orientations, son organisation et ses équipements à long terme avec l'élaboration d'un plan qui doit, après 1982, prendre la suite des programmations établies depuis 1960.

A moins, naturellement, que le nouveau gouvernement, sous la présidence de M. Mitterrand, ne change d'avis et ne récuse la perspective d'une programmation militaire jugée trop contraignante. Cette éventualité semble devoir être exclue Pour deux raisons *principales. Du temps où* elle était dans l'opposition au Parlement, la gauche, qui attache du prix à l'ardente obligation d'un plan, n'a cessé, précisément, de réclamer des gouvernements successifs des programmations militaires détaillées, réalistes et assorties des engagements financiers correspondants. En outre, la mise au point de certains armements majeurs, qui peut demander de cinq à dix ans, et leur production industrielle, qui dure parfois une vingtaine d'années, exigent du pouvoir politique et des responsables militaires qu'ils affichent leur esprit de persévérance dans la rédaction d'un plan pluriannuel.

Une nouvelle thérapeutique

D'un nouveau gouvernement et, en particulier, de son ministre *de la défense,* s'il a, de surcroît, la confiance du président de la République, chef des armées, la « machine » militaire attend donc que *lui* soit redonnée une âme et fixés un cap, une direction, des priorités. La personnalité même du nouveau ministre de *la défense importe* beaucoup : il doit être un homme qui connaît déjà les problèmes militaires pour dresser rapidement le bilan des *actions passées et éviter* aux armées des pertes de temps supplémentaires qui retarderaient encore les échéances.

Car, aujourd'hui, les armées françaises ont autant besoin d'un diagnostic, après une vingtaine d'années d'une gestion relative*ment cohérente par une même* majorité, que d'une nouvelle thérapeutique fondée sur l'imagination et destinée à les empêcher de « ronronner ».

M. Giscard d'Estaing a eu l'occasion, durant sa campagne, de répéter que la France était *devenue, à l'heure actuelle,* la troisième puissance militaire du monde. Certes, cette affirmation a fait sourire ou provoqué quelques haussements d'épaules, notamment en Grande-Bretagne, où elle a été vivement contestée. Mais le seul fait qu'elle puisse se discuter, selon que l'on adopte tel ou tel critère qui avantage ou sert la France, démontre, en vérité et au-delà de toute subjectivité, que le niveau technologique atteint — en toute indépendance — par cette puissance militaire dans des domaines-clés de l'armement figure en bonne place dans le monde.

Seulement, l'armée française souffre aussi de maux qui lui interdisent de réaliser jusqu'au bout ses prétentions. Des frais généraux élevés et le souci de se maintenir dans cette course technologique, avec des crédits d'études *et* de recherches significatifs, imposent de se contenter d'avoir un peu de tout, mais pas davantage, une gamme d'équipements un peu hétéroclites, au point d'avoir été livrés à doses homéopathiques, et une organisation des forces qui, pour des raisons d'efficacité au meilleur prix, tend à privilégier les unités de professionnels au détriment du contingent.

Entre une armée de terre qui tarde à parachever son équipement et à *réanimer un service* militaire alangui, une marine qui a dû s'organiser autour de la force de dissuasion nucléaire alors que *tant d'autres tâches* l'attendent sur les océans, et une armée de l'air dont le renouvellement des flottes — combat et de transport accuse des délais préjudiciables, les forces françaises sont encore éloignées de leurs ambitions malgré d'évidentes réussites dans d'autres domaines.

Fermeté et prudence

Le prochain ministre de la défense découvrira donc une armée qui a provisoirement suspendu sa réflexion dans la préparation des dossiers pour la loi de programmation post-1982, et qui attend des directives, convaincue qu'elle est, néanmoins, du peu de liberté de manœuvre laissée à la nouvelle administration dans ses choix militaires en raison de l'impossibilité de remettre fondamentalement en cause, du jour au lendemain, les *réalisations* ou les engagements précédents.

S'il devait y avoir des changements rapides, nul ne doute dans les *armées* que les premiers signes apparaîtraient dans le style de vie même de l'institution militaire, c'est-à-dire dans les rapports entre les différents membres de la *communauté de défense,* dans l'instruction quotidienne des unités et de leurs réserves, dans les conditions d'exercice du service national et, d'une *manière générale,* dans ce qui fait la spécificité de l'état militaire : la discipline à l'intérieur et hors des casernes, la *fonction* des cadres.

Du temps où elle formait l'opposition, la gauche s'est attachée à redéfinir l'état militaire, au *besoin en préconisant* d'autres règles de vie — différentes sans être pour autant moins rigoureuses — et en imaginant la *création de nouvelles institutions,* comme le médiateur militaire, en même temps que la transformation ou la disparition d'autres institutions, tels la sécurité militaire, le conseil supérieur de la fonction militaire ou la justice militaire.

Autant de réformes en perspective qui, si elles voient le jour, nécessiteront à la fois de la fermeté et de la prudence. Car il serait fallacieux de croire que l'armée de terre, la marine, l'aviation et, *a fortiori,* la gendarmerie puissent se satisfaire de règles communes, et il serait téméraire d'imposer, sans les précautions et les nuances d'usage, une nouvelle « révolution » à une armée de terre dont les *cadres* et *l'organisation* opérationnelle ont besoin de souffler après la tempête et les traumatismes provoqués, ces dernières années, par la réforme menée tambour battant par le général Lagarde.

JACQUES ISNARD.

Le code d'engagement de la force nucléaire

Le jeudi 21 mai à 10 heures, M. François Mitterrand aura reçu de son prédécesseur, à l'Elysée, les moyens du contrôle gouvernemental et les dispositifs de sécurité interdisant le tir d'une arme nucléaire transportée par bombardier Mirage-IV, missile enfoui en Provence ou par sous-marin, sans un ordre particulier du président de la République.

A cette heure, le nouveau chef de l'Etat, chef des armées selon la Constitution de 1958 et responsable suprême de l'engagement des forces nucléaires en vertu d'un décret du 14 janvier 1964, pourra disposer d'une puissance de feu nucléaire de 77 mégatonnes au total, soit l'énergie dégagée par un stock de quatre mille deux cent quatre-vingts bombes comparables à celle que les Américains ont lancée, en 1945, à Hiroshima (18 kilotonnes).

Chaque arme nucléaire opérationnelle comporte une série de sécurités techniques (dispositifs mécaniques, serrures électroniques) et une série de sécurités propres au commandement (et à l'adjoint de ce même commandement) qui ouvrent, lorsque les titulaires des clés de sécurité décident de les lever, la voie à une procédure de lancement dépendant, en dernier ressort, du chef de l'Etat en personne.

Le président de la République détient un code électronique — suite de formules mathématiques dites aléatoires — de déverrouillage de l'arme in situ (préparée par son état-major particulier à l'Elysée) et de mise à feu qui lève toutes les sécurités inhibant les autres et qui est l'autorisation finale à distance. Cette procédure passe par l'intermédiaire d'un centre opérationnel des forces nucléaires installé à Taverny (Val-d'Oise) et relayable, en cas de destruction, par un P.C. à Lyon-Mont-Verdun (Rhône).

Ces codes électroniques changent en permanence, obligeant le chef de l'Etat à les apprendre par cœur — des prédécesseurs de M. Mitterrand le faisaient — ou à se faire accompagner par un officier d'état-major qui est en mesure de l'aider à se mettre en contact continu avec les forces nucléaires. Ces dispositifs de sécurité et de déverrouillage sont indépendants des listes d'objectifs — choix des cibles éventuelles — qui sont assignés aux lanceurs (avions, missiles et sous-marins) et qui sont recensés et tenus régulièrement à jour par les P.C. de Taverny et de Lyon-Mont-Verdun. C'est le chef de l'Etat, assisté de son conseil de défense, qui désigne ces cibles au vu d'un catalogue qui lui est soumis.

Entre l'Elysée et le centre opérationnel des forces stratégiques, des réseaux militaires spécifiques, baptisés « Jupiter », « Ivoire » et « Blanc », assurent une liaison permanente. En outre, des lignes téléphoniques des P.T.T. et un réseau radiophonique complètent ce dispositif. L'autorité militaire, à Taverny ou à Lyon-Mont-Verdun, est en mesure, en permanence, de recevoir les consignes présidentielles et d'en vérifier l'authenticité par divers moyens (télévision, téléécriture de la signature du chef de l'Etat). Cette même autorité informe en continu l'Elysée de la situation opérationnelle de chaque arme, constatée par ordinateur.

Des liaisons spécialisées — diversifiées, hermétiques à toute indiscrétion et fiables — relient les P.C. aux différentes forces (bases de bombardiers, missiles du plateau d'Albion et sous-marins en plongée). Ces transmissions sont fondées sur l'utilisation de plusieurs réseaux : filaires à cheminements multiples ; hertziens, radio H.F., ondes à très basses fréquences, etc. L'ordre de tir est confirmé aux servants de chaque arme par téléphone, télégraphie et téléécriture. — J. I.

UNE LETTRE DE ROBERT ESCARPIT

M. Robert Escarpit nous écrit à propos de son « Au jour le jour » « C'est arrivé demain » paru dans le Monde *du 12 mai :*

Quelques lecteurs, faisant état du billet où je disais posséder le journal du 11 mai 1936, me conseillent de me procurer celui du 18 juin 1940. Le conseil est imprudent. Si ces lecteurs prétendent établir un lien de cause à effet entre les deux événements, ce lien existe effectivement — mais non de la manière qu'ils pensent.

Le journal du 18 juin 1940 figure aussi dans ma collection. Je l'ai acheté au coin de la rue Vital-Carles, à Bordeaux, alors que j'étais l'aspirant de garde Q.G. de Paul Reynaud puis de *Philippe Pétain.*

Certes, par la suite, il y a eu des traîtres de gauche et des patriotes de droite, mais ce jour-là ceux que j'ai vus sciemment et délibérément organiser la capitulation, l'abaissement, la servitude de la France par peur de la révolution et par esprit de revanche contre les conquêtes sociales n'étaient certainement pas des électeurs du Front populaire.

Quelques-uns ont survécu à leur crime. Il y en a qui sont devenus généraux et même ministres. Ils n'ont pas changé, mais il n'est jamais trop tard pour bien faire : j'en connais parmi les survivants qui s'apprêtent aux prochaines élections législatives à devenir *enfin* gaullistes avec Jacques Chirac.

● *M. Alain Serieyx* (P.R.) vient de donner sa démission de conseiller général du canton de Limoges-Centre (Haute-Vienne) pour raison personnelle. Conseiller référendaire à la Cour des comptes et ancien directeur du tourisme, M. Serieyx qui avait été élu pour la première fois conseiller général en septembre 1973, était entré dans la société Jacques Ribourel en décembre 1980.



L'enjeu économique

La C.G.T. précise ses positions

• Des revendications peuvent être immédiatement satisfaites dans les entreprises
• «Il ne faut jamais attendre que tout se règle par en haut»

La C.G.T. vient, comme la C.F.D.T. l'avait fait le mercredi 13 mai, de préciser son attitude, en particulier vis-à-vis du président de la République et de son gouvernement.

M. Krasucki, secrétaire confédéral, s'est implicitement prononcé, le 18 mai, pour la présence de ministres communistes en souhaitant que « les législatives aboutissent à un gouvernement stable d'union de toute la gauche, disposant d'une bonne majorité pour les changements que nous souhaitons ».

Rappelant le soutien que sa confédération avait apporté à M. Mitterrand pour le second tour, il a répété que, depuis 1947, la C.G.T. avait été par force « un syndicat d'opposition » à des gouvernements « tous défendant les intérêts du patronat et pratiquant la politique voulue par lui ». Ce qui revient à englober dans ce jugement les socialistes et les radicaux qui furent au pouvoir après que les communistes en furent écartés.

M. Krasucki a énuméré les revendications susceptibles d'être immédiatement satisfaites dans les entreprises et celles qui peuvent l'être par des négociations au cours desquelles il escompte que le gouvernement soutiendra le point de vue des travailleurs. D'autres mesures dépendront du Parlement, comme c'est le cas pour les nationalisations.

Le discours très incisif de M. Krasucki a cependant été assorti, à plusieurs reprises, de propos plus balancés. C'est ainsi qu'il a assuré : « Nous n'avons jamais dit que nous exigeons tout d'un seul coup. »

Un autre dirigeant de la C.G.T., M. Le Guen, secrétaire général de l'U.G.I.C.T., a, le même jour, annoncé qu'il attendait du gouvernement *la reconnaissance de la représentativité* des cadres cégétistes sur un pied d'égalité avec la C.G.C., pour mettre fin au « monopole » de cette dernière.

La C.F.T.C., de son côté, a précisé son programme, qui comporte notamment un relèvement de 25 % des prestations familiales. Son secrétaire *général, M. Bornard*, a indiqué qu'après « multiples retournements » il y avait actuellement des contacts entre différentes organisations syndicales et s'est montré réservé sur leur aboutissement. Quant à la C.F.D.T., ses représentants ont, le 18 mai, rencontré l' « antenne » des collaborateurs de M. Mitterrand chargée des problèmes sociaux.

Enfin, les premières élections professionnelles importantes, après l'échéance présidentielle, ont eu lieu à Renault-Flins et Usinor-Denain. Elles traduisent un recul de la C.G.T. de 5 à 6 % au profit de la C.F.D.T. et de F.O. — J. R.

Devant quelque six mille militants de l'Ile-de-France rassemblés à la Porte de Pantin, M. Krasucki a exalté le « *rôle capital* » de sa centrale dans la victoire de la gauche. Au deuxième tour, la C.G.T. a appelé, *« sur ses propres objectifs, à voter pour François Mitterrand. Aucune autre organisation syndicale n'a mené une action aussi pratique et aussi vivante en ce sens »*. Les cégétistes considèrent que *« le courant populaire peut devenir assez fort et peut acquérir un niveau de conscience suffisamment élevé pour nous permettre de réussir le changement. C'est ce qui constitue l'aspect principal de la situation »*.

Dans l'immédiat, la C.G.T., *« organisation sérieuse sur laquelle les travailleurs et le pays peuvent compter »*, estime que des revendications peuvent être satisfaites dans les entreprises : demandes en suspens depuis longtemps sur les salaires, les conditions de travail, annulation des sanctions, réintégration des licenciés, etc. Les conflits en cours peuvent être réglés (Ladrecht, Manufrance, Saint-Joseph, Pilote, etc.).

La C.G.T. veut exiger le respect des droits syndicaux et des conventions collectives. *« Il est possible, en quelques jours, de dégager des militants expérimentés pour se consacrer à cette action*, a dit M. Krasucki. *Il ne s'agit pas de se lancer partout et tout de suite. C'est une priorité politique pour la C.G.T. »*

Puis viendra le temps des plans de travail à échéance. *« Les patrons savent que nous sommes des négociateurs pas très commodes, certes, mais jamais démagogiques et toujours sérieux. »* La commission exécutive de la C.G.T. a préparé la conversation qui aura lieu prochainement avec le président de la République.

M. Krasucki a critiqué la C.F.D.T. qui, dès le 12 mai, avait publié ses propositions : la C.G.T., *« pour des raisons de courtoisie à l'égard du président de la République, n'annonce pas longtemps à l'avance ses demandes et ne les présente pas comme un ultimatum (...). Nous ne comprenons pas qu'on indique, avant même que tout commence et alors que nous allons avoir le C.N.P.F. en face de nous, un point d'atterrissage inférieur à ce que les travailleurs sont en droit d'attendre. »* M. Krasucki estime qu' *« il n'est pas bien concevable »* de s'en tenir à augmenter le SMIC de 10 % et de ne le porter au niveau normal que dans trois ans ainsi que de proposer les trente-cinq heures dans cinq ans.

Les cégétistes ne *« seront pas les prêcheurs syndicaux d'une austérité dite de gauche »*. Le changement doit apporter des améliorations immédiatement sensibles aux travailleurs dans un certain nombre de domaines importants. *La mobilisation des travailleurs* sous des formes diverses est indispensable. *« Ce n'est pas parce que nous allons négocier avec un pouvoir de gauche qu'il faut penser que tout va se faire tout seul. Il ne faut jamais, à aucun moment, attendre que tout se règle par en haut. »* Des négociations qui vont s'engager, la C.G.T. entend rendre compte aux salariés, *« discuter et décider avec eux »*.

Enfin, le dirigeant syndical a appelé à l'unité d'action avec les autres syndicats : *« La C.G.T. l'envisage avec le langage de la vérité et en fonction du comportement réel des partenaires syndicaux. Nous n'entendons pas subordonner les positions et les initiatives de la C.G.T. à quelque accord préalable que ce soit avec d'autres organisations. Nous entendons garder notre personnalité de C.G.T., notre indépendance et rester nous-mêmes tout en étant positifs et coopératifs. Nous ne devons être ni excessifs ni bradeurs des positions C.G.T. »*

• LE FRANC RESTE FAIBLE.
• LE LOYER DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR EST PORTÉ DE 16 % A 17,5 %.

La Banque de France a porté, *mardi 19 mai, de 16 % à 17 1/2 %* les taux d'intérêt au jour le jour sur la place de Paris pour défendre le franc, toujours soumis à de vives pressions qui n'a pas décollé de son cours-plancher par rapport au mark, ce dernier étant toujours coté à son cours maximal autorisé de 2,4090 F.

Outre la nécessité *de défendre le* franc en attendant la mise en place du nouveau gouvernement, la nouvelle hausse des taux aux Etats-Unis a contraint les autorités monétaires françaises à suivre le mouvement. Lundi 18 mai, en effet, les banques américaines ont porté leur taux de base (*« prime rate »*) *de* 19 1/2 % à 20 %.

Les milieux financiers internationaux se demandent, toutefois, si cette hausse n'est pas la dernière avant un retournement de tendance, car M. Beryl Sprinkel, sous-secrétaire américain au Trésor pour les affaires monétaires, a déclaré, à Ryad, que les taux, outre-Atlantique, pourraient commencer à baisser dans « quelques *jours ou quelques semaines* ».

En attendant, les taux sur le marché directeur des eurodollars, qui avaient baissé de 1 % lundi *18 mai, ont* remonté à 19 %.

● ERRATUM. — *Dans* l'article intitulé *« La France muette »*, publié en page une de nos éditions datées du 14 mai, nous avons indiqué que les réserves de changes françaises *étaient de 130 milliards* de dollars. C'est 130 milliards de francs qu'il fallait lire.

Les achats de valeurs étrangères ont fortement augmenté à la Bourse de Paris

Les achats de valeurs mobilières étrangères par des résidents français se sont subitement gonflés vendredi 15 mai et lundi 18 mai 1981 à la Bourse de Paris, s'élevant, respectivement, à 242 millions de francs et 156 millions de francs *sur le seul marché* à terme, alors que les transactions sur les valeurs françaises revenaient à 377 millions de francs à 200 millions de francs d'une *séance* à l'autre.

Ce gonflement traduit à la fois une fuite devant le franc avec remploi *du* produit de la vente de valeurs françaises et la crainte d'un durcissement du contrôle des changes par le rétablissement du régime de la « devise-titre ».

Ce régime interdit les achats de valeurs à l'étranger par un résident français, à moins qu'ils ne soient compensés par des ventes d'un montant équivalent aux ventes elles-mêmes effectuées par un résident français. Sur le plan pratique, le produit de ces ventes exprimé en devises spéciales, les « devises-titres », généralement d'un cours plus élevé que le cours officiel, alimente un marché entre banques où se fournissent précisément, les acheteurs de valeurs étrangères.

L'instauration de ce régime, qui a pour objectif d'éviter les sorties de devises, a pour conséquence, en outre, d'isoler le marché *parisien* des valeurs étrangères, qui fonctionne en circuit *fermé* : aux achats de valeurs étrangères doivent correspondre des ventes d'un même *montant*.

Généralement, une « *prime* », correspondant au cours de la « devise-titre », s'ajoute aux cours qui s'établissent en fonction de ceux pratiqués sur les marchés étrangers. Un tel régime a fonctionné en France de juin 1968 à septembre 1968, puis, après une interruption de deux mois, de novembre 1968 à *octobre* 1971.

Depuis cette date, les résidents français sont autorisés à acheter, sans limitation aucune, toute valeur mobilière étrangère régulièrement cotée sur un marché, pourvu qu'elle soit déposée chez un intermédiaire agréé.

L'U.G.I.C.T.-C.G.T. VEUT ÊTRE RECONNUE AU MÊME TITRE QUE LA C.G.C.

La « préoccupation immédiate » de l'U.G.I.C.T.-C.G.T. est l'instauration dans les entreprises d'un « respect total de la liberté d'expression syndicale et professionnelle », a déclaré à la presse, le 15 mai, M. René Le Guen, secrétaire général de l'U.G.I.C.T.-C.G.T.

Toutes les contraintes discriminatoires et vexatoires à l'encontre des militants syndicaux, et notamment ceux de l'U.G.I.C.T.-C.G.T., « doivent être passées par-dessus bord ». Les inspecteurs du travail doivent pouvoir contribuer au développement *d'un tel climat*, estime *M. Le Guen*, qui réclame un sérieux contrôle des cabinets d'embauche et de sélection, ainsi que celui des séminaires de formation relationnelle « dont le *patronat détourne les fonds au profit* de ses seuls intérêts ».

M. Le Guen a réclamé une « modification radicale » de la reconnaissance du syndicalisme des cadres. Il a vivement reproché à M. Barre l'exclusivité accordée, selon lui, à la C.G.C., qui, par exemple, avait été seule appelée à négocier avec le gouvernement, au début de l'année, le *pacte pour l'emploi des cadres*.

L'U.G.I.C.T. ne souhaite pas un statut pour les cadres, mais elle estime qu'elle doit bénéficier d'une *double* représentativité, c'est-à-dire la sienne propre, à côté de celle de la C.G.T.

M. Le Guen a souligné l'importance primordiale qu'il attachait à cette revendication, sans, toutefois, en faire la pierre de touche de ses rapports avec le futur gouvernement.

« DOSSIERS ET DOCUMENTS » sur L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Dans la brochure (supplément aux « Dossiers et documents » du *Monde*) sur l'élection présidentielle, une erreur s'est produite page 141 dans le tableau des pourcentages de voix du *premier tour*. Les colonnes Giscard d'Estaing et Mitterrand ont été interverties.

En *outre*, page 143, dans le tableau des abstentions, il est à noter que celles du *second tour* de l'élection présidentielle de 1969 n'avoisinent pas 20 %, mais dépassent légèrement 30 %.

Les dernières activités du président sortant

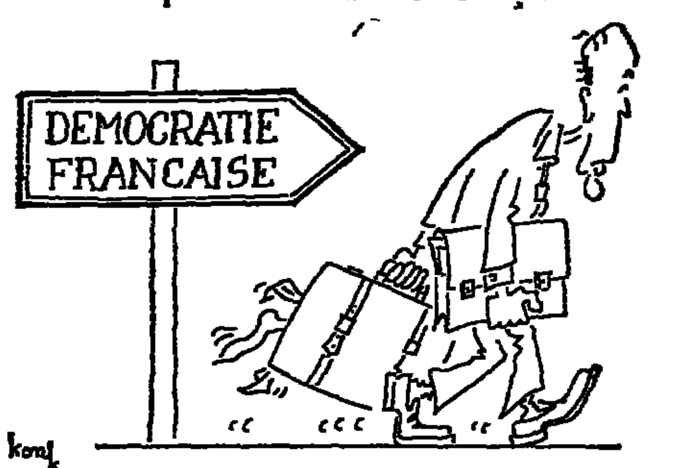
Un « message de départ » aux Français

M. Valéry Giscard d'Estaing devait adresser le mardi 19 mai à 20 heures un *« message de départ »* aux Français, sept ans jour pour jour après son élection à la présidence de la République. Ce message devait être enregistré en fin de matinée et diffusé sur *l'ensemble des chaînes de télévision*.

Lundi, le président sortant avait convié à dîner ses collaborateurs du secrétariat général de la *présidence de la République* et de l'état-major particulier.

Mardi après-midi, M. Valéry Giscard d'Estaing devait recevoir M. Jean François-Poncet, ministre *des affaires étrangères. Il devait* ensuite faire ses adieux à l'ensemble du personnel de l'Elysée réuni dans la salle des fêtes du palais présidentiel à 18 heures.

Mercredi, après *le conseil des* ministres démissionnaires au cours duquel M. Barre présente le document sur l'*« état de la France »*, M. Giscard d'Estaing reçoit M. Roger Frey, président du Conseil constitutionnel puis il se rend, à 18 heures, à l'Arc de triomphe pour y déposer une gerbe. De retour à l'Elysée, il passe en revue la Garde républicaine. Le président sortant dîne ensuite avec le premier ministre et les présidents des deux Assemblées.



(Dessin de KONK.)

Un entretien avec M. Klibi

(Suite de la première page.)

» Cependant, je pense que l'attitude du président Mitterrand à l'égard des accords de Camp David est en train de *changer et changera encore*, parce qu'il est déjà *conscient* — et il l'a dit — du blocage qui a empêché jusqu'à maintenant les négociations sur l'autonomie d'aboutir. En homme d'Etat averti, il prendra de plus en plus conscience des raisons de ce blocage qui tiennent *au refus d'Israël*, de *M. Begin* aujourd'hui et de M. Shimon Pérès éventuellement demain, d'accepter l'entité palestinienne, de concevoir qu'il y ait un peuple palestinien à côté d'Israël, pouvant, comme tout autre peuple, exercer ses droits légitimes à une patrie et à un Etat indépendant. Voilà le fond du problème. Je pense que M. Mitterrand finira par le comprendre et en découvrir la vérité.

— Et quelle sera votre réaction et la réaction de tous les pays arabes si le nouveau président de la République française consacre une de ses premières visites à Israël ?

— Vraiment, je le regretterai, je le déplorerai beaucoup pour l'amitié franco-arabe.

— Cela pourrait-il avoir des suites ?

— Oui, je le crains. Des suites sentimentales et affectives sûrement. Et ce serait dommage pour le climat de coopération, d'amitié qui a toujours caractérisé les relations entre la France et les pays arabes depuis la V[e] République.

— Comptez-vous prendre directement contact avec le président Mitterrand ?

— Je le souhaite. M. Mitterrand est connu pour être un homme *de dialogue*, très *ouvert*, dont les capacités à concevoir les problèmes et à en saisir la complexité ne sont plus à démontrer. Il y a donc intérêt à échanger des idées avec lui et à essayer de lui expliquer les aspects qui auraient pu échapper à son attention. Du reste, et en tant que *socialiste*, M. Mitterrand devrait être très proche d'une certaine vision du problème palestinien, car, au fond, comme je l'ai souligné dans mon *message de félicitations, c'est* un problème de justice. Or, qu'est-ce que le socialisme, sinon d'abord la justice : sociale, à l'intérieur d'une même nation, et internationale entre les peuples de la planète.

— Que pensez-vous de la déclaration de M. Mitterrand au Conseil représentatif des institutions juives de France selon laquelle il pourrait « reconsidérer » la présence du bureau de l'O.L.P. à Paris s'il apparaissait que l'O.L.P. ait été à l'origine d'attentats commis en France ?

— Comme l'O.L.P n'a jamais, ni de près ni de loin, trempé dans des actions terroristes, je suis sûr *que son statut ne sera pas changé*.

— On a parlé des relations que l'auteur de l'attentat contre le pape aurait eues avec certains milieux arabes extrémistes liés au terrorisme international. Cela vous paraît-il sérieux ?

— Non, pas sérieux du tout ! On devrait se défendre contre un certain *réflexe* conditionné qui consiste à penser tout de suite aux Palestiniens quand il y a le feu quelque part. On était à Rome et on n'a pas pour autant pensé aux Brigades rouges. C'est curieux ! On aurait pu penser aussi à une quantité de mouvements terroristes. Pourquoi justement les Palestiniens, qui avaient tout à perdre dans cette affaire ? C'est inquiétant.

— Que pensez-vous des récentes manifestations d'hostilité à la politique de M. Begin en Israël ?

— La situation intérieure d'Israël m'importe peu. Je sais que si ce n'est pas Begin, c'est Pérès, et cela ne change pas beaucoup. *J'ai vu le programme de M. Shimon Pérès.* Sur certains points il est à la droite de M. Begin, à qui il reproche deux choses : d'avoir restitué les champs pétrolifères du Sinaï et d'avoir accepté le mot d'autonomie qui, d'après lui, ouvre la voie périlleuse de l'indépendance palestinienne. Sur le fond, M. Shimon Pérès est plus « beginiste » que Begin lui-même, alors que nous étions en droit d'espérer d'un socialiste une *ouverture sur le dialogue* entre les deux communautés palestinienne et israélienne, ce que j'ai toujours appelé de toutes mes forces. Il faut bien se rendre à l'évidence : entre les deux rivaux il n'y a qu'une différence de style.

— La France pourrait-elle jouer un rôle actuellement dans l'affaire libanaise ?

— Je pense qu'à l'occasion de son investiture le président Mitterrand parlera des grands *problèmes* qui intéressent, *même* indirectement, la nation française. Attendons donc de voir s'il abordera la question du Proche-Orient, quelles seront son approche et la tonalité même de ses paroles.

— Où en est le dialogue euro-arabe ?

— Je pense qu'il se porte bien. Il connaît actuellement une phase technique puisque nous préparons la grande réunion des ministres des affaires étrangères qui doit se tenir dans la deuxième moitié de l'année, mais il n'y a pas de problème de principe. »

Propos recueillis par
MICHEL DEURE.

AU PALAIS DE JUSTICE DE PARIS

La «toque» de M[e] Mitterrand

Vingt-trois ans après René Coty, les avocats français renouent avec une tradition *oubliée* : l'un des leurs s'installera jeudi à l'Elysée. Sous la III[e] et la IV[e] République, le barreau *était un tremplin pour la* vie politique. La V[e] République a renvoyé la plupart des avocats à leur cabinet. A peu près partout, les « énarques » se sont emparés des postes-clés.

L'accession de M. Mitterrand à la présidence est une satisfaction d'amour-propre pour les *avocats. Elle va donner l'occasion* au barreau de Paris, où il est inscrit, de sacrifier à un usage qui veut que le conseil de l'ordre soit reçu par le nouveau président de la République lorsque celui-ci est un avocat parisien.

Poincaré se plia à cet usage et après *lui Millerand*, Doumergue et Vincent Auriol. D'abord *avocat à Toulouse*, ce *dernier* était inscrit au barreau de Paris *quand il devint président* de la République. René Coty reçut aussi le conseil de l'ordre, bien qu'il fût avocat au Havre.

Lundi 18 mai, M[e] Jean Couturon, bâtonnier en exercice, a écrit à M. Mitterrand pour lui rappeler cette tradition et lui dire que « *le barreau de Paris se sentait honoré que le choix du pays se soit porté sur l'un des siens* ».

Une autre tradition, que le conseil de l'ordre souhaite *maintenir*, veut que le nouvel occupant de l'Elysée soit reçu à dîner par les avocats parisiens.

M. Mitterrand sacrifiera-t-il à cette tradition ? Le conseil de l'ordre, qui n'a jamais manifesté un enthousiasme débordant pour la *gauche*, espère que le *nouvel* élu lui fera cet honneur.

M[e] Mitterrand a depuis longtemps abandonné la robe. Mais certains de ses collègues se souviennent de l'avoir entendu plaider quand ses activités le lui permettaient, *notamment après* son échec aux élections législatives de 1958. S'il lui venait à l'idée de renouer avec la profession, qu'il se rassure : il a toujours sa « toque » au Palais de justice, comme disent les avocats, c'est-à-dire son *numéro* de vestiaire, E 882. Un casier — *vide — l'y attend, au nom* de « Miterand » (avec un seul r), preuve que le barreau n'oublie pas les siens, les célèbres, en tout cas.

M. Mitterrand a prêté serment il y a vingt-sept ans exactement, le 19 mai 1954, mais il ne mentionne pas cette date dans *la Paille et le Grain*, comme un des *événements* survenus au mois *de mai, qui ont marqué* son existence, la mort de son *père, un accident de voiture*, les 13 mai 1958 et 1968... Il est vrai qu'il était accaparé depuis longtemps par les affaires de l'Etat. Deux mois plus tard, il était nommé ministre de l'intérieur du gouvernement Mendès France. Sans doute ne s'était-il inscrit au barreau que pour se prémunir des aléas de la vie politique.

B. L. G.

هكذا من الاصل

Le Monde

société

JUSTICE

LES POURSUITES CONTRE « LE MONDE »

Le procès est renvoyé au 26 octobre

La dix-septième chambre correctionnelle du tribunal de grande instance de Paris, présidée par Mme Jacqueline Clavery, a renvoyé, le lundi 18 mai (nos dernières éditions), aux 26, 27 et 28 octobre les débats du procès intenté à MM. Jacques Fauvet, directeur du « Monde », et Philippe Boucher, éditorialiste, inculpés sur la base de l'article 226 du code pénal pour la publication de cinq articles « cherchant à jeter le discrédit sur un acte ou une décision juridictionnelle dans des conditions de nature à porter atteinte à l'autorité de la justice ou à son indépendance ».

Le tribunal a fait droit aux deux raisons invoquées par les avocats de MM. Fauvet et Boucher, Mes Yves Baudelot, Jean-Denis Bredin, du barreau de Paris, et Paul Bouchet, bâtonnier du barreau de Lyon. La première était fondée sur l'impossibilité dans laquelle se trouvaient les défenseurs du *Monde* de plaider ou d'être présents aux dates retenues initialement — 18 et 19 mai, — en raison d'obligations professionnelles, la seconde sur la nécessité qu'il y avait de disposer pour un débat complet d'une audience plus longue que celle qu'avait prévue le tribunal — deux après-midi, — notamment en raison du nombre de témoins cités par les prévenus (trente-sept).

Mais si les avocats ont sollicité et obtenu ce renvoi, ils entendaient que les limites en soient bien circonscrites, autrement dit signifier sans équivoque possible que *le Monde* n'entendait pas se dérober à un procès pour lequel il était prêt et auquel il tient aujourd'hui plus encore peut-être que ceux qui le lui ont initialement imposé.

Cette demande de renvoi peut en effet accréditer plus ou moins l'idée d'une arrière-pensée dilatoire. Dans le cas particulier, il ne manquait déjà pas de bons esprits et de sourires entendus, comme pour signifier qu'après les résultats de l'élection présidentielle il était de bonne guerre de faire reporter une affaire engagée théoriquement sur l'initiative du parquet, mais dont on n'a pas oublié qu'elle fut annoncée par un communiqué du ministère de la justice, ni que le garde des sceaux, M. Alain Peyrefitte, en fut le réel ordonnateur.

Calendrier

Aussi bien, Me Yves Baudelot a tenu à mettre les points sur les « i » en rappelant que *le Monde* avait *« toujours manifesté le désir que cette affaire vienne rapidement »*.

Des preuves ? Elles ne manquent pas. Le calendrier de la procédure est là pour en témoigner. Le 10 novembre 1980, c'est l'ouverture de l'information judiciaire et, dix jours plus tard, les inculpations. Le magistrat instructeur, M. Roger Lecante, doyen des juges d'instruction au tribunal de grande instance de Paris, entend ensuite M. Philippe Boucher le 17 décembre. Le 16 janvier, il communique le dossier au parquet et attend pour pouvoir le clôturer que celui-ci lui transmette ses réquisitions dans les trois jours, comme le prescrit l'article 175 du code de procédure pénale.

Cependant, le temps passe. Les avocats du *Monde* s'en étonnent. Le 12 février, ils rendent visite à M. Christian Le Gunehec, procureur de la République, pour lui demander que le nécessaire soit fait et que soit fixée au plus tôt la date d'audience. Le 24 février, ils confirment ce désir par une lettre à ce magistrat dans laquelle ils écrivent notamment : *« Nous nous inquiétons (...) de ce que M. Lecante n'ait pu à ce jour clôturer ce dossier qui lui a été confié le 10 novembre 1980 et qu'il vous a communiqué aux fins de règlement le 16 janvier dernier. Le communiqué de la chancellerie annonçant les poursuites puis les nombreux commentaires que M. le garde des sceaux a cru devoir faire à leur sujet ont, en effet, donné à cette affaire un retentissement tel que MM. Jacques Fauvet et Philippe Boucher ont le souci légitime qu'une solution judiciaire puisse intervenir sans tarder de manière qu'ils puissent soit bénéficier d'un non-lieu, soit s'expliquer publiquement devant un tribunal. »*

Le rendez-vous du 18 mai

Ce sera seulement le 6 avril que M. Le Gunehec informera les avocats que les réquisitions du parquet ont été enfin transmises au magistrat instructeur et le 8 avril qu'ils apprendront que l'affaire a été finalement fixée aux 18 et 19 mai. Aussitôt, ils font observer que ces deux journées — en fait deux après-midi, puisque normalement la dix-septième chambre ne siège que l'après-midi — leur paraissent insuffisantes. On leur laisse alors entendre qu'une autre date pourra être envisagée. Mais le parquet décide quand même d'adresser aux deux « prévenus », MM. Fauvet et Boucher, les citations à comparaître pour le 18 mai.

Malgré tout, il paraissait acquis à ce moment-là que cette dernière date serait considérée seulement comme un rendez-vous aux fins de fixation. Car, le 9 avril, M. Le Gunehec faisait savoir à Me Baudelot que le ministère public ne s'opposerait pas à un renvoi. De son côté, Mme Clavery, président de la juridiction de jugement, était informée par Me Baudelot de cette position du parquet en même temps que des raisons qui seraient invoquées pour le renvoi. Il lui était indiqué que, en conséquence, les avocats du *Monde* ne feraient pas citer leurs témoins pour le 18 mai.

Cependant, le 30 avril, M. Le Gunehec, à qui Me Baudelot avait adressé une copie de sa lettre à Mme Clavery, envoyait à l'avocat une autre lettre. Il ne voulait pas déduire de ses propos antérieurs que le renvoi était acquis. *« Pour éviter toute ambiguïté à ce sujet,* écrivait-il, *je crois devoir préciser que la position du parquet n'est pas de donner son accord par anticipation à un renvoi de la procédure à d'autres dates que celles des 18 et 19 mai qui ont été prévues, mais seulement comme c'est la règle d'accepter un tel renvoi si le tribunal décidait de l'ordonner. »*

En fait, lundi 18 mai, le représentant du ministère public à l'audience, M. Marc Domingo, substitut du procureur de la République, invité par Mme Clavery à donner son avis sur la demande de renvoi présentée par les avocats du *Monde*, *devait* convenir volontiers de la « *pertinence* » des raisons invoquées. C'est ainsi que, sur le siège, après consultation de son agenda, le tribunal devait ordonner le renvoi aux 26, 27 et 28 octobre de ce qui était pour lui l'« affaire n° 22 » étant entendu que, pour elle, on siégerait exceptionnellement ces trois jours le matin et l'après-midi.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

● *Educateurs condamnés en appel.* — La cour d'appel de Paris a confirmé, le lundi 18 mai, le jugement du tribunal correctionnel d'Evry qui, le 16 décembre 1980, avait condamné à quatre mois d'emprisonnement avec sursis — sans inscription au casier judiciaire — deux éducateurs de la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis, MM. Alain Crimier et Philippe Pottier. Il leur est reproché d'avoir permis, en août 1977, un échange clandestin de correspondance entre deux détenus de l'établissement, Alain, dix-huit ans, et Marie-Pierre, dix-sept ans. La cour, comme le tribunal, a souligné *« la gravité du manquement commis par ces auxiliaires de l'administration pénitentiaire »*.

● *Un Irlandais, âgé de trente ans,* M. Sean O'Loclin, a été entendu le dimanche 17 mai par les gendarmes de Vescovato (Haute-Corse), après l'attentat commis dans la nuit de vendredi à samedi contre la résidence d'un diplomate britannique, M. Julian Hartland, à Santa-Maria-Poggio. Mis en cause, M. Sean O'Loclin, dont le frère est emprisonné à Belfast depuis 1974, a été relâché dimanche en fin de matinée.

AUX ASSISES DES BOUCHES-DU-RHONE

André Pauletto est jugé pour le meurtre de sa petite fille

Aix-en-Provence. — André Pauletto, quarante-quatre ans, ancien ouvrier plombier, et son frère Jean, cinquante ans, manutentionnaire, sont jugés, depuis le lundi 18 mai, devant la cour d'assises des Bouches-du-Rhône que préside M. Pancrazi. André Pauletto est accusé du meurtre et du viol de son enfant Yvonne, dix ans, et Jean d'attentat à la pudeur contre cette même fillette, sa nièce.

André Pauletto avait tué, en 1960, une prostituée marseillaise et, sept ans plus tard, sa femme, une autre prostituée, la mère d'Yvonne. En 1977, au cours d'une permission de sortir, il s'est rendu coupable d'infanticide.

Il tue ceux qu'il aime

De notre envoyé spécial

Il tue ceux qu'il aime. André Pauletto à quarante-quatre ans a passé la moitié de sa vie en prison. En 1960, un jour pluvieux de décembre, dans une chambre de l'Hôtel Idéal à Marseille, il plonge son couteau dans la poitrine d'Anna Valentin, « Violette » pour les clients. *« Je l'ai tuée,* dit-il, *parce qu'elle ne voulait plus de moi. »* Il est condamné pour le meurtre de cette prostituée à quatre ans de prison.

En 1965 il rencontre Lucette Baudry, qui elle aussi, fait le trottoir à Marseille. Il l'épouse. *« Combien de fois j'ai pleuré sur le pas de la porte en sachant que ma femme était avec un autre homme. »* Lucette est enceinte. Elle ne veut pas garder l'enfant de Pauletto et s'enfuit. Pauletto la retrouvera à Lyon. Elle revient, elle le trompe, et le 23 août 1967, alors qu'elle est en train de faire ses valises il la poignarde treize fois. Il est condamné aux assises à vingt ans de prison pour ce deuxième « crime de la jalousie ». Entre-temps Yvonne est née. Le père purge sa peine, sa fille ne lui appartient plus. De maison d'arrêt en centrale, André Pauletto lui écrit des lettres affectionnées. La garde de l'enfant est confiée à la grand-mère. Elle est également placée dans un institut médico-pédagogique à Marseille, la Coustonne. Pauletto, détenu, obtient des permissions de sortir. *« Si je rentre chaque fois dans ma cellule, c'est pour Yvonne »,* explique-t-il. La fillette n'est pas privée d'affection. Son père a pour elle des *« projets d'avenir »*, la grand-mère, Jean, le frère d'André Pauletto, éduquent Yvonne aussi bien qu'ils peuvent. Mais la grand-mère ne vit pas assez longtemps. Yvonne est abandonnée. Jean obtient la garde de l'enfant à condition qu'elle demeure à l'I.M.P. Il la voit tous les quinze jours. De son côté André obtient des permissions une fois par trimestre...

Le 20 octobre 1977 on retrouvera au domicile de Jean, au quartier des Aygalades à Marseille, dans une malle de fer, le corps d'Yvonne. Elle a été étranglée et violée. André, qui avoue le meurtre de sa fille mais qui nie le viol, explique aux psychiatres : *« Je ne voulais pas que Jean me la prenne. »* Il reproche à son frère d'avoir eu des relations incestueuses avec l'enfant.

Experts et haruspices

Dans le box, les accusés savent-ils ce qui leur arrive, André, le solide, entre l'envie de pleurer et l'envie de mordre, et Jean le fruste ? *« Ma vie est derrière moi désormais,* dit André, *mon crime est abominable, ma mère était une sainte femme. »* Jean s'est porté partie civile contre son frère. Traqués, piégés par une partie d'eux-mêmes, ils s'observent et se haïssent à cause d'Yvonne et pour elle. Les témoins défilent. D'André, on ne saura rien de plus : l'atrocité que rien ne prévoyait, sinon le rapport d'expertise après son premier meurtre (*« risque de récidive dans le cas où le sujet se retrouverait dans cet état de frustration affective »*). De Jean, on apprendra qu'il est obsédé sexuel. *« Il a peur de sa virilité »*, dira à la barre l'expert psychologue, reprenant deux fois une formule qui visiblement l'enchante : *« Le sujet demeure prisonnier de ses pulsions sexuelles, de ses rancœurs et de ses rancunes. »*

Que peut-il être devenu, André, avec ses années de prison, de jalousie et de meurtre ? Et Jean, le manœuvre qui se fait à peine comprendre à l'aide de pauvres mots ? Avec leur enfance de fils d'immigrés italiens ni plus heureuse ni plus malheureuse que d'autres, leur jeunesse à peine marginale ? *« Je crains mon frère »*, dit Jean, l'aîné. *« Pourquoi l'avoir accueilli chez vous pendant ses permissions ? »* demande le président. *« Il fallait bien. »* C'est l'aspect d'une fatalité que ne peut démonter la mécanique d'un procès. Jamais les accusés ne se demandent pourquoi. André ne sort pas de son évidence : *« Parce que je les aimais, parce qu'elles étaient à moi »*, et l'évidence de Jean, on la trouve dans ses pulsions.

Quand une amie de sa belle-sœur Lucette vient voir Yvonne, la petite orpheline, il veut la renverser dans la chambre sur le lit de sa mère assassinée. Sans doute pour le plaisir obscur du mélange de la vie et de la mort. Un compliqué de l'instinct. Aujourd'hui Mlle Chevallier, ancienne prostituée, l'amie de Lucette, est réhabilitée. Elle est aide-soignante. Elle n'a jamais ouvert les lettres pornographiques que Jean lui a adressées pendant des années. *« Je les transmettais au père jésuite qui m'a remise dans le droit chemin »*, dit-elle devant Jean qui se sent floué.

Bien qu'*« accessibles à la sanction pénale »* selon les experts, on se demande si la justice peut mordre sur ces hommes, si la prison peut leur offrir comme aux autres l'occasion de se réinsérer, de retrouver un jour leur liberté, leur malaise. Après qu'il eut étranglé sa fille, André lui retira les viscères et donna au cadavre un bain lustral. Il faut appliquer le code pénal à des haruspices. La tragédie grecque qui se dégrade en Grand-Guignol.

Autre monde

Yvonne à dix ans était déjà d'un autre monde. Ses éducateurs à la barre évoquent la courte vie de l'enfant. *« Elle était parfois triste, parfois gaie, mignonne, à l'I.M.P., plus intelligente que les autres. Elle disait toujours :* « Quand irai-je dans une vraie école pour apprandre vraiment ? » *Elle pensait au mariage, elle était coquette comme les petites filles de son âge, elle aimait la conversation des adultes. »* Sa maîtresse, son éducateur, le directeur de l'I.M.P., ne savent rien de son existence, de ses retours chez son oncle où elle prenait l'autre versant. *« Dans son groupe, c'est elle qui dirigeait »* se souvient, près des larmes, Mme Bensaïd son éducatrice. A ce moment, les yeux d'André se brouillent de remords pour son jouet cassé, son trésor enfoui.

C. C.

A Marseille

LES MALFAITEURS ONT PÉNÉTRÉ SANS EFFRACTION DANS LA SALLE DES COFFRES DU CRÉDIT AGRICOLE

(De notre correspondant.)

Marseille. — L'ombre d'Albert Spaggiari plane, depuis lundi matin 18 mai, sur l'agence du Crédit agricole de Marseille-Saint-Antoine, au nord de la ville. Comment, en effet, ne pas évoquer le fameux « casse » de la Société générale de Nice, commis en juillet 1976, au moment où les policiers marseillais inventorient le contenu restant des deux cent trente-deux coffres ouverts durant le week-end dernier sur les trois cent vingt que compte cette agence.

Même absence d'effraction externe, même technique qui consiste à pénétrer dans les locaux à la faveur de la fermeture hebdomadaire et à procéder à un pillage systématique en prenant le temps nécessaire. Une différence cependant, et de taille : les malfaiteurs de Marseille n'ont pas eu à passer par des égouts. Ils n'ont pas rencontré beaucoup de difficultés pour pénétrer dans les locaux puisqu'ils se sont sans doute servi de fausses clés.

Les enquêteurs du service régional de police judiciaire (S.R.P.J.) de Marseille sont persuadés que les visiteurs nocturnes n'ont pas emprunté l'entrée principale de l'agence mais qu'ils se sont introduits par l'arrière du bâtiment, plus abrité des regards, et probablement par l'appartement du directeur de la banque, M. Giordano, situé dans un immeuble communiquant, inoccupé depuis trois semaines.

Parfaitement renseignés, les malfaiteurs ont neutralisé sans difficulté le système d'alarme. Ils connaissaient aussi le code permettant l'ouverture de la salle des coffres. Les policiers ont donc acquis la conviction qu'ils ont bénéficié de complicités.

Dans la salle des coffres, les cambrioleurs ont abandonné des bons anonymes et des lingots d'or et quelques armes, propriété des clients de la banque. Seuls les billets ont disparu.

L'enquête a progressé rapidement dès lundi : un voisin avait remarqué le manège d'une douzaine d'hommes durant le week-end. Il a même relevé les numéros d'immatriculation de deux véhicules — une camionnette et une Peugeot 104 — qui appartiennent à deux malfaiteurs connus de la police marseillaise et qui sont recherchés.

Les enquêteurs ne sont pas encore en mesure de fournir une estimation du vol. — J. C.

L'AFFAIRE DU BRIGADIER MARCHAUDON

A « bout touchant »

C'était au cours de la deuxième journée d'audience : le brigadier Marchaudon, relativement serein, avait lancé, avec une sorte de fierté inquiétante : *« Aucun policier ne tire aussi vite que moi. »* Certes. Ni d'aussi près.

Les experts venus, le lundi 18 mai, aux assises des Hauts-de-Seine ont confirmé ce que disait l'acte d'accusation. Le jeune Mustapha Boukhezzer, tué le 27 août 1977 à Châtenay-Malabry par ce policier d'élite, l'a été d'une balle dans le dos *« à bout touchant appuyé »*. Et sur les six balles qui, toutes de dos, ont touché le jeune homme, quatre ont été tirées à moins de 80 centimètres de la victime. C'est ce qu'a affirmé le professeur Ceccaldi, directeur du laboratoire d'identité judiciaire. Le médecin légiste, M. Deponge, l'a confirmé en notant les *« trajectoires ascendantes »*, voire *« nettement ascendante »* pour l'un, des projectiles tirés. *« Ce qui implique qu'au moment du tir mortel, la victime était obligatoirement soit penchée en avant, soit couchée sur le sol. Mais entre ces deux positions, on ne peut être formel. »*

Formelle, une femme l'a été, Mme Renée Rousseau, cinquante-cinq ans : *« J'étais dans ma salle de séjour. J'ai entendu une pétarade, je me suis dit ce n'est pourtant pas le 14 juillet. Puis j'ai entendu une nouvelle pétarade. Je me suis précipitée à la fenêtre de ma chambre. J'ai vu un corps par terre et au-dessus de lui un agent de police en train de tirer dessus. Il y a eu deux coups de feu. J'étais ahurie et bouleversée de voir ce qui se passait. Je me suis dit : Ce n'est pas possible, ce n'est pas possible. »*

Formel, le brigadier Marchaudon. Lors de son intervention il se trouva avec un collègue *« face à deux hommes »*. *« L'un était armé d'un 11,43 qui se révéla factice, mais je ne pouvais le savoir, et nous a braqués. Il y avait des enfants derrière lui. Alors j'ai tiré sur l'autre. »*

De fait, M. Marchaudon tira à sept reprises sur le jeune Boukhezzer. Pourquoi sept balles, tout le chargeur ? *« Il n'était pas neutralisé. J'étais dans le feu de l'action. Tout s'est passé en deux secondes. »* Expérience faite au laboratoire de police, lundi 18 mai, il s'est avéré possible en effet de tirer sept balles en deux secondes, voire moins, mais pour un tireur d'élite à l'arrêt et non pas poursuivant un fuyard, pour un tireur d'élite qui d'ailleurs n'en mit pas une dans la cible.

Formels les compagnons du jeune Boukhezzer, Omar Allalou et Gérard Lafon, condamnés pour tentative de hold-up et actuellement détenus. *« Dans le car,* rapportera Omar Allalou, *le brigadier Marchaudon, parlant de Boukhezzer, a dit : « J'ai tiré le » bicot comme un lapin. »* Gérard Lafon lui, a confirmé le propos et, après avoir indiqué qu'il avait été frappé à coups de crosse sur la tête par le brigadier Marchaudon, il a affirmé que c'était lui qui se trouvait aux côté de Boukhezzer, lorsqu'ils furent poursuivis par les policiers, et qu'ils n'avaient *« ni l'un ni l'autre d'arme à la main »*.

« Honneur de la police »

Pour le reste, au cours de ces deux journées d'audience, rien de net, rien de tellement précis. Une enquête de police soigneusement floue et incomplète, des témoignages imprécis, des déclarations contestées, des balles perdues, six sur neuf tirées par les policiers n'ont jamais été retrouvées, pas même celle qui fit un impact sur le trottoir dont aucune trace ne figure au dossier. Me Henri Garaud, défenseur du brigadier Marchaudon, joue du registre légitime défense et policier injustement victime du devoir. Mes Mourad Oussedik et Michel Zavrian, pour la partie civile, la famille de la victime, affirment, sans trop s'appuyer sur le dossier, l'homicide volontaire. Le président M. Henri Boulart, s'efforce, avec une minutie polie, de *« faire toute la lumière »*. Au cours d'une suspension d'audience, certain ami de M. Marchaudon s'en vient voir la sœur de la victime pour lui dire, goguenard : *« Honneur de la police, c'est nous. »* *« Et alors »*, répond Djamila Boukhezzer. *« Alors, on verra. »* Les gendarmes durent s'interposer entre la jeune fille et l'inconnu, menaçant, qui s'en retourna à l'audience avec ses pairs, une dizaine de braves en civil, veiller à l'honneur de la police.

PIERRE GEORGES.

RELIGION

Dix-neuf ans après la réprobation du Saint-Office

Le cardinal Casaroli rend hommage au nom du pape à Teilhard de Chardin

Le cardinal Agostino Casaroli, secrétaire d'Etat du Vatican, a adressé, le 12 mai, au nom du pape, à Mgr Paul Poupard, recteur de l'Institut catholique, une lettre en hommage à Teilhard de Chardin, dont l'Institut catholique célébrait le centième anniversaire de la naissance, le 18 mai. Sur le thème « Teilhard, homme de foi et de pensée religieuse », M. P. Colin, le Père Leroy, M. Etienne Borne et le Père Noir ont pris la parole.

Voici les passages les plus caractéristiques de la lettre de Rome sur l'œuvre de Teilhard :

« L'écho étonnant de ses recherches joint au rayonnement de sa personnalité et à la richesse de sa pensée ont durablement marqué notre époque.

» Une puissante intuition poétique de la valeur profonde de la nature, une perception aiguë du dynamisme de la création, une vaste vision du devenir du monde se conjuguaient chez lui avec une indéniable ferveur religieuse.

» De même, sa volonté continuelle de dialogue avec la science de son temps et son optimisme intrépide face à l'évolution du monde ont donné à ses intuitions, à travers le chatoiement des mots et la magie des images, un retentissement considérable.

» Tout orientée vers l'avenir, cette synthèse à l'expression souvent lyrique et traversée par la passion de l'universel aura contribué à redonner à des hommes en proie au doute le goût de l'espérance. Mais, dans le même temps, la complexité des problèmes abordés comme la variété des approches utilisées n'ont pas manqué de soulever des difficultés, qui motivent justement une étude critique et sereine — tant au plan scientifique que philosophique et théologique — de cette œuvre hors du commun. »

⁂

Il est intéressant de comparer la teneur essentiellement élogieuse de cette missive avec ce que disait du même jésuite la Congrégation du Saint-Office le 30 juin 1962. Depuis 1958, celle-ci avait décidé d'interdire la vente des ouvrages du Père Teilhard aux librairies catholiques. Rappelons que le savant paléontologue n'avait pas été autorisé de son vivant à publier ses ouvrages de fond en raison des « dangers » qu'ils étaient censés receler. C'est sa légataire universelle qui s'en est chargée.

« Des œuvres du Père Teilhard de Chardin sont diffusées, non sans succès, affirmait le Saint-Office en 1962. *A part le jugement concernant les sciences positives, il apparaît assez clairement que ces œuvres ont une certaine ambiguïté et présentent parfois, même des erreurs graves en matière philosophique et théologique qui offensent la doctrine catholique. C'est pour cela que les Pères de la Suprême Congrégation du Saint-Office exhortent tous les évêques, ainsi que les supérieurs des instituts religieux, les recteurs des séminaires et des universités, à défendre les esprits, surtout ceux des étudiants, contre les dangers que renferment les œuvres du Père Teilhard de Chardin et de ses disciples. »*

La foi catholique, est, dit-on, immuable. Comment expliquer dans ces conditions que le jugement porté par l'Eglise de Rome ait changé à ce point d'accent ?

H. F.

SCIENCES

● *Deuxième vol de Columbia le 30 septembre.* — La NASA a annoncé, récemment, que le second vol de la navette spatiale Columbia aurait lieu le 30 septembre prochain. Cette mission de Columbia, qui sera pilotée par les astronautes Joe Engle et Richar Truly, doit en principe durer quatre jours. La première mission, qui avait débuté le 12 avril dernier, n'avait duré que deux jours et demi. — *(A.F.P., A.P.).*

MŒURS ET RUMEURS EN EURE-ET-LOIR

Les trois sœurs de Vaupillon

De notre envoyé spécial

Vaupillon (Eure-et-Loir). — Les moutons broutent dans le pré gras, la toison épaisse comme la boue devant la ferme à l'écart du village de Vaupillon. Les sœurs Leveau, des triplées, occupent leurs dix-huit printemps aux travaux des champs. Elles fourchent à belles dents les foins du père Leveau, elles moissonnent son blé entre Beauce et Perche, elles nourrissent ses bestiaux nouveau-nés. La mère est aux fourneaux dans la salle enfumée où la marmite bout éternellement. *« Martine, Noëlle, Annette, dites-le que je n'ai jamais couché avec vous. »* Roger Leveau, cinquante-deux ans, père de dix enfants, natif du bourg, veut tirer au clair cette affaire comme il dit *« mal emmanchée ».*

Au mois de janvier, une carte postale arrive à la gendarmerie de La Loupe, chef-lieu du canton. La signature est illisible, mais elle accuse tout net Leveau d'avoir des relations sexuelles avec ses filles. Les gendarmes, qui n'aiment pas beaucoup le fermier, conseiller municipal remuant, mènent l'enquête à grandes enjambées. Ils gardent à vue M. Leveau, ils interrogent la mère et les filles et, pour finir, emmènent Martine *« fragile, impressionnable »* chez le médecin pour une vérification de virginité. Mettant « le feu là où il faudrait l'eau », Martine avoue : *« Ben oui, ça se passait dans la caravane qu'on a construite pour aller un jour à la mer. »* Un cube de zinc mais « agréé par les Mines », la fierté du père Leveau. *« Je doute de tout, à présent,* dit-il, les coudes sur la toile cirée, *j'en suis à n'avoir confiance que dans moi. »*

Depuis, Martine est revenue sur ses déclarations. *« Y m'ont fait peur »,* dit-elle. Le 31 mars, le fermier a été libéré après quinze jours de prison à Chartres, en plein agnelage ! *« Ils ne m'avaient pas même laissé mon couteau, j'aurais dû manger comme un chien. »* Entre-temps, la presse locale s'était acharnée contre l'« ignoble géniteur », le marchand de journaux avait collé ses affichettes : *« Lamentable affaire de mœurs à Vaupillon »* et Roger Leveau se serait bien *« tiré un coup de fusil ».* Le « gars » Pascal, son fils, se battait à la communale. Les triplées rougissantes n'osaient plus mettre le nez dehors.

Puis, avec les semailles, la famille retroussa les manches, à nouveau. Les hommes dans les champs oublièrent la rumeur, pliés sur les labours, sur la nécessité. Ils enfouirent comme un pardon cette affaire privée.

M. Robert Coquard, le maire, refait le toit de sa maison : *« ... oi, Leveau, je serais pas allé le dénoncer. D'ailleurs, ils sont venus voter comme si de rien n'était. »* Mme Morin, la voisine à qui M. Leveau reproche d'avoir autrefois tiré à la carabine sur ses gars, ratisse son jardin. *« En tout cas,* dit-elle, *ça ne regarde pas les gendarmes. »* Mme Rosiak, la femme de l'entrepreneur, du haut de sa maison « La Guerrière », sur un tertre de gazon, n'a rien à déclarer, sinon que *« quatorze ans de voisinage, ça en ferait des articles dans les journaux ».* Avec les Paternotre, les mitoyens, l'hostilité est plus franche : *« La dame Pater'note, elle est allée répéter des monstruosités, eh oui, c'est un beau crassier. »*

De l'autre côté du chèvrefeuille, Mme Paternotre, anciennement concierge à Paris, s'explique à voix basse, et tournant ses regards vers la cour des voisins : *« La femme à Leveau est même allée voir le sorcier pour qu'il jette un sort à son mari et au brave Poirier qui habite juste à côté. Elle disait qu'il lui avait volé du lard dans le congélateur. »* Toute tremblante, Mme Leveau serre sur sa poitrine un biberon pour les bêtes, chargé d'aliments blancs.

« C'est pas vrai, c'est pas vrai », dit-elle. C'est que le père, carré sur son banc, n'a pas du tout apprécié cette histoire d'envoûtement. Le sorcier habite à trois champs de luzerne : *« Ribot, les chenilles »,* la pancarte pend à un bout de ficelle et au plafond de sa maison des sachets d'herbes comme des chauves-souris. Il a peut-être quatre-vingts ans. *« J'ai jeté un sort, moi ? J'ai le don de guérison, au contraire, je réconcilie les couples désunis. C'est de la magie blanche et Leveau, je le connais, je l'aime bien. » « C'est d'autres, alors »,* dit M. Leveau qui ne cesse de répéter *« ça me turlupine, ça me turlupine ».* Les jeunes mâles ont quitté le village, les vieux tournent en rond, encore assez solides sur leurs jambes pour épier par-dessus les clôtures, encore assez verts pour les envies ou les méchancetés qui *font passer la morte-saison.* Les retraités surtout, ces étrangers échoués à Vaupillon, n'aiment pas M. Leveau parce que, conseiller municipal, il revenait toujours sur la même question : *« Le tout-à-l'égout, est-ce bien nécessaire ? »* Celui qui, à cinquante ans à peine, après avoir vendu son gros bétail, peut se retirer avec sa caravane vers la mer. Les autres, les natifs, sont plus indulgents. Ils ne s'appesantissent pas sur ces égarements buissonniers qui n'arrivent aux oreilles des gendarmes que sur l'aile des « corbeaux ».

« Il y a vingt-cinq ans, on a bien parlé du vieux, tu te souviens ? » La dame Leveau fait un louable effort de mémoire. *« Mais si,* insiste le mari, *c'était d'ailleurs relativement faux. »* Un médecin de La Loupe ne s'étonne guère : *« L'inceste, c'est assez fréquent, jusqu'au jour où on leur dit que ce n'est pas l'usage, alors, ils s'interrogent. »* Du moins font-ils semblant. C'est qu'en pleins champs, les animaux s'épuisent de gambades dans la poussée de sève. Et les trois sœurs exposent leur jeunesse à ce concert d'éclosions.

CHRISTIAN COLOMBANI.

EN HAUTE-GARONNE

Attachement maternel

De notre correspondante

Toulouse. — Assise devant sa table de récupération — toile cirée à grosses fleurs, cendrier jaune Ricard et napperon de crochet — Mme C..., son mouchoir enfoncé dans la paume de la main, attend tout de M. François Mitterrand. Cette petite femme ronde, née dans le sud de l'Italie, habillée de noir, pleure depuis cinq ans. Depuis cette nuit du 27 au 28 février 1976 où son fils aîné n'est pas rentré à la maison.

Invité à sortir par des copains, Francesco passe la soirée dans un bar. Là il rencontre un jeune Algérien qui parle d'argent et prétend avoir 2 500 F dans son porte-monnaie. A peine ont-ils quitté le café que la bagarre éclate, et le jeune immigré est jeté dans le canal de Wattrelos (Nord). Lorsqu'il remonte à la surface, Francesco, aidé de ses trois complices, le lapide. La cour d'assises de Douai, le 21 décembre 1977, condamne le jeune meurtrier de dix-sept ans à la détention à perpétuité. *« J'allais le voir tous les samedis pendant vingt minutes. Il avait besoin de moi mon petit garçon. »* En 1978 Francesco est transféré à la prison de Fresnes. Mme C... tombe malade de ne plus le voir. Six mois de cure de sommeil. Son deuxième garçon, âgé de dix ans, est aux mains des assistantes sociales. *« Vous vous rendez compte, on m'a tout pris. Mon premier mari est mort en 1975 ; Francesco est en prison et, comme il était mineur au moment du crime, je suis responsable de son acte. On va vendre ma maison aux enchères. On a saisi tous les meubles que j'avais. J'ai travaillé toute la vie pour rien. J'ai mis sept enfants au monde, deux seulement ont vécu. Quand Francesco est allé à Fresnes, je me suis remariée avec un monsieur très gentil. Il est mort à Noël. »*

Au printemps, 1978 Francesco est à nouveau transféré : *« Je suis près de Toulouse, à Muret. Le soleil y tape, ce n'est pas comme chez nous. Il fait beau »,* écrit-il à sa mère. La décision est vite prise à Wattrelos : *« Mon deuxième mari va faire le plein. Dimanche on part dans une petite Coccinelle toute cassée, on arrive à Muret. Je l'avais pas vu depuis quatre mois. Il me dit : il faut pas pleurer, je suis pas mort. »*

Aujourd'hui, Mme C... habite un petit appartement dans une cité H.L.M. à trois kilomètres de la centrale de Muret. Avec elle, son autre fils, âgé maintenant de treize ans, caresse un bébé chat et ne parle pas. Tous deux vivent avec les 1 100 francs « de l'allocation aux parents isolés ». Le dimanche soir de la victoire de la gauche, Mme C... a bu, elle qui ne boit jamais, tant elle a d'espoir : Mᵉ Gérard Biagiotti va pouvoir déposer un recours en grâce auprès du nouveau président de la République. *« J'espère que François Mitterrand réduira sa peine. Ce n'était pas bien ce qu'il a fait, d'accord, mais cinq ans de prison n'est-ce pas assez quand on y est depuis ses dix-sept ans ? Je prends mes cliques et mes claques, mes deux garçons et on part en Italie refaire une autre vie. »*

CATHERINE LAURENS.

هكذا من الاصل

RÉUNIE A GENÈVE

L'Assemblée mondiale de la santé propose de réglementer les pratiques commerciales des fabricants de laits artificiels

Quelques-unes des plus grandes firmes multinationales du monde vont se trouver, à partir de ce mardi 19 mai, au banc *des accusés. En effet,* l'Assemblée *mondiale* de la santé, *organe* exécutif de l'O.M.S. (Organisation mondiale de la santé), réunie à Genève, propose à ses membres d'adopter un « code de conduite » destiné à réglementer les pratiques de pénétration commerciale de l'industrie des substituts du lait maternel.

Il s'agirait essentiellement de prohiber toute publicité dans ce domaine. Un certain nombre de pays industriels, notamment les Etats-Unis, ont déjà fait connaître leur opposition au principe *d'un tel projet.* La *majorité* des Etats du tiers-monde, *en revanche,* se proposent de le soutenir vigoureusement.

Ce débat a d'autant plus d'importance qu'un certain nombre d'industries proches de celle qui est incriminée aujourd'hui redoutent l'effet de contagion qui pourrait résulter de l'adoption d'un tel code. Il s'agit notamment des industries pharmaceutiques, chimiques et agro-alimentaires, bref de celles pour qui le tiers-monde représente, au moins potentiellement, un marché de *première importance.*

Avant l'ouverture de ce débat, nous avons demandé au docteur Charles Mérieux, qui dirigea pendant plus de trente ans l'Institut Mérieux et qui préside la Fondation Marcel-Mérieux, de nous livrer son point de vue sur cette question, un point de vue qui diffère de celui qu'adoptent la plupart des industriels.

POINT DE VUE

Impératifs industriels et morale du développement

par le docteur CHARLES MÉRIEUX (*)

L'INDUSTRIE *biologique*, celle de la vaccination, comme celle du sang et celle du lait, ont des problèmes avec la morale. Comment pourrait-il en être autrement lorsqu'il s'agit de la vie et de la mort, de la malnutrition et de la faim ? *Aussi* la question *dont* débat aujourd'hui la communauté internationale mérite-t-elle des *réponses claires.*

Si le problème revêt aujourd'hui une telle acuité, c'est que plusieurs évidences sont apparues. En premier lieu, notre industrie biologique n'est pas une industrie classique. En second lieu, le tiers-monde, pour des *produits aussi essentiels, n'est pas* un marché comme les autres. Aussi devons-nous proposer aux pays en voie de développement les grandes lignes d'une approche nouvelle, radicalement différente de celles qu'ont adoptées, jusqu'à présent, les grandes *multinationales aujourd'hui accusées.*

Ce ne sont pas des produits comme les autres : pour ce qui concerne les vaccins, par exemple, la matière première est avant tout la matière grise. Produire un vaccin, c'est d'abord mettre en œuvre une recherche patiente, coûteuse — ainsi l'élaboration du nouveau vaccin Salk contre la poliomyélite nous aura-t-elle demandé sept ans. *C'est* ainsi que l'élaboration des produits biologiques peut désormais se passer *définitivement de l'animal.*

Mais notre rôle en la matière ne se borne pas à produire : nous assurons le transport du vaccin dans des conditions souvent difficiles en milieu tropical et fournissons aux autorités *nationales un modèle pratique d'application.* En d'autres termes, l'industrie du vaccin et des produits biologiques d i f f è r e totalement d'une industrie de consommation : nous nous sentirions indigne de notre vocation si nous nous bornions à *fabriquer, puis à abandonner, le* produit à son utilisateur.

D'autre part, il s'agit d'une *industrie à haut risque : nous manipulons* des virus souvent dangereux, les possibilités d'accidents existent, les épidémies éclatent, ignorant les frontières et les législations nationales. C'est dire que faute de souplesse, de dynamisme et de courage cette industrie ne remplirait pas ses fonctions. Combien de fois n'avons-nous pas dû produire et *acheminer en quelques jours* des centaines de milliers de doses de vaccin contre la rougeole ou la poliomyélite en raison d'une carence de vaccination chez les populations *menacées* ? Que l'on se reporte à l'expérience extraordinaire du Brésil, où est *apparue de manière totalement imprévue* une méningite de type africain : il a fallu vacciner en neuf mois quatre-vingt millions de Brésiliens pour éviter que l'épidémie ne s'étende à tout le continent sud-américain.

L'histoire récente fournit plusieurs exemples : un succès mondial, la variole, un échec partiel, la rougeole, *de ce que devrait être ou* ne pas être une stratégie vaccinale. La variole, l'une des maladies les plus terrifiantes de l'histoire, est aujourd'hui vaincue grâce au vaccin le plus archaïque, le plus discuté qui ait jamais été fabriqué. Mais il était *rustique et économique : il s'est donc prêté* à une stratégie mondiale, à une expérience dont tout permet de penser qu'elle est renouvelable.

En revanche, des millions de doses de vaccins anti-rougeoleux ont été gaspillées en vain dans le tiers-*monde, où la rougeole est mortelle,* faute d'une stratégie adaptée et, peut-être, d'une réelle volonté de vaincre. Aujourd'hui encore, le dicton africain *« Ne compte tes enfants qu'après la rougeole »* est trop souvent justifié.

Cette conviction — ce n'est pas une industrie comme les autres — est indissociable d'un second postulat : le tiers-monde *ne saurait être,* pour nous, un *marché* classique. Il s'agit de populations pour lesquelles l'accès aux vaccins et aux dérivés du sang est, plus que nulle part ailleurs, une question de survie, et l'on ne saurait négliger cet aspect *de la réalité dans notre stratégie de* développement.

En effet, dans l'immense majorité des cas, l'acheteur ne dispose d'aucun des moyens financiers nécessaires. Pour *nous,* il ne suffit pas seulement de vendre, fût-ce en utilisant les ressources que pourrait dégager sur ce point la coopération internationale. En réalité, nous devons *prendre une responsabilité* totale, depuis la conception scientifique du vaccin jusqu'à son application pratique chez l'enfant.

Pour toutes ces raisons, les voies classiques de la pénétration commerciale me paraissent inadaptées dans *les pays en voie de développement* pour de tels types de produits. Ainsi reproche-t-on à la politique de certaines grandes multinationales d'avoir méconnu et la spécificité du produit et celle des marchés, contribuant à casser des modes de vie qui reposaient *entre autres sur l'allaitement* au sein pendant deux ans. C'est comme si nous cherchions à inciter les populations à se vacciner trois fois contre une même *maladie !* Il ne s'agit pas là d'inviter à consommer, mais de chercher à couvrir les besoins au moindre coût pour des populations déjà démunies .

Il n'est pas dans mes intentions *de nier la nécessité, pour une grande* entreprise, des profits et de leurs prolongements. Nous devons être *capables* de *prendre* le relais industriel de la recherche fondamentale. C'est ainsi que, depuis deux ans, notre ingénierie cellulaire est mise *au service de l'interféron, des anti*corps monoclonaux et des manipulations génétiques, sans négliger, bien entendu, la production des vaccins et de l'albumine humaine.

Considérons, d'autre part, l'industrie du sang. Les Etats-Unis ont choisi *délibérément* de produire du plasma commercial et quelques multinationales exportent les dérivés de *8 à 10 millions de litres de plasma* par an, couvrant pratiquement la demande mondiale. L'O.M.S. et la *Croix-Rouge condamnent ces ser*vices de donneurs rémunérés et recrutés dans les touches défavorisées de la *population.* C'est à mon sens une politique industrielle impressionnante mais moralement inacceptable.

En France, les centres de transfusion, s'ils *assurent une collecte et* une recherche remarquables, disposent d'un monopole qui interdit à l'industrie *privée* la fabrication de dérivés sanguins à partir de donneurs bénévoles : *notre* expérience industrielle, qui nous *permet,* grâce au sang placentaire, d'exporter chaque année 50 tonnes d'albumine, leur serait cependant très utile.

Ne serait-il pas possible d'unir les centres de transfusion, l'Institut Pasteur, la Fondation et l'Institut Mérieux pour doter d'une véritable industrie du sang le tiers-monde qui en est, *à présent,* tragiquement dépourvu ? A l'heure actuelle, en Amérique latine, en *Afrique* et en *Asie* (si l'on excepte le Japon qui achète du plasma américain), la carence est presque totale : les transfusions sont dangereuses, les hémophiles sont condamnés... Notre idée est de créer une industrie du sang dont les bénéfices éventuels seraient consacrés entièrement à la recherche biomédicale nationale ou internationale.

En bref, nous songeons à instaurer au niveau mondial une véritable « biocoopération » dotée d'un triple objectif :

● Mettre au point une stratégie vaccinale à l'échelle du *monde* pour concrétiser l'objectif d é f i n i par l'O.M.S. et l'UNICEF (Fonds des Nations unies pour l'enfance). Est-il, *comme on le dit, utopique de vacci*ner un milliard d'enfants dans le *monde* alors qu'on vaccine chaque année... quinze milliards de poulets contre une maladie dégénérative — la maladie de Marek — à l'aide du plus sophistiqué, du plus fragile des *vaccins ? Un certain nombre d'expé*riences menées en ce moment même en Afrique montre qu'une telle voie est ouverte (1).

● Créer sur chaque continent des « laboratoires à haut risque » pour mettre au *point* des vaccins spécifiques contre de nouveaux virus, comme ceux qui entraînent les fièvres hémorragiques africaines, par exemple. *Un modèle est fourni sur point* par la prophylaxie intercontinentale de la fièvre aphteuse.

● Organiser la transfusion sanguine dans les pays en voie de développement : nous serions prêt à aider *la construction de quatre ou cinq* usines-laboratoires dont la répartition géographique permettrait d'approvisionner les pays du tiers-monde en produits dérivés du sang humain, actuellement importés par ces Etats en devises fortes.

Il ne s'agit ici que d'une première approche. Mais entre l'immobilisme de trop d'instituts d'Etat et le mercantilisme de certaines *multinatio*nales, il faut *imaginer* pour le tiers-*monde* l'avenir de la biologie industrielle.

(*) Président de la Fondation Marcel-Mérieux.

(1) *Le Monde* du 4 mars a consacré un dossier à ce sujet et décrit notamment l'expérience de vaccination menée à Kolda, au *Sénégal*, par l'Association pour la promotion de la médecine préventive (A.P.M.P.).

Le Monde

MÉDECINE

LES GRÈVES DE LA FAIM

par le docteur ESCOFFIER-LAMBIOTTE

Pas plus que leurs confrères irlandais ou britanniques, les médecins ouest-allemands ne sont intervenus pour mettre fin aux grèves de la faim — poursuivies pourtant jusqu'à la mort, — tant de Holger Meins, en 1974 (après cinquante-quatre jours de jeûne), que de Sigurd Debus, en avril dernier, ou, en Irlande, de Bobby Sands et Francis Hughes. Leur attitude est conforme à l'obligation de « respect de la personne humaine » et de *sa volonté, règle déontologique formelle* commune à tous les médecins occidentaux et que sanctionnent en France les articles 2 et 7 du code (1). Elle est conforme aussi à une prescription intangible concernant l'indépendance professionnelle du médecin, qu'il ne peut aliéner « sous quelque forme que ce soit »

La charte promulguée à Tokyo en 1975 (2) par l'Association médicale mondiale, a précisé, en ce qui concerne les prisonniers, ces normes conformes à une éthique essentielle, et qui font du médecin, devant l'emprise sans cesse croissante des contraintes collectives imposées au nom d'un quelconque pouvoir, ou d'un quelconque intérêt suprême de la communauté, le dernier garant des libertés individuelles.

L'ambiguïté qui règne actuellement dans le corps médical français et que traduisent les revues professionnelles, ne saurait être justifiée. Elle résulte de contradictions maladroitement entretenues par les milieux judiciaires entre certains principes du code pénal et les droits, ou les devoirs, des individus en général et des médecins en particulier.

Ces devoirs, fondamentaux, que semble avoir oubliés le conseil national de l'ordre des médecins, ne tolèrent, bien au contraire, aucune équivoque.

Le droit de mourir pour mieux vivre, de mourir pour un idéal, quel qu'il soit, constitue l'expression la plus tragique, certes, mais aussi la plus respectable et la plus noble de ces libertés.

(1) Article 2 : Le médecin, au service de l'individu et de la santé publique, exerce sa mission dans le respect de la vie et de la personne humaine.

Article 7 : La volonté du malade doit toujours être respectée dans toute la mesure du possible.

(2) Charte de Tokyo (Association médicale mondiale) 1975 : « *Lorsqu'un prisonnier refuse toute nourriture et que le médecin estime celui-ci en état de formuler un jugement conscient sur les conséquences de son acte, il ne devra pas être alimenté artificiellement. La décision sur l'aptitude du prisonnier à avoir un tel jugement devra être confirmée par un second médecin indépendant.* »

Droits de l'homme et déontologie

« L'attribut de ma divinité, c'est l'indépendance. C'est tout ce par quoi je puis montrer au plus haut degré mon insubordination, ma nouvelle et terrible liberté. Je me tuerais pour affirmer mon insubordination, ma nouvelle et terrible liberté. »

Dostoïevsky.

L'HISTOIRE a montré jusqu'où pouvaient conduire, jusqu'où conduisent encore, hélas ! les infractions à la règle millénaire du respect dû par le médecin à la personne humaine, à son intégrité psychique, à sa *volonté*. La tragédie nazie, le comportement des psychiatres soviétiques à l'égard des déviants politiques, ou la participation de médecins sud-américains aux interrogatoires sous la torture en sont autant d'exemples.

Sans atteindre de tels extrêmes, le comportement actuel des médecins des prisons israéliennes est, au regard de ces règles morales, totalement inacceptable. En effet, « *il n'existe pas* [pour eux] *de grève de la faim mais un détenu qui refuse de manger. Tout détenu qui entre dans cette catégorie est soumis à une surveillance médicale continue. Lorsque sa santé commence à se détériorer, généralement à partir du cinquième jour, le détenu est alimenté par voie buccale simple s'il y consent. S'il refuse, il est nourri par sonde gastrique et, dans certains cas, par voie intraveineuse* ».

Le docteur Cohen Hadad, médecin des prisons d'Israël (1), ajoute *même* avec fierté que si « *le problème se complique lorsque c'est une prison tout entière, voire même plusieurs prisons qui se livrent à cette grève de la faim* » ses pairs et lui-même « *ont réussi à alimenter artificiellement pendant quarante-cinq jours quatre cents détenus sans aucune complication sérieuse...* »

L'administration pénitentiaire est, certes, l'autorité tutélaire légale à laquelle le médecin des prisons est administrativement lié. Mais le lien qui l'unit à l'administration ne peut être considéré, quand il s'agit de soins, comme un lien de subordination, « *car le médecin serait alors placé dans une situation incompatible avec l'exercice médical normal* ». Lorsque le détenu est « *considéré comme un malade, le médecin, quelles que soient les circonstances, est entièrement libre et ne peut recevoir aucune injonction ni aucune directive que ce soit* », rappelait en 1952 l'ordre des médecins.

L'article 390 du code de procédure pénale (2), que brandit si souvent et si complaisamment le ministère de la justice, prévoit qu'il peut être procédé à l'alimentation forcée d'un gréviste de la faim, mais « *seulement sous décision et sous surveillance médicales, si ses jours risquent d'être mis en danger* ».

Le docteur Solange Troisier, médecin inspecteur général des prisons, s'était référée à cette disposition pour intervenir de manière quelque peu persuasive, sinon énergique, sur certains des détenus corses qui avaient entrepris, en janvier dernier, une grève de la faim.

Son prédécesseur, le docteur Georges Fully, qui fut assassiné en 1973, s'était trouvé confronté entre 1958, puis en 1962, aux grèves de la faim collectives des détenus impliqués dans les affaires algériennes, et qui devaient prendre une ampleur considérable. Le nombre des jeûneurs dépassait trois cents à quatre cents dans une même prison et atteignit un temps plus de quatre mille personnes. Le service de santé des armées et une assistance en personnel infirmier furent mobilisés à l'époque afin de permettre le traitement éventuel de complications graves survenant en nombre.

En dépit des circonstances, de la gravité et de l'ampleur du mouvement entrepris, de ses implications politiques, le docteur Fully avait adressé le 13 novembre 1961 à tous les médecins pénitentiaires une circulaire par laquelle il leur rappelait que « *même s'ils étaient appelés par l'autorité administrative (3) à intervenir par l'alimentation artificielle ou tout autre thérapeutique non librement consentie, c'est au médecin et à lui seul de juger de la conduite à tenir. Son indépendance doit être totale vis-à-vis du détenu malade. Je vous demande,* ajoutait-il, *d'appliquer sans réserve les règles de la déontologie médicale, laissant à la conscience du médecin sa complète liberté d'appréciation* ».

Les errements actuels résultent de l'article 63 du code pénal, qui fait à tous les citoyens obligation de porter secours à toute personne en danger. Le code de déontologie prévoit dans son article 4 que « *un médecin qui se trouve en présence d'un malade ou d'un blessé en péril doit lui porter assistance* ». A condition qu'il le veuille bien... car l'article 7 du même code précise que « *la volonté du malade doit toujours être respectée dans toute la mesure du possible* ».

Plusieurs décisions de justice émanant notamment de la Cour de cassation en 1974 indiquent que l'article 63, qui fait obligation de porter secours, ne peut être invoqué si « *un malade refuse les soins qu'exige son état* ». Car, dit la Cour, « *la victime a été dès lors privée par sa faute d'une chance de survie* ».

Qu'il se déroule en milieu carcéral ou ailleurs, l'acte médical relève d'un contrat tacite (4) qui n'engendre une obligation que par l' « accord des volontés ». La violence physique, ou la contrainte, détruit le consentement, et le contrat devient dès lors nul, « d'une nullité absolue ».

Il se trouve néanmoins certains civilistes qui, s'appuyant sur une interprétation sévère de la jurisprudence, considèrent que « *le devoir de porter secours prime tous les autres* », notamment « *si le péril est imminent, constant, et nécessite une intervention immédiate, même s'il a été volontaire (tentative de suicide par exemple)* ».

Une injonction inacceptable

C'est sans doute au nom de ce « devoir » qu'il s'est trouvé, en 1945, trois médecins, dont le docteur Paul, médecin chef des prisons, pour réanimer Pierre Laval, afin qu'il puisse être traîné debout, après un lavage d'estomac, devant le peloton d'exécution.

Oserait-on dire *que*, ce faisant, ils ont obéi à leur conscience, à leur obligation ou à leur propension à porter secours, à sauver une vie menacée ? Ou s'agissait-il, plus vraisemblablement, d'une injonction inacceptable de l'autorité pénitentiaire dans l'exécution d'un acte professionnel ? Injonction que l'étude consacrée à la grève de la *faim* par *l'Académie de médecine*, en 1977, sous l'autorité du professeur Robert Merger, qualifie de « *véritable excès de pouvoir* ».

Cette conception est partagée par M. Bernard Chenot, secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences morales et politiques, ancien vice-président du Conseil d'Etat, et qui était garde des sceaux au temps des grèves algériennes de 1961. Un temps où le général de Gaulle lui avait pourtant fait savoir qu'il le tenait pour personnellement responsable de la vie de ces détenus encombrants.

Pour M. Chenot, l'article 63 ne vise que ceux qui « *s'abstiennent volontairement de porter secours* » ; « *tel n'est pas le cas du médecin qui se trouve empêché d'intervenir par la défense qui lui est opposée, par l'absence de consensus, et qui doit donc s'abstenir* ».

Le professeur Hamburger partage ce sentiment, d'abord parce qu'il estime que nul médecin n'est habilité à traiter un malade sans son consentement, ensuite et surtout parce que la sauvegarde de l'indépendance totale du médecin à l'égard du pouvoir politique lui paraît essentielle.

Cette attitude doit-elle changer lorsque le gréviste a perdu conscience et qu'il ne peut plus, par conséquent, exprimer une volonté clairement et constamment réaffirmée pendant des jours, des semaines ou des mois ? Oui, estime l'actuel conseil de l'ordre des médecins, qui précisait, en janvier dernier : « *Appelé à donner des soins à un gréviste de la faim, le médecin ne peut rien entreprendre sans le consentemnt du sujet et contre sa volonté tant que celui-ci n'est pas, manifestement, en danger de mort. A partir du moment où l'état de faiblesse est tel que la vie est menacée à brève échéance, et sans nécessairement attendre la perte de connaissance, le devoir du médecin est de prescrire l'hospitalisation et de donner les soins qui s'imposent.* »

Le respect d'une volonté

Cette directive constitue une atteinte aux articles 2, 7 et 8 du code de déontologie (5). Bien qu'elle ait tout pour plaire au ministère de la justice, elle est loin d'être approuvée par l'ensemble des membres du conseil national et notamment par les professeurs René, président du conseil départemental de l'ordre de Paris, et de Vernejoul, ancien président du Conseil national.

Le « *devoir d'alimenter le gréviste par perfusion lorsque sa vie est menacée à brève échéance, ou sa conscience assoupie* », évoqué par le conseil de l'ordre, et que semble approuver le professeur Troisier, inspire au professeur Merger « *une certaine idée de pharisianisme* ». « *Comment admettre*, dit-il, *qu'une personne, parce qu'elle n'a plus sa conscience, donnerait son consentement alors qu'elle l'a constamment refusé auparavant ?* »

Il est fréquent, en outre, que les grévistes de la faim soient atteints à se stade de lésions sérieuses du système nerveux central. Si le malade est traité tardivement (ce qui serait le cas pour les initiatives recommandées par le conseil de l'ordre), le *malade peut guérir, mais au prix* d'éventuelles séquelles psychiatriques graves et définitives.

(Lire la suite page 18.)

(1) Communication au premier congrès mondial de médecine pénitentiaire. Dijon, 1978, p. 180 (ministère de la justice).

(2) Article D. 390 : « Si un détenu se livre à une grève de la faim prolongée, il peut être procédé à son alimentation forcée mais seulement sur décision et sous surveillance médicale lorsque ses jours risquent d'être mis en danger.

(3) A savoir l'administration pénitentiaire, qui est l'autorité tutélaire légale à laquelle le médecin est administrativement lié.

(4) Cour de cassation. Arrêt Mercier, 1936.

(5) Article 8 du code de déontologie : « Le médecin sollicité ou requis pour examiner une personne privée de liberté ou pour lui donner des soins ne peut directement ou indirectement, serait-ce que par sa seule présence, favoriser ou cautionner une atteinte à l'intégrité physique ou mentale de cette personne ou à sa dignité.

La résistance au jeûne

COMBIEN de temps l'homme peut-il survivre à une privation complète de nourriture ? Comment son organisme réagit-il à une telle situation et quel est le processus qui conduit, en un à trois mois, à la mort, celle que connurent aussi bien en 1920 Terence Mc Swiney, maire de Cork, après soixante-quatorze jours de jeûne, que Bobby Sands le 6 mai dernier après soixante-cinq jours, ou Francis Hughes au cinquante-neuvième jour ?

Si l'on excepte des données d'observation clinique empiriques ou des témoignages subjectifs, la littérature médicale est particulièrement pauvre en informations sur ces thèmes, à tel point que la revue française du Syndicat de la médecine générale soulignait récemment que les médecins « *ignoraient tout de ce problème* ».

Les grévistes de la faim se refusant à une quelconque surveillance biologique, les études scientifiques sur les réactions métaboliques au jeûne total étaient, en *effet*, inexistantes jusqu'à des temps récents. Mais cette situation a changé il y a quelques années lorsque débuta, aux Etats-Unis, la vogue des cures de jeûne absolu destinées aux obèses.

Plusieurs groupes relevant des hôpitaux universitaires de Boston, de Pennsylvanie, d'Atlanta, et en Grande-Bretagne, de Londres et de Glasgow, entreprirent chez ces volontaires de l'amaigrissement — dont une fille de vingt ans qui mourut huit jours après la reprise de l'alimentation —, des *études qui éclairent de* manière remarquable la nature de mécanismes de protection d'abord, de dégradation ensuite, jusqu'alors inconnus.

La durée de la résistance de l'organisme humain au jeûne dépend essentiellement du poids des réserves dont il dispose au départ. Le fait que certains des obèses ainsi étudiés aient survécu huit mois sans absorber autre chose que de l'eau enrichie de sels minéraux montre à quel point les capacités d'adaptation sont grandes, et l'étude de ces processus a apporté des données d'un intérêt évident sur la physiologie de la nutrition et sur la compréhension d'un mal, le *marasme*, devenu hélas de plus en plus fréquent chez les enfants des pays en voie de développement, où les mères abandonnent l'alimentation au sein, ou sur celle des lésions cérébrales graves *(le kwashiorkor)*, survenant lors de famines collectives, comme ce fut le cas au Biafra ou chez les réfugiés de l'est-pakistanais.

Priorité au cerveau

Le *rôle* essentiel de l'alimentation est de fournir l'énergie nécessaire aux fonctions vitales, et notamment aux plus importantes de toutes, celles qu'assume le cerveau.

Outre l'oxygène, qui est essentiel à sa survie, le cerveau se montre d'une extrême fragilité à son « carburant » principal qu'est le glucose (ou sucre), que lui apporte le sang circulant et qu'il oxyde en CO_2 et H_2O. Toute chute du taux sanguin de sucre se traduit, comme le montrent de nombreuses observations chez les diabétiques traités par *l'insuline*, par des changements de comportement, une désorientation, de la confusion mentale et un coma qui, s'il se prolonge, conduit à la mort par des lésions cérébrales importantes. Chez l'homme au repos, le cerveau consomme environ la moitié des apports d'oxygène et les deux tiers des disponibilités en glucose, soit 100 à 145 grammes par jour, équivalent à 400 ou 600 calories.

Les muscles et surtout les cellules sanguines se partagent le tiers restant.

(Lire la suite page 18.)

LES TROIS PHASES AVANT LA MORT

LORS d'un régime limité à l'absorption exclusive d'eau, l'organisme subsiste *pendant une dizaine de jours* sur ses réserves. Cette phase d'adaptation est pénible et angoissante : des douleurs et des crampes digestives l'accompagnent, les selles disparaissent *après le troisième jour*. Des troubles vaso-moteurs, de la vue, des réveils d'infections diverses se manifestent.

Dès la seconde semaine débute la *phase d'économie d'énergie* et d'adaptation. L'organisme puise dans ses réserves de graisse (8 kilogrammes environ chez un individu de poids normal) qui peuvent assurer six à huit semaines de survie. Une certaine euphorie succède à *l'angoisse*, accompagnée de douleurs musculaires, d'une sorte d'exaltation et parfois de ces *fantasmes si bien décrits chez le Saint-Antoine de Flaubert*. Elle traduit le passage à l'économie *de* corps cétoniques (utilisation *par* l'organisme de l'acétone et de ses précurseurs métaboliques).

Vers la troisième semaine, lorsque les réserves adipeuses sont épuisées, une phase de dégradation, de destruction des protéines survient, accompagnée d'une véritable autodestruction du jeûneur, de désordres métaboliques graves, d'une certaine *régression psychologique*. La mort conclut, à *brève échéance*, ce stade d'autodestruction, sauf *si des perfusions de glucose*, de sels minéraux, de vitamines, d'acides aminés y *mettent* fin.

Les grèves de la faim peuvent entraîner des ictères (jaunisse), par souffrance hépatique, des *complications cardio-vasculaires* dues à l'altération du muscle cardiaque, et surtout à un stade avancé, des lésions cérébrales très graves, ou encéphalopathie carentielle. Due à la souffrance des cellules cérébrales privées, notamment de vitamine B 1, cette affection se traduit par une fatigue et une somnolence progressive, puis par l'appari*tion de manifestations neurologiques* impressionnantes (obnubilation, crise d'épilepsie, etc.). Si elle est traitée tardivement, elle peut laisser des troubles importants et définitifs, notamment un syndrome démentiel.

Si un gréviste de la faim décide d'interrompre un jeûne de longue durée, la reprise de l'alimentation doit être d'autant *plus lente — et surveillée —* que la grève a été plus longue, et elle doit se faire en milieu hospitalier selon les techniques modernes de réanimation, afin de rééquilibrer très progressivement l'organisme en rétablissant peu à peu son régime énergétique normal et ses réserves protéiques.

هكذا من الاصل

LES GRÈVES DE LA FAIM

TÉMOIGNAGE

Le refus de M. Ben Bella

En novembre 1961, près de quatre mille détenus algériens observaient, dans les prisons françaises, afin d'obtenir le statut de prisonniers politiques, une grève de la faim qui eut un retentissement international considérable. A leur tête, MM. Ben Bella et des ministres du G.P.R.A. (Gouvernement provisoire de la République algérienne) détenus d'abord au château de Turquant puis transférés, le 14 novembre, à l'hôpital Raymond-Poincaré, de Garches, au treizième jour d'une diète hydrique absolue.

A la demande du général de Gaulle et de M. Bernard Chenot, garde des sceaux, une délégation de médecins, conduite par les professeurs de Vernejoul, président du conseil de l'ordre, et Hamburger, s'était rendue auprès de M. Ben Bella et de deux de ses compagnons (MM. Aït Ahmed et Mohammed Khidder).

Le professeur de Vernejoul a bien voulu nous faire le récit de cette entrevue.

A la suite des interventions pressantes du gouvernement marocain, de l'Assemblée générale des Nations unies et, surtout, de la Croix-Rouge internationale (M. Boissier, de Genève, intervint personnellement après une visite des lieux de détention), ces grèves furent interrompues vingt jours après leur début, sans qu'aucune intervention médicale ait été acceptée par les détenus et, par conséquent, leur ait été imposée.

« C'est au début de 1962 que je fus appelé par le garde des sceaux (qui était M. Bernard Chenot) en ma qualité de président du conseil de l'ordre des médecins. Le ministre me fit connaître le vif désir du général de Gaulle de mettre un terme à la grève de la faim de M. Ben Bella, dont l'état de santé commençait à donner des inquiétudes.

» Il fut alors décidé de nommer une commission, à laquelle appartenaient le professeur Hamburger, chargé de surveiller la santé du gréviste, les professeurs René Moreau, Georges Boudin et Albert Sarrazin. Je fus personnellement prié de me rendre auprès de M. Ben Bella afin de le persuader de ne pas continuer une grève pouvant mettre sa vie en danger. J'acceptai cette mission et me rendis auprès de M. Ben Bella, emprisonné dans une résidence de la banlieue de Paris. Accompagné de M. Schmelk, alors directeur de l'administration pénitentiaire, aujourd'hui premier président de la Cour de cassation, nous eûmes une première entrevue avec M. Ben Bella, couché, très amaigri, le visage fatigué et sévère, mais parfaitement maître de lui et fort poli.

» Je lui fis connaître la mission dont j'étais chargé par le gouvernement et ajoutai que, en ma qualité de médecin, je ne pouvais avoir d'autre but que de protéger sa vie et de veiller à ce que la décision qu'il avait prise de ne recevoir aucune nourriture ne devienne pas un danger pour cette vie. Dans ces conditions, je lui demandai de diminuer la rigueur de sa grève de la faim, d'accepter, par exemple, que ce qu'il buvait soit autre chose que de l'eau pure.

» Je me heurtai à un refus absolu.

» Cet homme faisait preuve d'une volonté inébranlable. J'étais assis à ses côtés ; machinalement je posai ma main sur son avant-bras ; il crût que je me préparais à prendre son pouls et me repoussa brutalement en me disant : « *Non, monsieur le professeur, ne cherchez pas à m'examiner. Je ne l'accepterai ni de vous ni de personne.* »

» Je me tins plus éloigné de lui et, n'obtenant rien, finis par lui dire : « *Monsieur Ben Bella, que feriez-vous si nous prenions la décision de vous nourrir malgré vous ?* ... »

» Son regard fut dur et sévère, et, me fixant dans les yeux, il me répondit : « *Si vous faisiez cela, monsieur le professeur, je vous retirerais définitivement mon estime et je la retirerais à tous les médecins français. Au surplus, je dois vous dire que jamais vous n'arriveriez à vos fins à moins de m'endormir.* »

» Redevenant moi-même, je lui dis : « *Calmez-vous, monsieur Ben Bella ; aucun médecin, moi le premier, ne pourrait se permettre d'utiliser la force ou l'anesthésie contre votre volonté.* »

» Il ne nous restait plus qu'à rendre compte au ministère de la justice de l'échec total de notre mission.

» Les jours passaient, l'état de M. Ben Bella s'aggrava de jour en jour. Il me fut alors demandé d'avoir un nouvel entretien avec lui pour lui demander de se laisser faire une prise de sang et de pouvoir ainsi juger de la gravité de son état.

» Nouveau refus absolu. Nouvel échec. Et lorsque je m'efforçais de lui faire comprendre que sa vie était en danger, il avait toujours la même réponse : « *Seul le gouvernement peut prendre les mesures qui me permettraient de m'alimenter.* »

» Je rendis compte de cette volonté de fer qu'aucun médecin ne pourrait fléchir. »

Professeur
ROBERT DE VERNEJOUL.
Ancien président de l'ordre des médecins.

La résistance au jeûne

(Suite de la page 17.)

Outre l'apport alimentaire, l'organisme ne dispose que d'une réserve minime de glucose, moins de 100 grammes, sous la forme de glycogène stocké dans le foie, qui ne peut suppléer que pour quelques heures aux besoins cérébraux. Lorsque cette réserve est épuisée, d'autres mécanismes de protection entrent en jeu, qui font appel à l'utilisation des protéines des muscles, puis des réserves de graisses.

La perte de poids brutale que l'on observe durant les cinq ou six premiers jours d'un jeûne traduit la mobilisation des protéines et la perte de sels minéraux et d'eau qui l'accompagne.

La diminution du poids est ensuite beaucoup plus progressive. Elle est due cette fois à la mobilisation des réserves de graisses comme énergie de secours Dans le même temps, le taux du métabolisme de base se ralentit, et une situation d'économie d'énergie s'installe, favorisée par un environnement, une température et une humidité adéquats, et l'absence de tout effort.

Le cerveau ne participe pas à ce « régime d'économie », et son fonctionnement exige toujours l'équivalent minimum de 100 grammes de glucose par jour. Les observations conduites sur les obèses jeûneurs montrent qu'au bout de cinq à six semaines le foie et le rein ne produisent plus qu'un quart de ce glucose, entièrement consommé par les cellules cérébrales.

Les trois quarts de l'alimentation énergétique de ces cellules proviennent alors de substituts, produits par les tissus graisseux, les corps cétoniques (l'acétone et ses précurseurs métaboliques), dont l'oxydation représente pour les cellules cérébrales une source nouvelle d'énergie, acceptable seulement en situation de détresse. L'accumulation de ces corps cétoniques dans la circulation donne à *l'haleine des jeûneurs une odeur* d'acétone (de pomme de reinette) très caractéristique de ce stade de leur évolution et qui signe l'épuisement de leurs réserves de glucose.

Le cerveau dispose d'un système enzymatique, qu'il ne met en œuvre que dans ces situations de détresse et qui lui permet d'utiliser ces corps cétoniques comme source d'énergie en complément puis à la place du glucose. L'organisme économise par ce moyen ses protéines, dont la dégradation est réduite, ce qui explique que l'absorption d'eau peut être très *minime* (une tasse par jour), car la perte des dérivés nitrogénés par l'urine est très réduite.

Le mécanisme est mal connu qui permet au cerveau de déclencher ce métabolisme de secours, de passer du glucose aux corps cétoniques, comme une chaudière qui, en l'absence de mazout, *pourrait fonctionner* au bois. Des modifications hormonales concernant essentiellement les hormones pancréatiques (insuline et glucagon) qui régissent le métabolisme du glucose semblent jouer un rôle essentiel dans ce phénomène qui a permis, au cours des millénaires, la survie de groupes humains soumis à de *longues périodes de famine*, lorsque la chasse et la cueillette étaient les seules ressources alimentaires.

Paradoxalement, les œdèmes dits de famine propres à ces périodes et si fréquents durant la dernière guerre, ou les troubles graves de la croissance observés chez l'enfant, avec des lésions cérébrales irréversibles dans certaines régions aux prises avec la sécheresse, ne se voient jamais chez ceux qui se livrent, par le jeûne délibéré et prolongé, à une « famine absolue ». Les observations montrent que le métabolisme de sauvegarde ne se déclenche pas en cas de famine relative, car de petites quantités de protéines et d'hydrates de carbone continuent d'être absorbées. Le cerveau continue à fonctionner sur le « carburant glucose », et la dégradation catastrophique due à l'insuffisance protéique se manifeste dans l'organisme, essentiellement chez l'enfant, dont la croissance nécessite des sources d'énergie importantes.

Autrement dit, l'organisme humain s'adapte mieux, et pendant une durée qui peut être très longue, à l'absence complète de nourriture qu'à un régime carencé et déséquilibré ; le seul régime raisonnable visant à la perte de poids consiste donc en une diminution équilibrée des calories de diverses sources, et les systèmes nutritifs bizarres et variés recommandés ici et là sont nocifs. Il n'en est pas de même pour les jeûnes absolus, dont le record semble être, chez une femme obèse (140 kilos), de plus de huit mois (249 jours) au terme desquels elle pesait encore... 90 kilos.

La reprise de l'alimentation doit faire l'objet d'une surveillance étroite, car la totalité des accidents mortels signalés sont survenus à ce stade. Ce fut le cas, notamment, de ces « patients » qui s'étaient livrés dans un « hôtel de cure » de l'Aube, et dans un contexte mystique intense, à des jeûnes de quarante jours, et dont trois devaient décéder entre 1972 et 1977.

Dr E.-L.

Droits de l'homme et déontologie

(Suite de la page 17.)

Un tribunal de Chicago vient d'accorder 9 millions de dollars (45 millions de francs) de dommages et intérêts à une jeune femme souffrant de lésions irréversibles à la suite d'une asphyxie cérébrale temporaire et accidentelle survenue au cours d'une intervention chirurgicale... On voit mal comment les malencontreux avis du conseil de l'ordre pourraient dégager la responsabilité d'un médecin qui aurait provoqué une infirmité définitive du même ordre à la suite d'une « réanimation » inopportune, conduite contre la volonté formellement affirmée et confirmée d'un gréviste de la faim et de ses proches...

Cette volonté constitue l'ultime liberté dont peut encore disposer un détenu et, dans certains cas, son seul moyen de défense.

Tout individu, fût-il incarcéré, a droit au respect des libertés individuelles telles que les définit la Déclaration universelle des droits de l'homme ; tout individu sain d'esprit est, dit-elle, propriétaire de son corps.

Le médecin, qui, par vocation ou par obligation, est l'ultime garant de cette liberté, qu'il lui faut respecter, ne saurait en aucun cas se faire le complice ou l'instrument docile de ceux qui, au nom de l'ordre public, viendraient y porter atteinte.

Les ambiguïtés qu'ont pu évoquer à ce sujet les uns ou les autres (6) ne sont conformes ni à la loi ni à l'éthique, et il est grand temps que des autorités qualifiées mettent fin à un débat illégitime.

Dr E.-L.

(6) « *Face aux grévistes de la faim, le médecin est écartelé entre deux principes contradictoires* », titrait, le 22 avril dernier, *le Quotidien du médecin*.

Un an après la nomination d'un nouveau directeur

L'avenir de l'Agence spatiale européenne reste incertain

Les Etats-Unis, avec le premier lancement de la navette Columbia, espèrent avoir ouvert une nouvelle ère spatiale en se réservant un très large éventail d'activités potentielles. L'Union soviétique continue avec ténacité un programme de vols habités dont le caractère *routinier* ne doit pas masquer que, sur la longue période, il connaît des progrès notables et reste dirigé vers l'occupation permanente de l'espace. Pendant ce temps, l'Europe cherche sa voie.

Elle a eu, au long des années 70, un programme spatial cohérent, confié à l'Agence spatiale européenne (ESA). Celle-ci a construit et essayé deux fois le lanceur Ariane, enregistrant un succès, puis un échec. Mais si Ariane, en tant que moyen technique et économique de mettre en orbite des satellites, est comparable à la navette, celle-ci, par la variété des missions qu'elle peut remplir et par la nouveauté des technologies mises en œuvre, est porteuse d'un tout autre avenir.

Sous cet angle, une autre réalisation de l'ESA, le Spacelab, pourrait être plus prometteuse. Ce laboratoire spatial doit être emporté dans l'espace par la navette, et être ramené au sol. Mais, bien que sa construction s'achève, il n'effectuera sa première mission qu'en septembre 1983, soit trois ans plus tard qu'il n'était prévu, et sa postérité éventuelle dépend des premiers résultats.

Troisième des grands programmes de l'ESA : les télécommunications. Un satellite expérimental, O.T.S., a été lancé en 1978 et fonctionne de manière satisfaisante. Il est le prototype de satellites opérationnels, les E.C.S. pour les liaisons entre points fixes, les Marecs pour les communications maritimes. Quatre lancements sont décidés en 1981-1983 et d'autres doivent suivre. Les organismes nationaux de télécommunications ont créé l'organisation Eutelsat qui exploitera les satellites E.C.S., les Marecs relevant d'une organisation similaire, mais mondiale, Inmarsat.

Les trois programmes décidés en 1973 sont ainsi pratiquement achevés. Ils peuvent avoir des prolongements opérationnels, mais ceux-ci échappent à l'Agence spatiale. On l'a dit pour les télécommunications et, de même, la commercialisation et les lancements d'Ariane relèveront, pour tous les lancements postérieurs à la fin de 1982, non de l'ESA mais d'une société créée à cette fin, Arianespace.

Le nouveau directeur général de l'agence, M. Erik Quistgaard, a donc entrepris, après sa prise de fonction le 15 mai 1980, de définir et de faire adopter par les onze Etats membres un programme définissant ce que sera l'activité de l'agence au cours des dix ans à venir. Un an plus tard, on ne semble pas près d'un accord : chaque pays membre approuve les grandes lignes du programme présenté mais il fait des réserves sur tel ou tel point. Réduire toutes les divergences à un niveau acceptable se révèle difficile.

2 600 millions de francs

Base de tout le reste : le niveau de ressources de l'ESA. Il y a un accord de principe sur un niveau annuel de 450 millions d'unités de compte (450 MUC, soit 2 600 millions de francs) sur la base des prix de 1979. Mais les discussions restent ouvertes, et l'interprétation n'est pas la même pour tous : certains y voient un plafond. En France, on le considère plutôt comme une mesure globale de l'activité de l'ESA, sur laquelle elle doit ajuster ses effectifs et son potentiel de travail, mais qui n'interdit pas de larges fluctuations des budgets annuels. Quelle que soit l'interprétation retenue, ce niveau de ressources permet de couvrir un ensemble important d'activités : des recherches fondamentales, de l'observation de la Terre, des télécommunications, de l'expérimentation en apesanteur — ou plutôt en microgravité, — des télécommunications avancées, du développement des systèmes de transport spatiaux, et un programme général de technologie.

Le programme scientifique comporte actuellement, outre l'exploitation des satellites en orbite et la construction du satellite Exosat (astronomie en rayon X), qui doit être mis en orbite l'an prochain, deux projets principaux : Giotto (envoi d'une sonde au voisinage de la comète de Halley) et Hipparcos (mesures précises des positions des étoiles). Un autre projet devrait être choisi en juin.

Le plan décennal prévoit une augmentation du budget scientifique, financé au prorata des P.N.B. Il y a là de franches divergences ; la Grande-Bretagne, la Belgique, l'Espagne et la Suède s'opposent à une augmentation ; la R.F.A., les Pays-Bas et la Suisse y sont favorables à divers degrés ; d'autres pays sont « pour, à condition... » avec un large éventail de conditions.

Le chapitre microgravité est une activité nouvelle. Personne ne sait très bien où elle conduira ; mais on peut admettre que les Soviétiques n'auraient pas multiplié les expériences et fait passer plus de cent cinquante échantillons différents dans les fours de la station Saliout-6 si aucun enseignement positif n'en était résulté. Il s'agit d'utiliser le Spacelab, qui a été principalement financé par la R.F.A. A plus long terme — au-delà des dix ans couverts par le plan, — la station automatique Solaris qu'étudie le CNES serait aussi destinée à ces activités, pour lesquelles la présence de l'homme peut être gênante. A l'exception de la Grande-Bretagne, qui ne s'intéresse guère qu'aux télécommunications et à l'observation de la Terre, les autres pays s'accordent à peu près sur des contributions proportionnelles au P.N.B. Le succès de la navette spatiale a cependant réveillé en R.F.A. une certaine tentation de favoriser la collaboration bilatérale avec les Etats-Unis aux dépens de la collaboration multilatérale au sein de l'ESA, où la tendance est à un démarrage assez lent du programme microgravité.

Le chapitre des télécommunications est littéralement empoisonné par le problème L-SAT. Ce satellite expérimental de télévision directe — mais aussi d'autres techniques de communication — concurrence le projet de satellite franco-allemand. Pour ces deux pays, il n'apporte rien de plus ; le président du CNES, M. Hubert Curien, est particulièrement critique à ce sujet et a tenté de convaincre les responsables britanniques de l'abandonner. La R.F.A. et la France refusent d'y participer, de même que l'Irlande et la Suède. La charge de financement est lourde pour les autres, mais la Grande-Bretagne et l'Italie, principaux participants, n'ont pas envie de voir les industriels franco-allemands dominer complètement une activité spatiale pour laquelle on prévoit un vaste marché d'exportation.

A part L-SAT, l'agence a un autre projet, A.O.T.S. (système orbital de télécommunications avancées), qui préparerait une nouvelle génération de satellites succédant à celle dérivée d'O.T.S. Il a reçu un bon accueil, mais ne sera vraiment pris en considération que lorsque la situation de L-SAT sera clarifiée.

L'ESA a développé deux satellites météorologiques Météosat, le second devant être lancé par Ariane dans un mois. Ce programme se termine et pourrait laisser place au projet E.R.S., un satellite d'observation de la Terre à lancer vers 1985. Le projet a reçu un accueil favorable, mais il n'en est qu'aux premiers stades et il y a des discussions sur sa mission.

Il n'y a pas non plus de désaccord trop grave sur les systèmes de transport spatiaux. Le développement de versions améliorées d'Ariane est accepté — la Grande-Bretagne continuant à n'y pas participer, — avec certaines réserves qui seront levées si le prochain tir est un succès. Une décision rapide est jugée souhaitable sur le second ensemble de lancement à Kourou, mais la R.F.A. trouve la facture (120 MUC, environ 700 millions de francs) trop élevée et l'on cherche actuellement des moyens de la réduire. Pour le Spacelab, c'est plutôt la France qui freine et la R.F.A. qui est en pointe.

La base de ce plan est d'avoir un ensemble de programmes cohérents, couvrant tous les domaines où se posent des problèmes de développement. Le directeur général de l'ESA insiste sur ce point. Il estime que l'agence doit bien distinguer ce qui est devenu opérationnel, et qu'elle doit abandonner, et ce qui nécessite des développements pour le futur. Il voudrait que les Etats membres « *comprennent que le rôle de l'ESA est de faire de l'innovation utile pour la Communauté européenne* ». Le plan décennal qu'il a proposé lui paraît être une rationalisation des activités de l'agence, qu'il jugeait trop disparates. Mais il n'est pas facile de faire accepter un programme cohérent par onze pays dont les vues sont largement divergentes.

MAURICE ARVONNY.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.	256 F	417 F	579 F	740 F
TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE	466 F	837 F	1 209 F	1 580 F
ETRANGER (par messageries)				
I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	296 F	497 F	689 F	900 F
II. — SUISSE, TUNISIE	368 F	642 F	915 F	1 190 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde

culture

Festival de Cannes

Pigalle à cœur ouvert

Un film d'Almantas Grikiavicius, *Groupe sanguin zéro*, produit par les Studios de Lituanie, a représenté l'U.R.S.S. On y évoque la destruction par les nazis, en 1944, du village de Pircupai et de sa population. C'est, en quelque sorte, l'histoire d'un Oradour lituanien. Le réalisateur a adopté une narration mêlant des monologues intérieurs, des souvenirs, des témoignages de quelques survivants et de soldats allemands prétendant n'avoir fait qu'« *obéir aux ordres* ». Dans les images qui surgissent du passé, les variations de la mémoire et les répétitions de certaines scènes selon des points de vue différents se télescopent de telle manière qu'on ne comprend pour ainsi dire rien. *Groupe sanguin zéro* est un exercice de style ambitieux (Grikiavicius connaît-il le cinéma de Resnais ?) mais complètement raté.

Une surprise enfin. *Neige*, première réalisation de la comédienne Juliet Berto et de Jean-Henri Roger secoue l'apathie générale, le désenchantement des festivaliers (1). La commission de sélection du cinéma français a pris un pari audacieux en faisant concourir officiellement une œuvre de débutants. Tant mieux. Voilà au moins un film qui n'est ni académique, ni conformiste.

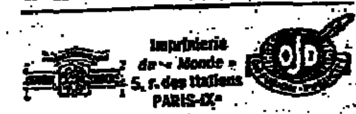
Entre Pigalle et Barbès une caméra en liberté capte la vie nocturne d'un quartier de Paris où les touristes vont s'encanailler sans voir de sa réalité autre chose que des oripeaux folkloriques. Juliet Berto et Jean-Henri Roger, eux, savent ce qu'il y a derrière la fête foraine sur le boulevard. Ils plongent dans le vrai Pigalle comme Chester Himes dans le Harlem de ses romans policiers. Leur travail de metteurs en scène (où il y a des emprunts, des hommages évidents à Jean-Luc Godard) ne sent pas l'amateurisme ou l'application à l'écriture « moderne ». C'est une vision à la fois juste et « romantique » d'un univers où, entre la délinquance, le trafic du sexe, la drogue et les descentes de police, survivre est, pour des êtres en détresse, un effort permanent.

Anita, serveuse de bar ; Jocko, pasteur noir qui a fait de la religion une combine, et Willy, l'amant d'Anita, karatéka aux gros bras qui a un petit pois dans la tête, cherchent quelques grammes d'héroïne pour sauver Betty, un travesti en manque. Bobby, jeune Antillais aux cheveux tressés, le pourvoyeur habituel, a été abattu par un policier de la brigade des stupéfiants après une course insensée dans les rues. Alors, ces trois-là, qui n'ont jamais touché à la drogue, essaient de retrouver la filière, pour rendre service à leur « copine », qui risque de mourir. Juliet Berto et Jean-Henri Roger se fichent de la morale. Ils mènent, sur une intrigue de « film noir » une aventure fiévreuse et généreuse où la fraternité, l'amitié des marginaux de la nuit l'emportent sur toute autre considération. Ils traduisent, avec les élans du cœur de personnages « dingues », un état d'urgence. Juliet Berto, Robert Liensol, Jean-François Thévenin ne « jouent » pas ces personnages. Ils foncent, ils sont vrais, ils appartiennent au petit monde de Pigalle. Ils sont du côté des paumés. Ils ne se demandent pas si cela finira bien ou mal pour eux, ils agissent d'instinct. Et, puisqu'il s'agit de marginaux, a-t-on jamais vu un film français qui manifeste autant de compréhension, de chaleur humaine, de tendresse même envers la condition des travestis du spectacle nocturne ? Dans la loge de Betty, le tête-à-tête entre Nini Crépon et Juliet Berto est le moment de vérité le plus émouvant, le plus intense de ce film qui échappe à tous les stéréotypes.

JACQUES SICLIER.

(1) Lire l'entretien avec Juliet Berto dans le supplément « Arts et Spectacles » du « Monde » du 23 avril.

Édité par la S.A.R.L. le Monde.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.
Claude Julien.



Commission paritaire n° 57 437.

NAISSANCE DU CINÉMA PORTUGAIS

Fait inédit dans l'histoire du cinéma portugais (très présent à Cannes), douze films — et non plus trois ou quatre comme c'était le cas avant et après 1974 — sont à mettre à l'actif de cette année. Tous ceux qui avaient été entrepris il y a trois ou quatre ans, et avaient été interrompus faute d'argent, ont été terminés. On peut avoir maintenant un aperçu de la production d'après la révolution, d'après les films d'intervention politique tournés juste au lendemain du 25 avril.

Ce qui est inédit, aussi, c'est le succès de cette production dans le pays même. Quatre films ont eu à Lisbonne des salles pleines. Et l'un d'entre eux a été vu là-bas par cent mille personnes, alors qu'aucune œuvre portugaise ne pouvait dépasser jusqu'ici trente mille entrées, dans des circuits de distribution inféodés aux compagnies étrangères. Et voilà que pour la première fois se pose le problème du réinvestissement des recettes : il va falloir s'assurer qu'il s'effectuera bien dans le cinéma lui-même.

« *C'en est fini de la fatalité qui voulait que les films portugais soient faits pour ne pas être vus* », constate Mme Heléna Vaz Da Silva, de l'Institut portugais du cinéma (I.P.C.). Même si les conditions techniques (équipement, laboratoires) sont encore mauvaises, même si la distribution actuelle pose encore des obstacles, on assiste à la *naissance d'une* industrie, d'une cinématographie reconnue. Ceux qui en sont les artisans n'ont pas l'air près de s'arrêter de réfléchir et de laisser dévoyer leurs projets.

L'État, unique source de financement

En Italie, en Allemagne, dans beaucoup de pays, on organise désormais des Semaines du cinéma portugais. Des Journées lui seront consacrées en février au Centre Georges-Pompidou, ainsi qu'au Festival de Sorrente, en 1982. Mais, surtout, on est intéressé au Portugal par les coproductions. D'une part, des accords de gouvernement à gouvernement ont été signés. Avec la France, le Brésil, l'Espagne bientôt. D'autre part, les producteurs privés, les réalisateurs, commencent à arriver de l'étranger, tout à fait satisfaits, semble-t-il, du niveau des techniciens, de l'accueil. Encore une chose que les Portugais entendent bien contrôler : ça ne les intéresse pas du tout que n'importe qui tourne n'importe quoi chez eux en profitant d'une main-d'œuvre moins chère qu'ailleurs.

Pour le moment, l'État est l'unique source de financement. C'est le secrétaire d'État à la culture qui préside l'Institut portugais du cinéma, à travers lequel sont attribuées les subventions qui assureront le budget entier des projets retenus (trois sur cent vingt).

Une loi est en préparation pour donner une autonomie complète à l'I.P.C. Et, petit à petit, les producteurs portugais devront assurer le relais, prendre la responsabilité des films. C'est ainsi que le réalisateur Antonio Pedro Vasconcelos et Paolo Branco (qui va vendre sa salle parisienne, l'Action-République, tout en gardant sa maison de distribution hors-champ) ont fondé V.O Films, qui a produit le dernier long métrage de Manoel De Oliveira, *Francisca*, sélectionné par la Quinzaine des réalisateurs.

Au départ, ils n'avaient que les deniers attribués par l'I.P.C., mais ils ont pris des risques et fait des emprunts. Actuellement, ils coproduisent des films de Wim Wenders, Raoul Ruiz, Eduardo De Gregorio. Ce n'est pas le profit qui les intéresse, mais, dit Vasconcelos, « *la recherche d'une même famille de pensée* ». Pour Helena Vaz Da Silva, V.O-Films « *inaugure une dynastie de producteurs qui ne se contenteront plus de gérer la subvention* ».

De vrais films sur le 25 avril...

De son côté, Luis Rocha, dont *Carromalor* vient d'être présenté à un certain regard, s'apprête à monter le même type d'entreprise que V.O.-Films. Pour lui, l'important est de mettre sur pied une bonne organisation des productions, afin d'éviter notamment la totale dépendance des metteurs en scène vis-à-vis de l'I.P.C. — dont le rôle, cependant, et les intentions ne sont pas mis en cause. On aura toujours besoin de lui, sans oublier qu'il a toujours garanti la liberté de création.

Et à quoi ressemblent-ils, ces films que l'I.P.C. a engendrés, protégés, et que l'on commence seulement à voir à Cannes ? « *Ils sont tournés vers le passé, qu'un demi-siècle de fascisme nous avait empêchés de récupérer* », explique Antonio Pedro Vasconcelos. « *Le 25 avril*, poursuit Manoel De Oliveira, *a interrompu un certain sens de l'histoire, une tradition, mais le sens de l'histoire avait aussi été détourné par le fascisme, qui n'était pas lui-même la tradition, qui lui avait substitué le conservatisme.* » « *Voilà pourquoi*, enchaîne Luis Rocha, *le cinéma portugais de 1974 et 1975 paraît intéressant, mais pauvre, aujourd'hui. Nous étions tout bouleversés en France de la réalité. Maintenant que la droite au pouvoir nous donne un peu de calme pour voir les choses avec recul, nous analysons la réalité passée afin de pouvoir, un jour, faire de vrais films sur le 25 avril...* »

CLAIRE DEVARRIEUX.

UN CERTAIN REGARD
Une sélection exemplaire

La section « Un certain regard » accueille des films non retenus pour la compétition internationale, mais qui ont suffisamment de qualités, artistiques et autres, pour courir leur chance à l'intérieur du Festival. Jusqu'ici, la sélection proposée est exemplaire et, le bouche-à-oreille aidant (il y a plusieurs projections de chaque film), elle n'attire pas seulement les cinéphiles acharnés. Venu du Portugal, Carromalor, de Luis Felipe Rocha, est, à travers l'itinéraire psychologique d'un adolescent frustré, le tableau d'un village (dans les années 30, au temps de la guerre civile espagnole) où le despotisme d'un propriétaire foncier attise la haine, l'amertume, la lutte des classes. Critique sociale implacable et ferments de violence, de révolte. Qu'est-ce qui chante là-bas, de Slobodan Sijan, est un récit picaresque (au printemps 1941, alors que les Allemands vont envahir la Yougoslavie, un vieil autocar transporte un groupe de voyageurs, d'un coin perdu de Serbie à Belgrade), dont l'humour caustique, les situations incongrues rappellent la Montée au Ciel, réalisé jadis par Buñuel, au Mexique. Les incidents du voyage révèlent peu à peu la lâcheté, l'égoïsme et le racisme à l'égard de deux tziganes, musiciens errants, qui commentent l'action par des chansons prophétiques, d'une société mesquine, rattrapée et détruite symboliquement par l'histoire.

C'est encore l'humour, un humour insolent, ravageur, violemment satirique, qui s'exerce dans le Témoin, *de Peter Basso, film hongrois tourné en 1969 et jusqu'ici interdit.*

Un éclusier d'un village du Danube, brave bonhomme qui s'est rallié sincèrement à la démocratie populaire, se trouve forcé, à la suite de péripéties touchant à l'absurde, de faire un faux témoignage dans un procès politique truqué. Trop honnête ou trop maladroit, le témoin détraque le système et manque d'y laisser la vie. Cette critique du culte de la personnalité, des mensonges du stalinisme, possède une virulence comique tout à fait exceptionnelle dans son rapport avec la réalité politique tragique qu'elle prend pour cible. A quand la distribution en France de ce grand film (remarquablement interprété) qui fait honneur au cinéma hongrois ?

On a vu aussi dans la section « Un certain regard », Mur, murs, *réalisé à Los Angeles en 1980 par Agnès Varda. C'est, sous une forme apparemment documentaire, un étonnant essai poétique et sociologique sur les peintures naïves ou élaborées, dont des artistes des rues — on apprend à les connaître, à les comprendre — ornent les murs de la ville. Peintures de vie, de morts, de fantasmes, de magie et d'angoisse, cris d'identité et de revendications culturelles faisant voir et entendre, dans la cité mythique du cinéma, l'existence d'un autre monde qu'Agnès Varda a su capter, révéler.* — J. S.

THÉATRE

« Les Mystères de l'amour » à la Michodière

(Suite de la première page.)

Ces personnages sans identité fixe portent des noms : Léa (Micheline Uzan), son mari Patrice (Mario Gonzalès), sa mère (Liliane Rovère), son amant Ludovic (Alain Salomon) plus M. Morin (Patrick Valverde), la dame en noir (Coco Felgairolles) et trois jazzmen (Jean-Louis Chautemps, Jean-François Jenny-Clark, Xavier Jouvelet) qui « commentent » l'action, lui font quitter les quelques centimètres de rails qu'elle pourrait être tentée de suivre...

Mais, dans le bric-à-brac d'un *music-hall farceur*, avec cercueils truqués et apparitions d'entre les rideaux noirs, Léa et Patrice pourraient être jumeaux, Micheline Uzan et Mario Gonzalès se ressemblent. Mais la mère semble avoir des visées sur Patrice, qui se laisse séduire par Ludovic, qui prend le rôle de l'auteur à la place de M. Morin, tandis que Léa met au monde un enfant. *Mais Patrice n'est-il pas né*, vagissant et douloureux, du baiser échangé entre Léa et Ludovic, du rapprochement des corps qui le propulse et le rejette ? Mais le personnage essentiel n'est-il pas ce bébé-baigneur gargantuesque, idole monstrueuse — rose, yeux pervenche, ventre rebondi au nombril obscène, — qui envahit la scène...

A quoi bon tenter de raconter. Il *faut seulement saisir par* les yeux le plaisir des images sensuelles, douces comme les soins de peau qui restent de l'enfance, images brillantes et ironiques, cruelles aussi, moins burlesques qu'aux représentations d'Avignon. Si Liliane Rovère, mondaine fantoche, est irrésistible, si Alain Salomon piaffe avec panache, il y a chez Micheline Uzan et Mario Gonzalès *plus de tendre tristesse que de* mordant : le trac des premières, sans doute

Et le spectacle lance ses flèches étincelantes, loin et profond, impose sa vision. Il ne s'agit pas d'espaces inconnus, mais au contraire familiers au point d'avoir disparu de la conscience. Espaces chargés de pleurs, de peurs et de rires, de culpabilité et d'innocence gourmande, de tout ce qui fait une vie naissante, que le spectacle réveille et qui ne laisse pas en paix.

COLETTE GODARD.

★ Michodière, 21 heures.

ENTRETIEN AVEC VIVIANE THÉOPHILIDÈS
Le théâtre incendiaire

« *D'où vient l'envie de monter cette pièce*, les Mystères de l'amour ?

— De loin, de très loin. Quand je l'ai lue, troublée, fascinée, sidérée qu'elle soit à ce point différente des autres pièces de Vitrac (c'est sa première), si étrange dans son œuvre, presque étrangère, j'ai voulu tout de suite la monter. Et j'étais troublée aussi parce que c'est Artaud qui l'avait créée, au Théâtre Alfred-Jarry. Mais j'ai eu beaucoup de mal à faire admettre et partager mon sentiment de lecture. Mon choc.

— *Que se passe-t-il, à la lecture ?*

— Le propos qu'on m'a le plus souvent tenu c'est : On n'y comprend rien, on n'y entend rien. Qu'est-ce que c'est que cette histoire. Des amis, pensaient que j'étais folle.

» Il faut dire que ça va tellement profond, qu'effectivement il y a des répliques qu'on ne lit pas, qu'on ne veut pas entendre. C'est fondé, je crois sur une logique interne sans logique apparente. C'est un peu embêtant de le dire comme ça, mais on pourrait soutenir que c'est une pièce très fantasmatique, ou très onirique. C'est ça, du domaine du rêve. Mais moi, tout mon travail a été de la traiter comme si c'était ça le réel, le pur réel, alors les répliques deviennent fulgurantes avec leurs liens secrets sous cette apparence de non-rapport, comme un dialogue de sourds.

» Je sais qu'à la lecture, c'est cela qui m'a parlé très fort, immédiatement, qui m'a saisie, et mon travail a tenu à ce que ça parle très fort à tout le monde, tout de suite, et aux comédiens d'abord qui n'avaient rien compris, certains me l'ont dit, et qui s'étonnent aujourd'hui de cela, qui n'en reviennent pas — et puis aux spectateurs, par les images.

» Mais les images retenues sont celles qui se sont déclarées d'emblée. Et toutes celles nées du travail avec les comédiens sont allées dans ce sens. C'est le texte qui les provoque, qui les évoque, qui les appelle.

— *C'est de votre fréquentation des surréalistes qu'est venu pour vous cet effet de lecture ?*

— Sans doute. Je suis comme tous les autodidactes, je fouille, je ne lâche plus ; à quinze ans, j'ai « vécu » avec les surréalistes. Ce sont les poètes de ma jeunesse, je ne lisais pratiquement que ça. C'est donc une question de familiarité, d'affinité. Sinon la pièce fait peur, suscite des choses dont on n'a pas envie et qu'on ne comprend pas : c'est plus simple...

— *Et quand on a envie, qu'est-ce qu'on comprend, qui est moins simple ?*

— On comprend qu'au théâtre il n'y a jamais rien eu d'aussi fort et d'aussi terrifiant sur le rapport amoureux, le couple, le trio... Vitrac part du trio de Boulevard, le mari, la femme, l'amant, et les place parfois en situation de Boulevard. Et que Artaud, à la recherche du théâtre de la cruauté, ait mis en scène la pièce, voilà qui constitue plus qu'un indice. Il y a dans ce « théâtre de l'incendie » (l'expression est de Vitrac) une énorme provocation.

» Et ce qui m'a provoquée, à travers les surréalistes ou les réprouvés du surréalisme, c'est le parcours de la femme dans ces fantasmes-là. Qu'est-ce que l'amour fou, du côté féminin ? Le personnage de Léa constamment mise à la torture me bouleverse, c'est ce que je veux montrer, *sans moraliser*, sans défendre ni accuser, jamais, la femme.

» Et c'est ce qui me rend le spectacle difficile, insoutenable. J'y vais tous les soirs, je ne peux le quitter, mais je ne sais pas où me mettre, je ne cherche pas, comme avec les autres spectacles, à contrôler mon travail. Je n'ai plus l'angoisse de la mise en scène, l'angoisse de la perfection...

— *Peut-être, parce que le spectacle a été bien reçu... Vous pouvez l'aimer librement... ?*

— Oui, mais avec *Jeanne d'Arc* de Delteil (1), je gardais toujours un *œil critique. Une insatisfaction* parfois. Là, c'est comme si j'avais trouvé un rapport juste à l'art : la bonne distance. La perfection me paraît maintenant du côté de la mort.

— *D'où cette étrange présence des trois musiciens, qui tiennent aussi de petits rôles ?*

— Quand ils font irruption, en tant que musiciens faisant les comédiens, c'est vrai que ça casse la représentation. Parce qu'ils ont une drôle de façon d'être comédiens. Quand ils arrivent, ils gênent tout le monde, ils empêchent le plateau d'exister comme avant.

— *D'où vient l'idée de cette intervention ?*

— De la provocation. De la volonté de trouver un équivalent actuel à la provocation. En 1927 (la pièce date de 1924), on avait mis des comédiens dans la salle, qui criaient, hurlaient, insultaient les autres. Aujourd'hui, ça ne peut plus passer, ça ne provoquerait strictement personne. Alors, comment déranger le confort du spectacle ?

» Un jour, presque par hasard, j'ai vu trois musiciens : Jean-Louis Chautemps, Bernard Lubat et J.F Jenny-Clark. Et tout d'un coup, la rencontre avec *les Mystères* m'a paru d'évidence et de nécessité. Avec leur façon de jouer leur musique, cette musique-là, et leur façon de se comporter, cet humour féroce qu'ils ont sur eux-mêmes, sur ce qu'ils font au moment où ils le font, cette merveilleuse dérision... Impossible avec eux de s'installer dans le *confortable* : ils *prennent* une liberté violente avec ce qui est pour eux le plus fort : le jazz, la musique... Comme le plus fort pour moi, c'est le théâtre...

— *C'est du théâtre musical ?*

— Pas exactement. Parce que les musiciens arrivent tels qu'ils sont, avec leur présence, leur corps. Et autant ils sont sûrs d'eux pour la musique, pour les parties préparées, autant ils ont un trac de débutants pour les répliques : comme une timidité ou une nudité, mais c'est ça que je voulais. Quant aux comédiens, ils ont eu peur aussi, d'être écrasés par l'événement musical. J'avais fait le pari que *tout* le monde devait s'en sortir vivant.

— *C'est dans la musique que vous avez retrouvé l'actualité de Vitrac ?*

— Dans la musique improvisée, dans cette forme de jazz. C'est plus qu'une transposition : il s'agit de rendre le texte à sa provocation initiale, parce qu'il vit très fort encore.

— *N'y a-t-il pas plus de rituel régulier dans les parties assurées par les comédiens (le texte), et plus de liberté dans celles que se réservent les musiciens ?*

— Pas avec ces comédiens-là. Le texte est leur instrument, leur musique : à partir de là, ils « improvisent » aussi. Il y a une marge de liberté qu'ils savent utiliser à plein. Et il leur est arrivé d'improviser telle situation, pas de faire du mime : improviser une situation sur la musique. On a gardé, bien sûr. Tout doit tendre à ce que les images provoquent des sens multiples, ouverts.

— *Quel est ce secret du texte, difficilement transmissible à l'époque puisque la mise en scène d'Artaud a été éreintée, ou au mieux, accueillie dans l'indifférence, ce secret qu'on entend aujourd'hui ?*

— Quelque chose sûrement qu'on ne pouvait pas entendre. Maintenant avec Freud, Bataille, Blanchot, on peut, peut-être, lire autrement, entendre autrement, aborder autrement ce texte qui paraissait incompréhensible. C'est une petite revanche dédiée à Artaud. D'autant qu'il est impossible de caser la moindre théorie. C'est du corps en marche, du corps brut, ce texte.

Propos recueillis par
FRANCIS MARMANDE.

(1) *Une fille à brûler*, avec Micheline Uzan en 1979.

Printemps culturel à Valenciennes

Parmi les nouveautés du calendrier de la région Nord-Pas-de-Calais, « le Printemps culturel du Valenciennois » a débuté à la fin avril et s'achèvera à la fin du mois de juin. L'expérience a été lancée l'an dernier avec succès.

L'association, qui s'est fondée l'an dernier (1) rassemble treize communes et des comités d'entreprise. L'office culturel régional apporte son concours en couvrant 35 % du budget...

Sur un thème central « Vivre, travailler et créer au pays », sont présentées des réalisations artistiques les plus diverses et d'un bon niveau : théâtre, musique, danse, arts plastiques, poésie, audiovisuel, photographies, folklore, chansons, etc. Chaque commune, chaque collectivité garde l'initiative du choix de ses propres programmes. Ainsi, soixante-treize spectacles seront offerts pendant deux mois à un public très large à des prix variant de 10 à 30 F.

(1) Association Printemps culturel du Valenciennois, renseignements : M. Stany Soloch, président du Printemps culturel du Valenciennois, mairie de Douchy-les-Mines (59282). Tél. : 44-22-78.

PETITES NOUVELLES

■ *Le pianiste argentin* Bruno-Leonardo Gelber est contraint d'annuler, pour raison de santé, le récital qu'il devait donner le mardi 19 mai au Théâtre des Champs-Élysées. *Les places* seront remboursées aux guichets du théâtre.

■ René Verdière, l'un des ténors wagnériens les plus connus d'avant guerre, vient de mourir à l'âge de quatre-vingt-deux ans. Il avait chanté tous les rôles du répertoire à l'Opéra de Paris. A soixante-quatre ans, il n'avait pas hésité à remplacer au pied levé un ténor américain défaillant.

■ *Le deuxième Festival* international de chant choral de la ville de Nancy aura lieu du 28 au 31 mai. Le dimanche 31 mai, une grand-messe chantée par mille participants clôturera le festival.

D'autre part, le Théâtre de la Passion de Nancy présentera « les Jeux de la passion », le 4, 5, 11, 12, 14, 18 et 19 juillet, dans le hall du parc des expositions de Nancy.

■ *Le chef d'orchestre et compositeur de musiques de films Hugo Friedhofer* est mort le 17 mai à Hollywood. Il était âgé de soixante-dix-neuf ans.

Hugo Friedhofer, né en 1902, avait commencé sa carrière en 1929. Il avait *composé la musique des films* « Joan of Arc », de V. Fleming, « The Best Years of our Lives », de W. Wyler, et « The Young Lions », de E. Dmytryk.

■ La ville de Dijon rend hommage à l'un des plus célèbres de ses fils, le constructeur Gustave Eiffel, par une exposition réalisée par B. Marrey. Elle retrace l'évolution de l'architecture *métallique* en France jusqu'au milieu du dix-neuvième siècle, l'apport d'Eiffel dans la seconde moitié du siècle et enfin l'influence de la tour de 300 mètres sur les arts plastiques, à l'aide de *photographies* et de *documents* anciens prêtés par les Archives nationales (qui ont récemment hérité du fonds de la société). (Du 23 mai au 18 juin, au Cellier de Clairvaux, boulevard de la Trémouille, Dijon. *Un catalogue est à paraître. Rens.* : 16-80-41-81-30.)

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

SPECTACLES

théâtres

NOUVEAUX SPECTACLES

Ligue internationale d'improvisation : Aubervilliers, Théâtre de la Commune (833-16-16), 20 h. 30.
Les Œufs du hasard : Sartrouville, Théâtre (914-23-66), 21 h.
Les Mystères de l'amour : Michodière (742-95-22), 21 h.
C'est le malheur des temps : Conservatoire (246-12-91), 20 h. 30.
Susie, pourquoi tu pleures ? C.C.L. (10, rue de la Juiverie), 20 h. 30.
Calderon : Chaillot (727-81-15), 20 h. 30.

Mardi 19 mai

Les salles subventionnées et municipales

Salle Favart (296-12-20), 20 h. : Soirée Francis Poulenc.
Comédie - Française (296-10-20), 20 h. 30 : la Folle de Chaillot.
Chaillot (727-81-15), salle Gémier, 20 h. 30 : Broers.
Odéon (325-70-32), 20 h. 30 : A Memphis, il y a un homme d'une force prodigieuse.
Petit - Odéon (325-70-32), 18 h. 30 : Ainsi Solange, Paris ou ailleurs.
TEP (797-96-06), 20 h. 30 : Têtes rondes, têtes pointues.
Petit TEP (797-96-06), 20 h. 30 : En pleine mer.
Théâtre de la Ville (274-11-24), 18 h. 30 : Marion, Larrieu, Pennetier ; 20 h. 30 : Nederlands dans Theater.
Carré Silvia Monfort (531-28-34), 20 h. 30 : Compagnie de danse populaire française.

Les autres salles

Aire libre (322-70-78), 20 h. 30 : Elle lui dirait dans l'île.
Antoine (208-77-71), 20 h. 30 : Potiche.
Atelier (606-49-24), 21 h. : les Trois Jeanne.
Carrefour de l'Esprit (633-48-65), 20 h. 30 : les Dilemmes de la balance.
Cartoucherie, Aquarium (374-99-61), 20 h. 30 : Un conseil de classe très ordinaire. — Chaudron (328-97-04) : Festival international de la culture juive.
Cinq Diamants (588-01-06), 20 h. 30 : Metropolitan Opera.
Cité internationale universitaire (589-38-69). Resserre, 20 h. 30 : Une conversation chez les Stein sur M. Goethe absent. — Galerie, 20 h. 30 : Lotte à Weimar. — Grand Théâtre, 20 h. 30 : le Malade imaginaire.
Comédie Caumartin (742-43-11), 21 h. : Reviens dormir à l'Elysée.
Comédie des Champs-Elysées (723-37-21) : 20 h. 45 : Madame est sortie.
Comédie italienne (321-22-22), 21 h. : la Mère confidente.
Comédie de Paris (281-00-11), 20 h. : Boris Supervian ; 21 h. 30 : la Grande Guerre des p'tites étoiles.
Croq'Diamants (272-20-06), 20 h. 30 : Séances de bronzage.
Daunou (261-69-14), 21 h. : Et ta sœur !
Edouard-VII (742-57-49), 21 h. : Deburau.
Espace Gaîté (327-95-94), 21 h. 45 : Ivres pour vivre.
Espace Marais (271-10-19), 20 h. 30 : les Bonnes.
Essaïon (278-46-42), 20 h. 30 : Ça.
Fontaine (874-74-40), 20 h. 30 : J'aimerais bien aller à Nevers ; 22 h. : les Aviateurs.
Gaîté - Montparnasse (322-16-18), 22 h. : Elle voit des nains partout.
Galerie 55 (326-63-51), 20 h. 30 : le Chant du bouc.
Huchette (326-23-99), 20 h. 15 : la Cantatrice chauve ; 21 h. 30 : la Leçon.
Lucernaire (544-57-34), 18 h. 30 : Ecoute Israël ; 20 h. 30 : les Amis ; 22 h. 30 : Sherazade. — Petite salle, 18 h. 30 : Parlons français.
Madeleine (265-07-09), 20 h. 45 : Arsenic et vieilles dentelles.
Marigny (256-04-41), 21 h. : Domino, Salle Gabriel (225-20-74), 21 h. : le Garçon d'appartement.
Mathurins (265-90-00), 21 h. : Huis clos : Pétition.
Michel (265-35-02), 21 h. 15 : On dînera au lit.
Montparnasse (320-89-90), 21 h. : Exercice de style. — Petite salle, 20 h. 30 : Pierrot d'Asnières ; 22 h. : J. Benguigui.
Œuvre (874-42-52), 20 h. 45 : Un habit pour l'hiver.
Palais-Royal (297-59-81), 20 h. 30 : Joyeuses Pâques.
Roquette (805-78-51), 20 h. 30 : Pentablogues ; 22 h. 30 : Angel.
Studio - Théâtre 14 (773-91-64). 20 h. 30 : l'Ivre de Rabelais.
T.A.I. Théâtre d'Essai (278-10-79), 18 h. 30 : Une saison en enfer ; 20 h. 45 : l'Ecume des jours ; 22 h. : Journal d'un fou.
Théâtre d'Edgar (322-11-02), 20 h. 30 : Y'en a marre ; 22 h. : Nous, on fait où on nous dit de faire.
Théâtre 13 (226-47-47), 20 h. 30 : la Tragique Histoire d'Hamlet, prince de Danemark.
Théâtre en rond (387-88-14), 20 h. 30 : Douze hommes en colère.
Théâtre du Marais (278-03-53), 20 h. 30 : le Pique-Assiette.
Théâtre Marie-Stuart (508-17-80), 20 h. 30 : Euphorie poubelle ; 22 h. : la Marelle.
Théâtre de la Mer (589-70-22), 21 h. : Toi et tes nuages.
Théâtre de Paris (280-09-30), 20 h. 30 : Vu du pont.
Théâtre du Rond-Point (256-70-80), 20 h. 30 : l'Amour de l'amour.
Théâtre Saint-Médard (783-50-02), 20 h. 30 : Ubu président.
Variétés (233-09-92), 20 h. 45 : l'Intoxe.

Les cafés-théâtres

Au Bec fin (296-29-35), 19 h. 30 : P.-G. Monneret ; 20 h. 30 : Jamais deux sans moi ; 21 h. 30 : Woody Folies ; 22 h. 45 : la Revanche de Nana.
Blancs - Manteaux (887-17-84), 20 h. 15 : Areuh = MC2 ; 21 h. 30 : A. Didier ; 22 h. 30 : les Bulles dans l'encrier. — II, 21 h. 30 : Sardines grillées ; 22 h. 30 : R. Mattera.
Café d'Edgar (320-85-11), 18 h. 30 : M. Havet ; 20 h. 30 : Sœurs siamoises cherchent frères siamois ; 21 h. 30 : la Jacassière ; 22 h. 30 : les Suisses.
Café de la Gare (278-52-12), 21 h. : le Grand Vide sanitaire.
Connétable (277-41-40), 20 h. 30 : Hommage à Gribouille ; 22 h. 30 : J. Huet et Djalma ; 23 h. 30 : les Nichols.
Coupe - Chou (272-01-73), 20 h. 30 : le Petit Prince ; 21 h. 45 : Va-t-en je t'aime.
Débarcadère (607-79-39), 21 h. 30 : A. Cuniot.
L'Ecume (542-71-16), 20 h. 30 : Dis-bloguement vôtre ; 22 h. : Claude Astier.
Le Fanal (233-91-17), 20 h. : La chasse est ouverte ; 21 h. 15 : le Président.
Petit Casino (278-36-50), I, 21 h. : Phèdre à repasser ; 22 h. 15 : le Concerto déconcertant. — II, 21 h. : Poupette Pompon ; 22 h. : Des bigoudis à l'intérieur de la tête.
Pied bleu (325-32-16), 20 h. : la Caisse du chat ; 21 h. 15 : Ah ! si j'avais su...
Point-Virgule (278-67-03), 20 h. 30 : Tranches de vie ; 21 h. 30 : les Demoiselles de Rochechouart.
Splendid (887-33-82), 20 h. 15 : Tendresse ; 22 h. : le Troisième Jumeau.
Théâtre de Dix - Heures (606-07-48), 20 h. 30 : Un polichinelle dans le tiroir ; 22 h. 30 : Chris et Laure.
Théâtre des Quatre - Cents - Coups (329-39-69), 20 h. 30 : les Jumelles ; 21 h. 30 : la Grande Shirley ; 22 h. 30 : l'Amour en visites.
Tremplin de Paris (281-56-79), 20 h. 15 : Vous avez dit ringard ; 22 h. 30 : Mélodie en duplex.
Tremplin de Paris (281-56-79), 20 h. 15 : Vous avez dit ringard ?
Vieille Grille (707-60-93), 20 h. 30 : D. Van Hecke.

Les chansonniers

Caveau de la République (278-44-45), 21 h. : Sept ans de bail... bye bye.
Deux-Anes (606-10-26), 21 h. : Quand les ânes voteront.

Les comédies musicales

Cirque d'Hiver (806-63-30), 20 h 45 : Barnum.

La danse

Théâtre Présent (203-02-55), 20 h 30 : Tchin-Tuin à coudre.

Le music-hall

Aire libre (322-70-78), 22 h 15 : Jean-Yves Joanny.
Casino Saint-Martin (208-21-93), 21 h : Stone et Charlotte Julian ; 22 h : Génération Hollywood.
Cloître des Lombards (233-54-09), 20 h 30 : A. Simons.
Espace Gaîté (327-95-95), 20 h 15 : Riou-Pouchain.
Essaïon (278-46-42), 20 h. 30 : Jacinta.
Forum des Halles (297-53-47), 20 h 30 : Atahualpa Yupanqui.
Gaîté - Montparnasse (322-16-18), 20 h 15 : Gwendal.
Lucernaire (544-57-34), 22 h 15 : Sylvie Joly.
Moderne (874-10-75), 20 h 45 : le Chant du peuple juif assassiné.
Olympia (742-25-49), 21 h : M. Jonasz.
Palais des Congrès (758-22-58), 20 h 30 : Cirque de Pékin.
Palais des Sports (828-40-48), 20 h 30 : Véronique Sanson.
Potinière (261-44-16), 18 h 30 : Stilletos ; 21 h. : H. Christiani.
Roquette (805-78-51), 20 h. : Pierre Vassiliu.

Les concerts

Musée Carnavalet, 21 h : Festival international de guitare, A. Dumond.
Radio-France, Grand Auditorium, 20 h. 30 : Nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. O. D'Narc, sol. M.-A. Nicolas (Stravinsky, Weill, Poulenc).
Théâtre de la Cité universitaire, 21 h. : Ch. Henkel, G. Pludermacher (Brahms, Debussy, Franck, Beethoven).
Eglise Saint-Roch, 20 h. 30 : Chorale Audite Nova de Paris, dir. J. Sourisse, Orchestre J.-F. Paillard, dir. M. Corboz (Monteverdi).
Centre Culturel Suédois, 20 h. 30 : E. Hehr, E. Prieberg (Bach, Telemann, Duphly).
Eglise Saint-Séverin, 20 h. 30 : Chorale P. Kuentz (Bach).
Salle Gaveau, 20 h. 30 : Ensemble orchestral de Paris, dir. J.-P. Walles, sol. R. Veyron-Lacroix, P. Bouril (Bach).
Eglise Saint-Ignace, 20 h. 45 : H. de Luze, P. Charru (Vivaldi, Langlais, Bach, Messiaen).
Eglise Saint-Merry, 20 h. 30 : Orchestre du Cercle musical de Paris, dir. B. de Saint-Maurice (Mozart).
Eglise Saint-Julien le Pauvre, 20 h. 45 : C. Comoy, M. Wladkoski (Schubert, Chopin, Wolf, Szymanovski).
Chapelle des Lazaristes, 20 h. 45 : Chanterie saint Vincent (motets des XVe, XVIe et XVIIe siècles, Palestrina).

هكذا من الأصل

SPECTACLES

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans (**) aux moins de dix-huit ans

La cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

15 h : Le village oublié, de H. Kline ; 19 h : Les cahiers du cinéma 1951-1981 : Safrana ou le droit à la parole, de S. Sokhona ; 21 h : Anatomie d'un rapport, de L. Moullet et A. Pizzorno.

BEAUBOURG (278-35-57)
Relâche

Les exclusivités

LES AILES DE LA COLOMBE (Fr.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70). Berlitz, 2e (742-60-33). St-Germain Studio, 5e (634-13-26). France-Elysées, 8e (723-71-11). St-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43). Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23). Nation, 12e (343-04-67) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Olympic, 14e (542-67-42). P.L.M. St-Jacques, 14e (589-68-42). Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75). Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).

ALLEMAGNE, MÈRE BLAFARDE (All. v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (354-34-83) ; Marais, 4e (278-47-86). Olympic, 14e (542-67-42).

L'AMOUR HANDICAPÉ (All. Suisse, v.o.) : Marais, 4e (278-47-86).

THE BLUES BROTHERS (A., v.o.) : U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-18-45) ; v.f. : Haussmann, 9e (770-47-55).

BON PEUPLE PORTUGAIS (Port., v.o.) : St-Séverin, 5e (354-50-91).

LA BOUM (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83).

CAFÉ EXPRESS (It., v.o.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17).

LA CAGE AUX FOLLES N° 2 (Fr.) : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32).

CANNIBAL HOLOCAUST (It., v.f.) (**) : Paramount-City, 8e (562-45-76). Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Max-Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03). Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).

COMMENT SE DÉBARRASSER DE SON PATRON (A., v.o.) : U.G.C.-Elysées, 8e (359-12-15) ; U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32).

COMME UN HOMME LIBRE (A., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ;

U.G.C.-Rotonde, 6e (633-08-22) ; Ambassade, 8e (359-19-08). — V.f. : Français, 9e (770-33-88) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).

LE CONCOURS (A., v.o.) : U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-18-45).

LA DAME AUX CAMÉLIAS (Fr.-It.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

DES GENS COMME LES AUTRES (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; (v.f.) Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43).

LE DERNIER MÉTRO (Fr.) : Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83).

DIVA (Fr.) : Concorde, 8e (359-92-82) ; Gaumont-Halles, 1er (297-49-70).

DIVINE MADNESS (A., v.o.) : Elysées-Point-Show, 8e (225-67-29).

DON GIOVANNI (Fr.-It., v.o.) : Vendôme, 2e (742-97-52).

ELEPHANT MAN (A., v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Concorde, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). — V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Fauvette, 13e (331-56-86).

L'ESPRIT DU VENT (A., v.o.) : St-Germain-Huchette, 5e (633-13-26) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). — V.f. : Impérial, 2e (742-72-52).

L'ÉTUVE (Autr., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42), h. sp.

EUGENIO (It., v.o.) : Cinoche St-Germain, 6e (633-10-82).

FAIS GAFFE A LA GAFFE (Fr.) : Biarritz, 8e (723-69-23) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

FAME (A., v.o.) : Elysées-Point-Show, 8e (225-67-29).

FANTÔME D'AMOUR (It., v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Colisée, 8e (359-29-46). — V.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; Nation, 12e (343-04-67) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (336-23-44) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Murat, 16e (651-99-75).

55-31).

LES FAUCONS DE LA NUIT (A., v.f.) : Paramount-Opéra, 9e (742-

FAUT S'FAIRE LA MALLE (A., v.o.) :

UGC Danton, 6e (329-42-62) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; UGC Marbeuf, 8e (225-18-45) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02). — V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75).

LA FEMME DE L'AVIATEUR (Fr.). Olympic-Balzac, 8e (561-10-60).

LA FILLE PRODIGUE (Fr.). Epée de Bois, 5e (337-57-47).

LA FORMULE (A., v.o.) : Quintette, 5e (354-35-40) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79). — V.f. : Rio-Opéra, 2e (742-82-54) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59)

LES FOURBERIES DE SCAPIN (Fr.). St-Ambroise, 11e (700-89-16). H. Sp. Studio de l'Etoile, 17e (380-19-93). H. Sp.

LA FUREUR DU JUSTE (A., v.o.) (*) : Ermitage, 8e (359-15-71). — V.f. : UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Secrétan, 19e (206-71-33).

GIMME SHELTER (A., v.o.) : Vidéostone, 6e (325-60-34).

L'HOMME FRAGILE (Fr.). Quintette, 5e (354-35-40) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; St-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43).

IN GIRUM NOCTE ET CONSUMIMUR IGNI (Fr.) : Quintette, 5e (354-35-40) ; Olympic, 14e (542-67-42) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) H. Sp.

KAGEMUSHA (Jap., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (354-39-19).

KASSBACH (Autr., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42). H. Sp.

LILI MARLEEN (All., v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; v.f. : Français, 9e (770-33-88) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23).

MAC VICAR (Ang., v.o.) : Paramount-City, 8e (562-45-76) ; v.f. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).

LES FILMS NOUVEAUX

LE BAHUT VA CRAQUER, film français de Michel Nerval. — Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Cluny-Palace, 5e (354-07-76) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Wepler, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96)

COMME AU BON VIEUX TEMPS, film américain de Jay Sandrich. — V.o. : Movies, 1er (260-43-99). Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). — V.f. : Français, 9e (770-33-88) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00).

LA FLAMBEUSE, film français de Rachel Weinberg. — U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Biarritz, 8e (723-69-23). Montparnos, 14e (327-52-37) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64).

LE LAC DES MORTS-VIVANTS (**), film américain de J.-A. Laser. — V.f. : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).

MALEVIL, film français de Christian de Chalonge. — Movies-1er (260-43-99) ; Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (206-71-33)

RÉSURRECTION, film américain de Daniel Petrie. — V.o. : Forum, 1er (297-53-74) ; Publicis St-Germain, 6e (222-72-80) ; Paramount-City, 8e (562-45-76). — V.f. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Convention St-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).

LE TROISIÈME WAGON, film-vidéo français de J.-C. Bouvet. — Studio 43, 9e (770-63-40). 12 h, 13 h (sf Mar.).

VIRUS, film japonais de K. Fukasaku. — V.o. : Quartier Latin, 5e (326-84-65) ; Ambassade, 8e (359-19-08). — V.f. : UGC Rotonde, 6e (633-08-22) ; Français, 9e (770-33-88) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; ABC, 2e (236-55-54) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).

LES YEUX DE LA TERREUR, film américain de Ken Hughes (**) — V.o. : UGC Danton, 6e (329-42-62) ; Ermitage, 8e (359-15-71). — V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Convention St-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25) ; Secrétan, 19e (206-71-33).

TROIS FRÈRES, film italien de Francesco Rosi. — V.o. : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Quintette, 5e (354-35-40) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Mayfair, 16e (525-27-06). — V.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; St-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).

هكذا من الاصل

SPECTACLES

LES MALHEURS DE SOPHIE (Fr.) : Elysées - Lincoln, 8e (359-36-14), mat ; Athéna, 12e (343-36-14), mat. ; Fauvette, 13e (331-56-86), mat ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50 ; ABC, 2e (236-55-54), mat. ; Grand-Pavois, 15e (554-46-85), mat.
LES MARGINAUX (Ind., v.o.) : Denfert, 14e (321-41-01)
L'OISEAU DE MADAME BLOMER (Fr.) Marais, 4e (278-47-86)
ON M'APPELLE MALABAR (A., v.o.) : Ambassade, 8e (359-19-08) ; v.f : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Français, 9e (770-33-88) ; Fauvette, 13e (331-56-86) : Montparnasse-Pathé 14e (322-19-23) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Wepler, 18e (522-46-01)
ON N'EST PAS DES ANGES... ELLES NON PLUS (Fr.) : Paris, 8e (359-53-99)
OUT OF THE BLUE (**) (Ang., v.o.) : Forum-Halles, 1er (297-53-74) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; U.G.C. Rotonde, 6e (633-08-22) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85) ; v.f. : Opéra, 2e (261-50-32).
PLEIN SUD (Fr.) Forum, 1er (297-53-74) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Quintette, 5e (354-35-40) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Studio de la Harpe - Huchette, 5e (633-08-40) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Clichy - Pathé, 18e (522-46-01) ; Passy, 16e (288-62-34)
PRESENT ANGOLAIS/TEMPS MUMUILA (Ango., v.o.) : Action République, 11e (805-51-33)
LA PUCE ET LE GRINCHEUX (A., v.o.) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; v.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Montparnos, 14e (327-52-37)
PULSIONS (A., v.o.) (**) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Normandie, 8e (359-41-18). — V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Helder, 9e (770-11-24) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Paramount - Maillot, 17e (758-24-24) ; Wepler, 18e (522-46-01) ; Tourelles, 20e (364-51-98)
QUELQUES JOURS DE LA VIE D'OBLOMOV (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (544-28-80) H. sp.
QUELQUE PART DANS LE TEMPS (A., v.o.) : Quintette, 5e (354-35-40) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Broadway, 16e (527-41-16). — v.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23).
LE RISQUE DE VIVRE (Fr.) : Panthéon, 5e (354-15-04).
LE ROI DES CONS (Fr.) : Capri, 2e (508-11-69).
LE ROI ET L'OISEAU (Fr.) : Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82) ; Studio de l'Etoile, 17e (380-19-93).
SCANNERS (A., v.o.) (*) : Paramount - Odéon, 6e (325-59-83) — V.f. : Paramount - Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).
SI C'EST ÇA, LE DESTIN (All., v.o.) : Saint - André - des - Arts, 6e (326-48-18) ; Escurial, 13e (707-28-04)
SIGNE FURAX (Fr.) : Normandie, 8e (359-41-18) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; Miramar, 14e (320-89-52)
THE ROSE (A., v.o.) : Bonaparte, 6e (326-12-12) ; Publicis-Matignon, 8e (359-31-97).
LE TROUPEAU (Turc, v.o.) : 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00)
UN ASSASSIN QUI PASSE (Fr.) (**) : Montparnasse-83, 6e (544-14-27)
LA VIE DE BRIAN (Angl., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (354-20-12)
VIENS CHEZ MOI, J'HABITE CHEZ UNE COPINE (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Colisée, 8e (359-29-46).
VIVRE VITE (Esp., v.o.) (**) : Studio de la Harpe, 5e (354-34-83) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Forum, 1er (297-53-74).

Les séances spéciales

AMERICAN GIGOLO (A., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42), 18 h. ; Théâtre Présent, 19e (203-02-55). H. sp.
L'AMOUR FOU (Fr.) : Olympic Saint-Germain, 6e (222-87-23), 12 h.
ANNA MAGNANI, UN FILM D'AMOUR (Belg.) : Olympic, 14e (542-67-42), 18 h.
LE CHAINON MANQUANT (Fr.-Belg.) : Studio des Acacias, 17e (764-97-83), 16 h., 20 h.
LE DERNIER TANGO A PARIS (Fr.-It.) (**) : Olympic, 14e (542-67-42), 18 h.
L'EMPIRE DES SENS (Jap., v.o.) (**) : Saint - André - des - Arts, 6e (326-48-18), 22 h.-24 h ; Grand-Pavois, 15e (554-46-85), 23 h.
LES FOURBERIES DE SCAPIN (Fr.) : Studio Cujas, 5e (354-89-22), 14 h.
GOSSES DE TOKYO (Jap., muet) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18), 12 h., 14 h.
LA HONTE DE LA JUNGLE (Fr.-Belg.) (*) : Acacias, 17e (764-97-83), 18 h., 22.
LIBERATION, TOUTES LES HISTOIRES DE DRAGON... (Fr.-Vidéo) : Forum, 1er (297-53-74), 12 h.
NICK'S MOVIE (Alle., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18), 12 h. et 24 h 15.
LA RUE SANS JOIE (All., muet) : Studio Git le Cœur, 6e (326-80-25), 12 h.

Les grandes reprises

AGUIRRE, LA COLERE DE DIEU (All., v.o.) : J.-Cocteau, 5e (354-47-62).
LE BAL DES VAMPIRES (A., v.o.) : (*) Luxembourg, 6e (633-97-77).
LA BELLE AU BOIS DORMANT (A., v.f.) : La Royale, 8e (265-82-66) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (336-23-44) ; Napoléon, 17e (380-41-46)
BELLISSIMA (It., v.o.) : Olympic-St-Germain, 6e (222-87-23) ; Olympic-Balzac, 8e (561-10-60) ; Olympic, 14e (542-67-42).
BONAPARTE ET LA REVOLUTION (Fr.) : Escurial, 13e (707-28-04).
BOULEVARD DU CREPUSCULE (A., v.o.) : Action-Ecoles, 5e (325-72-07)
CASABLANCA (A., v.o.) : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83).
LE CHRIST S'EST ARRETE A EBOLI (It., v.o.) : Studio de l'Etoile, 17e (380-19-93)
LE COUP DE GRACE (All., v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).
DELIVRANCE (A., v.f.) (*) : Opéra-Night, 2e (296-62-56).
LES DIX COMMANDEMENTS (A., v.f.) : Templiers, 3e (272-94-56).
EASY *RIDER* (A., v.o.) (*) : Studio Alpha, 5e (354-39-47)
LA GRANDE ILLUSION (Fr.) : A.-Bazin, 13e (337-74-39)
GUET-APENS (A., v.f.) (*) : Opéra-Night, 2e (296-62-56).
L'IDIOT (Jap., v.o.) : 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00)
JULIA (A., v.o.) : Studio Raspail, 14e (320-38-98)
LOLITA (A., v.o.) : Action-Christine, 6e (325-85-78) ; Olympic-Balzac, 8e (561-10-60)
MACADAM COW-BOY (A., v.o.) : Champo, 5e (354-51-60).
MANHATTAN (A., v.o.) : Grand-Pavois, 15e (354-46-85)
MIDNIGHT EXPRESS (A., v.f.) (**) : Capri, 2e (508-11-69)
MONTY PYTHON, SACRE GRAAL (Ang., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (354-20-12)
LES NOCES (Pol., v.o.) : Studio Logos, 5e (354-26-42)
PAIN ET CHOCOLAT (It., v.o.) : Champo, 5e (354-51-60)
LA PECHE AU TRESOR (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-85-78).
PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) (*) : Cinoche St-Germain, 6e (633-10-82).
LES PRODUCTEURS (A., v.o.) : Studio Médicis, 5e (633-25-97).
SOLDAT BLEU (A., v.o.) : Saint-Germain-Huchette, 5e (634-13-26) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; (v.f.) : Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount - Orléans, 14e (540-45-91) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Images, 18e (522-47-94) ; Lumière, 9e (246-49-07)
SOLEIL VERT (A., v.o.) (*) : Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Elysées-Point-Show, 8e (225-67-29) ; (v.f.) : Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).

SPECTACLES POUR ENFANTS

(Du 19 au 27 mai.)

SALLES SUBVENTIONNEES

Carré Silvia Monfort (531-23-34), les mer. à 15 h 30, les sam. et dim. à 14 heures et 16 h 30 : Cirque Gruss à l'ancienne ; le 27, à 14 h. 30 : Les mercredis musicaux ; élèves du conservatoire du XVe, dir. : Guy Lasson.

MARIONNETTES

Marionnettes des Champs - Elysées, square Marigny, les mer., sam. et dim., à partir de 15 h : Théâtre du Vrai Guignolet
Marionnettes du Luxembourg, les merc. et dim., à 14 h. 30, 15 h. 30 et 16 h 30, le sam., à 15 h. et 16 h. : la Légende de Blanche-Neige.
Vincennes, Théâtre d'animation (365-44-41), ts les merc., sam. et dim., à 14 h. 30 et 16 h. 30 : la Petite Fille aux allumettes.

CIRQUE

Cirque d'Hiver-Bouglione (700-12-25), sam., 15 h. et 21 h ; dim., 14 h. et 17 h.
Cirque de Paris, porte de Champerret (756-80-04), mer., sam. et dim., à 15 h.
Stars Circus (643-81-87), ts les mer., sam. et dim., à 15 h
Palais des Congrès (758-27-68) (dim. *soir*), 20 h. 45, *sam., 16 h., et dim.*, 15 h : le Cirque de Pékin (à partir du 16).

THEATRE

Blancs - Manteaux (363-51-37), sam. et dim., 16 h ; mer., à 14 h 15 et 15 h : Monsieur Gabiliolo Shérif — El Gabiliolo et le bonhomme de neige.
Café d'Edgar (320-85-11), mer., à 14 h et 16 h. ; sam. à 15 h. et 16 h 30 : l'Oiseau de feu.
Coupe-Chou (272-01-73), mer. et sam. à 15 h. Magie.
Comédie de Paris (281-00-11), ts les mer., à 14 h. 30 : Henri Dès ; à 15 h 30 : le Journal intime de Caroline Petard.
Croq' Diamants (363-51-37), ts les merc. à 14 h. 15 et 15 h. 30, les sam. et dim. à 16 h. : Monsieur Gabiliolo se met au vert.
Dix-Heures (520-36-81), ts les mer. et sam., à 15 h. : le Sicilien ou l'Amour peintre.
Dunois (584-72-00), tous les mer., jeud., ven. et sam., à 15 heures : un Soir Mactralola. Mactralalère
Fontaine (950-13-42), les 19 et 20, à 14 h. 30 : les Femmes savantes ; les 21, 22 et 26, à 14 h. 30 : le Malade imaginaire.
Salle Asca (707-94-58), tous les mer., sam. et dim., à 15 heures : L'Acrobate-pâtissier et sa brioche magique.
Théâtre Astral (388-84-13), tous les jours à 14 h. 30 sauf samedi : la Dame au chapeau rose.
Théâtre de la Gaîté - Montparnasse (533-42-21), mer., sam. et dim., à 14 h. 30 : le Palais du fond des mers.
Théâtre de Paris (281-46-40), ts les jours à 14 h. 20 sauf mer., sam. et dim. : le Médecin malgré lui ; tous les jours, à 14 h. 15, sauf sam. et dim. : le Malade imaginaire
Théâtre Présent (203-02-55), les merc à 14 h. 30 : Juba et son âne.
Théâtre le Point-Virgule (278-67-03). *les mer., à 14 h. 15 ; sam., à 15 h.* Bonnes Vacances Mr Petoche ; les mer. et dim., à 15 h. 30 ; le sam à 16 h. 30 : *Pissenlit cherche un ami.*
Théâtre Roquette (805-78-61), mar., à 14 h 30 : Je t'envoie un nuage. Les mar., à 14 heures, mer. et ven., à 14 h 30, sam., à 16 h 30 : *Chansons en l'air, de Claude Fonfrède.*

En région parisienne

Créteil, Maison des Arts A.-Malraux (899-90-50), le 20, à 14 h. 30 : les Aventures de Père Mathurin et drôle de fête.
Meudon, C.C. (626-41-20), le 22, à 15 h. et 21 h. : N. Bruneau, récital de mélodies et airs lyriques ; le 26, à 21 h. : Marie Josée Vilar.

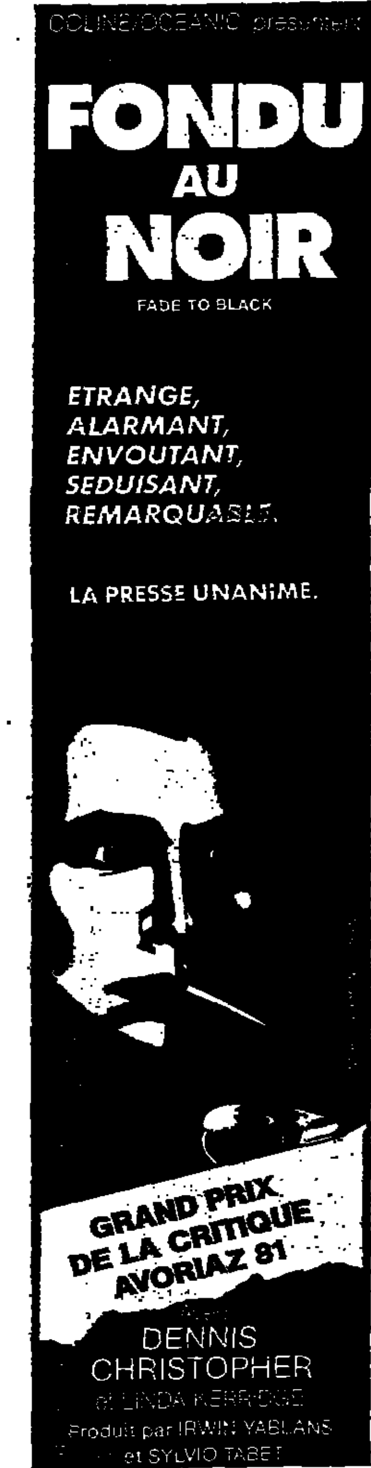
SPECTACLES

SPARTACUS (A., v.o.) : Cluny-Palace, 5e (354-07-76).
LA STRADA (It., v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).
LA TERRE TREMBLE (It., v.o.) : Racine, 6e (633-43-71) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81).
LE TOMBEAU HINDOU (A., v.o.) : Studio Contrescarpe, 5e (325-78-37).
VIVA ZAPATA (A., v.o.) : St-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; UGC Marbeuf, 8e (225-18-45) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81).
WEST SIDE STORY (A., v.o.) : Kinopanorama, 15e (306-50-50) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-37) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Maillots, 17e (758-24-24).

Les festivals

HUMPHREY BOGART (v.o.) : Nickel Odéon, 6e (633-22-13) : les Anges aux figures sales.
MARX BROTHERS (v.o.) : Nickel Ecoles, 5e (325-72-07) : Monkey business.
PANORAMA DU FILM NOIR (v.o.) : Action La Fayette, 9e (878-80-50) : The nickel ride.
JOHN FORD (v.o.) : Action République, 11e (805-51-33) : les Cavaliers.
LES PERLES DE LA SERIE B (v.o.) : Action La Fayette, 9e (878-80-50) : le Signe de la croix.
CHARLIE CHAPLIN (v.o.) : Espace Gaîté, 14e (327-95-94) : Les temps modernes.
HISTOIRES ITALIENNES (v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42) : la Ciociara.
JERRY LEWIS (v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66), en alternance : Jerry chez les cinoques ; Artistes et modèles.

MERCREDI



POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES



RADIO-TÉLÉVISION

Mardi 19 mai

M. Valéry Giscard d'Estaing adressera un message de départ aux Français, qui sera diffusé, à 20 heures, sur les trois chaînes.

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 5 Journal.



20 h 35 Les mardis de l'information.
Magazine de J.-M. Cavada, J.-O. Chatard et M. Thoulouze
Bolivie : le pays dont le prince est la cocaïne.

21 h 40 Série : Les grandes aventures de l'Himalaya.
Les nouveaux conquérants Réal. D. Costelle et M. Herzog
22 h 30 Magazine : Clés pour demain.
Réal. R. Clarke et N. Skrotzky
Conservation des grottes souterraines : La vie dans les grandes profondeurs ; Voix synthétiques.
23 h 40 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

20 h 5 Journal.

20 h 35 D'accord, pas d'accord, de l'I.N.C.
20 h 45 Les dossiers de l'écran : Les avocats du diable.
D'André Cayatte. Avec L. Malet, A. M. Philipe, M. Auclair, R. Gerome.
22 h 5 Débat : L'avocat peut-il être complice ?
Avec Mes G. Halimi, P. Isorni, H. Leclerc, J.-L. Pelletier, A. Viala, R. Rappaport, Y. Chotard, le bâtonnier Couturon.
23 h 35 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 5 Les jeux.
20 h 35 Cinéma : La maison de campagne.
Film français de J. Girault (1968), avec D. Darrieux, J. Richard, A. Luguet, D. Grey, X. Gélin, M. Pacôme (rediffusion).
Les mésaventures d'un négociant en vins qui, poussé par sa femme, parisienne snob, a acheté une maison de campagne et se trouve au bord de la ruine. Comédie médiocre sur une des mythologies de la société de consommation. Quelques drôleries grâce aux interprètes.
22 h Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h, Dialogues franco-espagnols : Le contentieux historique franco-espagnol, avec M. Artola et D. Ozanam.
21 h 15, Musiques de notre temps : François Page.
22 h 30, Nuits magnétiques : Festival de Cannes.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 5, Premières loges : Erna Berger, soprano, dans des œuvres de J.-S. Bach, Mozart et Schubert.
20 h 30, Concert (en direct de l'église Saint-Roch à Paris) « Orfeo » de Monteverdi, par la Chorale Audite Nova de Paris, dir. Jean Sourisse et l'orchestre Jean-François Paillard, dir. Michel Corboz, avec C. Alliot-Lugaz, S. Browne, M. Etcheverry, P. Huttenlocher...
0 h 5, Ouvert la nuit : La revue de la presse et de l'édition musicale dans les pays de l'Est (Slavik, Forster, Penderecki, Kodaly).

Mercredi 20 mai

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

12 h 5 Réponse à tout.
12 h 25 Une minute pour les femmes.
Bien cuire les aliments.
12 h 30 Midi première.
13 h Journal.
13 h 35 Portes ouvertes : Attention école.
13 h 55 Les visiteurs du mercredi.
Spécial 6-10 ans : 14 h 10 Heidi ; 14 h 45, Feuilleton : le Vol du Pélican ; 15 h 10, Spécial 10-15 ans ; 15 h 40, Les contes à trembler debout ; 16 h 25, Les infos ; 16 h 40, La super-parade des dessins animés ; 17 h 25, Studio 3.
18 h Auto-mag.
18 h 25 L'île aux enfants.
18 h 50 Avis de recherche.
Francis Huster.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Les paris de TF 1.
19 h 50 Tirage du Loto.
20 h Journal.
20 h 35 Téléfilm : Point de rencontre.
Réalisation M. Favart. Avec : M.-O. Barrault et N. Silberg.
22 h Magazine : La rage de lire.
de G. Suffert.
L'aube noire du romantisme. Avec Mme C. Issartel *(les Dames au camélia)*, MM. P. Gascar *(Nerval et son temps)* ; J. Boissel *(Gobineau)*, M. Le Bris *(le Paradis perdu)* et G.A. Goldschmitt pour le livre de P. Hartling *(Hölderlin)*.
23 h 10 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
12 h 5 Passez donc me voir.
12 h 30 Série : Les amours des années folles.
12 h 45 Journal.
13 h 35 Emissions régionales.
13 h 50 Face à vous.
14 h Les mercredis d'aujourd'hui madame.
15 h 15 Série : Super Jaimie.
Sauvetage à Costa-Brava.
16 h 10 Récré A 2.
Emilie ; Félix le chat ; Discorébus ; Maraboud'ficelle ; Zeltron ; les blancs jouent et gagnent.
18 h 10 Cours d'anglais.
18 h 30 C'est la vie.
Protection des espèces menacées.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Top club.
20 h Journal.
20 h 35 Variétés : Collaroshow.
Avec le groupe Stray Cats, R. Lory, E. Chicot, M. Sardou.
21 h 40 Magazine scientifique : Objectif demain.
Ariane contre navette : la guerre des lanceurs.
Passé la conquête de l'espace, il reste à l'exploiter.
22 h 40 Magazine Zigzag.
de T. Wehn-Damisch. Modigliani sans légende.
Une tentative de détacher l'œuvre du peintre de sa légende.
23 h 20 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
Coup double.
18 h 55 Tribune libre.
La Jeunesse ouvrière chrétienne (J.O.C.).
19 h 10 Journal.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 55 Dessin animé : l'île noire.
20 h Les jeux.
20 h 30 Cinéma : C'est dur pour tout le monde.
Film français de C. Gion (1975), avec B. Blier, F. Perrin, C. Piéplu, C. Gartier, N. Rouge, H. Deschamps. (Rediffusion.)
Un jeune homme aux dents longues, qui veut réussir dans la publicité, devient le concurrent d'un puissant P.-D.G. dont il a été l'employé.
Un sujet relativement audacieux dans le cinéma français, mais traité d'une manière assez confuse. Cela donne tout de même un film divertissant, bien joué.
21 h 55 Journal.

FRANCE-CULTURE

10 h 45, Le livre, ouverture sur la vie.
11 h 2, L'âge d'or de la flûte française : R. Le Roy (et à 17 h 32).
12 h 5, Agora : Lettres d'amour de Napoléon à Joséphine.
12 h 45, Panorama.
13 h 30, Les tournois du royaume de la musique.
14 h, Sons : Amsterdam.
14 h 5, Un livre, des voix : Le manuscrit inachevé, de Noël Devaulx.
14 h 47, L'école des parents et des éducateurs : Loisirs et communication.
15 h 2, Points d'interrogation : Technologie et industrialisation ; transports et communications.
16 h 20, Actualité : A propos du centenaire de Picasso.
16 h 30, Départementale : A Avranches.
17 h 30, Mastro Don Gesualdo, de G. Verga.
19 h 25, Jazz à l'ancienne.
19 h 30, La science en marche : Faut-il une recherche médicale ?
20 h, La musique et les hommes : Les héritiers de la montagne blanche.
22 h 30, Nuits magnétiques : Festival de Cannes.

FRANCE-MUSIQUE

12 h 2, Midi-Deux : Magazine de la vie musicale ; 12 h 30, Jazz classique : la chanson de Louis ; 14 h, Musique légère : œuvres de R. Hahn et B. Gérard.
14 h 30, Microcosmos : Les études à l'étude (Haendel) ; 15 h., Kaléidoscope : reportage au conservatoire de Calais (Ligeti, Lockwood, musique traditionnelle d'Argentine et Carillons du Nord) ; 16 h, Galerie de portraits : Paul Eluard (Mefano, Poulenc) ; 17 h, Feuilleton (Debussy) ; 17 h 5, Haute infidélité.
17 h 30, Le royaume de la musique : Concours régionaux de musique d'ensemble à Grenoble et à Metz ; 18 h 2, Le club du jazz.
18 h 30, Quotidien concert (Festival de La Rochelle, 3 juillet 1977) : « Schichten », de C. Roque Alsina, par l'Ensemble intercontemporain, dir. M. Tabachnik ; 18 h 45, Concert (en direct de l'auditorium 105) : œuvres de Lejeune, Schütz, Verdi, Bruckner, Poulenc et Jolivet, par le Groupe vocal de France, dir. J. Alldis ; 20 h 5, Les chants de la terre : musiques traditionnelles.
20 h 30, Concert (Palais des congrès à Paris, 19 mars 1981) : « Symphonie n° 3 » de G. Hugon ; « Concerto pour piano et orchestre n° 22 en mi bémol majeur » de Mozart ; « Schéhérazade, suite symphonique » de Rimski-Korsakov, par l'Orchestre de Paris, dir. E. Krivine, avec A. Fischer, piano.
22 h 30, Ouvert la nuit : Les compositeurs composent et proposent. Paul Arma (Bartok, Arma, Cowell, Bach et folklore yougoslave, de Géorgie caucasienne et des Etats-Unis).

TRIBUNES ET DEBATS

MARDI 19 MAI

— *M. Izhak Shamir*, ministre des affaires étrangères israélien, est l'invité du journal de TF 1, à 20 h. 5.

— *M. Michel Tardieu*, directeur de la rédaction du *Nouvel Economiste*, et producteur de l'émission « Cinq jours en Bourse » sur TF 1, répond aux auditeurs sur le thème « Les mouvements de la bourse depuis le 10 mai » pendant l'émission « Le téléphone sonne », sur France-Inter, à 19 h. 15.

MERCREDI 20 MAI

— *M. Brice Lalonde*, animateur des Amis de la Terre, est l'invité de l'émission « Parlons clair », sur France-Inter, à 7 h. 45.

M. Bernard Pons, secrétaire général du R.P.R., est reçu à l'émission « Face au public » sur France-Inter, à 19 h. 15.

PRESSE

A « L'EXPRESS » : NEUF NOUVEAUX CANDIDATS AU DÉPART

A *l'Express*, après le renvoi de M. Olivier Todd, rédacteur en chef et membre du comité éditorial de l'hebdomadaire (*le Monde* des 14 et 15 mai), onze journalistes négocient leur départ avec M. Jimmy Goldsmith, président-directeur général de *l'Express*. Certains évoquent la clause de conscience dont les conditions d'application pourraient, disent-ils, se réaliser si l'hebdomadaire prenait ouvertement position dans la prochaine campagne électorale. Des propositions pour une transaction à l'amiable ont été envoyées le 18 mai à chacun des candidats au départ.

Outre MM. Jean-François Revel, directeur, et Max Gallo, éditorialiste et écrivain, ont annoncé leur décision de partir MM. Roger-Xavier Lanteri, Jean-Francis Held, Albert du Roy, rédacteurs en chef adjoints, MM. Jacques Derogy, Emile Guikovaty et Mme Lilian Sichler, grands reporters, MM. Robert Schneider, chef du service politique, Jean-Paul Aymon, chef de la section télévision, et Angelo Rinaldi, critique littéraire et écrivain.

SPORTS

A ANTENNE 2

BRUTES

Quand ils ont dit à « Question de temps », lundi — on parlait de sport et de violence, — que si ça continuait comme ça on n'oserait bientôt plus laisser nos gosses jouer au foot ou au rugby, on a souri : il ne fallait tout de même pas pousser. Un ballon, ce n'est pas une formule 1, ce n'est pas un gant de boxe, encore moins une moto ou même un piolet. Et puis, en y réfléchissant, on s'est aperçu qu'on mélangeait tout : le sport à haut risque, course automobile, alpinisme, le sport de combat, judo, karaté, boxe française, très étroitement codifiés, boxe américaine arrachée à l'asphalte de la jungle des villes. Et le sport d'équipe tout alourdi, tout emberlificoté de fibre patriotique et d'esprit de clocher.

Ça ne date pas d'hier, je veux bien, ça remonte à Olympie, d'accord, reste qu'on assiste depuis quelques années à un regain de fureur passionnée dans les rapports extrêmement équivoques qui se sont établis à l'ère de la télé entre les spectateurs et les joueurs. Ces footballeurs sud-américains obligés d'atterrir, de retour au pays, à la dérobée, en catimini pour échapper au lynchage, ces joueurs argentins à qui l'on distribue au sortir du vestiaire de véritables boucliers pour les protéger des jets de canettes et de bouteilles en provenance des gradins ; ces supporters gallois déchaînés — on les voit souvent à Paris — qui mettent des nuits entières à calmer, en se bagarrant, leur ardeur ou leur colère, tout cela participe et de la psychologie de masse, du processus d'identification et de transfert, et de la banalisation, je dirai presque de la vulgarisation de la violence tous azimuts. Et d'abord sur le champ de bataille élargi aux dimensions de la planète. Là, depuis l'âge des cavernes, on a fait des progrès spectaculaires : on ne se lance plus de pierres, on s'envoie des bombes atomiques. Ensuite la brutalité, la fourberie, la lâcheté innées, pas acquises, l'enquête, prétexte à ce débat, le soulignait à juste titre, la méchanceté dont témoignent dès la maternelle les petits de l'homme, si elle trouve largement à s'employer dans une course à la réussite de plus en plus compétitive, ne dédaigne pas de s'exprimer au niveau de la compétition régionale ou internationale sur les terrains de sports.

Au journal de 20 heures, quelqu'un nous racontait, je ne sais plus sur quelle chaîne, que la veille, à Toulouse, avant le fameux match de jeu à XIII, les vestiaires des deux camps ressemblaient à des tranchées avant l'assaut final. Allez, vas-y, mords, tue... Stupide et sinistre écho à cette injonction lancée au bénéfice de Thierry Rey, champion du monde de judo, qui disputait son titre à un Japonais : « Ce jaune, tu vas nous le descendre ! » Histoire de fouetter, de touailler, comme le taureau sous les banderilles, son agressivité naturelle.

On a évoqué à l'antenne la responsabilité de la presse télévisée. Avec ses titres vengeurs, la presse écrite a sa part de responsabilité. Quant aux remèdes envisagés, il n'y en a pas trente-six. Il y en a un, lui-même tout entaché de cette violence qu'il pénalise : la répression. A court terme, disait un des invités : la sanction. A long terme, l'éducation. Dieu l'entende !

CLAUDE SARRAUTE.

JEU A XIII

APRÈS LES INCIDENTS DE LA FINALE

Le comité directeur va se doter d'une nouvelle commission de discipline

De notre correspondante

Toulouse. — A Villeneuve-sur-Lot les majorettes ont acclamé les finalistes du championnat de France de jeu à XIII aussi chaleureusement que l'année dernière, l'année de la victoire. Pourtant le match du dimanche 17 mai n'a duré que quatre minutes suivies de deux minutes de violences, de coups de pied et de coups de poing (*le Monde* du 19 mai). Après la bagarre, la *fête*. Mais, au cœur de la fédération française, le malaise est profond. Le comité directeur devra officialiser, ce mardi 19 mai, la nouvelle commission de discipline pour que de tels incidents ne se reproduisent plus et des sanctions exemplaires seront prises à l'encontre des clubs catalan et villeneuvois.

Des élections générales auront lieu début septembre, et la direction collégiale qui succédera à M. René Mauriès, le président démissionnaire, se chargera dans l'immédiat d'assurer la réussite de la tournée aux antipodes. Le mercredi *20 mai*, M. *Louis Bonnery*, le directeur technique national, rencontrera au centre régional d'éducation physique et *sportive de Toulouse-Lespinet* les sélectionnés du XIII national. Il usera de toute sa diplomatie pour rendre homogène cette équipe qui compte quelques joueurs catalans et villeneuvois.

Que cette tournée ait lieu ou non, M. René Mauriès « *ne reviendra pas sur sa démission* ». « *J'ai le regret*, a-t-il confié, *de ne pas avoir tapé sur la table ces derniers mois comme je l'avais fait lors de mes deux premiers mandats.* » En neuf ans, M. Mauriès avait obtenu de bons résultats internationaux, et le nombre des licenciés avait été multiplié par six. Depuis sa démission, son téléphone reste sans réponse. M. Bernard Monginet, le directeur des sports au ministère de la jeunesse et des sports, recevra M. Jean-Paul Verdaguer, le premier vice-président de la fédération française, le vendredi 22 mai, à Paris : « *Je ne veux pas aller les mains vides*, a déclaré M. Verdaguer, *mais avec des idées claires et précises. Il s'agit essentiellement de l'avenir du jeu à XIII.* » — C. L.

Automobilisme

MORT DU MÉCANICIEN RENVERSÉ PAR CARLOS REUTEMANN

Giovanni Amedeo, le mécanicien de l'écurie italienne Osella renversé *dans les stands vendredi 15 mai à* Zolder par le pilote argentin Carlos Reutemann, au cours de la première séance d'essais du Grand Prix de Belgique, est décédé, lundi 18 mai, à l'hôpital de Louvain. Giovanni Amedeo, qui était âgé de vingt et un ans, était atteint d'une fracture du crâne.

هكذا من الاصل

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	65,00	76,44
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,00
IMMOBILIER	43,00	50,57
AUTOMOBILES	43,00	50,57
AGENDA	43,00	50,57
PROP. COMM. CAPITAUX	120,00	141,12

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	Le mm/col.	Le mm/col. T.C.
OFFRES D'EMPLOI	37,00	43,52
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,76
IMMOBILIER	28,00	32,93
AUTOMOBILES	28,00	32,93
AGENDA	28 00	32 93



emplois internationaux
(et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer)

Responsable Administratif et Financier pour notre Filiale en Extrême-Orient

Groupe industriel français de dimension internationale nous créons une filiale en Extrême-Orient. Chargée aussi bien de représenter nos intérêts dans la région que d'assurer sur place les achats d'équipements industriels nécessaires à nos activités notre filiale représente un C.A. annuel de 100 millions de francs.

Le responsable que nous recherchons prendra en charge le cost control de la filiale ainsi que la gestion du personnel expatrié et local (environ 30 personnes). Outre les collaborateurs locaux qu'il recrutera pour assurer le traitement des dossiers de douanes, transports et assurances il sera secondé par un cadre expatrié pour les problèmes comptables et fiscaux.

Le poste peut intéresser un cadre de formation HEC-ESSEC ou équivalent justifiant d'une solide expérience de la gestion administrative et financière de contrats industriels clés en main à l'exportation.

La pratique de l'anglais est indispensable.
Le poste est situé dans une grande ville industrielle permettant une expatriation en famille.

Les candidatures accompagnées d'un C.V. détaillé sont à adresser sous la réf. 71710 M à HAVAS CONTACT - 156, boulevard Haussmann - 75008 PARIS qui transmettra directement.

HAVAS CONTACT

Importante Société Internationale
de Travaux Publics
recherche

des Chefs Comptables

pour ses chantiers et agences en
AFRIQUE francophone et anglophone.

Les candidats, de formation supérieure, DECS ou équivalent, auront une expérience de 5 à 10 ans dans la profession, expérience acquise de préférence à l'étranger.
Ils seront disponibles, mobiles, susceptibles de partir éventuellement en célibataire.
Une bonne connaissance de l'anglais est indispensable.

Adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous référence **9186 à L.T.P.**
31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris
Cedex 02 - qui transmettra

HAVAS CONTACT

CARRIERE BANCAIRE INTERNATIONALE

La rapide croissance de notre réseau nous conduit à rechercher de nouveaux collaborateurs capables d'animer et de diriger une grande agence ou un groupe d'agences dans des pays en développement, francophones et anglophones.

Les candidats de niveau VII (classe FR) ou AVP (classe US), devront maîtriser l'ensemble des opérations et les diverses techniques de crédit.

Adresser lettre + CV sous réf. 2928/MI à A.M.P.
40, rue Olivier-de-Serres - 75015 PARIS
(qui transmettra)

amp

Société marocaine
filiale d'un très grand groupe français
recherche

Ingénieur marocain

Diplômé d'une grande école française

Il sera responsable de la fabrication dans une usine de 200 personnes environ fabriquant des récepteurs de télévision et de radio.
Il aura de bonnes connaissances en électronique Grand Public, en mécanique et en méthodes industrielles acquises lors ou au cours de ses études.
Après un stage de 6 mois dans l'une de nos usines en France, il rejoindra son poste à Casablanca.

Adresser dossier de candidature complet sous référence 1077 à

SVP RESSOURCES HUMAINES
7 rue de Lugelbach 75017 Paris.

OSMOR

Direction de Chantier Export

Pour la filiale Extrême-Orient d'une Société d'Ingénierie (5000 personnes) construisant d'importants ensembles clés en main (plusieurs milliards de francs).

Si vous êtes ingénieur diplômé (X - ECP - A & M...), âgé de 40 ans minimum ayant une expérience de terrain de plusieurs années, comme responsable de gros chantiers, dans le domaine de l'énergie, la pétrochimie, la sidérurgie, si possible à l'étranger, vous serez notre: *Responsable Chantier.*

A ce titre, vous aurez la responsabilité de la Direction Technique, de la gestion administrative et budgétaire du chantier pour le Génie Civil, le montage, les essais et le démarrage de nos unités.

Disposant d'une équipe d'une cinquantaine d'Ingénieurs Chantier expatriés, du personnel du client, il vous appartiendra de décider des priorités, de plannifier et coordonner en contact direct avec le client et avec l'appui du siège français, les activités des 2000 personnes du site.

Vous parlez évidemment l'anglais couramment et êtes susceptible de vous expatrier pour environ 3 ans.

Un dossier de candidature est à adresser sous référence 71716 M à HAVAS CONTACT - 156, boulevard Haussmann - 75008 Paris, qui transmettra.

HAVAS CONTACT

RÉPUBLIQUE DE COTE-D'IVOIRE

DIRECTION ET CONTROLE
DES GRANDS TRAVAUX
(Établissement Public)

recrute

INGÉNIEURS ÉLECTRICIENS DE HAUT NIVEAU

pour contrôle
D'IMPORTANTES OPÉRATIONS DE BATIMENTS
(I.G.H. - Hôpitaux - lycées, etc.)

Pour rendez-vous, téléphoner au plus tôt et avant le 25 mai, à :
ARC, 11, rue de Provence, 75009 Paris
Tél. 770-54-30

Adresser C.V. détaillé et photo à la même adresse.

Importante Entreprise de Bâtiment
et Travaux Publics
recherche pour ses
CHANTIERS A L'ETRANGER

CHEFS COMPTABLES

(Comptabilité générale et analytique)
Ayant l'expérience de grands chantiers à l'étranger. Notions d'informatique appréciées et connaissance de l'anglais indispensable.

Adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo *récente et prétentions s/réf.* 3958 à P. LICHAU SA B.P. 220 - 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

Cabinet international d'AUDIT, d'EXPERTISE COMPTABLE et de CONSEIL recherche pour DAKAR:

2 COLLABORATEURS
mémorialistes

Diplômés de l'enseignement supérieur, les candidats auront une expérience en Cabinet.
Ils seront chargés de la direction de 2 équipes de collaborateurs:
- ***l'une travaillant sur des missions d'audit;***
- **l'autre, sur des missions de surveillance et de conseil de gestion.**

Ces postes comporteront une large délégation de responsabilités et des possibilités d'évolution au sein de notre groupe.

Lettre + CV à
Jeannine ÉMERIAU
HÉLIOS - 7, rue de Chaillot
75116 PARIS.

HAVAS CONTACT

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET COMPTABLE *DE NOTRE ÉTABLISSEMENT EN BELGIQUE*

Notre entreprise intervient dans un domaine technologique très avancé et a considérablement développé ses activités à l'étranger. Nous comptons actuellement plus de 5000 personnes et nos perspectives sont très ouvertes.

Nous souhaitons recruter un diplômé d'études supérieures commerciales et de gestion (Sup. de Co., ESCAE...) pour lui confier la responsabilité des parties administratives et comptables de notre établissement de BRUXELLES.
Agé d'environ 35 ans, il a acquis une bonne expérience dans une direction administrative et comptable d'une grande entreprise, en agence décentralisée ou sur chantier.

En liaison avec le siège à Paris, il assurera la tenue, le suivi et la coordination des dossiers, entretiendra les contacts nécessaires avec les administrations belges (douane, fiscalité...), et veillera plus généralement à l'application dans l'établissement et sur les chantiers, de la politique de l'entreprise dans les domaines concernés.

Ce poste permettra à un candidat de valeur d'élargir ses responsabilités dans le cadre de nos activités *internationales.*

L'Anglais est indispensable.

Un dossier de candidature est à adresser sous référence 71701 M à HAVAS CONTACT, *156, boulevard Haussmann - 75008 Paris, qui transmettra directement.*

HAVAS CONTACT

ERIA ECA AUTOMATION

Société de Services et Conseil en Informatique
(490 personnes - C. A. 100 MF)
partenaire d'un groupe industriel de taille internationale

recherche pour le

Moyen-Orient

chefs de projets

- plus de 6 ans d'expérience en INFORMATIQUE DE GESTION.
- à la tête d'équipes d'ingénieurs et de techniciens, ils devront développer les projets en assurant des responsabilités techniques, de gestion et de direction *avec le souci constant d'entretenir* de bonnes relations avec les contractants.
- avoir une excellente maîtrise de l'anglais.
- Il est souhaitable que les candidats aient une expérience réussie du management des hommes.

ingénieurs-analystes

- de 0 à 5 ans d'expérience.

Les candidats devront justifier :

- d'une bonne connaissance des problèmes d'informatique de gestion,
- de la maîtrise de la langue anglaise.

Nous offrons :
- Séjour de longue durée ou durée limitée
- Salaire attractif et avantages.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à :
ERIA - ECA AUTOMATION
Service du Personnel
315, Bureaux de la Colline - 92213 SAINT-CLOUD CEDEX

Publicités Réunies

Oxirane a subsidiary of ARCO Chemical Company, is a leading multinational in the field of chemicals and Gasoline additives.

Due to the rapidly expanding organization we are currently looking for an

INTERNATIONAL MARKETING CO-ORDINATOR PETROCHEMICALS

This position will be based at the Company's European Headquarters to the West of London, and will report to the Co-Products Sales Manager Europe. The incumbent will be responsible for marketing the Company product range in Western Europe. A significant proportion of time will be spent in the field covering Western Europe.

Candidates should have a high level of education preferably in chemistry or chemical engineering, they should have technology oriented experience in petroleum refining or petrochemicals, be fluent in English, French and German with at least five years actual marketing experience in a related field.

Substantial career development opportunities will be a reality for the « European minded » with drive, enthusiasm and the commitment to succeed in a fast moving and challenging environment. This is a key position and the salary and benefits offered will reflect the experience of the individual retained.

If you are interested please write, enclosing curriculum vitae to the Manager, Employee Relations, Oxirane Europe Incorporated, Windsor Bridge House, 1 Brocas Street, Eton, Berkshire, SL4 6BW, United Kingdom.

Vous êtes déjà, ou vous souhaitez devenir

TECHNICIEN DE MAINTENANCE

- Vous avez une expérience conjointement sur les systèmes Radar et Informatique
- Un séjour de plusieurs mois en IRAK vous intéresse
- Vous êtes de nationalité FRANÇAISE. Dans ce cas, vous adressez vos curriculum vitae et prétentions à

SELCO Sélection Conseil
15, rue du Fg Montmartre
75009 PARIS

CHEF COMPTABLE

Société agricole
en AFRIQUE
FRANCOPHONE

recherche
CADRE DIPLOMÉ
Age minimum 28 ans
Grande qualification
et expérience confirmée
Comptabilité générale
et analytique

Env. C.V. et photo à n° 97.829
Contesse Publicité
20, av. de l'Opéra, 75040 Paris
Cedex 01, qui transmettra.

GROUPE
SG2

SOCIETE GENERALE DE SERVICE ET DE GESTION
5000 personnes, 36 Agences en France, 16 Filiales à l'étranger.

recherche pour ses filiales en AFRIQUE Francophone:

— 1 ANALYSTE-PROGRAMMEUR
— spécialiste MINI 6

— 1 ANALYSTE-PROGRAMMEUR
— expérience du 61 DPS et/ou de l'IBM 34

Les postes sont à pourvoir rapidement.

Adresser lettres de candidature à Madame ZALUSKI
- SG2 - BP 215-16, 75765 PARIS Cedex 16.

HAVAS CONTACT

---

afrique noire

sema conseil recherche

expert administratif et financier (réf. 10287 M)
et
expert en comptabilité (réf. 10288 M)

Leur *première* mission se situera *en Afrique Noire* auprès d'importantes entreprises et établissements publics

Les candidats devront justifier d'une formation de base approfondie.
Une expérience similaire réussie dans un pays en voie de développement sera appréciée, ainsi que des capacités d'adaptation, de négociation et de communication.

Adresser votre CV avec une courte lettre manuscrite en précisant la référence à A. Collin, Sema-Sélection, Centre Metra 16/18, rue Barbès - 92126 MONTROUGE.

MEMBRE DE SYNTEC

sema selection Paris Lille Lyon Marseille Toulouse

هكذا من الاصل



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

هكذا من الاصل

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	65,00	76,44
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,00
IMMOBILIER	43,00	50,57
AUTOMOBILES	43,00	50,57
AGENDA	43,00	50,57
PROP. COMM. CAPITAUX	120,00	141,12

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.	Le mm/col. T.C.
OFFRES D'EMPLOI	37,00	43,52
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,76
IMMOBILIER	28,00	32,93
AUTOMOBILES	28,00	32,93
AGENDA	28,00	32,93




emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

DIRECTEUR DU MARKETING

Nous sommes une importante société de distribution spécialisée (non alimentaire) et nous faisons partie d'un groupe de dimension nationale.
Son siège est situé dans le Nord de la France. Notre implantation française est de 35 magasins et notre expansion est importante. Vous êtes responsable de la cohésion des hommes de l'entreprise autour de son image ainsi que de sa définition et de sa mise en œuvre.
A ce titre, vous êtes particulièrement responsable :
des études de clientèle : vous définissez les études à réaliser et en faites coopter les conclusions par la hiérarchie des magasins et de la centrale d'achats.
de la publicité :
• Vous êtes responsable du déroulement des campagnes nationales.
• Vous êtes le conseiller des magasins lors de leurs actions locales et ponctuelles.
• Vous analysez l'impact de toutes ces opérations.
du Merchandising : vous faites adopter par les magasins les moyens à mettre en œuvre.
Vous travaillez au sein de la Direction Commerciale et êtes en liaison permanente avec le Directeur de la Centrale d'achats et les Directeurs de zone.

Vous êtes diplômé d'études supérieures et vous avez déjà une expérience professionnelle si possible dans une fonction Marketing, dans une structure décentralisée, dans la grande distribution.

Vous pouvez adresser votre candidature à Média System sous réf. 4650.
104 rue Réaumur 75002 Paris qui transmettra.
Discrétion assurée.

média-system

QUELLE

Leader européen de la Vente par Correspondance, nous recherchons pour notre CENTRALE D'ACHATS à
ORLEANS

jeunes diplômés en gestion

Vous participerez à l'établissement des prévisions de ventes, à la gestion des stocks, au suivi des résultats d'exploitation pour un rayon d'achats.
Ces postes vous permettront d'évoluer rapidement vers des fonctions de contrôle de gestion ou d'acheteur.
Nous souhaitons que vous ayiez une formation de type ESC ou SCIENCES ECO., avec de bonnes connaissances en Anglais et, si possible, en Allemand.
Plusieurs postes sont à pourvoir par des débutants ; l'un d'entre eux nécessite une première expérience professionnelle, même dans un secteur différent de l'achat.
Les postes peuvent être pourvus dès maintenant ou à la fin de votre année scolaire.

Envoyer C.V. et prétentions à : Melle BLIN
QUELLE - 125, rue de Montaran - SARAN
45400 FLEURY-LES-AUBRAIS.

Attaché de direction Affaires internationales

Un des premiers groupes français renforce sa Direction des Affaires internationales et souhaite intégrer un collaborateur de formation ESSEC, HEC, MBA ou équivalent.
Assistant direct du Directeur des Affaires internationales, il participe au développement et à l'implantation du groupe à l'étranger et prépare les négociations : création de filiales, de joint - venture, cessions de licences. De plus, il aide au suivi de l'activité de plusieurs départements export.
Agé de 27 ans environ, il a déjà une expérience internationale ou de *marketing* d'au moins 2 ans.
Cette opportunité aux larges perspectives de développement s'adresse à une personnalité de 1er plan, pratiquant l'anglais de façon courante (bonnes notions d'allemand indispensables), possédant sens politique et esprit d'entreprise. Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV détaillé, photo, rémunération souhaitée) sous référence 81154 à NICOLE BENOIT

Selecom 225 FB St Honoré 75008 PARIS - Tél. 755.89.36

JEUNES DIPLOMES FAITES UNE PERCEE SUR LE MARCHE DU BRICOLAGE IL EST EN PLEINE EXPANSION

LEROY MERLIN : déjà 33 magasins de bricolage... et de nouvelles implantations prévues dans toute la France.
Nous vous proposons un premier emploi faisant appel à votre goût du bricolage sans oublier, bien sûr, votre formation supérieure.
Vous vivrez une expérience riche et diversifiée qui vous fera prendre en main progressivement votre compte d'exploitation, le choix et l'animation de vos hommes.
Après votre réussite, nous vous confierons la responsabilité d'un magasin ou d'un poste au siège.

Nous sommes prêts à vous rencontrer et attendons votre courrier :
LEROY MERLIN 401 route Nationale 62290 NOEUX LES MINES.



M. G. PICCI Nord
M. J.-P. WAN MEENEN Pas-de-Calais
M. J.-M. DAUBIGNY Lyon et Sud-Est
M. S. VERITE Ouest et Sud-Ouest
Mlle J. CARON Normandie
M. A. REVEILLON Région Parisienne
M. J.-L. LEGRAND Centre-Ouest

média-system

expertise comptable

REGION D'ORLEANS

Vous avez une expérience de 3 à 5 ans en Cabinet de révision comptable ou en Entreprise.

IBM France vous propose de participer au sein de sa Direction Générale Finances et Administration, à l'évolution de son système de gestion comptable.

Votre formation HEC, ESSEC, SUP. de CO. option Finances vous permettra, cette première mission accomplie, d'évoluer vers d'autres fonctions au sein de la Compagnie. Vous avez, bien sûr, une bonne connaissance de l'Anglais.

Merci d'adresser votre candidature sous référence EC/05 à :
Compagnie IBM France Département Recrutement - 2, rue de Marengo - 75001 PARIS

IBM

IMPORTANTE SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE recherche
NÉGOCIATEURS CONFIRMÉS
Envoyer C.V. + photo à GEFIC-VAR, rue Henri Vadon 83700 SAINT-RAPHAEL.

SOCIÉTÉ de SENS recherche
CHEF COMPTABLE
Ce poste conviendrait à élément dynamique possédant une solide expérience pratique. Nombreux avantages sociaux. Ecr. avec prét. s. n° 8.435 *le Monde Pub.*, 5, rue des Italiens 75009 Paris.

Nous recherchons
LE RESPONSABLE
de notre atelier de tôlerie (80 personnes) situé en Rhône-Alpes.
Le candidat de préférence expérimenté, niveau BTS ou DUT, doit connaître le travail des métaux en feuilles, épaisseur 1,5 à 6 mm, débit, découpage, poinçonnage C.N., soudure TIG.MIG par points, presses plieuses, et posséder de bonnes notions de gestion. Adr. C.V. manuscrit, n° 23123 *HAVAS 42300 ROANNE.*

MINISTERE DE LA DEFENSE
Groupement Industriel des Armements Terrestres
recherche pour son établissement de
BOURGES (18)

Jeunes Ingénieurs Mécaniciens

• Diplômés d'une ENSI : ENSAM, INSA, ...
• Débutants ou avec quelques années d'expérience

pour des emplois au sein de la
SOUS-DIRECTION ETUDES (800 personnes)
et au sein de la
SOUS-DIRECTION PRODUCTION (1200 personnes).

Adresser lettre manuscrite + CV + photo + rémunération souhaitée à
Monsieur le Directeur de l'EFAB
6 route de Guerry - 18015 BOURGES CEDEX

A VALENCE

Pour notre Département Moteurs de la Division Automatismes
nous recherchons

UN INGÉNIEUR D'AFFAIRES

possédant :
• Connaissance approfondie des moteurs électriques et si possible en moteurs pas à pas ;
• Connaissance en électronique et si possible en commandes de moteurs pas à pas ;
• De bonnes connaissances en systèmes d'automatisme analogiques et digitaux ;
• Anglais courant ;

Le poste requiert :
• Goût du contact avec la clientèle ;
• Déplacements assez nombreux ;
• D'exécuter soi-même des mesures en clientèle et de la mise au point électrique de moteurs et électroniques de commandes en laboratoire.
Lieu de travail : Valence (Drôme)

Adresser C.V., photo, références, prétentions, sous le n° de référence 197, à

Crouzet

25, rue Jules-Védrines, 26027 VALENCE CEDEX.

SOCIÉTÉ FRANÇAISE
MARQUE DE FORTE NOTORIÉTÉ
MÉTROPOLE UNIVERSITAIRE DE L'EST
recherche

SON DIRECTEUR COMMERCIAL

Marketing, ventes France et export-logistique
- Formation supérieure H.E.C., E.S.S.E.C., E.S.C.
- *Anglais courant et si possible espagnol*
- Dix ans d'expérience pratique de la vente et du marketing des produits grand public.
- Maîtrise de l'animation des hommes.

Le poste est susceptible d'évoluer vers la direction générale de l'entreprise et la rémunération sera en rapport avec la qualité du candidat.

Adresser C.V. à Agence Havas, 54000 NANCY qui transmettra s/n° 372 N.

SOCIÉTÉ CONSTRUCTIONS MÉCANIQUES
100 km Paris-Sud A 6 -
recherche

INGÉNIEUR

Pour service Etudes-Recherche.
Ce poste conviendrait à un jeune diplômé type AM ou Centrale
ATTIRÉ PAR LA MÉCANIQUE.
Bonne connaissance de l'anglais et/ou allemand. Nombreux contacts au niveau le plus élevé dans Sociétés diversifiées, forte activité à l'exportation, filiales GB, IT, USA.

Envoyer curriculum vitae sous référence n° 5381 à : P. LICHAU S.A. B. P. 220, 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

La Chambre de Commerce et d'Industrie de Lyon
recherche

le responsable

DU SERVICE PROSPECTION DES ENTREPRISES DE L'ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT DE LA REGION LYONNAISE (A.D.E.R.L.Y.)

Mission :
Proposer, dans le cadre du développement de la région lyonnaise, aux entreprises françaises et étrangères les éléments socio-économiques (informations, conseil, assistance) susceptibles de les inciter à s'implanter ou se réimplanter dans la région.

Profil :
- formation : Ecole Supérieure de *Commerce, H.E.C., Sciences Economiques* + si possible licence en droit ou équivalent.
- très bonne maîtrise de l'anglais, une autre langue constituant un atout supplémentaire.
- une première expérience, acquise dans le domaine des contacts commerciaux ou juridiques au sein d'un organisme national ou international, ou d'une entreprise de taille internationale, sera demandée.
- une grande disponibilité, un sens aigu de la négociation au plus haut niveau, un esprit de synthèse seront des qualités exigées.
- la fonction implique de fréquents déplacements de courte durée.

Adresser lettre manuscrite, curriculum vitae, photo et prétentions à : Direction du Personnel et des Relations Sociales - Chambre de Commerce et d'Industrie de Lyon 20, rue de la Bourse 69289 LYON-CEDEX 1.

Havas Contact

IMPORTANT CENTRE COMPTABLE
DIJON
recherche

RÉVISEUR COMPTABLE

3 ans minimum d'expérience exigée et acquise en audit ou en expertise. Connaissance de la fiscalité agricole souhaitée. Poste à responsabilité. Merci d'envoyer votre C.V. + photo + prétentions à *notre Conseil* : S.3.A. 71, rue Fondary, 75015 Paris. Tél. : 575-62-96.

COMPAGNIE MINIÈRE EN EXPANSION
spécialisée dans l'uranium
recherche

GÉOLOGUE

pour prospection minière
- Ingénieur E.N.S.G. de préférence,
- 2 à 5 ans d'expérience en prospection,
- une expérience uranium serait appréciée,
- base de travail nord Haute-Vienne,
- activités principales dans le Limousin et extensions en France,
- bonne connaissance de l'anglais.

Envoyer C.V. à Service Recherche, B.P. 1, 87360 LUSSAC-LES-ÉGLISES.

ENTREPRISE BRETONNE DE BONNETERIE
(PLUS DE 300 PERSONNES)
recherche

RESPONSABLE DE PRODUCTION

D'une unité de production indépendante en évolution continue dont il devra assurer :
- LA DIRECTION.
- LA GESTION.
- L'ANIMATION.

La préférence ira vers un excellent technicien, maîtrisant parfaitement les aspects techniques et hiérarchiques de la fonction.

NOUS OFFRONS :
- Un avenir motivant.
- Une rémunération de haut niveau.

Ecrire avec curriculum vitae et photo à :
n° 97672 CONTESSE PUBLICITÉ, 20, av. de l'Opéra, 7540 PARIS Cedex qui transmettra.

هكذا من الاصل

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	65,00	76,44
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,00
IMMOBILIER	43,00	50,57
AUTOMOBILES	43,00	50,57
AGENDA	43,00	50,57
PROP. COMM. CAPITAUX	120,00	141,12

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.	Le mm/col. T.C.
OFFRES D'EMPLOI	37,00	43,52
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,76
IMMOBILIER	28,00	32,93
AUTOMOBILES	28,00	32,93
AGENDA	28,00	32,93

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

TRÈS IMPORTANT ETABLISSEMENT PUBLIC NATIONAL FINANCIER recherche pour PARIS

cadre de gestion

pour seconder un Chef de Bureau chargé de la coordination des comptabilités de gestion de diverses unités. Il devra établir et suivre des tableaux de bord, mener des enquêtes relatives à l'apport et aux conséquences de l'informatique et de la bureautique.

Ce poste convient à un jeune Cadre DUT de Gestion, avec connaissances informatiques.

Ecrire avec C.V. et photo sous réf. D 162 à PAJ Conseil 2, rue des Dardanelles 75017 PARIS

paj CONSEIL EN RECRUTEMENT — CSNCR

TRÈS IMPORTANT ETABLISSEMENT PUBLIC NATIONAL FINANCIER recherche pour PARIS

cadre administratif

pour participer à mise en place rapide d'un système informatique de traitement des demandes de chéquiers. Il aura également à gérer ces demandes et à faire des études sur la gestion de comptes de dépôts.

Nombreux contacts humains et travail en équipe.

Concerne des candidats 29 ans minimum, de formation supérieure (type Maîtrise de Gestion, ESSEC, ESC...) et ayant 2 à 3 ans minimum d'expérience, de préférence dans activités bancaires.

Ecrire avec CV et photo sous réf. D 162 à PAJ Conseil 2, rue des Dardanelles 75017 PARIS

paj CONSEIL EN RECRUTEMENT — CSNCR

TRÈS IMPORTANT ETABLISSEMENT PUBLIC NATIONAL FINANCIER recherche pour PARIS

jeunes cadres de gestion

pour 2 postes d'Attaché(e)s d'Etudes Financières (valeurs mobilières). Ils devront assurer, au niveau conception de projets informatiques et études d'organisation, la liaison utilisateurs-informaticiens et l'animation de groupes.

Formation Supérieure en Gestion (Centrale, HEC, ESSEC, Maîtrise...) + expérience 4 ans minimum, de préférence dans Direction Comptable ou Financière.

Très appréciés : connaissance marché financier français ou international + expérience en projets informatiques sur valeurs mobilières.

Valorisation de carrière assurée.

Ecrire avec CV et photo sous réf. C 162 à PAJ Conseil 2, rue des Dardanelles 75017 PARIS

paj CONSEIL EN RECRUTEMENT — CSNCR

TRÈS IMPORTANT ETABLISSEMENT PUBLIC NATIONAL FINANCIER recherche pour PARIS

cadre administratif et comptable

Comptable très bon niveau, titulaire DUT Gestion ou BTS Comptabilité ou DECS, ayant au minimum 2 ans d'expérience dans PME ou Cabinet d'Expertise, il se verra confier la Gestion comptable et administrative d'une Filiale spécialisée en Crédit-Bail Immobilier.

Ecrire avec CV et photo à réf. A 162 PAJ Conseil 2, rue des Dardanelles 75017 PARIS

paj CONSEIL EN RECRUTEMENT — CSNCR



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Pour l'une de nos USINES basée à PAU nous recherchons un

Responsable Comptabilité Analytique Contrôle de Gestion

Dépendant du directeur de l'usine et de la direction financière du siège, nous lui proposons une mission variée, dans le cadre du plan comptable et d'un système de contrôle de gestion élaborés :

- Mise en place et suivi des prix de revient standard.
- Tenue du tableau de bord et rédaction du rapport d'activités mensuel.
- Coordination des prévisions budgétaires et études de rentabilité.
- Mission générale de contrôle de gestion de l'établissement.

Animateur de son service, 3 personnes, le candidat aura 27 ans minimum, le D.E.G.S., et une connaissance concrète et indispensable de la comptabilité industrielle à support informatique.

La rémunération sera de l'ordre de 100 000 F et tiendra compte de l'expérience du candidat.

Merci d'adresser votre candidature avec C.V., photo et prétentions sous référence 2358 à :

OCS Conseil en Recrutement 37, Quai Richelieu 33024 BORDEAUX cedex

MEDIA BA

SOCIETE DE FABRICATION DE PRODUITS PLASTIQUES HAUT DE GAMME

(Polyester Renforcé Verre), 50 personnes, bords de Loire, en plein développement, recherche son

directeur général

Mission :

- Assurer la direction technique de l'unité de production et sa gestion financière, sociale et commerciale.
- préparer l'implantation et la mise en œuvre de la seconde usine.
- Développer les structures nécessaires d'encadrement et de management pour réaliser les objectifs d'expansion dans les 3 années à venir.

Profil :

Age minimum 35 ans. Formation Ingénieur Grandes Ecoles. Expérience de la production et des études dans un secteur de pointe, avec pleines responsabilités de commandement, d'organisation et de gestion. Habitude des relations commerciales haut niveau.

Adresser C.V. détaillé, sous référence 124, à Jacques GENEVAY, LPA, 11 square Jasmin, 75016 Paris.

— réponse assurée —

PRB

ingénieur (ECP, AM, ECL) pour ASSISTER LE DIRECTEUR TECHNIQUE

GRENOBLE : Notre Société Française, leader mondial dans son domaine (biens d'équipement) réalisant un CA de 200 MF dont plus de 40% à l'export, crée pour faire face à ses perspectives de développement le poste d'attaché du directeur technique. Sous son autorité et en étroite collaboration avec lui, le titulaire sera amené à intervenir de façon spécifique dans chacun des différents secteurs de la Production (R et D, BE, Fabrication, Ordonnancement, Contrôle qualité...).

Cette fonction large et variée s'adresse à un ingénieur diplômé d'une grande école, spécialisé en mécanique, âgé d'au moins 28 ans et possédant une expérience de 4 ans minimum acquise dans une entreprise d'un secteur similaire. Une bonne pratique de la langue anglaise est nécessaire. La rémunération tiendra compte du niveau de compétence du candidat.

Merci d'adresser votre dossier détaillé (discrétion assurée) sous référence 8107-M à notre Conseil



Martine Gauthier C.E.P. lyon 24 rue Joannès Masset 69009 Lyon.

annecy - grenoble

Telemecanique

Un des leaders européens des constituants pour automatismes industriels (11 000 personnes dans le monde - C.A. 2 800 M.F.) développe son département applications nouvelles (région grenobloise) et crée les postes de :

ingénieur électronicien responsable de

Réf. M4 - 81 - 03

- méthodes
- intégration et tests
- assistance clientèle
- ordonnancement et gestion d'appros
- pilotage d'un important volume de sous-traitance de fabrication.

Diplômé ENSI - CNAM ou équivalent.

ingénieur électronicien chef de projets

Réf. M4 - 81 - 06

- chargé du développement et de l'industrialisation de produits électroniques
- coordonne et anime les actions d'une équipe d'ingénieurs et de techniciens.

Expérience en conception de produits électroniques. Connaissance de microprocesseurs et analyse de la valeur.

ingénieur d'affaires haut niveau

Réf. M4 - 81 - 07

- support technique à la vente
- élaboration et suivi des offres
- responsable de la réalisation des affaires.

Expérience système dans le domaine : «Gestion de transactions».
Anglais indispensable.

Envoyer C.V., photo et lettre manuscrite à : la TELEMATIQUE ELECTRIQUE Division Electronique et Automatismes Direction du Personnel - Mr P. HAVET 33, avenue de Chatou - B.P. 323 92506 RUEIL Cedex, en rappelant la référence.

FLONIC

Etablissement de CHATEAUROUX, recherche pour le développement de son activité « fonderie de précision »

INGENIEUR PROCESS

ARTS ET METIERS
Débutant. 1 ou 2 ans d'expérience.

Rattaché directement au Directeur de Production, il aura en charge le contrôle et l'évolution du procédé en liaison avec le centre technique basé aux U.S.A.
Il agira en tant que conseil en nouveaux équipements.
Des périodes de stages de formation aux nouveaux procédés sont prévus.
Connaissances en fonderie appréciées.
Anglais lu, parlé et écrit indispensable.
De réelles perspectives d'évolution sont possibles pour un candidat à fort potentiel dans les différentes unités du groupe qui sont en permanence à la recherche d'éléments de valeur.

Adresser C.V., photo et prétentions à C. BIOS, Flonic, Route de la Châtre, 36000 Châteauroux.

FLONIC Schlumberger

média-system

2 Jeunes Ingénieurs
Pays de Loire

Etablissement Technique de la Défense Nationale conduisant d'importantes études, nous renforçons nos structures et offrons plusieurs postes à de jeunes diplômés.

Responsable d'études et de travaux de fiabilité concernant chenilles et structures de véhicules blindés (connaissance de l'Allemand indispensable). (Réf. 6678 A - 2)

Sera chargé d'études sur moteurs thermiques, turbines à gaz et moteurs adiabatiques. (Réf. 6678 A - 3)

Ces postes nécessitent de solides bases Mécanique, dynamique vibratoire. Ils impliquent une grande curiosité intellectuelle et un esprit ouvert et méthodique.

Leurs titulaires, appelés à se déplacer, auront une bonne aptitude aux relations internes et externes, dans le cadre d'une ambiance très formatrice.

Veuillez adresser votre dossier de candidature, sous référence choisie, à CAPFOR - B.P. 846 - 44020 NANTES Cedex.

CAPFOR
NANTES - PARIS - LYON - MARSEILLE - BREST

MEDIA BA

Société concevant et fabriquant des équipements agro-industriels recherche pour une de ses usines de province (ANGERS)

RESPONSABLE DE LA PRODUCTION

Il assistera le Directeur sur le plan technique pour les études, la fabrication, l'ordonnancement, le lancement et les approvisionnements. Ingénieur mécanicien de formation (Arts & Métiers ou similaires), il aura acquis une expérience d'au moins 5 ans dans la gestion technique d'un département de production industrielle.

Envoyer C.V. et prétentions sous réf. 1307 à P. LICHAU S.A. - B.P. 220 - 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

JEUNE INGENIEUR en ELECTRONIQUE, ORGANISATION ou INFORMATIQUE

Créatif et objectif, possédant une aptitude naturelle au contact et une réelle capacité de synthèse.

En tant qu'ASSISTANT DU RESPONSABLE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT, il aura pour mission dans le cadre de la Direction Informatique :

- d'étudier les opportunités d'acquisition du matériel ou logiciel informatique, para-informatique et bureautique
- de suivre l'évolution des techniques et les possibilités du marché
- de lancer les appels d'offre, de faire les études de rentabilité
- de participer activement à la mise en place des produits sélectionnés.

Nous lui proposerons :

- une évolution intéressante dans le contexte d'une informatique en constant développement
- d'affiner sa compétence par la résolution de problèmes nombreux et variés.

Adresser lettre, C.V., photo et prétentions à Danielle LECHARPENTIER

France Loisirs B.P. No 6 75725 PARIS Cedex 15

Un important groupe international recherche, dans le cadre de son expansion

MANAGER - SYSTEM INSTALLATION SUPPORT

Basé dans la région Rhône-Alpes et dépendant du Director Management Information System International, il aura un rôle d'organisation, d'assistance et de conseil auprès des filiales européennes, en adaptant les ressources informatiques du groupe (matériel, logiciel) aux besoins propres de chaque société.

Cette opportunité intéresse un informaticien de haut niveau, ayant une dimension internationale et ayant assumé des responsabilités dans une société de conseil.

La qualité de ses relations humaines et de son anglais pèseront sur notre choix.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions sous réf. M/161 à Rudolph Von Raesfeldt, TEG, Tour Maine-Montparnasse, 33 33 av. du Maine, 75755 Paris Cedex 15.
Discrétion assurée.

The Executive Group management-consultants

média-system

imphy s.a.

Nos produits progressent sur le marché mondial (50 % du C.A. à l'exportation). Notre innovation technique et nos performances économiques s'obtiennent par notre volonté délibérée et organisée de développer la participation des hommes et des femmes de notre entreprise.

Nous voulons renforcer nos équipes en offrant une carrière à

3 INGENIEURS débutants

(Grandes Ecoles : Mécanique ou Scientifique)

pour prendre en charge progressivement, mais rapidement des responsabilités en PRODUCTION dans la triple dimension technique, économique et humaine.

1 INGENIEUR confirmé

(de préférence électricien)

pour assurer la FONCTION GLOBALE ENTRETIEN d'une usine.

1 CONTROLEUR de GESTION

(ESCP - ESSEC...)

Ces postes sont à pourvoir à l'Etablissement principal - près de NEVERS - (2 500 personnes - plus d'un milliard de C.A.).

Prenez contact ou faites vous connaître Direction des Affaires Sociales - IMPHY S.A. 58160 IMPHY.

SOCIETE INTERNATIONALE - Biens d'équipements - recherche pour ses Services Techniques de son Usine de GIEN - Loiret -

ingénieur mécanicien AetM, INSA, ESME

Il prendra progressivement en charge des études d'adaptation et d'industrialisation de composants et de sous-ensembles fabriqués et assemblés dans l'usine.

Connaissances en informatique appréciées. Anglais souhaité.

Lieu d'implantation - Perspectives d'évolution

Ecrire sous réf. 262 SODERHU 11, rue La Boétie 75008 PARIS

Réponse et discrétion assurées

Soderhu

CAISSE NATIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE

rech. pour la Division «Crédits Documentaires» de sa Direction des Affaires Internationales à Paris

2 Gradés(ées) ou Cadres

Expérimentés(ées) en crédits documentaires et ayant une réelle pratique de la clientèle entreprises.

Adr. CV, phot., sal. et prét. sous réf. 8211 à CNCA Recrutement Carrières Cedex 26 75300 Paris Brune

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.

هكذا من الاصل

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	65,00	76,44
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,00
IMMOBILIER	43,00	50,57
AUTOMOBILES	43,00	50,57
AGENDA	43,00	50,57
PROP. COMM. CAPITAUX	120,00	141,12

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.	Le mm/col. T.C.
OFFRES D'EMPLOI	37,00	43,52
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,76
IMMOBILIER	28,00	32,93
AUTOMOBILES	28,00	32,93
AGENDA	28,00	32,93

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Ordis

Compagnie d'Assurances quartier St-Lazare,
équipée de deux IBM 43 XX et d'un réseau TP en extension
recherche un

ANALYSTE FONCTIONNEL

- Les études sont organisées par équipes responsables depuis l'organisation et la conception des applications jusqu'à leur mise en exploitation.
- Le candidat recherché participera au développement des applications concernant les projets d'assurance-vie.

Une solide expérience préalable dans ce domaine, au niveau de l'organisation et de l'analyse, ainsi qu'une formation supérieure en informatique (DUT, MIAGE...) sont nécessaires.

Adresser pour examen confidentiel votre C.V. avec photo et prétentions sous référence R/PE2 à B. RIQUIER.

Ordis CONSEIL EN RECRUTEMENT
10 rue Auber - 75009 PARIS





Ardoisières d'Angers s.a.
Premier producteur mondial, s'équipe d'une nouvelle configuration : NCR CRITERION, réseau T.P. et 15 mini-ordinateurs connectés, S.G.B.D. TOTAL et moniteur de transactions TRANSPRO. Le service des systèmes d'information recherche un

CHEF DE PROJET

Le candidat retenu devra posséder une formation supérieure (École d'Ingénieurs, MIAGE...) valorisée par une expérience de 5 ans minimum comme chef de projet en informatique de gestion sous système DB/DC.
Les conditions de réussite et d'évolution sont autant des compétences techniques que des qualités personnelles : organisation, méthodologie, animation d'équipe.
Outre les avantages d'une société leader sur son marché, ce poste offre la possibilité d'équilibrer intérêt professionnel et qualité de la vie.
Adressez pour examen confidentiel votre C.V., photo et prét. ss réf. R/ASA à B. RIQUIER.

Ordis CONSEIL EN RECRUTEMENT
10 rue Auber - 75009 PARIS

"SPÉCIAL JEUNES"

SVP Information Carrière Grandes Ecoles

annonces parlées 763.11.15*

entreprises	postes à pourvoir	lieux	expériences	langues	formations	réf.
LA RADIOTECHNIQUE	CONTRÔLEURS DE GESTION	Ouest-France	Débutants ou 1 à 2 ans expérience	anglais	HEC, ESSEC ou Gdes Ecoles d'ing. + format. complém.	130B4
LA RADIOTECHNIQUE	ÉLECTRONICIENS nouveaux produits vidéo	Région parisienne Immédiat	Débutants ou +	anglais	Grandes écoles électroniques	130B2
LA RADIOTECHNIQUE	ÉLECTRONICIENS PROJETS	Ouest Paris 1er sem. 1981	Débutants ou +	anglais	Grandes écoles électroniques	130B1
TECHNIP	INGÉNIEUR CONSTRUCTION	La Défense, étranger	Débutant ou 2 à 3 ans	anglais	Grandes écoles d'ingénieurs	127B8
FRANCE GLACE FINDUS	ASSISTANTS CHEFS DE PRODUITS	Paris	Débutants ou 1 à 2 ans		HEC, ESSEC, ESCP, ESCAE	131A7
LMT RADIO PROFESSIONNELLE	INGÉNIEURS LOGICIEL	Boulogne 92 immédiat	Logiciel, téléphonie, traitement d'appels	anglais	Grandes Ecoles électroniques option informat. automat.	152B6
CAP SOGETI SYSTÈMES	INGÉNIEURS CCIAUX EN INFORMATIQUE	Paris	2 ans minimum		Grandes Ecoles d'ingénieurs ou de commerce	139D1
GROUPE DROUOT	CHEFS DES VENTES	Toute la France	Débutants		ESCAE	154B1
GROUPE TRT	INGÉNIEUR AFFAIRES INTERNATIONALES	Paris	Débutant ou première expérience	anglais	Ecoles d'ingénieurs	156C5
LE PRINTEMPS	CHEFS DE DÉPARTEMENT	Immédiat. Mobilité sur la France	Débutants		ESCAE, HEC, ESSEC, ESCP	123A1
THOMSON-BRANDT	ING. ÉTUDES, production, méthodes, achats	Paris, centre Ouest, Normandie, Bourgogne	Débutants	anglais	Grandes Ecoles d'ingénieurs	136B2
THOMSON-BRANDT	JEUNES GESTIONNAIRES	Paris, centre Ouest, Normandie, Bourgogne	Débutants	anglais	Ecoles supérieures de commerce	136B3
SAT	ING. INFORMATIQUE TEMPS RÉEL	Dourdan ou Massy	Débutant	anglais	Ingénieur informaticien	149B6
SAT	INGÉNIEUR MESURE sur microprocesseur	Paris	2 à 3 ans labo	anglais	Ingénieur électronicien	149B7
MOBIL OIL FRANÇAISE	INGÉNIEURS DE RAFFINERIE	Seine-Maritime, Hérault, étranger. 2e sem. 81	Débutants à 3 ans ENSPM appréciée	anglais	X, Mines, Centrale, A et M	144A1
CIT ALCATEL	CADRE FINANCIER EXPORTATION	Paris	Bancaire	anglais	Grandes Ecoles de commerce ou IEP	133D1
INTEL	INGÉNIEUR TECHNICO-CCIAL	Rungis. Immédiat	Débutant	anglais	Electronique ou informatique	101A1
PROMODES	DIRECTEUR DE MAGASIN	France. Immédiat	Débutant et +		Grandes Ecoles de commerce	145A7
CGA ALCATEL	INGÉNIEURS LOGICIEL	Le Plessis-Pâté 91	Débutants et +	anglais apprécié	Centrale, ENSMP, ENST, ESE	128A8
SCHLUMBERGER EHS WIRELINE	100 INGÉNIEURS TERRAIN	Monde entier permanent	Débutants 28 ans maxi.	anglais	G.E. solides connais. électron., informat., électricité	155A4

* Avant de faire acte de candidature prenez connaissance par téléphone des descriptifs détaillés des offres qui vous intéressent, ils ont été conçus pour vous par SVP Information Carrière. Vous serez informé immédiatement en toute discrétion et votre rencontre avec l'entreprise s'en trouvera accélérée. Appelez 763.11.15 en rappelant la référence.

SVP Information Carrière
7, rue de Logelbach 75017 Paris.

Entreprise Française Travaux Publics
Service Approvisionnements
recherche, dans le cadre de ses activités internationales orientées vers l'équipement des industries du Pétrole, de la Chimie et de l'Energie.

Jeune cadre diplômé

Enseignement Supérieur Technique

Ce service a pour mission, de rechercher, négocier et acheter sur le marché mondial les fournitures incorporées dans les ouvrages.
Le candidat retenu aura déjà été initié aux techniques de gestion d'entreprise soit qu'il ait acquis une formation complémentaire soit qu'il justifie d'une première expérience professionnelle.
Il lui sera donné l'opportunité d'assumer des responsabilités croissantes au sein des services et du groupe, au niveau national ou international.
La pratique de l'Anglais est impérative. Disponibilité nécessaire pour des déplacements en France ou à l'Etranger.
Les dossiers de candidature seront traités confidentiellement s.réf. 313H par

claude debray conseil
78, rue Olivier de Serres 75 739 Paris Cedex 15.

PARIS et PROVINCE OUEST

Jeunes informaticiens

diplômés d'études supérieures

aptes à travailler - de façon autonome - tout en s'intégrant dans une petite équipe - moyenne d'âge 30 ans - ayant le goût de la programmation, capables d'acquérir une expérience dans les domaines nouveaux de l'informatique.

Groupe industriel français - en expansion - utilisant l'informatique répartie, temps réel : 2mini ordinateurs, évoluant vers 4. Développant dans plusieurs de nos sociétés des projets d'informatisation des procédures administratives, *nous recherchons :*

1) - Pour Paris 150 000 +

un chef de projet

ayant 3 ans d'expérience au minimum, futur responsable d'une petite équipe A la fois «astucieux» et pragmatique, il sera capable de définir les stratégies de mise en oeuvre de systèmes, d'en assurer la réalisation et d'animer son équipe. La compréhension des données administratives est indispensable en vue d'une adaptation efficace aux fonctions à pourvoir. Réf. 71.577/M

2) - Pour Paris et l'Ouest (ville : proximité mer)

3 analystes programmeurs

Deux d'entre eux peuvent être débutants, le troisième devrait avoir 1 à 2 ans d'expérience. Rémunération annuelle : de 80 000 à 125 000F suivant la pratique acquise. Indiquer région préférée. Réf. 71.578/M

Membre de SYNTEC

sélé CEGOS
Adresser lettre manuscrite + C.V. détaillé + photo à R. VERDET Sélé-CEGOS Tour Chenonceaux 204, rond-point du Pont de Sèvres 92516 BOULOGNE cédex

Abidjan, Barcelone, Bruxelles, Dusseldorf, Lisbonne, Londres, Lyon Madrid, Milan, Munich, New York, Sao Paulo, Séville, Tunis.

Le Service Central Installation de
THOMSON-CSF TELEPHONE
recherche des

INGENIEURS LOGICIEL CONFIRMES

pour analyse et développement de programmes de test et d'essais des équipements de centraux téléphoniques temporels.

Encadrement technique d'une équipe.
Langages : assembleur ou microprocesseur 6800 - 2900
Possibilités intéressantes d'évolution.
Envoyer C.V., prétentions et photo sous réf. DCP 81.9 à J.BOUCHON - Direction des Relations Humaines 146, Bd de Valmy - 92700 COLOMBES.



UNION CARBIDE FRANCE
recherche
pour son usine de
GAZ INDUSTRIELS de CREIL (60)

INGENIEUR

- électromécanicien de formation,
- désireux de diversifier l'application de ses connaissances dans les domaines suivants :
  - entretien,
  - travaux neufs,
  - process physico-chimique,
  - contacts avec l'administration,
  - sécurité,
- ayant 2 à 3 ans d'expérience industrielle,
- possédant une bonne connaissance de l'anglais écrit et parlé.

Adresser CV, photo récente et prétentions à
M. le Directeur de l'usine de GAZ INDUSTRIELS
UNION CARBIDE FRANCE, quai d'Aval 60100 CREIL

Emplois et Entreprises

ORGACONSEIL
IMPORTANTE SOCIETE D'ORGANISATION ET DE CONSEILS EN ENTREPRISE
recherche

Responsable des relations extérieures

HF

Expérience indispensable dans les relations publiques, de préférence dans un domaine d'activités analogues.

Qualités requises :
- Maîtrise des contacts avec les médias,
- sens des relations publiques,
- connaissances des entreprises et des administrations.

Ce poste dépend directement de la Direction Générale.

Adresser votre curriculum vitae à PR CONSEIL 67 bis, route de la Reine - 92100 Boulogne

ENTREPRISE SITUÉE A VINCENNES (94)
fabricant de petit matériel et machines de bureau leader dans son secteur - exportant dans 70 pays
recherche

ADJOINT AU DIRECTEUR EXPORT

ET DESTINÉ A LUI SUCCÉDER

- Homme 30 ans minimum - Formation École Commerciale.
- Maîtrise parfaite de l'Anglais lu et parlé.
- Bonne connaissance de l'Espagnol ou de l'Allemand souhaitée.
- Ayant expérience de vente à l'export sur le terrain.
- Acceptant fréquents voyages à l'Étranger.

Ecrire avec photo et curriculum vitae à M. DUFOUR
Ets MÉGRAS - 42, Avenue Aubert, 94300 VINCENNES

bleu

هكذا من الأصل

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	65,00	76,44
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,00
IMMOBILIER	43,00	50,57
AUTOMOBILES	43,00	50,57
AGENDA	43,00	50,57
PROP. COMM. CAPITAUX	120,00	141,12

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.	Le mm/col. T.C.
OFFRES D'EMPLOI	37,00	43,52
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,76
IMMOBILIER	28,00	32,93
AUTOMOBILES	28,00	32,93
AGENDA	28,00	32,93

OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

FRANCE LOISIRS

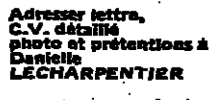
recherche :

le responsable de son catalogue

C'est un SPECIALISTE de haut niveau de formation supérieure (Beaux-Arts, journalisme, publicité) et ayant fait ses preuves dans le domaine de la publicité et/ou de la V.P.C.

Il sera chargé de la mise en œuvre du catalogue trimestriel, de la planification, du contrôle et de la coordination de l'action de tous les intervenants (chefs de produits, maquettistes, rédacteurs et fournisseurs).

Le développement de la Société et la dimension du groupe permettent d'envisager une rémunération intéressante et de réelles possibilités d'évolution liées aux résultats individuels.



Adresser lettre, C.V. détaillé photo et prétentions à Danielle LECHARPENTIER



Valeo

Puissant groupe industriel français
C.A. 6,7 milliards, 30 000 personnes
recherche

INGENIEURS DEBUTANTS MECANICIENS

diplômés grandes écoles et à fort potentiel d'évolution.

1) Vous débuterez en production, sur des postes *d'études et d'applications techniques visant à* l'amélioration des matériels et conditions de fabrication (grandes séries). Cette expérience technique et humaine très formatrice vous permettra ensuite d'évoluer en fonction de vos aptitudes et motivations.
Postes dans nos usines d'Amiens (80) et de Condé sur-Noireau (14). Réf. 40769/1

2) Après une expérience d'1 à 2 ans dans le Département chargé du développement de nos produits de chauffage et de climatisation automobile, vous assurerez et coordonnerez des relations techniques et commerciales avec certains de nos clients constructeurs européens.
Allemand courant exigé + anglais souhaité.
Poste à La Verrière (78). Réf. 40769/2

3) Ingénieur mécanicien, vous avez des connaissances en informatique. Au sein de ce Centre de Développement de produits mécaniques, vous serez chargé, sous la direction du responsable des Etudes, et après formation, de poursuivre notre programme d'automatisation d'études techniques (C.A.O., D.A.O., F.A.O.) et vous serez en liaison étroite avec nos autres établissements concernés par ces développements.
Poste à Saint-Ouen (93). Réf. 40769/3

Notre politique de gestion des ingénieurs et Cadres ouvre de larges possibilités de carrière dans le Groupe.

Adresser CV, prétentions et photo en indiquant la référence du poste choisi à VALEO
Service Recrutement I & C
43, rue Bayen - 75017 Paris

Importante Entreprise de Bâtiment et *Travaux Publics*
recherche POUR LE SIEGE :

COMPTABLE 3ème ECHELON

Réf. 3959

Titulaire BTS ou équivalent. Expérience Bâtiment, Travaux Publics appréciée-ANGLAIS COURANT. Au sein d'un Service Comptable important, ce collaborateur, adjoint d'un Chef de département comptable, aura la responsabilité d'une petite *section chargée de la tenue et du suivi de la* comptabilité d'un important chantier situé à l'étranger. Il sera éventuellement amené à effectuer des missions de courte durée sur le site.

COMPTABLE 2ème ECHELON

Réf. 3960

Bon niveau.
Quelques années d'expérience.

Pour ces 2 postes, lieu de travail :
BANLIEUE SUD – SUD-OUEST de PARIS.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo *récente et prétentions*, en précisant la référence du poste choisi à P. LICHAU S.A. - B.P. 220 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

etap

4, rue Massenet 75016 Paris

Écrire en précisant la référence - Discrétion absolue

Directeur Général
référence CR 529 AM

LE DIRIGEANT D'UNE SOCIÉTÉ DU SECTEUR MÉCANIQUE, (500 personnes) désire se retirer progressivement et recherche un **Directeur Général.**

Cette société est composée de plusieurs centres de profits autonomes à la fois :
- **à caractère commercial** : vente et maintenance de matériels de grandes marques,
- **à caractère industriel** : réalisation de travaux unitaires, important parc de machines-outils modernes.

Ce poste conviendrait à un ingénieur ECP, AM... 45 ans minimum, ayant de solides connaissances en mécanique, la maîtrise du commercial et de la gestion, l'expérience de l'animation de personnel.
Poste à Paris.

Organisateur responsable importants projets
référence JU 581 AM

UNE DES PREMIÈRES MUTUELLES FRANÇAISES D'ASSURANCES **en progression constante,** recherche pour une de ses filiales en forte croissance, un Ingénieur ECP, AM, IDN ou équivalent, susceptible d'assumer la **responsabilité d'importants projets d'organisation.**

Associé à la direction de cette unité, le titulaire du poste sera plus particulièrement **chargé de la mise en œuvre de projets importants en collaboration étroite *avec les commerciaux, les gestionnaires et les informaticiens*** (*matériel IBM*). Son activité concernera les produits existants et dans une perspective RECHERCHE et DÉVELOPPEMENT, elle s'étendra à la conception et à la réalisation des nouveaux produits.
Réelle opportunité de carrière et évolution possible au niveau du groupe pour candidat disposant d'une première expérience réussie de 3 ans environ acquise au sein du secteur tertiaire de préférence (banque, assurance, VPC...) ou cabinet spécialisé.
Lieu de travail : Paris.

Ingénieur AM ou équivalent directeur de filiale
référence TI 523 CM

UN GROUPE DU SECTEUR INDUSTRIE MÉCANIQUE recherche un ingénieur pour assurer rapidement la succession d'un **Directeur de Filiale.** *Il s'agit d'une société de 70 personnes dotée d'un parc important de machines-outils modernes* (dont des machines à commandes numériques) et réalisant des fabrications pour turbines, compresseurs, alternateurs, industrie nucléaire...

Le candidat retenu AM ou équivalent, aura environ 10 ans d'expérience professionnelle dont impérativement une expérience méthodes et/ou fabrication et technico-commerciale acquise dans l'industrie mécanique (des connaissances en *métallurgie ou en programmation de commandes numériques seraient appréciées*). Il témoignera de bonnes aptitudes à la gestion lui permettant de diriger la société. Situation intéressante pour candidat ayant le profil d'un patron de PME.
Poste : banlieue immédiate Paris.

JEUNE HEC ESSEC... + MBA futur cadre haut niveau
référence YN 527 AM

UN PUISSANT GROUPE ALIMENTAIRE PERFORMANT **nombreuses filiales France-Étranger** (CA 6 milliards, plus de 7.000 personnes) offre à candidat de valeur la possibilité **de se préparer à des futures fonctions de Manager.**

Cette offre s'inscrit dans la perspective d'une véritable gestion dynamique des cadres et elle comprend :
- ***Dans un premier temps une activité d'Audit au sein de la holding*** destinée à lui permettre d'acquérir une bonne maîtrise des techniques financières et une réelle connaissance du groupe et de ses stratégies de développement,
- dans un deuxième temps, en fonction de ses résultats et de ses intérêts, le titulaire du poste pourra bénéficier **d'une accession rapide à un poste de cadre haut niveau** au sein d'un groupe en France ou à l'étranger.

Anglais indispensable.
Poste à Paris.

Responsable informatique de gestion
référence AP 528 AM

UNE FIRME INDUSTRIELLE RENOMMÉE (1 200 personnes), **filiale d'un groupe américain, recherche son Responsable Informatique.**

La société est équipée de mini-ordinateurs *GENERAL AUTOMATION* et dispose de 3 centres d'exploitation. La fonction implique :
- *le recrutement et la mise en place d'une équipe d'analyse-programmation,*
- *la gestion du service et le développement des applications de gestion,*
- la participation, en liaison avec le Comité de Direction, à une définition de la politique informatique.

Cette fonction conviendrait à un informaticien confirmé (30 ans minimum) ayant pratiqué le Fortran, familier des problèmes de gestion et manifestant des qualités de réalisateur.
La pratique de l'anglais est nécessaire.
Lieu de travail : Paris La Défense.

Responsable entretien et travaux neufs
référence FU 532 AM

LA DIVISION INDUSTRIE ALIMENTAIRE *(1 000 personnes)*, **d'un groupe réputé,** recherche pour une de ses unités de production (250 personnes) son **Responsable Entretien et Travaux Neufs.**

Rattaché au Directeur d'usine, il prendra en charge un service d'une quarantaine de personnes sur les plans :
- maintenance équipements mécaniques, électromécaniques et automatismes,
- étude et réalisation des travaux neufs,
- gestion humaine et budgétaire du service.

Cette fonction conviendrait à un ingénieur diplômé AM, INSA ou équivalent, 30 ans minimum, ayant une bonne pratique de l'entretien dans des industries de process comportant des installations de génie chimique (pétrochimie, chimie, agro-alimentaire...).
Connaissances nécessaires en thermique et automatismes.
La structure de l'entreprise permettra une évolution de carrière attrayante à un ingénieur manifestant de réelles potentialités.

Lieu de travail : Marseille.
Rémunération de l'ordre de 150 à 180 000 F selon expérience.

etap — 4, rue Massenet 75016 Paris

chef des services méthodes

180000 Frs — **Banlieue Nord-Ouest**

Notre société, filiale française d'un groupe américain, est leader dans sa spécialité (connectique et composant électronique passif).

Aujourd'hui, nous voulons donner aux méthodes une plus grande influence qu'elles n'en ont dans la fabrication actuelle. Il s'agit d'automatiser davantage l'outil de production, réduire les coûts et réaliser les budgets d'investissements.

Vous aurez pour réussir dans votre tâche la collaboration de 25 personnes (ingénieurs et techniciens) réparties en *trois services : prix de revient, construction machines,* méthode produit.

Ce poste devrait convenir à un ingénieur de formation Centrale, A.M., INSA, ENSI ou équivalent ayant environ cinq ans d'expérience en méthodes ou construction machines dans les domaines de l'électromécanique, l'horlogerie ou la mécanique de précision.

Enfin, la pratique courante de l'anglais est nécessaire pour évoluer à votre aise dans notre groupe.

Nous serons heureux de vous rencontrer prochainement pour développer ensemble le contexte de cette annonce.

Merci d'envoyer votre CV sous réf. 5027 à Michel GARNIER,

INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE
28, av. de Messine
75008 PARIS
IBD

à qui nous avons confié cette recherche.

CSNCR CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

média-system

SMITHKLINE

Groupe mondial - 21 000 personnes - 50 filiales - 9 milliards de Francs de C.A. représenté par les Laboratoires GREMY-LONGUET et SMITH KLINE & FRENCH engage un nouveau

contrôleur budgétaire adjoint *HF*

POSTE :
Intégré à une équipe de 5 personnes au Siège Social PARIS LA DEFENSE, le candidat retenu sera responsable de :
- l'élaboration des budgets et plans à long terme d'un secteur d'activité
- l'analyse mensuelle des résultats (commentaires, *tableau de bord*)
- participation aux études financières.

PROFIL :
Grande Ecole de Commerce (M.B.A. apprécié)
Expérience des méthodes de gestion en Société multinationale
Connaissances indispensables en Informatique et en Anglais.

La progression continue du Groupe autorise des perspectives d'évolution de carrière en fonction de la réussite dans le poste.

Ecrire avec CV, photo, desiderata à DIRECTION DU PERSONNEL sous réf. AR 15, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX Cedex

URGENT
recherche pour PARIS

INGENIEUR-ANALYSTE

pour responsabilité développement applications de gestion.
Expérience IBM 370-43 XX, COBOL et VSAM (PL1, VM/CMS et SGBD appréciés).

Adresser CV et prétentions sous réf. n° 29 à BUREAU VERITAS Service du Traitement de l'Information 31, rue Henri Rochefort 75821 PARIS CEDEX 17

Emplois et Entreprises

SFIM

SOCIETE DE FABRICATION D'INSTRUMENTS DE MESURE
91 MASSY
recherche

INGENIEUR

CONFIRME - POSITION II

Analyste-programmeur temps réel.
Connaissances souhaitées PDP 11 - MITRA MICROPROCESSEURS

Ecrire avec C.V. et prétentions Service du Personnel - B.P. 74 - 91301 MASSY

Publicités Réunies

INFORMATIQUE TEMPS RÉEL

Importante société de conseil et d'études informatiques recherche pour des projets mettant en œuvre des techniques de pointe

INGÉNIEURS LOGICIEL

- 1 à 5 ans d'expérience;
- gammes MITRA et SOLAR;
- microprocesseurs 6800 et 8086;
- assembleur - LTR - Pascal.

Les postes sont à pourvoir à Paris. Les salaires se situeront entre 95000 et 160000 F/an, suivant l'expérience des candidats.

Les dossiers de candidature sont à adresser sous référence 71721 à HAVAS CONTACT - 156, boulevard Haussmann - 75008 Paris, qui transmettra directement.

HAVAS CONTACT

BUREAU VERITAS

recherche
pour son service aéronautique

INGENIEURS

SUP. AERO-A&M - ENSICA

ayant au moins 10 ans d'expérience aéronautique pour assurer fonctions audit technique des Compagnies transports publics et surveillance constructions neuves.

Affectation : PARIS-TOULOUSE-BORDEAUX.

Adresser C.V. et photo sous référence n° 26 à BUREAU VERITAS
D.S.A. 2, avenue Hoche 75008 PARIS



Emplois et entreprises

Cadre Administratif

Les **Laboratoires Boots-Dacour** recherchent un **CADRE ADMINISTRATIF** *de formation juridique*. Il sera rattaché au Directeur Administratif et Financier.

Il prendra en charge la mise en place et le suivi des procédures administratives et le traitement des questions juridiques d'ordre général.

Agé de 30 ans minimum, ce cadre possédera une Maîtrise de Gestion ou une Maîtrise de Droit + IAE, et une expérience de 5 ans minimum, acquise en entreprise ou en cabinet. Il justifiera d'une bonne pratique de l'Anglais parlé et lu.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à

Laboratoires Boots-Dacour
Service du Personnel
B.P. 66 - 92404 COURBEVOIE Cedex

MEDIAPA

هكذا من الاصل

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	65,00	76,44
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,00
IMMOBILIER	43,00	50,57
AUTOMOBILES	43,00	50,57
AGENDA	43,00	50,57
PROP. COMM. CAPITAUX	120,00	141,12

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.	Le mm/col. T.C.
OFFRES D'EMPLOI	37,00	43,52
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,76
IMMOBILIER	28,00	32,93
AUTOMOBILES	28,00	32,93
AGENDA	28,00	32,93

OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

REPONDEZ A L'APPEL DE L'ESPACE

La Société Européenne de Propulsion, maître d'œuvre des trois étages du lanceur ARIANE, réunit aujourd'hui toutes les conditions humaines et technologiques pour répondre au défi de l'espace.
Son établissement de VERNON souhaite intégrer des

INGENIEURS

FORMATION MÉCANIQUE

Ayant une expérience minimum d'un an en travaux et méthodes, et des connaissances en fabrications de pièces de type aéronautique et en procédés spéciaux d'usinage (électro-érosion, commande numérique, ...), ils seront effectés au «Bureau des Méthodes Usinage», étudieront les procédures et définiront les gammes et les outillages. Réf. 294 M

HYDRAULIQUES ET PNEUMATIQUES

De formation mécanique, avec une expérience dans les domaines des organes hydrauliques et pneumatiques de type aéronautique et en travaux de méthodes, cet ingénieur, affecté au «Bureau des Méthodes Montage», étudiera les procédures d'assemblage et définira les gammes opératoires et les outillages associés.
Réf. 295 M

QUALITÉ

De formation mécanique ou électromécanique avec une expérience de 3 à 5 ans dans les technologies de pointe, ils réaliseront des audits d'organisation de procédés de fabrication et de qualité; ils élaboreront des procédures, proposeront et suivront les actions correctives. Ils travailleront au sein d'une petite équipe dépendant de la Direction chargée du projet.
Ces postes impliquent autonomie, autorité et esprit d'initiative. Réf. 296 M

SEP
Energie Propulsion Industrie

Adresser lettre de candidature manuscrite accompagnée d'un CV détaillé, sous la référence correspondante, à Société Européenne de Propulsion, B.P. 802, 27207 VERNON.

HAVAS CONTACT

L'AIR LIQUIDE recrute

Notre directeur **INFORMATIQUE ET ORGANISATION** (E.S.E. 1961) recherche de jeunes ingénieurs diplômés de grandes écoles (ECP, MINES, E.S.E., TELECOM...) débutants ou confirmés.

Les candidats fortement **motivés** par l'informatique et pleinement **autonomes** auront la charge :
- de concevoir et réaliser les applications de gestion ;
- de mettre en œuvre les techniques les plus récentes : bases de données, temps réel, télétraitement, etc. ;
- d'animer rapidement une équipe.

Il existe de larges possibilités d'évolution au sein du groupe.

Les dossiers de candidature avec CV + photo seront à adresser sous référence 1273 à
L'AIR LIQUIDE
Direction des Relations Humaines
75 quai d'Orsay, 75321 PARIS CEDEX 07



Cadre d'administration commerciale
blanc-mesnil

Vous êtes diplômé d'une grande école commerciale ou de formation équivalente.

Vous avez une expérience de 2 ans minimum d'administration des ventes. *Vous recherchez une entreprise à* notoriété internationale et dont l'expansion est très forte.

Nous vous proposons de prendre la responsabilité de l'administration commerciale de notre bureau de vente du Blanc-Mesnil
Outre la coordination et l'animation d'une équipe importante, vous utiliserez un matériel informatique de pointe.
L'anglais lu et compris est indispensable.

Les dossiers de candidature comprenant une lettre manuscrite, un CV et une photo sont à envoyer à Jacques DELVAUX, Hewlett Packard.
CENTRE D'AFFAIRES PARIS NORD. Bâtiment AMPERE.
B.P. 300, 93153 Le Blanc-Mesnil cédex.



média-system

SURETE NUCLEAIRE

Grande Entreprise, Secteur Nucléaire, banlieue Sud de Paris, recherche

ingénieur grande école (ou université)

formé ou ouvert aux

sciences humaines

pour conduire des études et analyses des comportements humains dans l'exploitation des Centrales Nucléaires. La fonction conviendrait à un ingénieur de formation double, technique et psychologique, ou psychosociologique, intéressé par l'ergonomie, et possédant une expérience dans le nucléaire, ou capable d'assimiler, par une formation intensive, les connaissances nécessaires à la compréhension du fonctionnement des Centrales PWR. Anglais souhaitable. Déplacements fréquents sur les sites.

Ecrire sous réf. 81.19-M aux Consultants du Département Recrutement d'EUREQUIP, chargés de la recherche.



EUREQUIP
DÉPARTEMENT RECRUTEMENT
B.P. 30 - 92420 Vaucresson.

PARIS LONDRES HOUSTON LAUSANNE

membre de Syntec

RESPONSABLE FINANCIER ET COMPTABLE
BANLIEUE PARIS-SUD

Notre société, affiliée à un important groupe international, est amenée, dans le cadre de son expansion, à prendre son autonomie et recherche son Responsable Financier et Comptable.

Dépendant du Directeur Général, il animera une petite équipe et prendra en charge la gestion financière et comptable de la société : comptabilité, reporting, contrôle budgétaire, trésorerie, etc...
Il participera activement à la mise en place de l'outil informatique.

Ce poste s'adresse à un candidat de formation supérieure, type Sup de Co, plus DECS, âgé de 30 ans environ, et justifiant d'une solide expérience de la gestion financière et comptable, de préférence dans une société anglo-saxonne.
Organisateur, il fera preuve d'imagination et de souplesse.
L'anglais est, bien sûr, nécessaire.

Merci d'adresser lettre manuscrite CV détaillé, photo et prétentions sous référence M/160 à Rudolph Von Raesfeldt, TEG, Tour Maine-Montparnasse, 33 ave du Maine - 75755 Paris Cedex 15. *Discrétion assurée.*

The Executive Group
management consultants

media-system

responsable de la comptabilité générale & analytique

Une importante Société de NÉGOCE INTERNATIONAL en MATIÈRES PREMIÈRES - située à PARIS (Miromesnil), crée un poste de CADRE COMPTABLE DE HAUT NIVEAU HF directement rattaché au Directeur Financier et Comptable.

Ce poste dont les responsabilités peuvent aller en s'élargissant conviendrait à un excellent professionnel de la comptabilité — niveau DECS — et possédant une bonne expérience des méthodes de comptabilité anglo-saxonne.
Langue anglaise souhaitée.

Les dossiers de candidatures - sous réf. 2187 M a preciser sur l'enveloppe, seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

SFIM
SOCIETE DE FABRICATION D'INSTRUMENTS DE MESURE
(91) MASSY
recherche

INGENIEUR ELECTRONICIEN
DIPLOME

Une bonne expérience des automatismes numériques à base de microprocesseurs est indispensable.

Une connaissance des systèmes de télétransmissions est souhaitée.

Le poste comporte la responsabilité d'un groupe technique concevant et réalisant des systèmes complets destinés à l'industrie.

Ecrire avec C.V. et prétentions, Service du Personnel (sous réf. 23.01) - B.P. 74
91301 MASSY

Pub. Réunies

Pour continuer le développement commercial remarquable qu'elle connait depuis quelques années, cette société industrielle d'envergure nationale, leader sur son marché, recherche des

jeunes diplômés
E.S.C. — D.U.T. ou équivalent

Après la formation aux produits (Matériaux de Second-Oeuvre Bâtiment), ils se verront confier une clientèle de professionnels (Architectes, B.E., Négociants en matériaux, Entreprises Générales. . .) qu'ils devront suivre et développer dans un esprit d'animation et de conseil. Les qualités de vendeur, basées sur la rigueur et le dynamisme, seront les critères de réussite dans ces postes qui s'inscrivent, par ailleurs, selon les performances obtenues, dans un contexte d'évolution possible.
Des postes sont à pourvoir autour des centres suivants : PARIS (réf. 878) COMPIEGNE (réf. 835) — TOURS (réf. 884) — METZ (réf. 836).
Fixe + voiture + frais.

Envoyer CV, photo et prétentions, en précisant la réf. choisie au :



Cabinet Jean-Claude MAURICE
Conseil en Gestion du Personnel
397 ter, rue de Vaugirard - 75015 PARIS



COMPTOIR
LYON ALEMAND-LOUYOT
Première société française METALLURGIE FINE des non ferreux (métaux précieux et spéciaux), en raison du développement de ses activités, recherche

jeunes cadres commerciaux
E.S.C. ou équivalent.

ayant de préférence une première expérience de 2 ou 3 ans de la négociation commerciale en milieu industriel.
Après formation spécifique, il se verront confier la vente de demi-produits auprès d'une clientèle aux activités très variées.
La pratique courante de l'ALLEMAND et /ou de l'ANGLAIS est impérative pour leur permettre d'accéder à la vente internationale.
Possibilités réelles d'évolution pour éléments de valeur.
Ces postes basés à PARIS nécessitent une large disponibilité en matière de déplacements professionnels.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous la référence J.C.C. au CLAL - Service du Personnel - 13, rue de Montmorency - 75139 PARIS - CEDEX 03.

Organisme de Conseil en Entreprises basé à Paris intervenant en France et à l'Etranger
recherche

Ingénieur Conseil

Sa mission sera celle d'un généraliste intervenant en P.M.I. dans le domaine du conseil en gestion.

Il devra avoir une formation Ingénieur, une expérience d'organisation et de gestion de la production; une compétence en transfert de technologie serait très appréciée.
- 33 ans minimum.
- Expérience acquise soit en entreprise, soit dans un Organisme de Conseil.

Anglais ou Espagnol souhaité.

Adresser dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et rémunération actuelle) sous réf. CK 115 au : 22, rue de l'Assomption 75016 PARIS



*annonce parlée**



AGENCE NATIONALE POUR LA RECUPERATION ET L'ELIMINATION DES DECHETS
Recherche pour son service Industrie à ANGERS

jeune ingénieur généraliste

Grande Ecole (X, Centrale, Mines, Ponts, etc.) débutant ou possédant une première expérience industrielle. Il aura à mener des études techniques et économiques, susciter des initiatives, instruire des dossiers d'intervention financière et suivre les réalisations correspondantes dans le domaine de la récupération et de la valorisation de déchets. déplacements fréquents à prévoir. **Réf. 1072**

ingénieur hydrogéologue

Grande Ecole avec spécialisation et expérience hydrogéologie
Il aura la responsabilité des interventions concernant les "décharges de déchets industriels" : assistance technique et concours financiers à la surveillance ou à la résorption d'anciens dépôts polluants, à la création d'exploitations nouvelles et aux mesures visant leur sécurité à long terme
déplacements fréquents à prévoir. **Réf. 1073**

* Avant de faire acte de candidature, prenez connaissance par téléphone du descriptif détaillé de cette offre conçu pour vous par SVP Information Carrière. Vous serez informé immédiatement en toute discrétion et notre rencontre s'en trouvera accélérée. Appelez le 763.11.15. Préciser la référence.

SVP Information Carrière
7 rue de Logelbach 75017 Paris.

هكذا من الأصل

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS



SOCIETE D'ETUDE ET DE DEVELOPPEMENT DE MATERIELS DE HAUTE TECHNICITE NUCLEAIRE-ESPACE-AUTOMATISME

Banlieue SUD-EST, recherche

ingénieurs mécaniciens

(ENSAM - ECAM - ENSM - ICAM)

pour conception mécanique, thermique et études technologiques de matériels embarqués.

ingénieurs opticiens

pour conception équipements embarqués.

ingénieurs électroniciens analogiciens

(ESE - ENSI - ISEP)

Ayant expérience des mesures en laboratoire)

ingénieurs systèmes

(Télécom., ESE, Sup Aéro)

pour conception équipements embarqués.

ingénieurs électroniciens

ayant de solides connaissances en circuits électriques HT pour mesures physiques.

ingénieurs électroniciens logiciens

(ESE, ENSI, ISEP)

ayant quelques années d'expérience dans le développement de matériels informatiques et de logiciels sur microprocesseurs.

La pratique courante de la langue Anglaise est indispensable.

Adresser C.V. manuscrit et photo au Service du Personnel - 1, avenue Descartes 94450 LIMEIL BREVANNES.

Directeur général marketing

Rothmans International France

est la première Société de tabac importé en France, sous des marques de grande notoriété telles que Peter Stuyvesant, Rothmans, Dunhill, Craven. Son expansion est rapide, ses effectifs sont d'une centaine de personnes dont une partie importante répartie à l'échelon national sur le terrain dans le service Promotion des Ventes.

Elle recherche, à Paris, son Directeur Général Marketing qui sera rattaché au Président basé en Hollande, et dirigera la société française en liaison avec le Directeur Financier et Administratif.

Responsable de la conception et de la réalisation des stratégies marketing, il supervisera les services de promotion des ventes, d'études commerciales et de publicité et aura un rôle personnel important de relations publiques.

Ce poste est une opportunité exceptionnelle dans le domaine du marketing de produits de luxe pour un candidat de haut niveau, âgé de 35 ans environ, diplômé HEC, ESSEC, ESCP par ex., parlant parfaitement l'Anglais, ayant eu à la fois une expérience vente et une expérience marketing et ayant fait la preuve de sa réussite et de son esprit d'innovation pour des produits de marque de grande consommation. Une expérience direction d'une division d'une société multinationale serait particulièrement appréciée. Les qualités humaines du candidat, son sens des contacts et sa capacité à s'adapter de façon très ouverte à un travail d'équipe seront considérées comme primordiales.

Rémunération élevée correspondant au niveau du poste + voiture de fonction.

sélé CEGOS

Merci d'adresser lettre manuscrite et C.V. détaillé sous référence 11612/ex à D. de LARIVIERE qui étudiera votre dossier en toute discrétion.
TOUR CHENONCEAUX
204, rond-point du Pont de Sèvres 92516 BOULOGNE CEDEX

Abidjan, Barcelone, Bruxelles, Dusseldorf, Lisbonne, Londres, Lyon, Madrid, Milan, Munich, New York, Sao Paulo, Séville, Tunis.

Membre de SYNTEC

Nous sommes le n°3 de notre profession. Serez-vous le n°2 de notre informatique?

Nos 15 Directions Régionales (D.R.) offrent leurs services dans toute la France. La nature de notre *activité exige une informatique puissante.*

Notre Schéma Directeur nous a fixé un grand dessein pour plusieurs années : construire un nouveau système d'information largement décentralisé sur 15 HP 3000 dans les DR plus 2 au siège. C'est pourquoi nous créons le poste de :

Responsable des études informatiques

A la tête de son équipe (environ 12 techniciens), il sera le bras droit du patron de l'informatique pour réussir notre décentralisation.

De formation supérieure, il aura une expérience réussie de conduite de projets importants et sa *compétence lui permettra de dominer la complexité de la technique. Mais ce sera surtout un manager* rigoureux, un organisateur méthodique et un créateur ouvert à une collaboration permanente avec les utilisateurs. Lieu : Siège à Paris - Rémunération : 170.000F +

Adressez confidentiellement votre dossier de candidature complet à notre conseil:
R. BIVAS, SLIGOS 26, rue des Pavillons - 92807 PUTEAUX

publival

TRÈS IMPORTANTE SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE

engage dans le cadre de la refonte de son Système de Gestion Locative

jeunes cadres

diplômés de l'Enseignement Supérieur

Affectés chacun à une Unité de Gestion, en Région Parisienne ou en Province, et après une période d'initiation aux problèmes de gestion locative, généraux comme spécifiques, ils auront pour missions successives :

— d'apprendre (à l'aide de divers stages) à bien connaître le nouveau système de gestion.
— d'assurer à leur tour, avec le concours de spécialistes, la formation du personnel de leur Unité de Gestion sur le nouveau système.
— de suivre sa mise en place dans l'Unité de Gestion et de veiller à son bon fonctionnement pendant la période de démarrage.

Ces postes conviennent à des candidats ayant une réelle aptitude aux contacts humains, très disponibles et mobiles géographiquement. Une première expérience dans le secteur tertiaire (et) ou dans la formation serait un atout. Possibilité d'avenir dans le Groupe. Postes à pourvoir en Région Parisienne ainsi qu'à Lille, Rouen, Dijon, Lyon, Marseille, Bordeaux, Tours, Nantes.

Rémunération minimum départ : 85 000 F + nombreux avantages de groupe.
Date de démarrage prévues : 1er juillet - 1er septembre - 1er octobre.

Si vous êtes intéressés, nous vous remercions d'écrire en joignant CV et photo et en précisant votre préférence géographique sous réf. F 162
PAJ Conseil.
2, rue des Dardanelles 75017 PARIS

paj CONSEIL EN RECRUTEMENT

CSNCR

GIXI

Pour son département produits PERI INFORMATIQUE recherche :

Ingénieurs d'étude - 3 ans d'expérience

Formation ingénieur

pour développement applications dans un environnement graphique ou CAO.
Connaissance langage APL souhaitée.

Inspecteurs S.A.V.

Formation électronique

Connaissances systèmes mini-informatique (UC, disques, bandes magnétiques, Imp.)
Aptitudes aux déplacements à l'étranger.

Techniciens électronique

Formation niveau B.T.S. option informatique

Pour Service Production (contrôle qualité, intégration et tests système).

Envoyer C.V. à :
GIXI Département Produits PERI INFORMATIQUE
Z.I. SUD, 6, rue du Docteur-Albert-Schweitzer, 91410 MORANGIS
Tél. : 909.22.16

ingéniérie informatique

Emplois et Carrières

LESIEUR

recherche pour [illegible]AM SAURIN

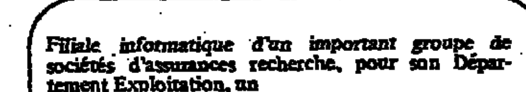
un ch[illegible]projet

Ce jeune cadr[illegible] (type grande école d'ingé[illegible] participera à la politi[illegible] nouvelles, dans le [illegible]

Il sera [illegible] jusqu'au démarrage [illegible] les départements con[illegible]).

Larges perspective[illegible] une réelle mobilité ultérieure.

Envoyer lettre manuscrite [illegible] *ons et photo à LESIEUR, Recrutement Cadres, 122, A*[illegible] *Leclerc 92103 BOULOGNE.*



Filiale informatique d'un important groupe de sociétés d'assurances recherche, pour son Département Exploitation, un

informaticien de haut niveau

Rattaché directement au Responsable du Département, il aura la responsabilité de promouvoir toutes les actions visant à améliorer le niveau de service de l'Exploitation et d'assurer, dans ce but, les liaisons avec le Département Etudes.



Il est demandé :

- une excellente formation d'ingénieur système,
- une bonne connaissance de la mise en œuvre de grands projets informatique sur matériel IBM de grande puissance.

Envoyer CV + photo sous référence 4691 à GIE, Service du Personnel, Tour Franklin, Cédex 11, 92081 Paris La-Défense.

GIE

média-system

Une banque privée, filiale d'un groupe financier important (siège Paris-Centre), cherche un

adjoint au responsable de son département financier.

Celui-ci a pour responsabilité principale de contrôler et d'animer l'activité du service des Titres et, en particulier, les opérations sur le marché financier (souscriptions aux emprunts obligataires), les opérations en Bourse, la *conservation et la gestion des titres. En outre, il prépare la modernisation* des méthodes de travail du service.

C'est un classe V ou VI de 30 ans au moins, ayant déjà une bonne expérience de la Bourse et des Titres. Il parle et écrit convenablement l'anglais. Très vite, il gagne une classe et améliore sa rémunération : à *plus longue échéance, une promotion s'offre à lui.*

Notre consultant, J.E. LEYMARIE, vous remercie de lui écrire (réf. 4000 LM).

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE 75008 PARIS
LYON - LILLE - NANTES - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC

LE SERVICE TRADUCTIONS
d'un important groupe industriel français d'implantation mondiale

recherche des

traducteurs techniques confirmés

d'allemand et d'anglais

Les candidats, de langue *maternelle* allemande ou anglaise, auront une excellente connaissance de la langue française et *une bonne* formation scientifique et technique.

Le lieu de travail est situé à **PARIS.**

Adresser C.V. sous référence PELAM
(mentionnée sur l'enveloppe) à

Publicis Conseil
EMPLOIS et CARRIÈRES
30, rue Vernet. 75008 PARIS

Une importante société aéronautique située *en Région Parisienne développant des* structures en matériaux composites recherche :

INGENIEUR Haut Niveau

grandes écoles ou université, ayant complété leurs connaissances à un haut niveau scientifique dans le contrôle non destructif (ultrasons - haute fréquence, etc. . .).

Envoyer CV manuscrit détaillé, photo et *prétentions sous N° 7971 à*

PARFRANCE Annonces
4 rue Robert Estienne 75008 Paris
qui transmettra

140.000 f.+

IMPORTANT CONSTRUCTEUR DE BIENS D'EQUIPEMENTS INDUSTRIELS, ELECTRIQUES et ELECTRONIQUES,

pour faire face à sa forte croissance, recherche :

ingénieurs commerciaux

BON NIVEAU

pour la vente d'un *produit de haut de gamme technique* auprès d'une clientèle variée : tertiaire - administrations - industrie - engineering.

Les candidats auront une expérience d'au moins 5 ans de la vente de systèmes industriels sur devis et seront capables de contacts à haut niveau pour la négociation d'affaires de 500 à 2.000 K.F.

Travail au sein d'une équipe performante - postes basés Paris-Est - voiture société fournie - rémunération avantageusement évolutive.

Adresser C.V détaillé et photo à :
SOCOMEC - Département Electronique - Monsieur BAROUKH
118, avenue du Mal-De-Lattre-De-Tassigny 94120 FONTENAY SOUS BOIS.

dipub

هكذا من الاصل

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	65,00	76,44
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,00
IMMOBILIER	43,00	50,57
AUTOMOBILES	43,00	50,57
AGENDA	43,00	50,57
PROP. COMM. CAPITAUX	120,00	141,12

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.	Le mm/col. T.C.
OFFRES D'EMPLOI	37,00	43,52
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,76
IMMOBILIER	28,00	32,93
AUTOMOBILES	28,00	32,93
AGENDA	28,00	32,93

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS



THOMSON-CSF COOPERATION

Recherche pour la FORMATION DES CLIENTS ETRANGERS du Groupe THOMSON

INGENIEURS ELECTRONICIENS

- spécialisés dans le radar et le traitement de l'info
- motivés pour la formation
- anglais nécessaire
- *Lieu de travail : France et/ou Moyen-Orient.*

UN ou UNE CONSEILLER(E) PEDAGOGIQUE

Pour :

- assurer le contrôle de l'assiduité des stagiaires *étrangers et l'établissement de synthèses pour le* service commercial
- assurer la prévision et la gestion des locaux d'instruction
- *bons contacts humains (calme et diplomatie)*
- anglais indispensable.

TECHNICIEN ELECTRONICIEN

Pour :

- sélectionner les équipements techniques
- négocier la conception des matériels à réaliser
- *assurer leur installation, leur mise en service,* leur maintenance
- anglais indispensable
- déplacements au Moyen-Orient.

INGENIEUR ou TECHNICIEN SUPERIEUR en MECANIQUE

- connaissances technologiques, dessin et commandes hydrauliques
- *compétences pédagogiques*
- anglais nécessaire.

Adresser C.V. et photo au Service du Personnel - 147 rue Yves le Coz - 78000 VERSAILLES

Important Groupe d'Ingénierie recherche pour son Bureau d'Etudes

Ingénieur électricien grande école

âgé de 30 ans minimum, il aura à prendre la responsabilité de la conception d'automatismes élaborés, avec mise en oeuvre d'automates programmables ou de microprocesseurs, nécessités par des équipements industriels et pétroliers.
De plus, il aura la direction de l'équipe du Bureau d'Études qui lui sera confiée et assurera les liaisons clients et fournisseurs.
Pour ce poste la connaissance de l'anglais est indispensable.

Adressez votre dossier de candidature avec C.V., photo et prétentions s.réf. 6524 à SCS Jonction 9, rue des Halles 75001 PARIS qui transmettra.
Il sera répondu à toutes les candidatures qui seront traitées confidentiellement.

---

aerospatiale aerospatiale

PREMIERE
ENTREPRISE AERONAUTIQUE
EXPORTATRICE D'EUROPE

Des performances faisant appel aux technologies les plus avancées aux moyens industriels les plus évolués.
Un développement permanent conditionné par le savoir, et le savoir faire de son potentiel humain.

Vous êtes :
INGENIEURS
Diplômés d'une de nos grandes écoles nationales
MECANICIENS ET AERONAUTICIENS
débutants ou expérience récente.

Vous souhaitez :
Mettre en pratique l'esprit de créativité qui vous anime.
Développer votre sens de l'innovation dans un souci de réalisme et de rigueur.
Participer à la conception et à la réalisation de projets nouveaux.
Vous intégrer au sein d'équipes jeunes et dynamiques.

INGENIEURS

LA DIVISION DES ENGINS TACTIQUES

Propose pour son Etablissement de Châtillon-S/Bagneux de nombreuses possibilités de carrière au sein de sa Direction des Essais.

- *Vous vous verrez confier l'organisation et le suivi d'expérimentations de systèmes en environnement simulé.* (Expérimentations réalisées dans les laboratoires de la Direction des Essais et ceux des coopérants extérieurs.
- Vous serez en contact avec les différents départements études et groupes de programmes ainsi que les clients et laboratoires extérieurs.
- Des déplacements occasionnels de courte durée sont à prévoir.
- Travaux de synthèse très diversifiés et attractifs utilisant des méthodes récentes de mesures assistées par informatique.
- Participation effective à l'évolution du matériel.

Adressez votre dossier de candidature détaillé sous référence 9422
à l'Etablissement de Châtillon
2 à 18, rue Béranger
92320 CHATILLON

aerospatiale aerospatiale

TELECOMMUNICATIONS

CCI Alcatel — le centre de COOPERATION INTERNATIONALE ALCATEL

Filiale du Groupe CIT ALCATEL - créée depuis 2 ans - implantée en région parisienne - est spécialisée dans la résolution des problèmes de

TRANSFERT de SAVOIR FAIRE

en Télécommunications, Télématique, Bureautique, Informatique et Electronique.

Le lieu de travail habituel est à SAINT-OUEN mais des missions en province et à l'étranger sont à prévoir.

Notre équipe, de dimension humaine, est composée d'ingénieurs et de techniciens supérieurs d'âge moyen 30 ans.

Pour continuer à l'enrichir, nous pousuivons le recrutement

d' INGENIEURS et de quelques TECHNICIENS SUPERIEURS

Nous les préférerions expérimentés dans toutes nos techniques et parlant anglais mais nous assurerons les formations complémentaires.

Si vous désirez nous rencontrer, adressez nous votre C.V. accompagné d'une lettre manuscrite,

— nous vous proposerons un entretien —
à No *97.588 CONTESSE PUBLICITE, 20,* avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01 qui nous transmettra.

Notre Société dont l'activité concerne les techniques de pointe de l'Imprimerie, notamment dans le domaine de la photocomposition, recherche pour renforcer son équipe commerciale à Paris 6ème

2 INGENIEURS COMMERCIAUX

jeunes diplômés ESC ou Vendeurs confirmés, *très à l'aise pour négocier avec les grosses en*treprises et pour élaborer le produit.
Ils se créeront un porte-feuille et géreront les grandes affaires.
Les candidats désireux de FAIRE CARRIERE recevront une solide formation (3 mois).
Pendant la 1ère année leur rémunération sera couverte par un minimum garanti confortable *estimé selon leur valeur.*

Les candidats seront reçus très rapidement à Paris.

Ecrire avec CV et photo s/réf.M ou téléphoner à

JOB conseil
4 ter rue du Tapis-Vert 54000
NANCY - Tél.16 (8) 336.45.71

Ordina

Département Informatique Scientifique et Industrielle

Le développement de notre marché et notre évolution ouvrent des perspectives à

INGENIEURS

ENSAE - ENST - ESE - ENSEEIHT - UNIVERSITAIRES...
débutants ou confirmés

Ils participeront ou dirigeront d'importants projets dans les domaines suivants :

- *Gestion industrielle, recherche opérationnelle, analyse numérique*
- Avionique, automatismes, contrôle de processus industriels
- CAO, logiciel de base, micro-informatique
- *Réseaux, reconnaissance de formes*

Adresser votre C.V., sous référence ISI 41 à Eric BOUDON.

Ordina 10 rue Auber *75009 PARIS*

ENDEVCO Σ FRANCE

leader mondial pour le contrôle non destructif par Emission Acoustique et pour les mesures de chocs, vibration et pression, recherche pour l'expansion de sa division
DUNEGAN/ENDEVCO

un Ingénieur en Contrôle non destructif

Après une formation poussée, il sera chargé de *développer des applications nouvelles, d'effec*tuer des prestations de service sur sites industriels et des démonstrations, et participera à l'action commerciale.

Ce poste *requiert la connaissance des matériaux* et du CND en plus d'une expérience professionnelle de 3 ans min. et la pratique de l'Anglais.

Adresser CV, photo et rémunération souhaitée à
M. DUMAS - ENDEVCO FRANCE
76, rue des Grands Champs 75020 Paris

---

responsable des études d'organisation comptable (HEC, ESSEC...)

Nous sommes un Groupe International de Services (25.000 personnes)
Pour notre Siège à Paris, nous cherchons un cadre, de formation Supérieure, ayant une expérience confirmée en comptabilité et des connaissances en organisation et en informatique.
Nous offrons des possibilités d'évolution de carrière au candidat ayant fort potentiel.

Adresser lettre *manuscrite, CV, photo et prétentions s/réf. 5743,* à :
JEAN REGNIER PUBLICITE
39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui transmettra.

INGENIEUR LOGICIEL

DEBUTANT OU AYANT 2 A 3 ANS D'EXPERIENCE, CETTE OFFRE D'EMPLOI VOUS CONCERNE.

L'un des premiers constructeurs de terminaux et de systèmes informatiques recrute des Ingénieurs Logiciels pour assurer son développement, si :

- vous avez une formation supérieure,
- vous maîtrisez le langage assembleur sur système en temps réel,
- vous refusez la routine,
- vous aimez le travail en équipe.

Nous vous proposons de rejoindre une Société en forte expansion qui vous offre de réelles possibilités d'évolution et une rémunération attrayante.
Si vous êtes intéressé par ces opportunités de carrière, écrivez sous la référence 30640 M à :

projets publicité
12 rue des Pyramides 75001 Paris
qui transmettra votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions), qui sera traité confidentiellement.

GROUPE BANCAIRE
A VOCATION MULTINATIONALE
souhaite proposer à un

JURISTE DE BANQUE

pouvant attester de 5 à 10 ans de carrière réussie dans la profession de participer à son expansion.

Conseiller permanent des exploitants, il devra également avoir des qualités de négociateur et être disponible pour des missions à l'Etranger.

Adresser C.V. sous *référence* 2930/MI à A.M.P.
40, rue Olivier-de-Serres - 75015 PARIS
Discrétion d'usage assurée.

Claude Egnell

CONSEIL EN RECRUTEMENT

est heureuse de vous faire part de la création de son propre cabinet

CLEAS

6, place de la République Dominicaine - 75017 PARIS. 267. 35. 11

هكذا من الاصل

steria

Vous êtes

INGENIEUR LOGICIEL

(de 1 à 5 ans d'expérience en informatique technique)

Nous sommes une des premières Sociétés d'Ingénierie Informatique Européenne.

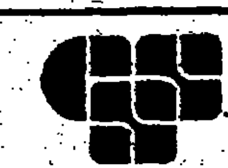
Nous vous proposons de participer à d'ambitieux projets de développement en matière de génie logiciel :
- base de données,
- compilation,
- simulation,
- système d'exploitation et moniteur temps réel.

Ces projets concernent une large gamme de matériel, notamment les derniers micro-processeurs 16 bits.

Nous vous offrons :
- le bénéfice de solides méthodes de travail, dans un environnement de professionnels très expérimentés.
- une formation sans cesse renouvelée, en liaison avec la diversité de nos projets.
- un développement professionnel rapide, à la hauteur de vos ambitions.

Envoyez votre Curriculum Vitae à :

steria — P. HUGOT, STERIA-SYSTEMES, 26, Av. de l'Europe, 78140 VELIZY



CSS France

a company of The Dun & Bradstreet Corporation

Nous sommes la filiale française de NATIONAL CSS inc., leader mondial du "temps partagé". *Nos logiciels sont utilisés par les gestionnaires des grandes entreprises*, équipés en ordinateurs, pour construire des systèmes de gestion ou d'aide à la décision, sophistiqués. La performance de nos produits et la qualité de nos ingénieurs commerciaux et de nos consultants nous ont permis de nous implanter solidement sur le marché français. Nous voulons consolider cette implantation en distribuant de nouveaux logiciels, en attaquant de nouveaux secteurs d'activité ; pour cela nous renforçons nos équipes - Nous avons 3 postes à pourvoir.

consultant «logiciels financiers»

Il s'agit de prendre en charge l'adaptation et la mise en place, sur le marché Européen, de ces nouveaux produits destinés aux directions financières. Ce poste comporte à la fois - une fonction de Chef de Produit : élaboration de la documentation et des argumentaires, formation des commerciaux, analyse de la concurrence et des besoins du marché - et une fonction opérationnelle d'assistance à la négociation, d'adaptation des produits aux problèmes posés, et de mise en place chez les clients. Ce poste conviendrait à un jeune cadre, ayant acquis quelques années d'expérience de la fonction financière dans une multinationale, et désireux d'évoluer vers des responsabilités plus opérationnelles et plus diversifiées. De nombreux voyages sont à prévoir, en particulier en ANGLETERRE.

(Réf. 58581)

ingénieur consultant

Il s'agit de conseiller les clients et prospects, d'assister les ingénieurs commerciaux dans la phase de négociation, de former les utilisateurs, et de suivre en permanence l'évolution des besoins des clients. Ce poste convient à un diplômé de Grande Ecole Scientifique, ayant 12 à 18 mois d'expérience informatique, désireux de ne pas se spécialiser et d'occuper un poste qui soit une excellente plate-forme d'évolution.

(Réf. 58681)

ingénieur commercial

Nous avons le projet de développer notre implantation dans les secteurs d'activité de la banque et de l'assurance. Pour ce faire, nous recherchons un jeune collaborateur capable, dans un premier temps, d'accroître notre clientèle dans l'ensemble de ces secteurs et, dans un deuxième temps, d'animer une équipe de commerciaux qu'il aura progressivement recrutés. Nous lui demandons 2 ans d'expérience de la vente de services informatiques (temps partagé - conseil - traitement etc ...) et de bonnes connaissances des problèmes financiers. *Il pourra s'appuyer dans ses démarches sur une équipe technique de qualité.* Ses résultats conditionnent en partie sa rémunération.

(Réf. 58781)

Pour chacun de ces postes, nous assurons une formation à nos produits et à nos techniques, en France et aux U.S.A. Nous demandons un diplôme d'enseignement supérieur et une bonne pratique de l'Anglais. Les postes sont à pourvoir à PARIS. La rémunération tient compte des résultats et peut croître rapidement. Nous avons besoin de collaborateurs à fort potentiel, susceptibles de grandir avec nous.



Chantal Baudron. s.a.

Si l'une de ces propositions vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre candidature en indiquant la référence du poste choisi à notre Conseil - 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS.

MEMBRE DE SYNTEC

« Etre contre la force de frappe n'empêche pas une secrétaire de savoir taper à la machine... »

...Une brillante carrière commence souvent par la Vente. même si, au nom de préjugés incontrôlables, on est contre.

Vous êtes Bac + 2, DUT, BTS, Ecole de commerce... ou autodidacte solide.

Vous avez 24 ans au moins, débutez dans la vie professionnelle ou bénéficiez d'une première expérience.

La Vente vous intrigue par son mystère ou vous attire par ses promesses.

- *Les uns la disent passionnante*
- *Tous la croient très formatrice*
- *Beaucoup la savent porteuse de l'évolution la plus enviable*

mais **Vous êtes exigeant :**
- au niveau de la clientèle potentielle.
- au niveau des produits.
- au niveau de la formation.
- au niveau de la rémunération.
- au niveau de la promotion professionnelle.

Nous nous adressons à une clientèle avertie des réalités économiques et financières, disposant de revenus ou de patrimoines les rendant sensibles à la qualité des performances des choix qu'elle retient.

Nous sommes exclusivement spécialisés dans la conception, la mise au point et la diffusion de produits de sécurisation, d'épargne, d'investissement et de retraite adaptés - au plus près - aux besoins de notre clientèle.

Nous offrons une formation longue et complète rémunérée (3 + 5 = 8 mois)

Notre système de rémunération est exceptionnellement motivant : articulé sur les résultats, il comporte une part de progressivité et un accès - facile - à la promotion des ventes par le voyage. En chiffres, les moyennes vont de 100 000 F *(1ère année après stage de formation)* **à 200 000 F et +** *(3e année).*

Après la période de formation et de consolidation dans la Vente (18 mois) chaque membre de notre équipe choisit librement son orientation : Vente - Formation - Management. A l'intérieur de chaque activité, les promotions sont exclusivement internes.

Il faut pouvoir se rendre libre à partir du 9 juin.

Ecr BANCE Pub 13 bd des Italiens 75002 PARIS merci de préciser N° 81 999

Organisme Paritaire d'Importance Nationale

recherche son

Directeur Général

directement rattaché au Président

Sa mission comportera l'animation, la coordination et le contrôle d'une équipe de 70 personnes incluant une dizaine de cadres et cadres supérieurs.

Cette équipe est chargée de réaliser des études, d'assister et de conseiller les organismes adhérents. Elle est également leur interprète permanent auprès des pouvoirs publics et des instances nationales de caractère technique, économique, social et financier.

Ses principales responsabilités comportent :
- la mise en œuvre du budget - le fonctionnement des commissions permanentes assurant le dialogue avec les pouvoirs publics - la transmission de l'information - les relations avec la presse et les relations publiques.

Ce poste, basé à PARIS, conviendrait à une personnalité ayant une pratique confirmée des contacts humains au plus haut niveau, de formation supérieure juridique ou financière.

Votre dossier sera traité avec toute discrétion nécessaire par notre conseil.

Envoyez votre candidature, en indiquant sur l'enveloppe la référence 3627/808 LM, à MEDIA P.A. 9, Boulevard des Italiens 75002 PARIS, qui transmettra. Réponse et discrétion assurées.

managing

THOMSON-CSF

propose à des

INGÉNIEURS CONFIRMÉS

UN CYCLE DE PERFECTIONNEMENT DE 15 mois

à la Fonction APPROVISIONNEMENT

Les candidats engagés seront orientés ensuite vers les différentes unités du Groupe. Les postes à pourvoir seront situés tant dans la région parisienne qu'en province.

Une expérience industrielle de 5 ans est nécessaire, par exemple *en BE ou en Production.*

Les formations seront de préférence: **ENSAM, ENST, IDN, Mines, ECP, ESE ou équivalent.**
Entrée prévue: **début octobre 1981**

Merci d'adresser votre CV avec photo en indiquant la rémunération souhaitée et votre degré de pratique de l'anglais à:

Direction des Cadres - THOMSON-CSF - 173, bd Haussmann
75360 Paris Cedex 08

En toute hypothèse, discrétion assurée.

HAVAS CONTACT

---

assistants de direction financière et administrative

Un important groupe d'édition franco-allemand recherche deux jeunes assistants de formation supérieure (H.E.C., ESSEC, etc ...), particulièrement intéressés par :
- l'économie d'entreprise
- l'informatique de gestion
- les techniques d'audit,

connaissant parfaitement la langue allemande et, si possible, la comptabilité de ce pays.

Ils assisteront le Directeur financier et administratif de la Société française, pendant une période de formation et d'adaptation aux méthodes du groupe.

Ils auront à assumer des responsabilités propres et à mener des projets de rationnalisation et d'organisation et des missions d'audit.

Les activités internationales très développées du groupe leur assureront de larges perspectives d'une carrière qui ne se limitera pas à la France.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo et prétentions sous No 97392 à CONTESSE PUBLICITE 20, av. de l'Opéra - 75040 Paris Cedex 01, qui tr.

POUR SON SERVICE RECHERCHES ET DEVELOPPEMENT de Puteaux (92)

ingénieur électronicien

Pour l'étude des applications électroniques à l'éclairage

Ce poste conviendrait à un ingénieur confirmé ayant au moins 5 ans d'expérience acquise dans l'étude des circuits électroniques de puissance et des mesures s'y rapportant.

Adressez-nous lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à MADZA
Service Recrutement
29 rue Lisbonne
75008 PARIS

MAZDA
lampes et appareils d'eclairage

Leader de la commutation temporelle



recherche

UN INGENIEUR LOGICIEL

ENST-ESE-ECP

Au sein d'une équipe dont il pourra ultérieurement avoir la responsabilité, il sera chargé : d'étude et de développement de logiciel sur un système de commutation temporelle ainsi que de logiciel de traitement de signalisation.

Envoyer CV détaillé, photo et prétentions à CIT ALCATEL
10, rue Latécoère 78140 VELIZY-VILLACOUBLAY

Adjoint au Directeur Logistique

Sciences Po, lic. Droit — Paris

Nous sommes filiale d'un groupe multinational.

Nous sommes fabricant de produits de grande consommation.

Notre Chiffre d'Affaires en progression constante est le reflet de notre dynamisme commercial.

Notre Directeur Logistique (achats - approvisionnements - législation des produits - moyens généraux - etc ...) recherche son Adjoint.

Vous êtes diplômé Sciences Po ou licencié en Droit, vous parlez l'Anglais ... et vous avez le sens de l'organisation.

Vous avez quelques années d'expérience professionnelle dans les produits de grande consommation dans une fonction équivalente et(ou) commerciale.

Adressez votre candidature (lettre manuscrite + CV + photo + prétentions) sous réf. **9196 à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02** - qui transmettra

---

INGENIEUR CONTROLE QUALITE

180.000 F

Spécialiste dans le domaine du chauffage collectif et industriel, nous offrons à notre clientèle notre professionnalisme, nos techniciens expérimentés, la souplesse de notre structure. Nous sommes implantés chez notre client, c'est ce qui fait notre force, mais nous oblige à être exigeants quant à la qualité de nos prestations. Aussi, nous avons décidé de confier à un Ingénieur expérimenté et pointilleux, ayant le goût de l'action concrète sur le terrain, la création du service contrôle-qualité.

Directement rattaché au PDG, il sera chargé d'assurer les missions complètes de contrôle sur nos secteurs d'exploitation pour évaluer la qualité de nos services et la conformité de nos prestations (conduite d'entretien des installations, état des matériels, respect de la réglementation).

Nous recherchons un responsable diplômé AM, CENTRALE, ou EQUIVALENT, maîtrisant bien le domaine thermique et possédant une expérience d'au moins 5 ans au sein d'un bureau Contrôle Technique. La maîtrise de ce poste vous sera d'autant assurée si vous justifiez d'un acquis professionnel chez un constructeur, installateur ou exploitant de chauffage.

Adresser C.V. et prétentions sous référence 4020 à :



هكذا من الاصل

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	65,00	76,44
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,00
IMMOBILIER	43,00	50,57
AUTOMOBILES	43,00	50,57
AGENDA	43,00	50,57
PROP. COMM. CAPITAUX	120,00	141,12

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.	Le mm/col. T.C.
OFFRES D'EMPLOI	37,00	43,52
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,76
IMMOBILIER	28,00	32,93
AUTOMOBILES	28,00	32,93
AGENDA	28,00	32,93

OFFRES D'EMPLOIS



La Banque de Paris et des Pays-Bas

recherche

POUR SON RÉSEAU D'AGENCES TANT A PARIS QU'EN PROVINCE

Plusieurs RESPONSABLES

(DIRECTEUR ou SOUS-DIRECTEUR)

Les candidats devront avoir exercé dans le domaine bancaire une fonction similaire pendant plusieurs années. Leur carrière pourra se poursuivre dans les autres secteurs d'activité de la Banque, notamment à l'étranger.

Envoyer curriculum vitae, photo, lettre manuscrite et prétentions à la BANQUE DE PARIS ET DES PAYS-BAS, Direction du Personnel (625), B.P. 141, 75060 Paris Cedex 02.

Dans le cadre de son plan de formation de 5 ans LE FONDS SOCIAL JUIF UNIFIÉ, en coopération avec l'AMERICAN JOINT DISTRIBUTION COMMITTEE, poursuit le programme entrepris en novembre 1980, en vue de former des

cadres et animateurs communautaires

Pour la 2e PROMOTION, il recherche des candidats hommes et femmes qui, après une FORMATION de 9 mois – sessions théoriques et stages pratiques en France, en Israël et aux États-Unis se verront confier des POSTES DE RESPONSABILITÉ dans l'animation et l'encadrement culturel, éducatif et social en PROVINCE et en RÉGION PARISIENNE.

CONDITIONS :

- Age minimum 22 ans.
- Formation universitaire de niveau licence.
- Expérience professionnelle (de préférence dans les secteurs de l'animation).

MODALITÉS :

- Formation gratuite.
- Rémunération par l'État au titre de stage de Qualification Professionnelle, ou dans le cadre d'un Contrat Emploi-Formation.

Les demandes d'admission, qui devront comporter un C.V. précisant la situation actuelle, photo, lettre, *manuscrite de motivation,* doivent être adressées au F.S.J.U., 19, rue de Téhéran, 75008 PARIS.



- *La sélection des candidatures se fera au cours du mois de juin 1981 et sera suivie d'un stage d'orientation.*
- *La formation, assurée par l'Union des Centres Juifs de Formation Permanente, débutera en octobre 1981 à Paris*

SOCIÉTÉ IMPORT-EXPORT
(7e arrondissement)
pour son P.-D.G., une

COLLABORATRICE

30 ans minimum.

B.T.S.S., niveau licence, parfaite bilingue anglais, expérience secrétariat de direction, minimum 5 ans. Esprit vif et dynamique indispensable, possédant un sens pratique et d'initiative. Excellente présentation. Libre immédiatement.

Adr. lettre manuscrite + C.V., + photo, + prétentions, sous nº T 027120 M, à Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

VILLE DE MONTREUIL

recherche

DIRECTRICE DE CRÈCHE

(Agée de 25 ans minimum) avec diplôme de puéricultrice, expérience souhaitée.

Salaire brut : 4.900 F.

Adr. curriculum vitae, copies diplômes et références à : Monsieur le MAIRE, 93105 MONTREUIL Cedex.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE
dans le conditionnement des eaux industrielles

recherche

INGÉNIEURS CHIMISTES ou équivalent, habitant Paris ou région parisienne, ayant 4 années minimum d'expérience industrielle dans la profession pour postes :

TECHNICO-COMMERCIAUX

Préférence donnée à personnalité dynamique, combative, susceptible de se déplacer fréquemment et parlant anglais couramment.

Adr. C.V., photo et prétentions sous référence 11065 à : P. LICHAU S.A. B.P. 220, 75063 Paris Cedex 02 qui tr.

Le numéro 1 en Europe

en équipements et appareils spéciaux

Notre client est en Europe sans concurrence grâce au niveau technique supérieur de ses produits et ceux-ci ont également une très bonne réputation dans d'autres continents. Cela afin de préciser le potentiel excellent du marché à l'ingénieur des ventes ou au technico-commercial recherché auquel sera confié le poste de

DIRECTEUR des VENTES pour la FRANCE

basé à PARIS

Il sera responsable de toutes les activités de marketing et de ventes en France, de la stratégie et de la *conception jusqu'à la mission* active *auprès* du cercle *largement réparti* des clients dans l'industrie et le commerce. Le candidat idéal se serait déjà profilé comme vendeur sur le marché des biens d'investissements, c'est-à-dire dans la distribution de chariots-élévateurs et le matériel de stockage et dépôts. Une bonne connaissance de l'allemand est indispensable puisque celui-ci sera en contact étroit avec la direction générale en Allemagne. Un revenu en fonction des capacités et des résultats ainsi qu'un avenir excellent lui sont assurés au sein d'une organisation dynamique et en pleine expansion, travaillant depuis des années avec succès.

Les candidats intéressés, de 35 ans environ, ayant l'expérience de la gestion et de la vente, sont priés de *prendre contact par l'intermédiaire de notre conseil-recrutement. Le dossier devra comprendre un C.V.*, photo, copies de diplômes, lettre manuscrite ainsi que des précisions sur la date d'entrée en fonctions et prétentions. Le dossier sera traité confidentiellement, si mention en est faite : Unternehmensberatung der Industriepraktiker, Postfach 320, 8022 Gruenwald bei Muenchen, République Fédérale d'Allemagne.

UNTERNEHMENSBERATUNG
HANS-GEORG SCHU



DER INDUSTRIEPRAKTIKER
MÜNCHEN-GRÜNWALD

LA RADIOTECHNIQUE

recrute pour le Centre Industriel de
RAMBOUILLET

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

responsable achat pièces et composants électriques et électroniques destinés à la fabrication.

Ce poste exige :
– Sens du contact et négociation commerciale.
– Très bonnes connaissances anglais exigées.

Ecrire avec C.V. et prétentions
24, rue Louis Leblanc, 78120 RAMBOUILLET.

UN JEUNE INGÉNIEUR

ÉLECTRO-MÉCANICIEN

recherché par le département Réalisation des Présentations pour le futur Musée National des Sciences et de l'Industrie.

Envoyer C.V. et prétentions salariales à :
J.-E. DELORME mm/RP - PARC DE LA VILLETTE
211, AV. JEAN-JAURÈS - 75019 PARIS.

SOCIETE PARIS-8e, recherche
pour service 30 personnes
et 370/148

ANALYSTE-PROGRAMMEUR

MIAGE ou équivalent.
3 années d'expérience COBOL - C.I.C.S. - D.O.S.
Position cadre.

PROGRAMMEUR

DUT ou équivalent
3 années d'expérience COBOL - C.I.C.S. - D.O.S.

Rémunération intéressante.
Nombreux avantages sociaux.

Envoyer C.V. détaillé, photo et prétentions sous réf. 2.691 à P. LICHAU S.A., B.P. 220, 75063 Paris Cédex 02, qui transmettra.

THERMICIEN
CENTRALE, A.M., T.P.

Il sera le spécialiste des problèmes thermiques d'un important groupe immobilier (70.000 logements).

Assisté par une petite équipe, il aura la responsabilité :

- de la conception et des études des travaux d'économie d'énergie,
- de la mise en place d'énergies de substitution (géothermie, solaire, pompes à chaleur, charbon),
- de la passation des marchés et des négociations avec les exploitants.

Le candidat devra être à la fois un homme d'étude et un homme de terrain capable d'encadrer une équipe et rompu à la négociation des marchés importants. Il devra justifier d'une expérience réussie de plusieurs années dans ce domaine.

Lieu de travail: PARIS

Envoyer C.V. à F.F.F. 159, rue Nationale
75640 Paris cédex 13



CARTONNERIE de KAYSERSBERG

une filiale du Groupe BEGHIN-SAY
(C.A. 7 milliards F.F.)

De puissants moyens et un équipement ultra-moderne permettent à la Cartonnerie de KAYSERSBERG d'occuper une place éminente sur le marché de l'Emballage tant en France qu'à l'Etranger.

Pour notre Usine de SAINT-JUST-EN-CHAUSSEE (60), créée en 1975, nous recherchons un :

jeune ingénieur
GRANDE ÉCOLE

Le poste, rattaché directement au Directeur de l'Usine, est évolutif. Il convient à un homme, éventuellement débutant, à fort potentiel, ayant le sens du concret, la compétence technique et attiré par la gestion.

Faites-nous part de vos aspirations et motivations en adressant votre candidature sous référence K 24 (lettre manuscrite, CV détaillé et photo retournée) à: BEGHIN-SAY BPA 54, avenue Hoche 75008 PARIS

Ingénieurs informaticiens: votre avenir est chez nous.

Sopra, l'un des premiers groupes français d'ingénierie et de services informatiques, poursuit une expansion rapide à Paris, dans les principales capitales régionales (Lyon, Grenoble, Annecy, Marseille, Orléans, Nantes...) et à l'étranger.

Notre métier : concevoir et réaliser les systèmes informatiques de nos clients en nous appuyant sur la maîtrise des techniques avancées de l'informatique.

Vous êtes ingénieur informaticien. Vous pensez que l'ingénierie informatique est une profession d'avenir.

Vous souhaitez travailler dans un groupe de notoriété nationale jeune et dynamique privilégiant l'initiative et l'évolution.

Vous voulez être à la pointe des techniques informatiques et participer à des projets alliant minis, réseaux, bases de données, langages de haut niveau...

Votre avenir est chez nous, écrivez-nous en joignant photo, CV et prétentions sous référence 519 MB à Sopra Recrutement 90 rue de Flandre - 75019 Paris.

média-system

SOPRA
ingénierie des systèmes d'information

هكذا من الأمل

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

SOPRA, Société de Service de notoriété nationale (650 personnes. 106 MF de CA), déjà leader dans l'activité des progiciels d'application avec son système PACHA confirme son ambition dans ce domaine en annonçant la "série X" de progiciels et recherche plusieurs ingénieurs commerciaux pour la

Vente de progiciels d'application

GPX : Gestion du personnel
CFX : Comptabilité et finance

Ces ingénieurs de vente technique auront déjà acquis une bonne connaissance de la fonction personnel ou/et de la fonction comptable et financière dans l'entreprise. Ils savent convaincre aussi bien les utilisateurs des directions administratives que les directeurs de l'informatique.

Ils vendront des produits tout nouveaux, de conception avancée, profitant de l'apport des techniques nouvelles de l'informatique (temps réel, mini-ordinateurs, langages de haut niveau) et de l'image de marque déjà acquise avec PACHA.

Des produits passionnants...

Ecrire en joignant photo, CV et prétentions sous réf. 519/MA à SOPRA Recrutement 90, rue de Flandre 75019 Paris.

SOPRA
ingénierie des systèmes d'information

média-system

THOMSON-CSF

recherche pour CENTRE DE CORBEVILLE à ORSAY

INGENIEUR DE DEVELOPPEMENT

DE PROCEDES DE FABRICATION POUR CIRCUITS INTEGRES

FONCTION :
- Définir de nouveaux procédés
- Lancer les expérimentations nécessaires à leur mises au point
- Suivi ultérieur des procédés en fabrication.

Le candidat devra avoir de bonnes connaissances de la physique des composants semi conducteurs. Une expérience de 2 à 5 ans en technologie de ces composants. Dynamisme et bons contacts humains.

INGENIEUR DE TEST SEMI CONDUCTEURS

FONCTION : Définir et mettre au point les équipements et méthodes de mesures pour la caractérisation des procédés technologiques ainsi que les tests fonctionnels de circuits intégrés subnanosecondes.

Le candidat devra avoir 2 à 5 ans d'expérience en tests automatiques de circuits intégrés. Connaissances en acquisitions de données et en technique des impulsions nécessaires.

Adresser C.V. détaillé, photo au Service Recrutement - THOMSON CSF B.P. 10 - 91401 ORSAY CEDEX.

LE CREDIT NATIONAL

IMPORTANT ORGANISME SPECIALISE
dans le financement des investissements des entreprises
recherche pour son
DEPARTEMENT DES ETUDES

UN INGENIEUR grande école

X - CENTRALE - MINES - PONTS ...

- qui possède impérativement 1 à 3 ans d'expérience professionnelle informatique dans les domaines du time-sharing et du fortran ;
- et si possible une formation financière.

Il lui confie la conception et la mise en œuvre de moyens informatiques nouveaux dans le cadre de la refonte de l'exploitation de sa Centrale de Bilans.

Il lui offre :
- Une rémunération très compétitive
- Des possibilités de formation complémentaires
- Des opportunités d'évolution de fonction.

Prière d'envoyer le C.V. avec photo au CREDIT NATIONAL
Service du Personnel et des Relations Sociales
45, rue Saint-Dominique 75700 PARIS

JEUNES INGENIEURS AM, IDN, HEI, INSA...

Nous sommes un des «majors» du machinisme agricole.
Nous venons de procéder - tant au niveau mondial que français - à une vaste réorganisation.

Premiers constructeurs et exportateurs français, nous concevons, fabriquons et commercialisons dans nos Centres de Profit, des matériels d'équipement. Nos atouts : une longue tradition industrielle, un engineering puissant travaillant sur de nouveaux produits, des investissements importants dans le domaine de la production, des modes et des outils de gestion performants, une équipe commerciale dynamique.

Jeune ingénieur AM, IDN, HEI, INSA,... vous serez intégré selon vos centres d'intérêt et vos compétences à l'Engineering, aux Essais, Méthodes, Gestion de Production, Achats ou Informatique.
Et vous n'en resterez pas là, car vos possibilités d'évolution au sein du groupe sont larges. En France et à l'étranger.
De bons stages, une formation complémentaire en gestion, la connaissance de l'anglais sont autant d'atouts supplémentaires.

Vous voulez renforcer nos structures ? Adressez (sous référence A 225) à Georges PLAILLY une information détaillée sur votre activité professionnelle, vos motivations, vos réalisations.
MASSEY - FERGUSON - La Boursidière - Bâtiment I - RN 186 -
92357 - LE PLESSIS ROBINSON.



Massey Ferguson
1er CONSTRUCTEUR MONDIAL DE TRACTEURS.

rscg carrières

WANG L'UN DES PREMIERS FABRICANTS MONDIAUX D'ORDINATEURS DE GESTION ET DE SYSTEMES DE TRAITEMENT DE TEXTES

taux de croissance : plus de 60 %.
En 1980 : 150 personnes nous ont rejoint.
Aujourd'hui nous recherchons des :

RESPONSABLES DE MARCHES

- Banques.
- Assurances.
- Gestion de production.

● Votre fonction :
- définition et mise en place d'une politique du marché,
- réalisation des outils de promotion,
- formation des commerciaux et supports.

● Votre origine :
- banques, assurances : une très bonne expérience,
- gestion de production : une double expérience dans les domaines de gestion de production et informatique.

● Votre âge :
35 ans environ.

● Votre formation :
supérieure ou équivalente.

INGENIEURS COMMERCIAUX grands comptes

à Paris - Lille - Rouen - Marseille.

Vous avez une formation HEC, ESSEC, ESC, Ingénieur.

Vous avez une expérience de vente de produits informatiques chez un constructeur ou en SSCI, et une réussite prouvée « grands comptes ».

Votre âge : 35 ans environ.

Vous pouvez écrire à WANG France, Service du Personnel, Tour Galliéni I, 78-80 avenue Galliéni, 93174 Bagnolet Cédex.

WANG
Rendre le monde plus efficace.

média-system

ERIA ECA AUTOMATION

SOCIETES DE SERVICES ET CONSEILS EN INFORMATIQUE
(490 personnes, C.A. 100 MF)
partenaires d'un groupe industriel de taille internationale,
dans le cadre du développement de leur activité GESTION (production, stocks et approvisionnements, bancaire...) recherchent

chefs de projets informatiques

- + de 5 ans d'expérience
- ayant une grande connaissance des matériels IBM (CICS), CII - HB et la pratique des SGBD (Socrate, Total, IDS 2...)

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à ERIA ECA AUTOMATION
Service du Personnel
315, Bureaux de la Colline
92213 SAINT CLOUD Cedex

Analyste-Organisateur

135 - 150.000 F

Nous sommes le centre informatique d'une importante société industrielle située à GARONOR. Nous disposons d'un 3031 MVS, des logiciels VSAM, CICS, DL1 et mettons en place des Minis dans nos unités de production.

Vous avez acquis après vos études une expérience de trois à quatre années de l'informatique de gestion dans un environnement gros système et souhaitez aujourd'hui prendre une orientation nouvelle. Si vous avez le goût de la gestion de production (package à adapter sur notre mini), le sens des relations humaines et de l'organisation, qui constituent l'essentiel de votre mission auprès de notre usine, mais aussi le désir de ne pas vous éloigner complètement du terrain, en participant à la réalisation de projets dans notre site principal, vous êtes l'homme que nous cherchons.

Des déplacements fréquents, dans l'Yonne, sont à prévoir.

Nous vous remercions d'écrire à Marie-Madeleine LE CORRE sous réf. 1162.

INFORAMA CARRIERES 7 rue Pasquier 75008 Paris
Lyon - Lille - Toulouse

Entreprise internationale T.P.
recherche pour
Secteur Pétrolier - Pétrochimie
Contrats clés en main

Ingénieur électricien Bureaux d'études

Pour diriger, sous-traiter, coordonner, contrôler les études d'électricité, d'instrumentation, de télécommunication et de protection cathodique.

Nous recherchons un cadre expérimenté ayant dans ces domaines une solide formation et une expérience de chantier et de mise en route des installations sur le site.

La langue anglaise est nécessaire ainsi que la disponibilité pour des déplacements à l'étranger depuis le siège de Paris.

Les dossiers de candidature seront traités sous la référence 313 K, par

claude debray conseil
78, rue Olivier de Serres 75739 Paris Cédex 15

STIM

SOCIETE DE PROMOTION IMMOBILIERE
D'IMPORTANCE NATIONALE

Filiale du Groupe BOUYGUES
recherche pour son siège à PARIS

CHARGÉ D'AFFAIRES

PROSPECTION FONCIERE et MONTAGES,

responsable de la recherche de terrains en Région Parisienne et du suivi des projets jusqu'au permis de construire.

Diplômé d'études supérieures il possèdera si possible plusieurs années d'expérience.

Adresser votre C.V., avec photo et prétentions
sous référence CA/PF à :
STIM - Direction du personnel
129 Rue de l'Abbé Groult - 75015 PARIS

GLAENZER SPICER

IMPORTANTE SOCIÉTÉ de MÉCANIQUE AUTOMOBILE située à POISSY (78)

recrute pour son
Département recherche appliquée-Développement

INGÉNIEURS-MÉCANICIENS

De formation technique et scientifique intéressés par :
- Calculs de mécanisme (cinématique, dynamique, résistance etc...).
- Dessins de conception, mise au point, essais.

Le poste est évolutif pour un candidat fortement motivé.

Ecrire avec C.V. *photo et prét.* au Chef du Personnel,
10, rue J.-P.-Timbaud, 78301 POISSY.

SOCIÉTÉ DE SERVICES ET DE CONSEIL EN INFORMATIQUE
filiale du groupe I.E.

I.E. MINISYS

conçoit et réalise des systèmes de gestion sur mini-ordinateurs.

Ce secteur connaît une expansion rapide et nos objectifs sont ambitieux (et réalistes).
Nous souhaitons recruter des hommes et des femmes

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

débutants, pas nécessairement formés à l'informatique.
Après une session de formation commençant le 20/07/81 (initiation - langages - apprentissage sur minis...), ils seront intégrés à une équipe jeune entraînée, constituée d'ingénieurs de leur niveau et intervenant chez nos clients (*PME et grandes entreprises*).
La diversité des problèmes qu'ils auront à résoudre et la possibilité offerte par notre activité d'en assumer l'entière responsabilité leur permettront d'acquérir rapidement des compétences élevées.

Les candidatures, accompagnées d'un CV et d'une photo sont à adresser sous la référence 459 à

I.E. MINISYS S.A.
Service Recrutement - 9, rue Alfred-de-Vigny - 75008 PARIS.

GROUPE

HAVAS CONTACT

هكذا من الاصل

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	65,00	76,44
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,00
IMMOBILIER	43,00	50,57
AUTOMOBILES	43,00	50,57
AGENDA	43,00	50,57
PROP. COMM. CAPITAUX	120,00	141,12

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.	Le mm/col. T.C.
OFFRES D'EMPLOI	37,00	43,52
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,76
IMMOBILIER	28,00	32,93
AUTOMOBILES	28,00	32,93
AGENDA	28,00	32,93

OFFRES D'EMPLOIS

IBM

télécommunications

Après une formation ENST, vous avez acquis quelques années d'expérience dans les techniques de commutation et de transmissions numériques.

IBM France vous propose de les valoriser chez elle, à Paris. L'informatique dont vous avez peut-être déjà l'expérience, serait un atout.

Nous vous offrons une réelle possibilité d'évolution de carrière et vous demandons mobilité et bonne connaissance de l'Anglais.

Ecrire sous référence T/05 à :
J.P. ASTOR - Compagnie IBM France
Département Recrutement - 2, rue de Marengo - 75001 PARIS.

Nous sommes un groupe multinational de sociétés d'engineering et de construction, opérant en Europe, au Moyen-Orient et aux Etats-Unis.
Nos réalisations : centrales électriques, stations de dessalement d'eau de mer, autoroutes, installations portuaires, terminaux d'aéroport, hôtels, immeubles...
Pour faire face à une croissance très rapide, nous recherchons notre

manager of expediting
180 000 +

Au quartier général du groupe, situé à PARIS, il aura la responsabilité de l'équipe (10 personnes) chargée du suivi/relance de nos achats.
Ceux-ci ont représenté en 1980 un montant de 200 millions de dollars environ.
Agé de 35 ans au moins, le candidat idéal a une dizaine d'années d'expérience technique et administrative des achats, acquise de préférence dans une société de construction internationale.
Il a en outre déjà fait la preuve de son sens développé de l'animation des hommes et maîtrise parfaitement la langue anglaise.
Les possibilités d'évolution de carrière sont à la mesure de l'expansion internationale de notre groupe.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature, en anglais, sous la référence 4723, à SOGEX, Direction du Personnel, 15-25 boulevard de l'Amiral Bruix 75116 Paris. Discrétion assurée

SOGEX

média-system

---

le centre national d'études des télécommunications
à ISSY-LES-MOULINEAUX
recherche

INGENIEUR
CHERCHEUR OU UNIVERSITAIRE,
pour participer à ses études de langage de spécification : définition des concepts du langage, développement et expérimentation des outils de génie logiciel associés.
Expérience souhaitée : e méthode de conception de logiciel e techniques avancées de construction et validation de programmes.

INGENIEUR ELECTRONICIEN
ETUDES DE COMMUTATION
Une première expérience dans la conception de circuits pour l'électronique rapide (Radar, Télécommunications hertziennes, instrumentation scientifique) est souhaitée, ainsi qu'un goût prononcé pour la technologie.
Anglais lu et parlé.

Adresser votre candidature avec C.V. détaillé, références, prétentions *(en mentionnant votre n° de téléphone)* à :
CNET - CENTRE PARIS-A
Division "Centres et Logiciels de Commutation"
38/40, rue du Général Leclerc - 92131 ISSY-LES-MOULINEAUX.

GENERALE SUCRIERE

3 Milliards de CA. 7 établissements en France, cherche pour son **siège PARIS**,

ESSEC, ESCP
ou INA + formation complémentaire commerciale

35 ans environ

ADJOINT À LA DIRECTION BETTERAVIERE

il aura dans un premier temps à mener des études économiques et de marketing et à participer à l'élaboration et au suivi de la politique betteravière près des différents établissements.

Homme d'études et de contact à la fois, il doit impérativement avoir une expérience commerciale acquise dans le milieu rural (coopératives, négoce ou industries agro alimentaires).

Sa réussite à ce poste lui assurera des possibilités de carrière très attractives.

Les candidatures (lettre manuscrite, C.V. détaillé sous réf. 2058-M), précisant le délai de disponibilité et la rémunération actuelle, seront étudiées avec la discrétion d'usage par

a. et j. ourlin CONSEILS DE DIRECTION
47, AV. ALSACE-LORRAINE
92160 ANTONY

CSNCR CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT



GROUPEMENT FRANÇAIS D'ASSURANCES
C.A. 567 millions (450 personnes)
recherche

JURISTE
responsable du contentieux général

Conseiller de la Direction générale, il assumera la responsabilité du Contentieux général et interviendra dans le Secrétariat des Assemblées et conseils des Sociétés du Groupe.

L'évolution du Groupe exige que le candidat puisse justifier à la fois des connaissances requises par la fonction (licence en droit et/ou diplôme de l'École des Impôts) et d'une excellente pratique du droit des Sociétés et du droit fiscal.

Une bonne connaissance de l'anglais serait un atout supplémentaire.

Env. curriculum vitae manuscrit + photo + prétentions s/n° 8.449 « le Monde » Pub.
5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

INTERTECHNIQUE
AERONAUTIQUE - ESPACE - INFORMATIQUE
recherche

1) Pour le département Informatique :
UN INGÉNIEUR INFORMATICIEN (Débutant ou confirmé) (RÉF. DI-30).
Rattaché au Directeur du Département, il sera chargé, en liaison avec les services techniques et commerciaux, de la conception de la documentation technico-commerciale en utilisant le système informatique de traitement.
Ce poste de responsabilités constitue un très bon complément de formation aux produits informatiques.
Connaissance de la langue anglaise appréciée.

2) Pour son activité informatique d'instrumentation :
DEUX JEUNES INGÉNIEURS D'APPLICATION, (RÉF. DE-31).
Grandes écoles, ayant un ou deux ans d'expérience et une connaissance des techniques du traitement du signal ou de la physique nucléaire et des langages de programmation BASIC et FORTRAN pour le développement d'applications en instrumentation.

Nombreux avantages sociaux par accord d'entreprise, dont prime de fin d'année.
Restaurant d'entreprise.

Adresser curriculum vitae avec prétentions, en précisant *la référence de l'annonce*, à la Direction du Personnel, INTERTECHNIQUE 78370 PLAISIR.

INTERTECHNIQUE - 78370 - PLAISIR

---

audit
CABINET INTERNATIONAL

recherche

jeunes diplômés grandes écoles commerciales (HEC, ESSEC, ESCP)

Nous offrons un travail en équipe, une formation aux techniques d'audit par cours, séminaires et stages à l'étranger.

Requis : au moins 2 certificats du DECS *ou équivalent*, bonnes connaissances de l'anglais.

Envoyer le plus rapidement possible C.V. détaillé (avec N° de téléphone) à I.C.A. sous réf. 4052-M qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising 3 RUE D'HAUTEVILLE - 75010 PARIS

MULTINATIONALE FRANÇAISE
recherche

Un ingénieur confirmé
pour son département
MATERIEL MÉDICAL

- Dépendant du Directeur du Département, il a la responsabilité complète d'une des trois divisions, se consacrant à la recherche et la fabrication d'appareils de haute technicité destinés à l'usage médical.
  Ses principales charges seront :
  — organisation du service, études et développement
  — contrôle de la fabrication, animation d'une équipe de 15 personnes dont 4 ingénieurs
  — élaboration du budget et préparation du plan de la division
- Les candidats sont de formation généraliste (type Arts et Métiers) et ont une expérience d'une dizaine d'années en électronique et électrotechnique.
  Ils doivent faire preuve de qualités indiscutables d'animation et d'imagination et parfaitement maîtriser la langue anglaise.
  Il existe de réelles possibilités d'évolution au sein du groupe.

Adresser CV + photo à N° 1296 TELEX PA
34, bd Haussmann, 75009 PARIS qui transmettra

---

organisation et informatique bancaires la banque, aujourd'hui et demain

SOPRA, l'un des premiers groupes français d'ingénierie informatiques, développe depuis plus de 10 ans des systèmes d'informations pour les banques.
Nos références nous donnent une crédibilité certaine auprès d'une clientèle qui nous renouvelle constamment sa confiance.
Nous continuons à croire à l'expansion de nos activités bancaires grâce à notre adaptation continue aux techniques nouvelles en matière de banque.
Vous êtes un praticien des techniques bancaires, organisateur ou informaticien, votre avenir est dans notre division banque pour concevoir et mettre en place les systèmes bancaires du futur.

Ecrivez-nous en joignant votre photo, CV et prétentions sous référence 428/M à SOPRA Recrutement, 90 rue de Flandre, 75019 Paris.

SOPRA
ingénierie des systèmes d'information

média-system

Chef de Produit H/F
Activités liées à l'horticulture

Notre client, un des tout premiers papetiers français de dimension internationale crée pour renforcer une de ses divisions un poste de **CHEF DE PRODUIT.**

Rattaché au Directeur des ventes, il aura après une période d'intégration et de formation, l'entière responsabilité de sa ligne de produits dont il assurera la commercialisation : optimisation de la gamme, conception de nouveaux produits, liaison avec la production, négociation avec la clientèle, suivi administratif et technique, définition des politiques marketing et commerciale. L'exportation d'une partie de la gamme est prévue à terme.

Le candidat que nous recherchons, **intéressé par l'horticulture**, est de formation supérieure commerciale ou agronomique.

Il est âgé de 30 ans au minimum. Outre ses qualités de négociateur et de gestionnaire qu'il aura prouvé au cours d'une première expérience professionnelle, il doit faire preuve d'une bonne réceptivité aux problèmes techniques. La rémunération sera fonction de l'expérience.

*Le poste est situé à **Paris** et comporte des déplacements en Province.*

De réelles possibilités d'évolution existent au sein du groupe.

Jean-Louis MUTTE vous remercie de lui faire parvenir votre C.V. + prétentions sous la référence 242/3

Beckwell
9, rue Beaujon - 75008 PARIS
Amsterdam, Francfort, Hambourg,
Londres, Los Angeles, New York, Paris

MEDIA BA

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

Vous avez acquis une expérience d'audit, en entreprise ou dans un cabinet
OU
sur le point de terminer le cycle d'études d'une Ecole Supérieure de Commerce et vous êtes attiré (e) par l'audit et la révision

PHILIPS

vous propose de rejoindre son

DEPARTEMENT d'EXPERTISE COMPTABLE INTERNE

- Vous participerez, au sein d'équipes légères, à l'audit préventif et à la révision des filiales françaises du Groupe ;
- La fonction comporte des déplacements tant sur la Région Parisienne qu'en Province ;
- Le dossier des candidats souhaitant poursuivre leurs études vers l'expertise comptable sera examiné avec un intérêt particulier.

Adresser votre curriculum vitæ manuscrit avec une photo et vos prétentions à : Cie Fse PHILIPS D.E.C.I. - 9, Cité Paradis 75481 PARIS CEDEX 10.

L'avance technologique et la fiabilité, deux points forts de la Sfena !

Leader des équipements aéronautiques européens (instruments de navigation, systèmes de pilotage automatique BOEING - AIRBUS - MIRAGES), la SFENA (2 700 personnes, 1 milliard de C.A. en 1981) est également constructeur de Systèmes de Test Automatique et de Systèmes Informatiques.
Elle recrute des INGÉNIEURS diplômés de Grandes Ecoles ou d'Université.

• Ingénieurs d'Etudes et Développement

Ils auront à concevoir et mettre au point des systèmes de Pilotage Automatique avion et hélicoptère. (Réf. I/087)

• Ingénieurs Electroniciens

Certains prendront en charge le développement de systèmes complexes mettant en jeu les techniques les plus avancées (multi-processeurs, automates microprogrammés). (Réf. I/088)

D'autres se verront confier la conception et la réalisation d'un moniteur T.V. (Réf. I/089)

• Ingénieurs Opticiens

Ils prendront en charge l'étude de systèmes à Inertie Sans Plateforme et le développement de systèmes de visualisation de planches de bord. (Réf. I/090)

• Analystes d'Applications Informatiques

De formation MIAGE, ils assureront les études, la réalisation et les tests d'application. (Réf. I/091)

• Ingénieurs Informaticiens

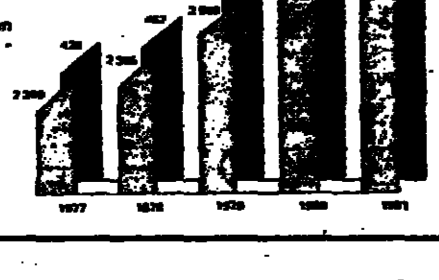
Ils auront pour mission la définition et l'étude de logiciels de base d'une famille de Systèmes de Test Automatique de haut de gamme utilisant des langages de haut niveau. (Réf. I/092)

****

Merci d'adresser votre candidature (lettre, C.V., photo et prétentions) en précisant la référence du poste choisi à SFENA - Gestion des Cadres - B.P. 59 - 78141 VELIZY-VILLACOUBLAY Cedex.

SFENA 

En noir, C.A. en millions de francs.
En grisé, effectif.



SYSTEMA

correspondant d'un grand groupe international de conseil et de services (15.000 personnes, 80 pays) recherche

INGÉNIEURS INFORMATICIENS

(MIAG, Ecoles d'ingénieurs, Grandes Ecoles) ayant quelques années d'expérience et susceptibles de mener, tant en France qu'à l'étranger, toute action de conseil (étude préalable, cahier des charges, schéma directeur) et l'encadrement de projets de réalisation.

Adresser C.V. et prétentions à SYSTEMA Tour Maine-Montparnasse, 75755 Paris Cedex 15.

Société services recherche

INGÉNIEURS INFORMATICIENS

Poste 1 : temps réel, mitra, solar, commutation.
Poste 2 : asservissements, calcul scientifique.

BIO 53, rue Fondary, 75015 Paris, 577-93-66.

Association cherche

ÉDUCATEUR SPÉCIALISÉ

(diplômé d'éducation) pour activités prévention. Secteur très proche banlieue sud-ouest.
Tél. 638-09-10 tous les jours sauf dimanche et lundi, de 15 h à 18 h samedi de 9 h à 19 h.

ASSOCIATION PARIS-15e s'occupant d'adolescents cas sociaux recherche pour son siège 15e

COMPTABLE

titulaire BTS. Poste à pourvoir immédiatement. Tél. le 20 mai pour rendez-vous les 21 et 22 mai au 828-89-89.

Recherche jeune fille AU PAIR pour 2 fillettes (7 et 8 ans). A partir de mi-juin 81. Ursula Schlenker, Mainstr. 4, D 6239 Kriftel.

CENTRE DE FORMATION PRIVÉ DE TOURISME recherche pour Paris

PROFESSEURS

Ayant déjà enseigné pour le BTS de Tourisme. Option accueil et option production/vente. Discipline : géographie, histoire de l'Art économie touristique en vacation ou temps partiel.

Envoyer CV sous nº 888887 M à Régie-Presse 85 bis, rue Réaumur 75002 Paris qui transmettra.

Importante Entreprise

LEVALLOIS (PRÈS MÉTRO)

recherche pour son SERVICE MÉTHODES

DES PRÉPARATEURS en MÉCANIQUE GÉNÉRALE

Titulaire d'un B.T.S. ou D.U.T. Expérience appréciée de quelques années d'atelier et des méthodes adaptées à la fabrication de petites et moyennes séries.

Ecrire avec C.V. détaillé et prét. à THOMSON C.S.F., Service Recrutement, 53, rue Greffulhe, 92300 LEVALLOIS.

LABORATOIRE DE RECHERCHE SPATIALE

L.P.S.P. — C.N.R.S.

B.P. nº 10
91370 VERRIÈRES-LE-BUISSON
recherche

CADRE ADMINISTRATIF

Plus spécialement chargé de la gestion administrative du laboratoire :
- Gestion financière, passation de marchés, établissement budgets, gestion du personnel, gestion matériel et locaux.

La personne recherchée doit avoir de bonnes connaissances en droit administratif ainsi que de bonnes connaissances techniques.

Des connaissances de technique PERT de gestion sont souhaitées.

Le dynamisme, l'esprit d'équipe et le sens des contacts humains sont des qualités essentielles qui seront déterminantes lors d'un choix final du candidat.

Connaissances de l'anglais indispensable.

SOCIÉTÉ SERVICES INFORMATIQUES

QUARTIER ÉTOILE

recherche

INGÉNIEURS GÉNIE CIVIL

1. L'un avec formation complémentaire type CHEC souhaitée pour calcul des structures.
2. L'autre avec formation complémentaire type IAE souhaitée par applications de devis, métré, suivi de chantiers.

Envoyer C.V. avec photo et prét. nº 18.011 M, BLEU, 41, avenue du Château, 94300 Vincennes.

Pour Ajaccio Vieille Ville, cherche PIZZAIOL pour pizza au feu de bois. Place à l'année. Ecrire s/nº 6127 le Monde Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

SFIM

SOCIETE DE FABRICATION D'INSTRUMENTS DE MESURE
91 MASSY

recherche

AT3 - ATP ELECTRONICIEN

pour études d'intégration.

Expérience en techniques digitales et microprocesseurs.

AT2 ELECTRONICIENS

Débutants ou première expérience. BTS - DUT ou équivalent.

Ecrire avec C.V. et prétentions Service du Personnel B. P. 74 - 91301 MASSY

Publicités Réunies

Société multinationale recherche

ASSISTANT-CONTROLER DES CONCESSIONNAIRES

MISSION :
- Mise en place et audit de la comptabilité anglo-saxonne chez les concessionnaires.
- Mise en place de systèmes informatiques.
- Analyse des résultats.
- Formations du personnel comptable.

PROFIL :
- Formation Grandes Ecoles (ESSEC, HEC, Sup/ de Co...) DECS apprécié.
- Expérience professionnelle : 2 à 3 ans dans un cabinet d'Audit anglo-saxon ou service financier d'une société multinationale.
- *Anglais souhaitable.*

Cette fonction implique de fréquents déplacements en province.
Merci d'adresser lettre manuscrite, curriculum vitae *rémunération* actuelle à Monsieur J.-C. Mary-Dosne - CLARK CREDIT FRANCE - Tour Mercuriales, 40, rue Jean-Jaurès, 93170 BAGNOLET.

ETABLISSEMENT FINANCIER de dimension internationale recherche un

chef de projet

chargé, dans le respect des plans et budgets établis,
- de concevoir un système automatisé de gestion en temps réel et bases de données,
- de le faire réaliser par une équipe d'analystes-programmeurs,
- de le mettre en place et d'assurer l'assistance technique aux utilisateurs dans les départements concernés.

Les candidats recherchés, de formation supérieure obligatoirement, doivent posséder une expérience minimum de quatre ans de la conduite de projets informatiques importants.

Adresser CV + photo + salaire, en précisant bien la référence AL 151 M à :

CARRIERES SERVICES — Groupe CGB
9, rue de la Paix - 75002 PARIS — Conseil

SOCIÉTÉ NATIONALE DES POUDRES ET EXPLOSIFS

CENTRE de RECHERCHES du BOUCHET (91710 VERT-LE-PETIT)

recrute

UN INGÉNIEUR EN MÉCANIQUE DES SOLIDES

Grandes Ecoles ou doctorat 3e cycle

Au sein d'une équipe de calculs scientifiques, il sera responsable d'études générales en mécanique du solide, concernant des programmes d'éléments finis dans les domaines non linéaires.

Une première expérience est souhaitée.

Référence à rappeler I.M.I. 81/05.

Envoyer C.V., lettre manuscrite et prétentions.

TRANSPORTS MARITIMES

Société à vocation internationale

recherche pour siège PARIS

ASSISTANT MARKETING

débutant ou 1 an expérience
BILINGUE ANGLAIS
ESC Province ou équivalent
pour contacts et coordination clientèle et milieux maritimes

Ecrire avec C.V. et prétentions sous réf. 18313 M à BLEU Publicité 17, rue du Docteur Lebel 94300 VINCENNES.

BANQUE

QUARTIER MONTPARNASSE

recherche

UN INSPECTEUR DE BANQUE CLASSE VI

MISSION :
Ce cadre aura à réaliser des missions de contrôle et/ou d'assistance dans les services du siège et en Province.

PROFIL RECHERCHE :
- Formation supérieure.
- 2 ans minimum d'expérience dans cette fonction.
- Esprit constructif.

Envoyer curriculum vitae + photo + prétentions de salaire sous référence nº T 027157 M à Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

PMI DE RÉPUTATION MONDIALE

pour le matériel de fermentation en biotechnologie cherche

pour agrandir son service technique et commercial

JEUNE FEMME AMBITIEUSE ET DYNAMIQUE

Formation INSA Toulouse ou équivalent.
Anglais indispensable.

Env. C.V. avec photo à :
Mme LEONARD
Biolaffite
111, boulevard Robespierre, 78300 POISSY.

ÉTABLISSEMENT FINANCIER

recherche pour son département clients

UN ASSISTANT DE GESTION

Jeune diplômé (HEC, ESSEC, Sc. Po., Dauphine) anglais courant.
Il lui sera confié après une période de formation d'un à deux ans, la responsabilité d'un portefeuille clients France et Export.

Adresser C.V. détaillé, photo et prétentions, réf. VK à : CRÉDIT FACTORING INTERNATIONAL S.A. Service du Personnel, 23, rue Ganneron, 75018 PARIS.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE (PARIS-OUEST)

C.A. annuel 1 milliard de francs
EFFECTIF : 1.600 personnes dont 400 cadres.

recherche

SON CHEF DU PERSONNEL

Les candidats devront avoir une expérience d'une dizaine d'années et la bonne possession de l'ensemble des aspects de la fonction, y compris la délégation à l'étranger.

C.V. à *adresser avec photo et rémunération,* sous référence 1949 à :
ETRAVE, 38, avenue Daumesnil, 75012 PARIS, qui transmettra.

SOCIÉTÉ NATIONALE DES POUDRES ET EXPLOSIFS

pour son CENTRE de RECHERCHES

recrute

UN INGÉNIEUR

GRANDE ÉCOLE ou UNIVERSITAIRE CONFIRMÉ

- Le candidat débutant ou ayant quelques années d'expérience aura une formation à prédominance physique et sera chargé de faire des recherches basées sur la mesure de grandeurs physiques pour caractériser les produits de la Société.
- Connaissances indispensables en électricité, électronique et thermodynamique.

Adresser C.V. et prétentions s/nº 97.569. CONTESSE PUBLICITÉ, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

SOCIÉTÉ INGÉNIERIE PÉTROLE

Région parisienne

recherche

pour son service instrumentation

UN DESSINATEUR PROJETEUR

Expérience ingénierie indispensable
Bonne connaissance de l'anglais

Envoyer C.V. + prétentions sous nº T 027031 M à RÉGIE-PRESSE, 85, rue Réaumur, 75002 Paris.

SOCIÉTÉ INGÉNIERIE PÉTROLE

Région parisienne

recherche

UN INGÉNIEUR INSTRUMENTISTE

Expérience ingénierie indispensable
Bonne connaissance de l'anglais

Envoyer C.V. + prétentions sous référence nº T 027096 M à RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

TECHNICIEN (IENNE)

Quelques années expérience synthèse organique pour Centre recherche proche Petit-Clamart.

Envoyer C.V. et lettre manuscrite nº 40.630 HAVAS-CONTACT, 156, boulevard Haussmann, 75008 PARIS.

---

secrétaires

Importante Société Industrielle recherche pour son Siège Social à BOULOGNE (92)

une secrétaire bilingue

FRANCAIS-ANGLAIS

Ce poste peut se révéler particulièrement intéressant pour une candidate vive et dynamique, ayant une bonne pratique de la sténo et de la dactylo, car des travaux dépassant le cadre du secrétariat pourraient alors lui être confiés.

Des connaissances juridiques seraient un avantage.

Envoyer rapidement votre C.V., prétentions et photo à N. 1099 - PUBLICITES REUNIES 112, Bd Voltaire - 75011 Paris

---

ENTREPRISE Quartier des Halles *recherche*

SECRÉTAIRE COMMERCIALE EXPÉRIMENTÉE

35 ans minimum. Grande disponibilité. Habitant Paris ou très proche banlieue. Méthodique, aimant les chiffres, sténodactylo. Libre le 30 juin 1981.

Ecrire sous *référ.* 1.184 à : SOURCES 16, rue Jean-Jacques-Rousseau, 75001 Paris, qui transmettra.

Entreprise recrute

SECRÉTAIRE STÉNODACTYLO

- 40 ans minimum.
- Expérience professionnelle.
- Niveau BAC.
- Connaissance anglais.
- Discrétion et sérieux indispensables.

Envoyer C.V. et photo à RÉGIE-PRESSE nº T 027.076 M., 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

---

conseils en carrière

CADRES A LA RECHERCHE DE VOTRE 2e SOUFFLE

Le poste que vous avez accepté hier, le reprendriez-vous aujourd'hui ? Si, au fond de vous-même, c'est non, ne vous y résignez pas.

Nous aidons les cadres dirigeants à trouver leur deuxième souffle. Nous sommes les conseils en *orientation les plus expérimentés en Europe.*

Notre méthode consiste tout d'abord en une analyse en profondeur de votre cas. Puis nous vous aidons à obtenir les contacts qui vous conduiront à l'emploi le plus conforme à vos désirs.

Pour une évaluation, confidentielle et sans frais, de vos propres possibilités de redéploiement, prenez un rendez-vous par téléphone ou par lettre avec un de nos conseils en orientation :
Frédérick Chusid,
50, rue Saint-Ferdinand, 75017 Paris.
Tél. 574.24.24 - 574.25.20.

Nous ne recrutons pas.

FREDERICK CHUSID & CO
Vous cherchez, nous vous aidons à trouver.

هكذا من الاصل

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	65.00	76.44
DEMANDES D'EMPLOI	17.00	20.00
IMMOBILIER	43.00	50.57
AUTOMOBILES	43.00	50.57
AGENDA	43.00	50.57
PROP. COMM. CAPITAUX	120.00	141,12

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	La mm/col.	La mm/col. T.C.
OFFRES D'EMPLOI	37.00	43.52
DEMANDES D'EMPLOI	10.00	11.76
IMMOBILIER	28.00	32.93
AUTOMOBILES	28.00	32.93
AGENDA	28.00	32.93

DEMANDES D'EMPLOIS

INGÉNIEUR I.D.N.
(29 ans)
Anglais lu, parlé, écrit.
3 ans d'expérience dans compagnie de services à l'étranger
recherche situation
ORIENTATION MÉCANIQUE
Région parisienne.
Ecrire s/n° 725 M à RÉGIE-PRESSE,
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transmettra.

ANCIEN DIRECTEUR DE LA PATROUILLE DE FRANCE
Etudie toute offre de collaboration.
Ecrire s/n° 3.406 *le Monde* Publicité,
5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

ATTACHE TECHNIQUE DE DIRECTION
38 a. Technico-commercial confirmé du tourisme, 18 ans expérience, recherche poste RESPONSABLE AGENCE Voyage ou TO. Ecrire réf. 1243 TELEX P.A., 34, bd Haussmann, 75009 PARIS qui transmettra

J.F. 25 ans, attachée de presse, relat. publ., communicat. entreprise, 5 ans expér., diplômée EFAP, anglais, espagn., cherche emploi urgent. Ecr. s/n° 6.126 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Jeune Français 28 ans
- 1re année BTS comptable ;
- 1re année licence Eco ;
- 4 années commercial ;
- Notions anglais.
Etudie toutes propositions d'emploi en Suisse.

M. PIGNET, 63, rue Denfert-Rochereau, 69004 LYON. Tél. (7) 829-01-92.

J.H. 22 ans, dégagé O.M., diplômé de l'École des Arts appliqués et des Métiers d'arts, cher. emploi décoration. 366-07-32.

EXPERT COMPTABLE
Grande expér., organisation, gestion, audit., assisterait à temps partiel importante PME. Ecr. s/n° T027121M, R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F. autrichienne, 22 ans, sérieuse, désirant apprendre français, cher. place au pair. Tél. Andrée WURSTBAUER 246-02-95.

MEMORIALISTE expertise comptable cherche emploi temps partiel entreprise ou cabinet sur Paris.
Ecr. s/n° T027063M, R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

BIBLIOTHECAIRE
Diplômes et références, cherche poste bibliothèque d'entreprise. Ecr. s/n° T027038M, R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Retour d'Amérique centrale JEUNE JOURNALISTE
Diplômé C.F.J. 77, expérience reportages, secrétariat de rédaction, direction artistique, étudierait toutes propositions. Ecrire s/n° 2.868 M à Régie-Presse, 85 bis rue Réaumur, Paris (2e).

SPÉCIALISTE TOURISME
Scandinave parlant couramment français, anglais, allemand, suédois, finnois, 28 ans, maîtrise marketing, 5 ans expérience organisation et promotion de voyages au plan européen et international, actuellement CHEF DE VENTE agence voyages à Londres, recherche poste nécessitant développement d'activités liées au tourisme. Cie aérienne en FRANCE, étudierait toutes propositions. Ecrire s/n° 94.178 à Contesse Pub., 20, av Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui tr.

Technicien radio-télévision confirmé, diplômé d'un institut de gestion recherche contrat à durée déterminé dans pays francophones. Ecrire s/n° 6.124 *le Monde* 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

BTS de publicité, connaissance anglais-allemand, j. h. 23 ans, cherche poste dans agence ou départ. publicité d'une entreprise. Ecrire s/n° 6124 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Ingénieur chimiste, très grande expérience importation, exportation (20 a.) bilingue français-espagnol, très bonnes notions d'anglais. Disposant d'un appartement à Buenos-Aires recherche place stable France ou étranger. Ecrire n° 97.218 CONTESSE Publicité 20, avenue Opéra, 75040 Paris Cedex 01.

CHEF SERV. ADMINISTRATION export, bilingue anglais, gestion commandes, logistique, toutes procédures, coordination banques, transports, douanes, etc. Compétent et efficace, rech. situation Paris, P.M.E. ou autres. Ecr. Clavier, 12, rue A.-Antoine, 75018 Paris. Tél. : 254-09-31

Ingénieur haut niv., 40 ans, spécialiste applications aluminium dans bâtiment expér. entrep. et négoce, étudierait toutes propositions responsabilités techniques commerciales ou marketing. Ecrire s/n° 3383 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

HOMME D'EXPERIENCE
Conseil en organisat. (10 ans). Directeur d'usine (4 ans). - Bonnes connaissances informatique, rech. poste collaborateur de direction. Ecrire n° 97.271 CONTESSE-Publicité, 20, Av. Opéra-75040 - Paris Cedex 01.

Pr avoir du personnel à temps part. tél. à : 326-77-51 Associat. protest. : 33, pl. MAUBERT-5e.

DIRECTEUR GÉNÉRAL
38 ans, rech. sa P.M.E. qu'il pourra développer ou sortir de « sa crise ». Faire offre sous n° 6932 à JEAN REGNIER PUBLICITE, 39, rue de l'Arcade, 75008 Paris, qui transmettra.

Femme quarantaine, références, ch. emploi mi-temps chez médecin : secrétariat, téléphone, réception. Tél. : 603-65-40.

J.F. maîtrise anglais, bonnes connaiss. espagn., initiation droit prep. agrég. anglais, esprit méthodique et précision aime travail groupe, étudie toutes prop. part., édit., presse, tourisme. Ecrire s/n° 3.408 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.F., bibliothécaire, documentaliste, expérience du travail administratif, licence psycho Paris cherche poste stable en rapport. Ecrire s/n° 6.111 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

CHEFS D'ENTREPRISE
L'Agence Nationale Pour l'Emploi
vous propose une sélection de collaborateurs :
- INGENIEURS toutes spécialisations
- CADRES administratifs, commerciaux
- JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

CADRE F. Responsable administratif et financier, 38 ans, D.E.S. droit commercial, I.A.E. Stages divers, anglais courant, 10 ans expérience financière. Très bonne connaissance crédit management, bonnes relations bancaires. Grande disponibilité pour voyager dans filiale.
RECHERCHE : situation similaire dans PME-PMI désirant développer ou créer service financier, Paris ou R.P. (Section BCO/JCB 53).

DIRECTEUR TECHNIQUE 40 ans, Canadien, bilingue anglais, allemand, bonne connaissance français, expérience gros matériel travaux publics, hydraulique, mécanique, électricité, moteurs, domicile Paris.
RECHERCHE : situation similaire (Section BCO/LA 54).

DIRECTEUR GÉNÉRAL 45 ans, bilingue anglais, français, 20 ans expérience commerciale et direction d'entreprise France-Canada-U.S.A.
RECHERCHE : direction générale ou commerciale ou export P.M. ou filiale (Section BCO/LA 55).

CADRE 33 ans, formation ingénieur ECAM + Gestion Dauphine, anglais et espagnol courants. Expérience : suivi d'affaires dans secteur engineering, études technico-économiques et financières, conseil. Qualités de gestionnaire. Disponible pour déplacements.
RECHERCHE : poste dans secteur études et conseil, planification, analyse d'investissements. Poste sur Paris, R.P. (Section BCO/LA 56).



ECRIRE OU TÉLÉPHONER :
12, rue Blanche, 75436 PARIS CEDEX 09
Tél. : 285-44-40, poste 33 ou 26.

L'immobilier

appartements ventes

1er arrdt

A 100 mètres des TUILERIES 5 P. 130 m² + balcon, calme et ensoleillé. ANJOU 266-27-55.

2e arrdt

OPÉRA - MONSIGNY
Studios et 2 P. aménagés dans bel immeuble restauré. Calme. Soleil. Asc. - Tél. : 261-27-45.

3e arrdt

BEAUBOURG, rue piéton, dans rénovat. exception. 4 P. tt cft 790.000 F. Tél. 346-68-10.

RUE DE SAINTONGE CHARME, VUE DÉGAGÉE 145 m² 6 P., 5e étage, asc. PARFAIT ETAT. DORESSAY - 548-43-94.

4e arrdt

QUAI BOURBON Magnifique Duplex 250 m² + jardin privatif, prix élevé justifié. Tél. 260-67-36 ou 260-67-66.

MARAIS
EXCEPTIONNEL
HOTEL CLASSE RÉNOVÉ
APPTS GRAND STANDING
Propriétaire. Tél. 563-88-70.

5e arrdt

PANTHÉON, 6 PIÈCES
Profession libérale. 550-34-00.

6e arrdt

BEAUX-ARTS
Très beaux appartem. restaurés 2-3 pièces calmes. - Soleil. Vue sur jardin. — 261-27-46.

Prox. ST-PLACIDE, 354-95-10 95 m², luxe, asc., box, soleil. VUE TOUT PARIS, 2 TERRASSES.

7e arrdt

7e GRAND STUDIO, confort cave. Prix : 385.000 F à débattre. URGENT. 233-27-50 et 236-86-29.

RUE MONTTESSUY
40 m², 2e ét., confort, chauffage individuel au gaz. 450.000 F. Tél. pour RV, 261-81.15 p. 489.

PART. VEND LIBRE
Appt 105 m² + chbre bonne, bel immeuble, angle avenue de Breteuil. Tél. 227-85-41, le matin. Agences s'abstenir.

GRENELLE-SAINT-DOMINIQUE
4 P. construction récente: Vue dégagée, soleil. ANJOU 266-27-66.

QUAI VOLTAIRE raffiné au calme luxueux 2 p., 55 m² 260-34-47.

8e arrdt

MADELEINE Bel imm. P. de taille, asc. 6-7 P. OCCUPÉES 1.100.000 F + Garage s/pl., 14 h à 18 h. 6, rue GREFFULHE - 504-81-63.

COURCELLES, grd standing TRÈS BEAU 6 pièces, 2 bains, lingerie, soleil, calme, bon plan. Eicher, 359-99-69.

RUE DE TURIN Appt 200 m², à rénover. 1.650.000 F. Tél. : 260-68-55.

EUROPE dans bel immeuble ancien pierre de taille, très Beau 150 m² 2 sanitaires 5 Pces belle chambre service (possib. prof. lib.) 1.530.000 F - Tél. 359-91-30.

ÉTOILE appt divisible 7 p. ppales, étage élevé, soleil, imm. p. de taille, grand stdg, 2 services. T. 551-68-39.

10e arrdt

Dans bel imm. angle rav., asc., plusieurs 3-4 P., tt conft. PROPRIÉT. 324-32-16 le matin.

11e arrdt

BASTILLE 135 m², à aménager. Prix intéressant. 272-40-19.

12e arrdt

INVESTISSEUR
près METRO, appts av. travx. Px de 235.000 à 300.000 F. 233-27-50 et 508-53-84.

Pr. PLACE DAUMESNIL
APPARTEMENT avec travaux 235.000, 255.000, 300.000 236-86-29 et 233-27-50.

AV. ST-MANDÉ Mo Nation bel immeuble ancien ravalé, entrée, séjour + salon, 2 chbres, cuisine, W.-C., salle de bains, soleil. Px 580.000 F. T. 345-82-72.

AV. GÉNÉRAL-MICHEL-BIZOT 90 m² à aménager, 3e étage sur verdure, soleil. Tél. : 240-40-19.

REUILLY Beau 2 pièces, sur cour, jardin à aménager. 272-40-19.

13e arrdt

RUE BOBILLOT
imm. moderne de très bon stand., 2 P., 62 m² dont gd séj. s. balc., cave et park. en s/sol. 560.000 F. SPEI, 589-01-01

Particulier vend grand studio, immeuble récent, calme, entrée, placards, w.-c., salle de bains, cuisine équipée, terrasse, jardin, parking. Téléphone : 580-77-80.

15e arrdt

15e PORTE DE VERSAILLES RÉCENT - SEUL A L'ÉTAGE 5 pces (3-4 chambres) 7e étage 8e étage, terrasse privée 90 m², Pkg. 1.100.000 - 532-66-10.

PLACE FALGUIÈRE (près) Immeuble récent BEAU 3 P., cuis., bains, double-exposition, balcon, 630.000. 322-31-75.

SUR VERDURE
Porte Versailles, près Métro beau 3/4 P., 92 m², cft, 2e ét. Parking, cave. - 336-17-38.

15e VUE imprenable SOLEIL SUR JARDIN - TERRASSE dble living, 4 chbres. 562-48-53.

Métro BOUCICAUT-LOURMEL
30, rue LACORDAIRE
Livraison juin 1981
Petit imm. très bon standing
STUDIOS ET 2 P. 34m² 54 m² + jardin privatif.
VRAI 3 PCES 78 m² + balcon
3 PIÈCES EN DUPLEX 86 m² + terrasse.
S/pl. mar., mer. 14 h. 30 18 h. 30 BEGI 267-42-06.

BON 15e réc. dern. ét., 88 m². Liv., 3 ch., 2 bns + BALC., TER. 16 m², parkg. 828-80-47.

16e arrdt

PLACEMENT
STUDIO, cuisine, salle de bains. CALME TRÈS CLAIR. Ascenseur. Prix 260.000 F. 322-31-20.

AUTEUIL Duplex 7e-8e étage, salon, atelier + 3 chbres, 130 m², balc., terrasse, soleil. Park. en locat., 500-78-65.

AVENUE VICTOR-HUGO
dans un immeuble de standing grand appt à rénover 10.000 F le m², usage professionnel possible. Tél. 260-67-36/260-67-66.

XVIe AUTEUIL
DANS IMMEUBLE MODERNE
1er ETAGE TRES CLAIR
LIVING + 3 CHAMBRES
Entrée, cuisine, 2 bains, nombreux placards. MOQUETTE ENTIEREMENT REFAIT NEUF.
PRIX 1.095.000 F
MARDI, MERCREDI, 14 h à 18 h. 4, RUE DE L'ABBÉ-ROUSSEL, ou tél. : 723-91-22.

17e arrdt

Batignolles, BEAU 100 m² de CHARME sur JARD. et rue 3e ch., serv. 820.000 F. 296-00-45.

PEREIRE, immeuble p. de taille, ét., lux., living double, 56 m², balcon. 550.000 F. 555-01-61.

PIERRE-DEMOURS
2 p.-cuis., w.-c., bains à instal., 5e ét. 290.000 F. 325-77-33.

TERNES près, 2 pces cuisine w.-c., bains à installer, 4e ét. 325-77-33.

18e arrdt

57, RUE DU POTEAU
Dans résidence 70, beau 3 p. tt cft avec terrasse, vue Sacré-Cœur, 8e ét., asc., 700.000 F. Visite sur place les 19 et 20, de 14 heures à 18 heures ou 257-03-03.

Deux 2 P., Place du TERTRE caractère, tout cft. 40m², Duplex et 50 m² avec terrasse SIIF. 550-34-00.

MONTMARTRE duplex, 5e et 6e ét., gd séj., poutres apparentes, cuisine, équipée, chbre + autre pièce, s. de bains, 2 w.-c., vue sur Sacré-Cœur et tout Paris. Except. 820.000 F. 874-26-88.

19e arrdt

BUTTES-CHAUMONT
Propriétaires vend
MAISON 7 PIÈCES, 160 m².
Soleil, calme, terrasse, caves, garage, 1.300.000 F. Etat parfait. Tél. 205.39.40.

20e arrdt

R. SAINT-BLAISE
IMM. récent SEJ., 2 chbres, 70 m², balc., dernier étage. Prix : 480.000 F. Jean FEUILLADE. 566-00-75.

78 - Yvelines

HOUILLES, 1,5 km gare, 5' autobus, petit immeuble 1960, appt 3 pièces 55 m², 1er étage, 2 chambres, séjour avec balcon, moquette, cuisine aménagée, salle de bains, w.-c., séchoir, chauffage central collectif. Cave, tél., box. Libre septembre 1981. 320.000 F. - Tél. le soir au 968-33-89. Agences s'abstenir.

VERSAILLES Rive Droite de part à part., except. imm. récent, grand standing, dernier étage, 130 m² + 170 m² de terrasse décorée, 2 salles de bains, lingerie, cheminée, 2 parkings, cave. 1.580.000 F - 951-62-56.

92 Hauts-de-Seine

NEUILLY-SABLONS
Mod. Séjour, 3 ch., 2 bains, 2e ét. 115 m², impeccable. MICHEL & REYL 265-90-05.

SAINT-CLOUD dans verdure
Petite résidence 78 m², double séjour, 2 chambres, belle cuis. équipée, nombreuses penderies, clair, soleil. 266-56-50.

BOULOGNE RÉSIDENTIEL
115 m², vaste réception, 2 chambres, balcon, parking. 1.080.000 F. 100, avenue Jean-Baptiste-Clément merc., jeudi, 14 h. à 18 h., Tél. : 705-82-65.

GARCHES proximité du centre, 93 m² en duplex avec terrasse, très belle vue, calme, soleil. Px 750.000 F. T. 741-58-46.

NEUILLY SAINTE-CROIX.
Charme de la Rive Gauche, 64 m², liv. + chbre. 550.000 F., Matin, Tél. 577-80-10.

Province

FRÉJUS. Particul. vend 3 pièces, jardin privatif reposant, salle d'eau, salle de bains, 2 w.-c., cuisine équipée, standing, parking. Téléphone H.R. (94) 51-37-13 et le soir après 20 heures.

SUR HAUTEUR DE NICE
(FABRON) résidence récente, piscine, tennis, 3 p., luxueuse prestation, calme, ensoleillé, vue sur la mer. Prix : 850.000 F. FICHIER CENTRAL DE LA CONSTRUCTION 11, rue de Rivoli, 06000 NICE. Téléphone : (93) 88-69-24.

Etranger

U.S.A.
Votre résidence secondaire dans zones privilégiées des U.S.A. : studios, appartements et terrains à bâtir, à partir de
20.000 US $.
Ec. FINACCOUNTING, réf. US/MD, 40, r. Rhône - CH 1204 Genève

locations non meublées offres

Paris

SS COMMISSION - Val-de-Marne 25 mn de l'Opéra par R.E.R.
BOISSY Immeuble neuf grand standing SAINT-LEGER - Dans verdure Studios 1.000 F - 2 P. 1.600 F Cuis. équipée - 608-11-64.

3, AVENUE RODIN
Très beau 5/6 p., 2 salles de bains, chambre de service. 7.700 F + ch., 14 h à 15 h Mercredi 20, sur place.

PARIS-20e
SANS COMMISSION
Immeuble pierre de taille tout confort. 1re occupation.
5 PIÈCES 106 m², loyer 3.010 F charges 691 F, parking 175 F. S'adresser au gardien, 157 boulevard Davout de 11 à 12 heures. Tél. 588-82-82.

39, rue d'ARTOIS, très agréable studio, confort, immeuble moderne, calme, 1.500 + charges. Tél. matin, SEGECO 522-69-92.

JASMIN, maison particulière, dans cour d'immeuble, 150 m² sur 3 niveaux, ascens. Refait à neuf. 7.300 F net. Tél. 337-88-14.

QUAI AUX FLEURS, RAVISSANT 2 PCES, tt confort. Caractère calme, soleil. Téléphone. 2.500-222-48-86.

locations non meublées demandes

Paris

Recherche bel appartement 2 à 3 chambres pour client. Tél. : 526-92-13.

Région parisienne

Pour Stés européennes, cherche villas, pavillons, pour cadres. Durée 2 à 6 ans - 283-57-02

locations meublées demandes

Paris

H. INTERNATIONAL
recherche pour BANQUES ETRANGERES et DIPLOMATES appart. et maisons Paris et Ouest résidentiel. Vide ou MEUBLÉ - LOCATION ou ACHAT - Tél. : 555-84-23.

SERVICE AMBASSADE
pour cadres mutés Paris rech. du STUDIO au 5 P. LOYERS GARANTIS par Stés ou ambassades - 285-11-08.

EMBASSY SERVICE
8, av. de Messine, Paris-8e rech. pour clientèle étrangère et diplomates, APPTS, HOTELS PARTIC. et VILLAS Paris ou ouest résidentiel 562-78-99

immeubles

25, rue CURIAL R. + 5 d'angle 1/3 libre. Commun et toit refait neuf. Urgent. 563-91-48

RECH. DIRECTEMENT ou par intermédiaire, imm. de rapport, Paris ou banl. imméd., paiem. comptant. Discrét. assurée. CLARIDE II, rue Amiral-d'Estaing, 16e. 720-18-81.

appartements achats

RECHERCHE 2 à 4 Pièces, Paris, préf. 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 9e, 4e, 12e, av. ou sans travx. PAIEM. CPT CHEZ NOTAIRE. Tél. 873-23-55, même le soir.

JEAN FEUILLADE, 54, av. de La Motte-Picquet, Paris (15e), 566-00-75, recherche Paris 15e et 7e pour bons clients appts ttes surf. et immeub. Paiem. compt.

ACHÈTE comptant chez notaire 3-4 pièces Paris. - Bon quartier Mme LEULIER : 261-38-78 ou le soir : 900-84-25

ACHÈTE COMPT. PARIS
BON QUARTIER - URGENT STUDIO - Tél. : 873-20-67.

terrains

100 KM OUEST
entrée ville, 25.000 habitants, 70.000 m². TERRES 1re classe, toutes viabilités IDEAL pour activités AGRICOLES ou SPORTIVES. Permis construire. Conditions exceptionnelles, 10 F le m². Téléphoner heures de repas (32) 37-18-87.

chalets

(05) HAUTES-ALPES - QUEYRAS Altitude 1990 m, particulier vend à Pierre-Grosse, très beau chalet tout confort, 6 pièces principales, sur terrain 1.200 m². Vue magnifique, face aux pistes de ski. 600.000 F. Tél. le soir après 18 Heures (38) 63-15-87.

locaux industriels

GENNEVILLIERS-AUTOROUTE A 86
Bâtiments disponibles à la location. Surfaces d'entrepôts - à quai ou de plain-pied - Halls de 1.500 à 3.800 m².
Renseignements JONES LANG WOOTTON 723-54-06.

fonds de commerce

A SAISIR
Part. vend HOTEL **, 38 nos, en S.A. Bon état. Centre de Paris. Prix intéressant. Crédit possible. Tél. 522-85-36 de 14 à 19 heures.

bureaux

SIEGES DE STES
avec secrétariat, tél. telex TOUTES DEMARCHES POUR CRÉATIONS D'ENTREPRISES ACTE S. A. - 261-80-88 +.

VOTRE SIEGE A PARIS
VOTRE SIEGE A LONDRES
de 80 à 300 F par mois
CONSTITUTION DE STES
G.E.I.C.A. - 296-41-12 +
56 bis, rue du Louvre, Paris-2e

CHAMPS-ÉLYSÉES
loue directement 1 bur. ou + dans imm. stand. 563-17-27.

PARIS XVIIe
IMM. RÉCENT GD STANDING
2.000 m² BUREAUX
Archives nombreux parkings
Prix 800 F le m²
P.-BLUM 265-64-11.

DOMICILIATION 8e
RM-RC A 300 F/MOIS
AGECO - 294-95-28.

CONSTITUTION de SOCIÉTÉS télex-secrétariat tous services
BUR. MEUBLÉS 8e, 9e, 15e
ASPAC PARIS-8e 293-60-50+
votre SIÈGE SOCIAL délais rapides - prix compétitifs

hôtels particuliers

MEUDON BELLEVUE
Ravis. maison 7 p. + dépend. Prix 1.700.000 F. 320-73-37.

pavillons

COLOMBES. - Particulier vend pavillon parf. état. R.-d.-C., 3 pièces cuis. équipée, w.-c. Etage : 1 pièce + gde s. d'eau. Sous-sol complet. Jardinet. Très calme, verdure. Près commerces, écoles, bus. - 530.000 F. - Tél. 780-23-51.

CLAMART-GARE
11 P. 236 m² habitables + grandes dépendances Vaste garage - toit neuf - rare. 950.000 F - 532-66-10

(45) ORLEANS, La Source, Orée de Sologne, lac, tennis, piscine, particulier, vend pavillon F5 + mezzanine, garage, cellier, sur terrain clos et boisé 440 m². Prix : 800.000 F. Téléphoner le soir après 18 heures (38) 63-15-87.

FONTENAY-AUX-ROSES
Limite SCEAUX, dans impasse privée, calme et verdoyante, pavillon : grand living, cuisine, 3, 4 chambres, 3 salles de bains + chambre indépendante avec douche, jardin 400 m² environ. 1.600.000 F. Tél. propriétaire matin ou après 19 heures (1) 661-25-43.

maisons de campagne

A VENDRE : Maisons à Saint-Clément, près Sens, plusieurs pièces. Garage, jardin avec petits bât., gdes dépend. Le tout clos. Ecrire s/n° 8.446 *le Monde* Pub. 5, rue des Italiens, 75009 Paris

villas

10 KM VERSAILLES
Villa récente, parfait état. 200 m² habitables. Séj. 54 m² 5 chambres, 3 bains, garage 2 voit. Chauff. gaz, beau jard. 915.000 F. Tél. : 954-68-00

10 KM DE VERSAILLES
Splendide villa AVEC VUE S/LAC, 1 500 m² terrain, tennis, PISC., GOLF, 4 CHBRES BUR. 3 S. DE B., 3 W.-C., SALON S. à mang., cuis. équip. surface tot. 229 m². Px 1.020.000 F. 284-41-29

LE VÉSINET VILLA MANSARDÉE. AGREABLE SEJOUR, avec cheminées, 6 chambres, bains, sous-sol, garage, bon état général. AGENCE de la MAIRIE. Téléphone : 976-52-52.

fermettes

Vends fermette indép., rénovée, sur 1.758 m² clos. R.-de-ch. : 2 gdes pces, w.-c. Et. : 1 chbre 40 m², divisible en 2 s. de bns, cour, dépend. 70 m². 2 h Paris par A 6, 17 km Toucy, 27 km Auxerre, 27 km Clamecy, très commod. à prox., poss. agrandir, permis accordé, belles poutres. 300.000 F, à débat. 632-53-63.

propriétés

PRÈS ANDELYS
80 KM OUEST
Belle propriété normande 260 m², tt cft, 7-8 pièces, parc 5.000 m².
Téléphone : (32) 54-21-74.

RAMBOUILLET
Bordure forêt, dans parc de 8.300 m².
Demeure ancienne 430 m² (boiseries, poutres apparentes), dépendances 345 m².
Tél. : 878-65-66, SPAG.

LOIRET
Luxueuse ferme aménagée sur 25 ha, possibilité augmenter superficie jusqu'à 40 ha, étang, possibilité location chasse, 160 ha attenant. Ecrire Havas MONTARGIS, n° 200.135, 42, rue Dorée, 45200 MONTARGIS.

HAUT-BEAUJOL. (S.-L.), moulin rénové, 250 m² habitables, 2 ha, écluse, rivière, dépendances. 550.000 F. - 16-85-260-565.

SAINT-NOM-LA-BRETÈCHE
maison grand stand. 235 m² + terr. arborisé 2.400 m² + piscine 2.000.000 F. 720-22-33.

PROX. MELUN Maison de charme XVIIIe s., 1 ha. de parc, 16 p., dép. 260-67-36 ou 260-67-66.

LA CROIX-VALMER
Villa sur baie ST-TROPEZ pied dans l'eau, 300 m² habitables, état neuf, sur 3.500 m² de ter. Tél. 260-67-36 ou 260-67-66.

domaines

Achète
GRAND DOMAINE
à vocation forest. et chasse, préférence départements 45, 41, 18, 89, 58. Ecr. Havas Neuilly, n° 200.136, 136, avenue Charles-de-Gaulle, 92522 NEUILLY-SUR-SEINE.

châteaux

Part. vend château XVIIIe, 4 ha., 14 p., Bourgogne, A6, Pouilly. 900.000 F. Tél. (80) 90-09-75.

viagers

VIAGER OCCUPE, 1 tête 160.000 + 1.500, bel imm., 8e, asc. BEAU 2 P., sol. 555-06-84.

capitaux propositions commerciales

Sté Marchands de Biens rech. Participants pour opérations IMMOBILIÈRES ET FONCIÈRES court et moyen terme FRANCE ET ÉTRANGER GARANTIES ET FORTE RENTABILITÉ Ecr. s/n° 885697 M, R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

NOUS SOMMES
CATRY
Société spécialisée dans l'achat et la revente des biens immobiliers. Nous vous offrons de créer votre propre affaire, de bénéficier de notre impact pour un démarrage immédiat et par la suite de notre support juridique, technique, commercial, publicitaire et gestion
VOUS ÊTES
soit déjà averti de cette activité, soit désireux de la découvrir et vous disposez de 50.000 F.
PREMIER CONTACT :
Ecrire CATRY, 43, CRS Estienne-d'Orves, 13001 MARSEILLE.

Prom. immob. de FLORIDE ayant de sérieuses références en FRANCE sera à PARIS les 24 et 25 mai 1981 av. proj. immob. imméd. et futurs pr ventes ou participat. La FLORIDE est la rég. des ÉTATS-UNIS av. la plus forte et la plus rapide croiss. économique. Relations directes av. le construct.-promot. Proj. immob. et de constructs. de 200.000 à 2 millions de $ et plus. Pr plus d'inf. et rd.-vs, appeler au 822-06-02 M. CRAWFORD.

formation professionnelle

CEPE recrute 25e promotion et propose format. éco. 9 mois à ing. physic., stat., 30 ans env. Emplois. Ecr. ou Tél. 23 bis, rue de l'Université, 75007 Paris. Téléphone : 260-33-00, P. 27-83.

information divers

Emplois outre-mer, étranger MIGRATIONS chez les marchands de journaux à Paris et en banlieue.

Pour bien choisir votre métier FRANCE-CARRIERES chez les marchands de journaux à Paris et en banlieue.

occasions

Machines à bois, neuf et occasion. Fabrication SIGNAL, R.N. 7, 58000 CHALLUY, (86) 57-50-44.

travaux à façon

ENTREPRISE. Sér. références effectue rapidem. travx peinture, menuiserie, décorat. coordination tous corps d'état. Devis gratuit. Tél. 388-47-84 et 893-30-02.

automobiles

ventes

de 8 à 11 C.V.

Part. vend Alfa Sud, février 78, rouge, intérieur simili bleu, 117.000 km, embrayage neuf. Bon état général, 8.700 F. Tél. : M. Serge 778-28-97 heures bureau ou 577-14-48 après 19 h.

de 12 à 16 C.V.

Part. vd BMW 520, 6 cyl., 62.000 km, vert réséda métall., intér. velours tilleul, vitres teintées, pneus neufs, année 1979. Prix 42.000 F. Tél. : 062-82-29.

achats

VENDEZ PLUS CHER
Toutes marques, même gagées, achat, échange ou dépôt. 40, rue de la Cour-des-Noues, Paris (20e), tél. 366-15-22.

divers

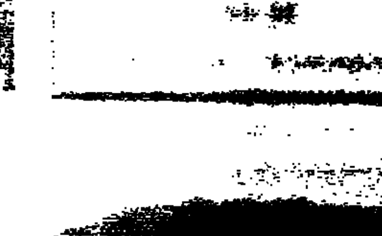
NEUBAUER
PEUGEOT-TALBOT
PRIX SPÉCIAL !
SUR VÉHICULES D'EXPOSITION 0 KM
Téléphonez M. Gérard, 821-60-21.

caravanes

A vendre caravane Digue « Europa 450 » avec auvent, roue de sec. + support, blacksonnée + moustiq. et obturat. de lanterneau. Avril 1980. 1re main. Etat neuf Tél. 473-96-56 ap. 19 h. ou écrire s/n° 6122 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

propositions diverses

Directeur de Société + Chef de Projet Informatique
Nous sommes un tandem spécialisé dans le montage ou le sauvetage de systèmes de gestion.
Solides références tant en France qu'Outre-mer.
Nous étudions toutes propositions d'intervention.
CG 120 - Mr P. CONVERT - 786.04.67





CARNET

Décès

— Mme J. Bloch-Becker,
Mme H. Bloch-Muller et sa fille Véronique Muller,
M. et Mme G. Zipper et leurs fils,
M. et Mme G.H. Willard et leur fils,
M. et Mme O. Brane et leur fils,
Mme veuve L. Roubach,
M. et Mme J.J. Roubach et leurs enfants,
Les familles, parents et alliés,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jacques BLOCH-BECKER,
officier de la Légion d'honneur,
commandeur
de l'ordre du Mérite national,

à l'âge de quatre-vingt-cinq ans, survenu à Paris, le 16 mai 1981.
L'inhumation aura lieu au cimetière du Père-Lachaise (entrée principale), le mercredi 20 mai 1981, à 15 h. 30.

— On nous prie d'annoncer le décès de

Mme Jean CANTENOT,
née Suzanne Chavelet,

munie des sacrements de l'Église, survenu le 18 mai 1981, dans sa quatre-vingt-deuxième année.
De la part de :
Ses enfants, petits-enfants et arrière-petit-fils,
Et des familles Cantenot, Chavelet, Philippe, et alliées.
Les obsèques auront lieu le jeudi 21 mai, à 15 heures, en l'église de Parcey.
Ni fleurs ni couronnes.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. Pierre Combescot,
M. et Mme Jacques Combescot,
M. et Mme Antoine Chastenet de Castaing,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Jean COMBESCOT,
née Jacqueline Grétillat,

Un service religieux sera célébré le vendredi 22 mai, à 10 h. 30, en l'église Notre-Dame de Passy (10, rue de l'Annonciation, Paris-16e).
L'inhumation aura lieu dans l'intimité à Saillans (Gironde).
Cet avis tient lieu de faire-part.



— Villefranche-sur-Saône (69).
On nous prie d'annoncer le décès de

Mme Nadège DUCROUX-MARCON,
docteur en médecine,

survenu à l'âge de quatre-vingt-sept ans.
Les obsèques auront lieu le mercredi 20 mai 1981, à 14 heures, en l'église Notre-Dame-des-Marais de Villefranche.
De la part :
Du docteur Paul Ducroux,
De ses enfants, petits-enfants,
Et de toute la famille.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— Mme Ruth Lipszyc,
Mme Ruth Borowski,
M. et Mme Alain Gheerbrant,
Mlles Judith et Hélène Legris,
Mme Nina Borowski,
M. et Mme Jurek Stodulski et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Abraham J. (Adam) LIPSZYC,
président d'honneur
de l'Amicale Prévoyante d'Odessa,
membre fondateur
et
président d'honneur
de la synagogue Netzach Israël
(5, rue Sainte-Anastase, Paris-3e),

survenu le 17 mai 1981,
leur époux, frère, père, grand-père, oncle, beau-frère et grand-oncle.
L'inhumation aura lieu le jeudi 21 mai, à 11 heures, au cimetière de Bagneux-Parisien.
On se réunira à l'amphithéâtre de l'hôpital Cochin (12, rue Méchin, Paris-14e), à 10 h. 15.
Il y aura un car de suite, retour assuré.
Ni fleurs ni couronnes.
Le présent avis tient lieu de faire-part.
26, rue Lamblardie,
75012 Paris.
10, passage du Chantier,
75012 Paris.
3, rue Richer,
75009 Paris.

— Mlle Claude Mage,
Mlle Nathalie Mage,
M. Stéphane Mage,
Mme Marcelle Lebon,
M. Dominique Godefroy,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. James J. MAGE,

survenu le 17 mai 1981, dans sa quatre-vingt-deuxième année.
L'inhumation aura lieu le jeudi 21 mai, à 9 heures, au cimetière du Père-Lachaise (boulevard de Ménilmontant, Paris-20e).
Cet avis tient lieu de faire-part.
Claude Mage :
46, Via di Villa Emiliani,
00 197 Rome.

ROBLOT S.A.
227-90-20
ORGANISATION D'OBSÈQUES

— Claude-Michelle Marmonnier,
Mme Yves Lemaître et ses enfants,
Les familles Marmonnier, Michel, Chassagne,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Marcel MARMONNIER,
officier de la Légion d'honneur,

survenu le 14 mai 1981, dans sa quatre-vingt-septième année, à Lyon.
Obsèques le mardi 19 mai 1981, à 10 h. 30, chapelle de l'hôpital Desgenettes (cours Eugénie, 69003 Lyon).
Ils rappellent à votre pieux souvenir la mémoire de son gendre

Yves LEMAITRE,
docteur-vétérinaire,

mort accidentellement, le jour de Pâques 1981, à Assinie - Abidjan (Côte-d'Ivoire).
« Les Dames »,
7, avenue 11-Novembre,
69110 Sainte-Foy-lès-Lyon.
01 B.P. 2319 Abidjan,
01 Côte-d'Ivoire.

— Mme Christian Megie,
son épouse,
M. et Mme René Megie,
ses parents,
M. et Mme Thierry Megie,
Patrick et Annie,
ses enfants,
Mme Bachelet,
Mlle Marthe Megie,
Les familles, parentes et alliées,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Christian MEGIE,
ingénieur agronome,
Master of Sciences of Auburn University (Alabama),
officier de l'ordre national du Mérite,

survenu à Paris, le 16 mai 1981.
La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 20 mai, à 15 h. 15, en la chapelle de l'hôpital Beghin, à Saint-Mandé.
L'inhumation aura lieu au nouveau cimetière d'Ivry, dans le caveau de famille.

— Le président,
Le directeur général,
Et le personnel de l'Institut de recherches du coton et des textiles exotiques (I.R.C.T.),
ont la douleur de faire part du décès de

M. Christian MEGIE,
directeur
du service de documentation.

Les obsèques auront lieu le mercredi 20 mai, à 15 h. 15, en la chapelle de l'hôpital Beghin, à Saint-Mandé.

— On nous prie d'annoncer la brutale disparition de

Ursula MOCH,
née Guillaume,

survenue le 11 mai 1981.
De la part de :
Philippe Moch,
Clara Moch,
Toute la famille,
Et ses amis.
L'inhumation a eu lieu ce jour, dans l'intimité, au cimetière du Montparnasse.

15, rue Victor-Cousin,
75005 Paris.

— Nous apprenons le décès accidentel de

Mlle Yvonne MOTIN,
professeur retraité
du lycée Jacques-Amyot
de Melun.

Les obsèques ont eu lieu le 8 mai, en l'église Saint-Aspais de Melun.
De la part de la famille et de ses nombreux amis.
Jean Motin,
11, avenue de Verdun,
92250 La Garenne-Colombes.

— Le docteur Pierre Nicolle,
son époux,
Le docteur et Mme Jacques Unal et leurs enfants,
Le docteur et Mme Philippe Pannequin et leurs enfants,
Mme Anne Nicolle et sa fille,
M. Yves Hafner et son fils,
Le docteur Marcelle Nicolle,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Pierre NICOLLE,
née Madeleine Dupont,

le 17 mai 1981, dans sa quatre-vingt-cinquième année, munie des sacrements de l'Église.
La cérémonie religieuse sera célébrée en la chapelle Saint-Dominique de Varengeville-sur-Mer, le mercredi 20 mai, à 16 heures, suivie de l'inhumation au cimetière de Varengeville-sur-Mer.
Une messe à son intention sera célébrée à Notre-Dame-de-Grâce, le mercredi 3 juin, à 18 h. 30.
Cet avis tient lieu de faire-part.
56, rue de Boulainvilliers,
75016 Paris.

(Publicité)

CURE THERMALE 1981

Elle sera plus efficace et plus agréable si elle est doublée d'une cure de détente et de soleil.

De l'OCÉAN à la MÉDITERRANÉE, choisissez les stations de détente de la *Chaîne Thermale du Soleil.*

Documentation gratuite (hébergement *et cures*) : **CHAINE THERMALE DU SOLEIL.** *Maison du Thermalisme* 32, avenue de l'Opéra, 75002 PARIS, tél. 742 67 91 +.

— Mlle Catherine Ogier,
Les familles Ogier et Lesourd-Marry,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Paul OGIER,

survenu le 8 mai 1981, dans sa quatre-vingt-quatrième année.
L'incinération a eu lieu dans la plus stricte intimité au cimetière du Père-Lachaise.
Catherine Ogier,
25, rue des Plantes (bât. B),
75014 Paris.

— Mme Jean Ricard,
M. et Mme Robert Wolville,
M. Pierre Wolville et ses enfants,
Le docteur et Mme Francis Monod et leurs enfants,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean RICARD,
ancien élève
de l'École polytechnique,
ancien contrôleur général
de l'E.D.F.,

leur époux, beau-frère et oncle, survenu le 14 mai 1981, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-un ans.
La cérémonie religieuse, suivie de l'inhumation, a eu lieu dans l'intimité familiale.

43, rue du Docteur-Blanche,
75016 Paris.

— Le professeur Jude Turiaf,
M. et Mme Jean-Pierre Callu,
Cécile et Agnès,
son époux, ses enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de

Mme Jude TURIAF,
née Emilienne Guiboiseau,

survenu le 12 mai 1981.
La cérémonie religieuse a été célébrée dans la plus stricte intimité.
Cet avis tient lieu de faire-part.
10, rue de Berne,
75008 Paris.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Anniversaires

— Mme Elise Saada,
son épouse,
M. Jacques Saada, avocat,
son fils,
Et leur famille,
rappellent que le 24 mai 1981, il y aura un an qu'ils ont eu l'immense douleur de perdre leur bien-aimé

Raoul SAADA,
docteur en droit,
avocat honoraire
à la Cour de Paris.

Ils demandent aux parents, amis et confrères de sa Tunisie natale, de France et d'ailleurs, de se joindre à eux pour évoquer avec affection le souvenir de cet homme à l'âme bonne et rayonnante.
15, avenue Gambetta,
92410 Ville-d'Avray.

Commémorations

— L'Amicale du réseau Agir inaugurera, le samedi 23 mai, à 16 heures, une plaque commémorative des martyrs de la dernière guerre au 207, rue de Bercy à Paris, devant la gare de Lyon.

— En hommage aux combattants de la Résistance et aux victimes des camps de concentration nazis un « Mémorial de la liberté » sera inauguré, dimanche 24 mai, à 15 heures, au carrefour des Martyrs-de-la-Liberté, à Fontenay-sous-Bois (angles rue de Neuilly, rue Galliéni et du 25-Août).

Communications diverses

— Le mercredi 20 mai (de 17 heures à 19 heures), à la Librairie des sciences politiques, 30, rue Saint-Guillaume, Paris-7e (tél. 548-36-02), Jean Lacouture signera son ouvrage : « *Pierre Mendès France* », et Georges Lavau : « A quoi sert le parti communiste français ? ».

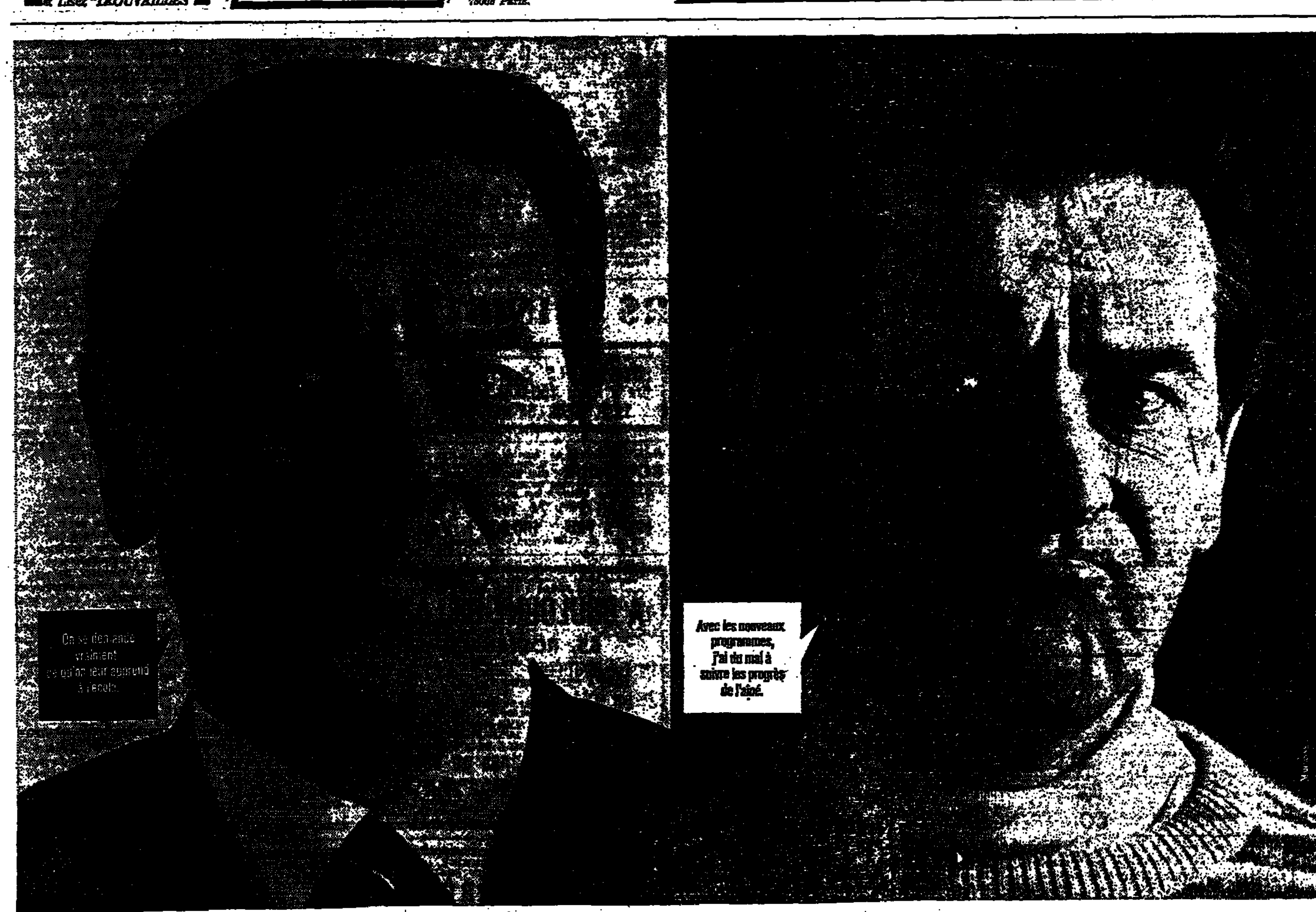
— La réception organisée par le Club des Trente, à l'Automobile-Club de France, n'aura pas lieu, comme prévu initialement le jeudi 21 mai 1981, mais à une date qui sera fixée ultérieurement.

— Une association des Amis de la Pologne a été créée à Toulouse. Son président est M. Xavier Darasse, professeur au Conservatoire, et son vice-président, Mme Hélène Zamoyska, professeur et maire de Saint-Clar-de-Rivière. Son adresse est : 7, rue des Arts, 31000 Toulouse.

Une Porcelaine Anglaise....et Royale
Exposition aux ÉDITIONS PARADIS
PIÈCES DE MUSÉE
PIÈCES ACTUELLES
de 10 heures à 18 heures



du 6 au 23 Mai 1981
chaque jour, dimanche excepté
29 rue de Paradis 75010 PARIS



Attention ! Méfions-nous des jugements à l'emporte-pièce. Nos opinions d'adultes sur l'école sont souvent pertinentes.
Mais, exposées sans prudence, elles troublent nos enfants. Ils ont parfois le sentiment que nous leur demandons d'adhérer à une institution que nous dénigrons par ailleurs. Leur école ne doit pas être le terrain de nos conflits. Le moyen d'éviter ce risque existe. Les enfants acceptent de s'intégrer à l'école quand il y a dialogue entre enseignants et parents. Les enseignants sont des professionnels. Ils exercent leur compétence et assument leurs responsabilités.
Les parents facilitent le déroulement harmonieux de la scolarité en témoignant, à titre individuel comme dans le cadre d'une association dans les conseils de classe, d'école et d'établissement, de leur intérêt pour la vie scolaire.
Parents et enseignants doivent prendre l'habitude de se rencontrer.

Il y va de l'avenir de nos enfants.
Ministère de l'Éducation.

INFORMATIONS « SERVICES »

MODE

En cérémonie

Evolution lente mais sûre : les cérémonies et les fêtes sont de plus en plus simples.

Certaines paroisses ont abandonné l'aube des communiants ; on se marie sans... robe de mariée. Certes, les jeunes filles en *grandes robes à frous-frous*, voiles et couronnes de fleurs inspirent toujours les couturières spécialisées comme *Riffault* et *Negroni*. Les catalogues de *Pronuptia* et de *Mariées de France* proposent plusieurs styles : romantique, rétro, voire moderne, ce dernier à base de tailleurs. *Les dessous* y sont *moins* apprêtés et les formes plus droites, justement pour pouvoir se porter facilement l'après-midi ou le soir.

Ces robes et ensembles à utilisations multiples sont le fort de la collection de prêt-à-porter de *Louis Féraud*, qui les taille en crêpe de Chine en soie uni ou imprimé. On a le choix entre des blazers merveilleusement sobres de coupe s'ouvrant sur des chemisiers à petits cols volantés et les jupes plissées. Ils existent en champagne, marine, bleu pervenche et rouge corail, mais aussi en imprimés à pois sur rayures horizontales en bandes. Pour les frileuses, de petits spencers sont matelassés en dessins verticaux, remplaçant aussi les châles ou les petites fourrures sur de superbes robes du soir en crêpe à bustiers de soie ou de jersey imprimé et rebrodé. Les prix oscillent entre 1 500 et 3 000 F en moyenne.

14-18 habille, pour leurs sorties du samedi soir, les adolescentes des rallyes et leurs amies. La troisième collection dessinée par Anne Dupuy propose des robes et des ensembles amusants et bien coupés, reprenant à leurs *aînées certaines des meilleures* formes du prêt-à-porter, en séparables : spencers sur shorts, culottes à la française ou pantalons, avec blouses ou tee-shirts interchangeables en « ninghaï », une soie chinoise bourrue et gansée d'or. Mais il y a aussi les bustiers à fines bretelles, sur de grandes jupes sous le mollet. Les jupes de dentelle sont à 980 F, les hauts à 380 F, les culottes à 600 F et les vestes à 450 F. Les couleurs sont seyantes, vives ou douces et les modèles se complètent d'élégants escarpins, de toutes les couleurs, à talons moyens (240 F).

A *Diamant noir*, boulevard Raspail, Claude Petin s'est créé une boutique doublée d'un atelier pour les réalisations de modèles *sur mesure*, la grande cave, tapissée en lamé argent, servant de salon d'exposition. Claude dessine lui-même ses collections, *petites, originales et* pleines d'esprit. Parmi les vedettes pour les fêtes dansantes et les mariages jeunes, elle propose des jupons à volants en *lamé or (350 F) sous une jupe* de dentelle blanche (750 F), avec un bustier en lamé or et un boléro. Tout bouge, scintille et danse, avec de grandes manches sur des blouses cardigans, gonflées de tulle pour étoffer les épaules, et des accessoires traités avec la même luxuriance.

C'est aussi ici qu'on trouve enfin à Paris les robes peintes sur soie par Valérie Pozzo di Borgo, qui évolue avec bonheur vers un style plein d'humour : robes asymétriques à dessins de bouteilles renversées en jeu de quilles, animaux domestiques ou sauvages paraissant entourer *une épaule ou un bras*. Le peintre accepte d'ailleurs de créer une composition, à partir d'une tête de cheval, de chien, voire du perron de la maison qu'on aime, réalisée en robe, tunique ou tee-shirt (de 500 à 2 000 F).

NATHALIE MONT-SERVAN.

Riffault, 32, rue Laborde ; Négroni, 54, rue de Bourgogne ; Pronuptia, 18, rue du Faubourg-Montmartre ; Mariées de France, 91, rue Réaumur ; Louis Féraud, 88, faubourg Saint-Honoré ; 14-18, 34, rue Vital ; Diamant noir, 66, boulevard Raspail.



(Croquis de Marco.)

LOUIS FERAUD : un des best-sellers habillés, ce modèle en crêpe de Chine champagne se compose d'un bustier à fines bretelles, d'une jupe plissée et d'un spencer assorti dans le même damas à coquilles rebrodées. 3 280 F ; 88, faubourg Saint-Honoré, Franck et Fils, Palais des congrès et Galeries Lafayette à Paris, ainsi que chez les cent vingt dépositaires à travers la France.

JEAN-LOUIS MONTEL : petit chapeau d'écuyère en paille fine orné d'un petit nœud et d'une voilette. 790 F, sur mesure, 26, rue *Boissy-d'Anglas*.

PARIS EN VISITES

JEUDI 21 MAI

« La Conciergerie », 14 h. 30, 1, quai de l'Horloge, Mme Vermeersch.

« Le Musée du costume », 15 h., 10, avenue Pierre-Iᵉʳ-de-Serbie, Mme Bacheller (Caisse nationale des monuments historiques).

« Modigliani », 15 h., 11, avenue du Président-Wilson (Approche de l'art)

« Chez un doreur-argenteur », 15 h., métro Arts-et-Métiers (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Les salons de l'Hôtel de Ville », 14 h. 30, 29, rue de Rivoli (Mme Ferrand).

« L'Hôtel des ventes », 15 h., métro Richelieu-Drouot, P.-Y. Jaslet.

« La Mosquée de Paris », 15 h., place du Puits-de-l'Ermite (Paris et son histoire).

« Des arènes de Lutèce au Jardin des plantes », 14 h. 30, métro Jussieu (Paris pittoresque et insolite).

« Le Marais », 15 h., métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« L'île Saint-Louis », 14 h. 30, 12, boulevard Henri-IV (le Vieux Paris).

CONFÉRENCES

9 h. 15, Collège de France, M. G. Etienne : « Chine, Inde : deux grandes civilisations, deux voies de développement ».

16 h., Louvre des antiquaires, place du Palais-Royal, M. J.-E. Perrin : « Les styles de la Révolution à Napoléon III ».

19 h. 30, 26, rue Bergère, Mme Noutta Genton-Sunier : « Les serviteurs de l'Eternel » (Foi chrétienne et spiritualité hindoue).

20 h., 62, rue Madame : « L'Egypte ancienne et contemporaine » (Arcus)

19 h. 30, faculté de droit, 92, rue d'Assas, M. J. d'Arès : « L'éternel féminin dans le cheminement initiatique » (projection) (Atlantis).

20 h. 30, 21, rue Notre-Dame-des-Victoires, Mme C. Thibaut : « L'Italie baroque du Caravage au Bernin ».

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du 19 mai 1981 :

DES DECRETS

● Organisant la délégation générale à la recherche scientifique et technique ;

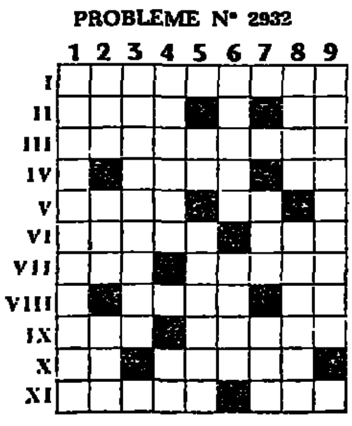
● Instituant des conciliateurs médicaux ;

● Plaçant l'Agence pour la qualité de l'air sous la tutelle du ministre chargé de l'environnement et fixant son organisation ;

● Prévoyant la création de sections internationales dans les écoles, collèges et lycées.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 2932



HORIZONTALEMENT

I. Peuvent coûter cher aux mercantis quand ils sont économiques. — II. Entoure des terres riches en essences ; Symbole. — III. Fait appel à des sujets passés pour connaître le futur. — IV. Avance en piétinant ; Article. — V. Inspiratrice de Ronsard ; Terme musical. — VI. Agent de l'identité ; L'internationale ouvrière. — VII. Le dernier est à l'avant-garde ; Jour pendant lequel Sainte-Beuve causait et Daudet contait. — VIII. Unité de mesure ; Depuis sa captivité, bien des grilles se sont ouvertes à elle. — IX. Ouvre une marche militaire rythmée ; Marque la supériorité évidente de la femme sur l'homme. — X. Abusé ; Coup de dés. — XI. Défenseur du Canada, éponym d'une ville québécoise ; La belle Aurore y reçoit le premier sourire de Phébus.

VERTICALEMENT

1. Plaie des artères — 2. Dans les comptes d'Andersen ; Ville morte ; Citerne volante. — 3. L'adage l'a nantie d'un pouvoir législatif. — 4. Croûtes avec lesquelles certains gagnent leur pain en faisant du blé ; Double toujours ce qui le suit. — 5. Composant de l'alliance internationale quand il ne la divise pas ; Pompaient à Sparte. — 6. Verdures pour « lapins » ; Remède pouvant aider certains Indonésiens à se délivrer de leur Malaise. — 7. Noyau pouvant être la source de gros pépins ; Etoile du Sud qui sut éclipser l'étoile du Nord. — 8. Point de projection en relief dans un triangle méditerranéen ; Sujets obscurs voués à une ombre éternelle. — 9. N'est pas spécialement risible quand elle est drôle.

Solution du problème n° 2931

Horizontalement

I. Confiseur. — II. Ouïr ; Asti. — III. Niais ; Sis. — IV. Flic ; Tôle. — V. Ils ; Girie. — VI. Dé ; Ter ! — VII. Assener. — VIII. Navette. — IX. Crêtes ; Si. — X. Eu ; S.S. ; Han. — XI. Mie ; Race.

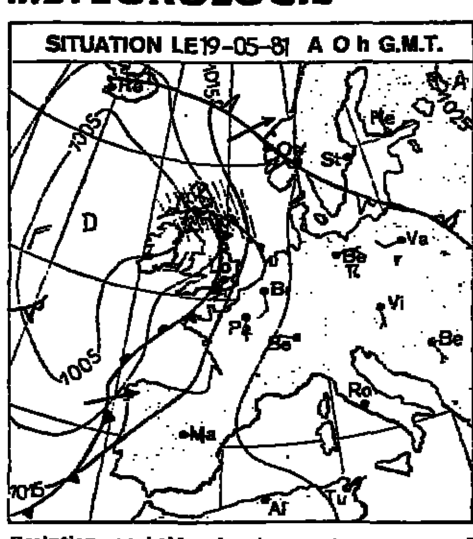
Verticalement

1. Confidence. — 2. Ouille ! Arum. — 3. Niais ; Ave. — 4. Fric ; Tsé-Tsé. — 5. Gestes. — 6. Sa ; Tirets. — 7. Essor ; Ne ; Ha ! — 8. Utilité ; Sac. — 9. Risée ; Ruine.

GUY BROUTY.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 19-05-81 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 20.5.81 DÉBUT DE MATINÉE

Brouillard ~ Verglas dans la région

PRÉVISIONS POUR LE 20 MAI A 0 HEURE (G.M.T.)

Evolution probable du temps en France entre le mardi 19 mai à 0 heure et le mercredi 20 mai à 24 heures :

Les masses d'air humide et instable qui circulent autour des basses pressions du proche océan envahiront progressivement la France.

Mercredi 20 mai, sur les régions s'étendant des côtes de la Manche aux Pyrénées occidentales et centrales, le temps sera très nuageux ou couvert en début de journée, avec des ondées souvent accompagnées d'orages. Une légère amélioration se produira l'après-midi, le ciel devenant variable avec des éclaircies assez belles, mais des averses ou des orages se développeront encore dans un flux de sud-ouest à ouest plus frais. Sur le reste du pays, la matinée sera assez ensoleillée, sauf près du golfe du Lion, où des nuages bas évolueront lentement. Une aggravation orageuse se développera ensuite, les orages ou pluies orageuses n'épargnant guère, en fin de journée, que les régions voisines des frontières de l'Est et du Nord-Est, ainsi que la Corse et l'extrême sud-est du pays. Les vents souffleront encore du secteur sud et les températures demeureront assez élevées.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 18 mai ; le second, le minimum de la nuit du 18 au 19) : Ajaccio, 22 et 10 degrés ; Biarritz, 27 et 18 ; Bordeaux, 26 et 14 ; Bourges, 24 et 11 ; Brest, 16 et 11 ; Caen, 22 et 11 ; Cherbourg, 19 et 11 ; Clermont-Ferrand, 24 et 11 ; Dijon, 23 et 11 ; Grenoble, 26 et 9 ; Lille, 21 et 11 ; Lyon, 23 et 11 ; Marseille, 22 et 12 ; Nancy, 23 et 10 ; Nantes, 22 et 11 ; Nice, 18 et 12 ; Paris-Le Bourget, 23 et 12 ; Pau, 28 et 14 ; Perpignan, 18 et 13 ; Rennes, 21 et 11 ; Strasbourg, 23 et 9 ; Tours, 25 et 12 ; Toulouse, 22 et 14 ; Pointe-à-Pitre, 32 et 24.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 24 et 13 degrés ; Amsterdam, 19 et 13 ; Athènes, 25 et 13 ; Berlin, 19 et 9 ; Bonn, 21 et 10 ; Bruxelles, 21 et 13 ; Le Caire, 29 et 17 ; îles Canaries, 21 et 17 ; Copenhague, 14 et 7 ; Genève, 23 et 9 ; Jérusalem, 24 et 11 ; Lisbonne, 20 et 14 ; Londres, 16 et 11 ; Madrid, 25 et 11 ; Moscou, 16 et 6 ; Nairobi, 25 et 14 ; New-York, 21 et 14 ; Palma-de-Majorque, 25 et 8 ; Rome, 22 et 11 ; Stockholm, 22 et 10.

TEMPS PROBABLE DU JEUDI 21 AU DIMANCHE 24 MAI

Jeudi : sur la moitié est de la France, temps très nuageux avec pluie et orages. Lente amélioration au cours de la journée. Sur la moitié ouest, temps plus frais avec nuages, éclaircies et quelques averses orageuses. Vent d'ouest, sud-ouest. Maximum 19 à 22 degrés.

Vendredi : les pluies orageuses qui intéresseront nos régions orientales le matin s'éloigneront rapidement vers l'est. Le temps frais le matin nuageux avec belles éclaircies s'établira sur l'ensemble du pays. Les températures dépasseront cependant 20 degrés.

Samedi : temps frais et brumeux le matin (minimum 5 à 9 degrés), puis généralement ensoleillé. Mais la nouvelle aggravation orageuse qui débutera en Bretagne le matin s'étendra vers les Pyrénées orientales et le golfe du Lion.

Dimanche : sur la moitié sud-ouest, souvent nuageux avec ondées, sur la moitié nord-est, brumeux le matin puis nuageux avec éclaircies.

(Document établi avec le support technique spécial de la météorologie nationale.)

BREF

AUTOMOBILE

CONTROLE DES CARBURATEURS. — L'Automobile-Club de l'Île-de-France organise une nouvelle campagne pour le contrôle gratuit des carburateurs, du 19 au 23 mai, esplanade du château de Vincennes, de 9 heures à 12 heures et de 13 h. 30 à 17 heures.

★ « Allô Club Service » (266-43-00), 24 heures sur 24, ACIF, 8, place de la Concorde, 75008 Paris.

EDUCATION

A L'INSTITUT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES. — La date de la clôture des inscriptions pour la dernière session, organisée en vue de la rentrée de septembre 1981 à l'Institut supérieur des affaires, est fixée au lundi 1ᵉʳ juin. Les dossiers de candidatures doivent être envoyés à l'adresse suivante : I.S.A., 1, rue de la Libération, 78350 Jouy-en-Josas.

TROISIEME AGE

RETRAITE COMPLÉMENTAIRE. — La valeur du point est portée à 1,228 F dans le régime de retraite complémentaire des agents non titulaires de l'Etat et des collectivités publiques géré par l'IRCANTEC pour la période du 1ᵉʳ janvier 1981 au 30 juin 1981 (ancienne valeur : 1,156 F pour la période du 1ᵉʳ juillet 1980 au *31 décembre 1980*).

« ADAPTABILITÉ ET VIEILLISSEMENT ». — Le Centre international de gérontologie sociale publie le recueil intégral des textes des exposés et conférences de la neuvième conférence internationale qui s'est déroulée, en août 1980, à Québec.

« Adaptabilité et vieillissement », deux volumes, huit cents pages, prix global (franco de port) : 178 F pour la France, 185 F pour l'Europe. A commander au C.I.G.S., 91, rue Jouffroy, 75017 Paris, tél. : 766-52-30.

VIVRE A PARIS

ENCHÈRES A MONTMARTRE. — La vente aux enchères de la récolte 1980 du « Clos Montmartre » au profit des œuvres sociales du dix-huitième arrondissement sera organisée le mercredi 20 mai, à 21 heures, à la mairie annexe de cet arrondissement. Les vignes de ce clos produisent une cuvée de quatre cents bouteilles environ par an, qui sont ensuite conditionnées en caisses de six bouteilles chacune, décorées et personnalisées par les artistes peintres de la Butte.

VIE QUOTIDIENNE

L'APPRENTISSAGE DES HANDICAPÉS. — *Le « Journal officiel »* du 17 mai a publié le texte de la circulaire du 21 avril 1981 relative à l'apprentissage des personnes handicapées. Ce texte précise les modalités de mise en œuvre du décret du 15 mars 1978 prévoyant que les commissions techniques d'orientation et de reclassement professionnel *sont compétentes en la* matière. La circulaire stipule notamment que « toute entrée en apprentissage, même si la personne handicapée a préalablement établi des contacts avec un employeur, doit être fermement proscrite tant que la commission, informée et conseillée par les représentants du recteur ou de l'ingénieur général d'agronomie, n'a pas rendu sa décision définitive d'orientation, et tant que les autorisations individuelles d'aménagements n'ont pas été accordées ».

Le Monde

économie

CONJONCTURE

Le déficit du commerce extérieur se résorbe progressivement

Le déficit du commerce extérieur de la France s'est très nettement réduit en avril (« le Monde » du 19 mai). En données brutes, il a été de 1,9 milliard de francs (contre 4,6 milliards de francs en mars), ce qui correspond à un taux de couverture des importations par les exportations de 96,3 %. Après correction des variations saisonnières, le déficit atteint 2,2 milliards (3,6 milliards en mars) et le taux de couverture 95,7 %.

Comme le montre le graphique ci-dessous qui retrace des évolutions en volume (c'est-à-dire des mouvements de marchandises à prix constant), le commerce extérieur de la France a commencé à se redresser à la fin de 1980 et poursuit sur cette lancée (1). Le redressement est moins spectaculaire en ce qui concerne les flux financiers puisque nous payons notre pétrole de plus en plus cher compte tenu de l'évolution du dollar. Mais les évolutions en volume donnent une idée précise du bon niveau de nos ventes à l'étranger et du freinage maintenant assez net des importations, freinage entraîné par la récession dans laquelle est entrée l'économie française à la mi-80.

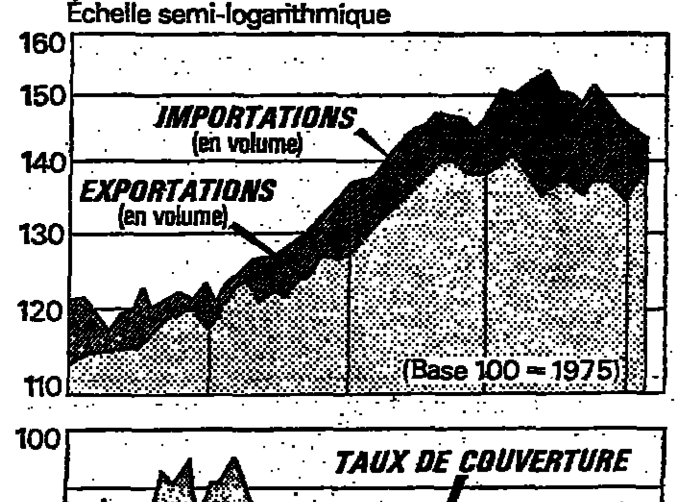
Autre indice de l'amélioration de notre commerce extérieur : l'excédent hors énergie de la balance commerciale de la France n'a cessé d'augmenter après les mauvais résultats du premier semestre 1980. Cet excédent — qui donne une bonne idée de la capacité française à payer une facture énergétique croissante — avait été de 2,7 milliards de francs en moyenne par mois durant l'année 1980. Les chiffres des excédents pour 1981 ont été les suivants : 3,3 milliards de francs en janvier, 4,4 milliards de francs en février, 5,6 en mars, 7,8 en avril.

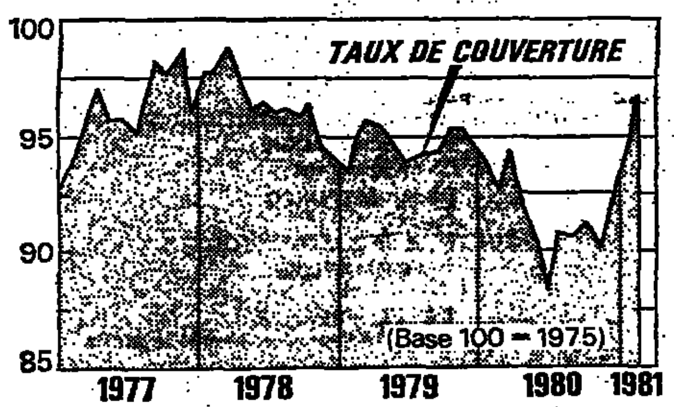
Il ne semble pas que le résultat d'avril ait été faussé par des ventes exceptionnelles : cinq Airbus ont été vendus contre quatre en moyenne au cours des mois précédents, mais dans le même mois, la France a acheté deux Boeing.

De plus, la facture énergétique a été exceptionnellement lourde en avril du fait de la montée du dollar et ce malgré la baisse des tonnages importés. Le déficit de notre balance énergie a atteint 13,8 milliards en avril 1981 (50,5 milliards de francs pour les quatre premiers mois de l'année) contre 10,1 milliards en avril 1980 (moins de 40,7 milliards de francs pour les quatre premiers mois de l'année dernière). En un an, le prix de la tonne de pétrole a en effet augmenté de 44,8 % en francs (avril 1981 comparé à avril 1980) et de 197 % par rapport à avril 1979.

En plus du freinage des importations des produits non énergétiques, le bon résultat d'avril s'explique surtout par l'augmentation continue des ventes de produits agro-alimentaires : plus 24 % en un an. L'excédent dans ce secteur passe à 2 milliards de francs en avril 1981 alors qu'il n'avait été que de 773 millions de francs en avril 1980. Il atteint 7,8 milliards de francs pour les quatre premiers mois de cette année contre 2,8 milliards de francs pour la même période de 1980.

Du point de vue géographique, l'amélioration du commerce extérieur est beaucoup moins nette. Vis-à-vis de la C.E.E., le taux de couverture des importations par les exportations s'améliore très légèrement : 93 % en avril contre 92 % au cours des quatre premiers mois de 1981 et 91 % en moyenne durant l'année 1980. Avec les Etats-Unis, si les résultats demeurent mauvais, l'amélioration est néanmoins plus nette : 57 % de taux de couverture en avril 1981 (51 % pour les quatre premiers mois) au lieu de 46 % en moyenne mensuelle au cours de l'année dernière et 49 % durant les quatre premiers mois de 1980. — AL. V.





(1) Graphique réalisé à partir des données corrigées des variations saisonnières et mises en moyenne mobile sur trois mois.

ÉNERGIE

AVANT LA CONFÉRENCE DE L'OPEP

Le Venezuela est favorable à un gel du prix du pétrole

De notre envoyé spécial

Caracas. — « *J'ai la conviction que nous pouvons parvenir à stabiliser le prix du pétrole lors de la conférence de l'OPEP qui doit se réunir à Genève le 26 mai* », vient de déclarer M. Calderon Berti, ministre vénézuélien de l'énergie et des mines. « *Je ne crois pas que les conditions soient en ce moment favorables à une augmentation des prix*, a-t-il poursuivi, *mais je ne pense pas non plus qu'il soit conforme à nos intérêts de les baisser.* » Le Venezuela défendra donc la « *thèse de la stabilité momentanée des prix du pétrole* ».

Pour ce qui est de l'avenir, M. Calderon Berti est favorable à un « *schéma de prix* » intégrant trois *facteurs : l'inflation exportée par les* pays industriels, la détérioration du dollar et enfin un facteur de « *croissance économique à laquelle nous avons le droit au même titre que les pays industrialisés* ». M. Calderon Berti, qui a rappelé que cette stratégie est en discussion depuis mai 1980 au sein de l'OPEP, estime que si elle était appliquée, elle entraînerait une augmentation régulière de l'ordre de 12 1/2 à 15 1/5 % par an. « *Nous considérons que nous avons le droit de revendiquer un prix rémunérateur pour notre pétrole* », a affirmé M. Calderon Berti, *mais les pays consommateurs doivent également pouvoir établir leurs plans en fonction de l'augmentation du prix des hydrocarbures sur les marchés internationaux.* »

Le fait que certains pays aient dû récemment baisser le prix de leurs hydrocarbures s'explique, selon le ministre, soit par une surestimation de la valeur de certains pétroles, soit par le recours irréfléchi au marché libre dit « spot ». « *Nous ne vendons pas de pétrole sur le marché spot, dont nous considérons qu'il est de type spéculatif*, a affirmé le ministre. *Nous considérons que la participation intense de pays membres de l'OPEP au marché spot n'est pas conforme aux intérêts de l'Organisation.* »

Soucieux de défendre une politique « raisonnable », M. Calderon Berti a souligné que son pays n'envisageait *pas de modifier sa production pétrolière* pour faire face à une éventuelle chute des prix (elle est, à l'heure actuelle, de 2,2 millions de barils par jour), mais était, au contraire, favorable à la recherche d'un équilibre entre l'offre et la demande au niveau mondial.

Le ministre estime, en effet, que la situation actuelle se caractérise par un excès de l'offre sur la demande, due, d'une part, à la récession que connaissent les pays industrialisés et à leurs efforts pour économiser *l'énergie et, d'autre part*, à l'augmentation de la production pétrolière en mer du Nord et au Mexique (qui vient, semble-t-il, de décider de passer de 2,7 millions de barils par jour à 2,9 millions). Ces deux phénomènes dépassent largement la réduction de la production pétrolière des pays de l'OPEP.

« *Nous pensons qu'il n'est pas conforme aux intérêts de l'Organisation d'entretenir des situations de pénurie artificielle, mais il n'est pas bon non plus de maintenir une situation d'offre excédentaire sur le marché, car elle serait susceptible d'entraîner une détérioration des prix. Il serait sain pour l'unité de l'OPEP, pour notre sérieux et notre sens des responsabilités, pour l'intérêt des pays en voie de développement aussi bien que pour celui des pays industrialisés, qu'il existe un équilibre entre offre et demande* », ajoute le ministre.

FRANCIS PISANI.

LÉGER INCIDENT A LA CENTRALE NUCLÉAIRE DE FESSENHEIM

(De notre correspondant.)

Mulhouse. — Le directeur de la centrale nucléaire de Fessenheim (Haut-Rhin) a rendu public, le 18 mai, un incident qui s'est produit à la fin de la semaine dernière dans un générateur de vapeur de la tranche n° 2 : de petites quantités d'eau « légèrement radioactive » du circuit primaire ont commencé à passer dans le circuit secondaire au rythme d'une dizaine de litres à l'heure (précisons que le circuit véhicule des milliers de mètres cubes d'eau). « L'évolution de cet événement est suivie avec attention et peut conduire, le cas échéant, à l'arrêt de la tranche pour identification du tube en défaut et bouchage », indique la direction.

Un incident semblable s'était produit dans la tranche n° 1 de la centrale en automne 1980, sur un des trois mille trois cents tubes du générateur de vapeur n° 3. La tranche n'avait toutefois été arrêtée qu'en février de cette année, la très faible valeur du passage d'eau décelé à l'époque ne justifiant pas, selon E.D.F., une intervention immédiate. Cette intervention a consisté à boucher aux deux extrémités le tube défectueux. — B. L.

AGRICULTURE

BOYCOT... COT... ...COT

Les ménagères britanniques doivent-elles diminuer leurs achats de volaille et se passer *d'œufs ? Le Syndicat britannique* des ouvriers agricoles vient, en effet, de leur demander de boycotter toutes les importations de volailles en provenance de France, car, selon ce syndicat, le gouvernement français subventionne son élevage de façon illégale, permettant ainsi la production de dindes et de poulets à bas prix. Cette concurrence « injuste » entraînerait la suppression de milliers d'emplois en Grande-Bretagne.

Elles sont encore invitées, les ménagères britanniques, à ne plus acheter, pendant une semaine, d'œufs pondus dans les élevages industriels en batterie. C'est une association, dénommée Les amis de la poule, qui entend par cette campagne démontrer aux pouvoirs publics l'opposition de consommateurs à cette méthode de production qualifiée de « cruelle » par l'organisation britannique. Celle-ci fait valoir qu'il existe d'autres méthodes d'élevage intensif qui permettraient de satisfaire les besoins alimentaires sans soumettre les poules à « un emprisonnement à vie ». La Commission de Bruxelles a d'ailleurs chargé un groupe de travail d'étudier ce problème. Un rapport devrait être publié en juillet.

● *Dégâts dans l'agriculture en Gironde.* — Une commission a été désignée par la préfecture de la Gironde pour déterminer les causes et les conséquences du sinistre qui a ravagé, le vendredi 8 mai, plusieurs centaines d'hectares dans le nord-est de la Gironde. Il semble que la grêle soit essentiellement incriminée, mais en association avec une véritable tornade. Si la vigne a été un peu touchée en bordure de Graves et du Sauternes, les cultures céréalières, fruitières, maraîchères et tabacoles ont été totalement détruites dans certaines zones des cantons de Langon, Auros et La Réole. Dans les vignobles ou dans les zones fruitières, la récolte est parfois compromise pour deux ans. De très nombreux dégâts ne peuvent entrer dans la catégorie des sinistres agricoles. Ils concernent les maisons particulières, les équipements et les édifices communaux. La grêle a atteint une telle violence qu'en certains endroits des gens et des bovins ont été blessés, des volailles tuées, des voitures cabossées, des serres et des hangars détruits. — *(Corr.)*

AFFAIRES

Les exportations d'automobiles japonaises vers l'Europe

LES DIX AUTORISENT LA COMMISSION A NÉGOCIER UN ACCORD AVEC TOKYO

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — La Commission européenne a obtenu, le 19 mai, le feu vert des ministres des affaires étrangères des Dix pour négocier, à Tokyo, un accord d'auto-limitation des exportations de voitures japonaises vers la C.E.E.

Quelle est la portée de l'effort de modération demandé aux Japonais ? La réponse est loin d'être claire. Il semble que la Commission ait comme seule ambition d'obtenir qu'il n'y ait pas de dégradation supplémentaire de la situation en 1981. Ceci pourrait signifier que la Communauté accepterait la stabilisation des taux de pénétration des importations japonaises au niveau atteint au cours du premier trimestre 1981 (au cours de ces trois premiers mois de l'année, on avait enregistré une augmentation des importations de 18 %). Ceci confirme que la commission, qui de la sorte fait très largement sienne la position défendue par l'Allemagne, renonce d'entrée de jeu à obtenir du Japon un *traitement aussi favorable que celui* accordé par Tokyo aux Etats-Unis.

Le conseil des ministres, après avoir noté que les importations de voitures japonaises continuent à progresser de façon préoccupante dans la Communauté et en particulier au Bénélux, a donné son accord aux objectifs que s'est fixés la commission pour les discussions informelles qu'elle va engager à Tokyo.

● Faire reconnaître par le Japon « les efforts continus de modernisation et d'adaptation accomplis par l'industrie européenne » ;

● Obtenir l'engagement que les automobiles japonaises qui ne pourront plus être exportées vers les Etats-Unis, du fait de l'arrangement conclu avec ce pays, ne seront pas détournées vers la C.E.E. ;

● En outre, et surtout, obtenir l'engagement que les ventes de voitures japonaises vers la C.E.E. feront l'objet de mesures analogues à celles décidées par le Japon à l'égard des Etats-Unis, et cela en particulier en ce qui concerne l'exportation vers les pays de la communauté où la situation de l'industrie automobile est particulièrement affectée.

Plusieurs délégations ont demandé à la commission ce qu'il fallait entendre exactement par mesures « analogues », plusieurs d'entre elles, dont la délégation française, souhaitant qu'il soit précisé que l'on demanderait aux Japonais de revenir au taux de pénétration des années 1979-1980, soit exactement ce qui a été décidé en faveur des Etats-Unis. M. Lambsdorf, le ministre allemand, a fait observer que cela serait là demander trop et il a été appuyé par M. Haferkamp, le *vice-président de la commission* chargé des relations extérieures, qui négociera à Tokyo. Finalement, il a été inscrit au procès verbal la phrase disant qu'il ne fallait pas de dégradation supplémentaire en 1981, qui peut faire l'objet d'interprétations. — Ph. L.

L'État néerlandais décide de prendre le contrôle de Volvo Car

De notre correspondant

Amsterdam. — L'Etat néerlandais prendra une participation majoritaire dans Volvo Car (ex-Daf) en vue d'assurer l'avenir de la production de voitures aux Pays-Bas, a annoncé lundi 18 mai le ministre de l'intérieur, M. Wiegel.

L'Etat, qui détient 45 % du capital, le reste (55 %) étant détenu par le groupe suédois Volvo, a l'intention d'acquérir par des augmentations de capital successives au cours des quatre prochaines années une majorité de 70 % des actions, selon le ministère des affaires économiques. Le gouvernement a décidé d'accorder dans un premier temps un soutien financier de 300 millions de florins (651 millions de *francs* environ) à Volvo Car afin d'éponger ses pertes financières considérables et de développer de nouveaux modèles. L'année dernière, Volvo Car, dont l'usine principale se trouve à Born, dans la province du Limbourg, aurait accusé des pertes de 150 millions de florins (325,5 millions de francs environ). Volvo Car emploie quelque six mille personnes dans ses usines du Sud. Environ mille emplois devront être supprimés en raison d'un projet de réorganisation présenté en décembre.

Depuis qu'en 1975 Volvo a pris le contrôle (à l'époque 75 % du capital) du secteur voitures particulières de Daf, l'Etat est intervenu à plusieurs reprises. En 1977, Volvo Car a obtenu une subvention de 100 millions de florins (217 millions de francs environ). Deux ans plus tard, l'apport public dépassait le demi-milliard de florins et l'Etat avait acquis une participation de 45 %.

L'annonce par le gouvernement de ses projets avec Volvo Car survient peu avant les élections législatives du 26 mai. Le gouvernement a été critiqué par l'opposition de gauche du fait de son incapacité d'enrayer le chômage. Quelque trois cent cinquante mille personnes se trouvent sans travail alors que le gouvernement avait espéré réduire le nombre des chômeurs à cent cinquante mille.

RENÉ TER STEEGE.

LE CODIS A RETENU VINGT-HUIT PROJETS INDUSTRIELS

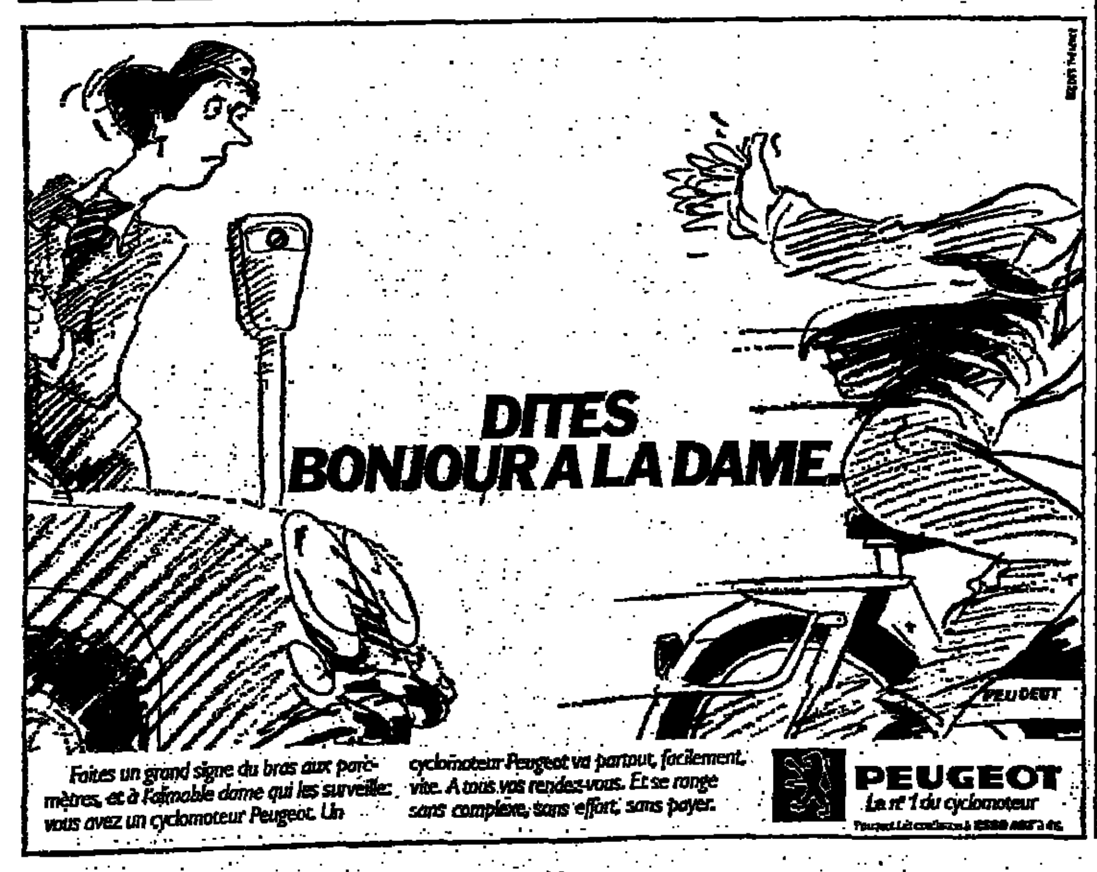
Le Comité d'orientation et de développement des industries de caractère stratégique (CODIS), créé en octobre 1979 afin de coordonner les interventions françaises de l'Etat en faveur des entreprises dans un certain nombre de secteurs, a finalement retenu vingt-huit dossiers sur les quarante-trois qui lui ont été soumis.

Ces projets, a rappelé, lundi 18 mai, M. Giraud en présentant le bilan du CODIS, concernent les domaines de la bureautique, de l'électronique, des travaux sous-marins, de la robotique, de la régulation du chauffage et des pompes à chaleur et, enfin, de la bio-industrie. La chimie fine allait être le huitième thème retenu.

Les investissements totaux prévus par ces projets atteignent, sur la période 1980-1985, de 15 à 16 milliards de francs et représenteront un chiffre d'affaires de 23 milliards de francs à l'horizon 1985. Au total, ces vingt-huit projets mettaient en œuvre des concours publics d'un montant de 2 milliards de francs.

D'abord orienté sur les grands groupes, ne serait-ce qu'en raison des sujets traités, le CODIS recevait de plus en plus de dossiers en provenance de P.M.I.





هكذا من الاصل

ÉTRANGER

LA VÉRITÉ AU SOLEIL LEVANT ?

(Suite de la première page.)

La guerre aux mythes est déclarée et, à cet égard, un numéro spécial de qualité, sorti à la fin de l'année dernière, y a puissamment contribué (3). Retenons deux thèmes : l'emploi à vie et la firme au consensus de... béton. Un Japonais, professeur de sociologie à l'université de Tokyo, M. Ken'ichi Tominaga, nous explique que les systèmes de l'emploi à vie et de salaire à l'ancienneté, qui paraissent si peu cadrer avec les exigences de mobilité du capitalisme, ne sont en rien l'héritage du féodalisme. C'est seulement après la première guerre mondiale que les grandes entreprises ont cherché à stabiliser une main-d'œuvre peu contrôlable et payée au jour le jour en proposant aux jeunes des plans de carrière. Après 1945, les syndicats ont demandé pour leurs adhérents la garantie de l'emploi jusqu'à l'âge de la retraite. Ce sont donc les nécessités de l'industrialisation rapide et de la concurrence qui ont poussé les hommes d'affaires à « fixer » leur personnel.

L'inconvénient de ne pouvoir ajuster leur main-d'œuvre au marché de l'emploi a été jusqu'ici secondaire, étant donnés l'augmentation continuelle et le rythme de croissance. D'un autre côté, la formule a sûrement contribué au renforcement du moral des ouvriers et de l' « esprit maison ». Mais il est certain que, si la croissance se ralentissait, la rigidité de ces techniques sociales se ferait sentir.

Déjà un expert comme M. Susumu Taka Miya, vice-président de l'Association internationale de gestion du Japon, se pose nettement la question et conclut que la prééminence donnée à l'expansion est le seul moyen de sauver le système de management, la « conception de groupe » qui caractérise l'entreprise japonaise. Il n'est pas de croissance que quantitative. Il y a une façon nouvelle d'organiser les facteurs de production qui débouche sur une croissance qualitative, sur un accroissement de la productivité. Mais ce réaménagement réussira-t-il à sauver les formules sociales en honneur aujourd'hui dans l'entreprise ?

Difficile à dire d'autant plus que le drapeau du consensus n'est souvent qu'un manteau de Noé.

Francis Ginsbourger raconte (4) la colère d'un ouvrier de Toyota quand on lui dit que, au Japon, les travailleurs prennent leur temps de maladie sur leurs congés pour ne pas faire perdre de l'argent à l'entreprise. *« Ils se mettent en congé,* dit-il, *parce qu'ils perdent trop d'argent s'ils se mettent en maladie. Les trois premiers jours ne sont pas indemnisés. Les jours suivants sont payés par l'assurance à 80 % du salaire de base... qui ne comprend ni les primes, ni les heures supplémentaires, ni le « bonus ». Cela représente 35 % à 40 % du salaire réel moyen d'un ouvrier. »*

« *Tout pour la machine.* » Ainsi pourrait être définie grossièrement la recette de productivité japonaise. *L'électronisation des transferts entre* machines, leur synchronisation, la détection des pannes, le changement automatique des outils appropriés à chaque modèle, sont autant de moyens d'éliminer les temps morts. Comme la formule bien connue de sous-traitance permet de réduire au minimum les stocks, tout s'organise en aval et en amont au service de la production, si bien que l'homme doit s'adapter constamment aux charges de travail variables. Qui a parlé de la fin du taylorisme ?

Tout repose en fait sur un « noyau stable » de travailleurs dont on recherche l'adhésion idéologique. Pour les autres (immigrés, non qualifiés, ou tout simplement ceux qui n'adhèrent pas au système), ils peuvent être remplacés d'un jour à l'autre, comme les 70 % de salariés des petites et moyennes entreprises.

Une grande patience dans la recherche du détail

Après un voyage au Japon, Edmond Maire n'hésitait pas à parler d'un « anti-modèle » (5). Selon lui, la spé*cificité des rapports sociaux ne per*met nullement de masquer la séparation profondément ressentie entre travailleurs et employeurs. Quant à la protection sociale, elle est très en *retard : pas de SMIC, retraites très* faibles pour la plupart, absence d'indemnisation du chômage.

Les caractéristiques à la fois « productivistes » et attardées du système japonais empêchent qu'on puisse penser à des transpositions dans nos pays (6). Mais, si l'exportation des structures est impensable, celle des stratégies, en revanche, est tout à fait possible.

M. Meraru Yoshimori a réalisé pour la *Reivue française de gestion* dont nous avons parlé, une étude très concrète portant sur douze entreprises japonaises en France, et sa lecture *devrait redonner du cœur au ventre* à nombre d'hommes d'affaires français qui voient dans la concurrence nippone une sorte de minotaure. Comme l'écrit notre auteur, *« l'ouverture internationale des marchés rend de plus en plus identiques les stratégies déployées par les entreprises nationales ou étrangères »*. Sur quoi repose le succès de la stratégie japonaise ?

Au chapitre des produits, on peut distinguer trois zones de surveillance importante :

1) Le rapport qualité-prix. La majorité des biens proposés par les firmes japonaises subissent un processus constant d'amélioration de la qualité technique et esthétique afin de réaliser une différenciation significative par rapport aux produits concurrents. Etre toujours sur le « qui-vive », ne jamais se reposer sur ses lauriers, ce sont là des slogans à inscrire sur le fronton de toutes les firmes qui veulent prospérer. Pour les produits à mutation technologique rapide (exemple : appareils photo, équipement hi-fi, etc.) le secret consiste à proposer de nouveaux produits avant les concurrents et de baisser les prix dès l'apparition des suivants ; pour les produits où la mutation technologique est stabilisée (exemple : ascenseur, automobile, tracteur, etc.) il faut réaliser des économies d'échelle par le volume de la production élevé, et une qualité *supérieure à celle des concurrents ;*

2) L'innovation du procédé. Cela va de l'automatisation poussée à la gamme étendue des fabrications, en passant par la conception et la réalisation des machines et outillages, voire l'intégration verticale pour améliorer la productivité, la compression maximum du niveau des stocks, etc. ;

3) Les soins du service. Le délai de livraison des firmes japonaises est généralement plus court que celui de leurs concurrents étrangers. Ainsi, telle firme célèbre de fermetures à glissière livre sur le marché français ses marchandises vingt-quatre heures après réception de la commande, alors qu'il fallait traditionnellement huit à dix jours dans cette branche. Quant au service après-vente il est, on le sait, particulièrement efficace.

Pas de magie, on le voit, dans la stratégie japonaise. Rien qui ne puisse être adapté sous d'autres cieux. Il est important de noter, au reste, que les entreprises les plus performantes détiennent une part importante du marché intérieur japonais. L'une des forces de ces firmes est de se livrer une concurrence très vive à l'intérieur des frontières, mais de s'épargner sur les marchés extérieurs avec l'appui des autorités publiques.

« Au Japon, écrit Fosco Maraini (7), *la beauté est initiatique : on la mérite, elle est le prix d'une longue et parfois pénible quête, elle est intuition dernière... »* Il en est ainsi du succès industriel. La leçon que l'Occident doit recevoir du Japon est celle d'une grande patience dans la recherche du détail qui fait vibrer le client. C'est peut-être moins noble que de rajouter sur une étoffe le trait de pinceau essentiel. La démarche n'est pas différente.

PIERRE DROUIN.

(3) *Revue française de gestion.* Le Japon, mode ou modèle ?, n° 27-28. F.N.E.G.E., 72, avenue Hoche, 75008 Paris. Voir aussi *Japon 1980, impressionnant,* par André Vernier, syndicat C.F.T.C. des travailleurs de la sidérurgie lorraine, 23, rue du Général-de-Gaulle, B.P. 70, 57703 Hayange.

(4) *Les Temps modernes* (février 1981).

(5) *Le Nouvel Economiste* du 23 mars 1981.

(6) C'est également l'avis de M. J.-P. Doumenc, directeur adjoint du cabinet du ministre du travail, dans son rapport « Mission sur l'emploi et les relations sociales dans l'entreprise au Japon ». Edité par le ministère du travail, 127, rue de Grenelle, 75007 Paris.

(7) *Japon,* Editions Arthaud, 1969.



هكذا من الاصل

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

● *Création d'une usine Akai en France.* — La direction du Trésor vient de donner son accord pour l'implantation d'une usine de *matériel hi-fi* à Honfleur (Calvados) par le groupe japonais Akai. Cette usine, dont la main-d'œuvre serait à 80 % féminine, devrait produire, dès mars 1982, près de cent mille tuners par an. La réalisation de ce projet représente un investissement de 30 *milliards* de francs. Le capital sera détenu à raison de 67 % par Akai Japon et 33 % par Akai France.

● *A Manufrance,* la Société coopérative ouvrière de production et de distribution (SCOPD) a déposé lundi 18 mai une caution bancaire auprès des deux syndics chargés du plan de relance de la société par le tribunal de commerce de Saint-Etienne. Celui-ci décidera par la suite de la reprise en location-gérance de la production de Manufrance et de l'embauche du personnel et de la viabilité du projet.

Etranger

CANADA

● *Le Canada* comptait, fin avril, huit cent quatre-vingt-six mille chômeurs, *soit 7 % de la population active,* le plus bas taux enregistré depuis juin 1976. En un mois, le pourcentage des personnes sans *emplois* a diminué de 0,4 %. La province du Nouveau-Brunswick est la seule qui ait enregistré une augmentation du taux de chômage, qui est passé *en avril* à 11,1 %. Elle est celle où le chômage est le plus fort avec l'île du Prince-Edouard, où toutefois le nombre de chômeurs a diminué de 1,7 %. — *(A.F.P.)*

ETATS-UNIS

● *La production industrielle américaine* a progressé de 0,4 % en avril, après avoir enregistré une hausse de 0,5 % en mars et une baisse de 0,1 % en février (chiffres révisés). Selon la Réserve fédérale, l'indice aurait progressé de 0,7 % si la production de charbon, affectée par la grève des mineurs, avait été normale. En avril a été observée une progression de près de 5 % de la production d'automobiles et celle de bien d'équipement a augmenté très notablement. L'indice général (base 100 en 1967) s'est *inscrit à 152,8, soit 3 %* de plus qu'en avril 1980, et 0,3 % en dessous de son *plus haut niveau* enregistré en mars 1980, à la veille de la *récession.* — *(A.F.P.)*

● *L'industrie américaine* a tourné à 80,3 % de sa capacité en avril, soit à son plus haut niveau depuis un an et + 0,3 % par rapport à mars. Le taux d'utilisation avait atteint un minimum de 74,8 % en juillet, suite à la récession. De leur côté, les mises en chantier de nouveaux logements ont continué de progresser quelque peu en avril, après leur forte baisse enregistrée au début de l'année. Selon le département du commerce, elles ont atteint en rythme annuel, 1,34 million d'unités, en augmentation de 4,2 %. Elles avaient déjà progressé de 6,1 % en mars après avoir brutalement *chuté de 27 %* en février. Le secteur de la construction a été fortement défavorisé par la hausse des taux d'intérêt. En avril, *le taux d'intérêt immobilier moyen* a été de 15,59 %. — *(A.F.P.)*

● *Les ventes américaines au détail* ont fléchi de 1 % en avril. Il s'agit du premier fléchissement mensuel enregistré depuis un an, relève le département du commerce, soulignant qu'il est imputable à une contraction des ventes d'automobiles. Abstraction faite de ces dernières, la progression a été de 0,9 %. Ces ventes au détail se sont élevées à 86,3 milliards de dollars en avril contre 87,18 milliards en mars (chiffre révisé). — *(A.F.P.)*

ISRAEL

● *L'inflation en Israël.* — L'indice israélien du coût de la vie a, en avril, augmenté de 10,7 %. C'est la quatrième fois depuis 1948 qu'un indice aussi élevé est enregistré pour un seul mois, et l'inflation annuelle atteint maintenant le rythme de 135 %.

Le secrétaire général de la centrale syndicale Histadrouth, M. Meschel, a exigé la démission du ministre des finances. Il le juge *« responsable de la baisse constante du niveau de vie »* des salariés qui avait diminué de 9 % en 1980. Cependant, la dette extérieure d'Israël représentait, fin mars, *21 875 millions de dollars* (5 650 dollars par habitant) alors que les réserves en devises s'élevaient à 8 430 millions de dollars. — *(A.F.P.)*

R.F.A.

● *La R.F.A. va lancer la première tranche de l'emprunt* qui devait à l'origine être émis parallèlement par Paris et Bonn et auquel les autorités françaises ont décidé de renoncer *dans* l'immédiat. L'emprunt d'un montant de 1,5 milliard de marks (3,6 milliards de francs) *sera* émis en marks sur le marché international des capitaux par un organisme public, Kreditanstalt Fur Wideraufbau (K.F.W.) a indiqué le ministre ouest-allemand des finances, M. Matthoefer et devrait être couvert par des capitaux saoudiens et d'autres pays de l'OPEP. Au total, Bonn empruntera 6,3 milliards de marks (15 milliards de francs).

● *Les prix industriels ouest-allemands* ont augmenté de 1 % en avril, soit de nouveau autant qu'en janvier, leur hausse avait été un peu moins *forte* en *février* (0,8 %) et en mars (0,9 %). Sur un an, l'augmentation des prix industriels a été de 6,8 % en avril contre 7 % en mars, 6,7 % en février et 6,8 % en janvier. Le résultat d'avril a été dû en particulier aux prix du gaz naturel et de l'essence qui ont fait un bond respectif de 6,9 % et de 6,1 %. D'autre part, le chiffre d'affaires du commerce de détail ouest-allemand a baissé de 4 % en volume au premier trimestre par rapport à la même période de 1980, progressant en valeur de 1 % seulement. — *(A.F.P.)*

YOUGOSLAVIE

● *Les prix yougoslaves à la consommation* ont augmenté de 19,1 % de janvier à avril. Selon l'Office fédéral des statistiques, le coût de la vie a enregistré une hausse de 50,3 % durant les douze derniers mois. — *(A.F.P.)*

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou Dép. —		Rep. + ou Dép. —		+ bas	+ haut
$ E.-U.	5,5210	5,5230	— 110	— 50	— 220	— 106	— 530	— 220
$ can.	4,6085	4,6125	— 110	— 33	— 175	— 60	— 440	— 125
Yen (100)	2,5050	2,5085	+ 225	+ 270	+ 420	+ 490	+1115	+1700
DM	2,4085	2,4105	+ 90	+ 120	+ 150	+ 210	+ 380	+ 330
Florin	2,1650	2,1675	+ 100	+ 130	+ 170	+ 225	+ 420	+ 560
F.B. (100)	14,7740	14,7870	— 250	0	— 510	— 65	—1350	— 230
F.S.	2,7060	2,7085	+ 165	+ 210	+ 290	+ 360	+ 700	+ 870
L (1 000)	4,8330	4,8370	— 235	— 150	— 445	— 300	—1225	— 800
£	11,5440	11,5540	+ 450	+ 630	+ 860	+1180	+1775	+2540

TAUX DES EURO-MONNAIES

DM	10	10 1/2	12	12 3/8	12 1/4	12 5/8	12 3/8	12 3/4
$ E.-U.	18 1/4	18 1/2	18 1/2	18 7/8	18 1/2	18 7/8	17 5/8	18
Florin	9 3/4	10 1/2	11	11 5/8	11 1/4	11 7/8	11 3/4	12 1/4
F.B. (100)	15	17	16	18	16	18	16	17
F.S.	0	1	9 7/8	10 3/8	10	10 3/8	9 7/8	10 3/8
L (1 000)	16	18	21	23	21	23	21	23
£	11	11 3/4	11 5/8	12 3/8	11 7/8	12 1/2	12 3/8	13
F. français	18	18 1/2	19 1/4	19 3/4	19 1/4	19 3/4	18 3/4	19 1/4

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

SOCIAL

ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES

Recul de la C.G.T. à Usinor-Denain et à Renault-Flins

Tout en restant nettement majoritaire à Usinor-Denain et, à un degré moindre, à Renault-Flins, la C.G.T. a enregistré, aux élections des délégués du personnel qui viennent de se dérouler dans ces deux usines, un recul, qui s'est soldé par la perte de plus de 5 % des suffrages dans le premier établissement et de plus de 6 % dans le second (collèges ouvriers). Dans les deux cas, la baisse d'audience de la C.G.T. profite à la C.F.D.T. et à F.O., ainsi, à Usinor-Denain, qu'à la C.F.T.C.

A Usinor-Denain, la C.G.T., nous indique notre correspondant, explique ainsi son recul : « *Parmi les travailleurs qui sont partis de l'usine, on compte une très forte proportion de sympathisants de la C.G.T. D'autre part, la direction n'a pas hésité à faire payer à la C.G.T. le combat de classe qu'elle a mené pour le maintien de la fonte et de l'acier à Denain.* » A Renault-Flins, la C.G.T. estime que *« la campagne anti-cégétiste menée de concert par la direction, la C.F.D.T. et F.O. a vraisemblablement entretenu la confusion »* et que le scrutin *« s'est déroulé dans la situation complexe de l'élection présidentielle ».*

USINOR-DENAIN. — Premier collège : inscrits, 1 422 ; exprimés, 1 220. Ont obtenu : C.G.T., 749 voix, 61,39 % (— 5,52 % par rapport à 1980) ; C.F.D.T., 360 voix, 29,50 % (+ 3,11 %) ; F.O., 64 voix, 5,24 % (+ 0,78 %) ; C.F.T.C., 47 voix, 3,85 % (+ 1,06 %).

Deuxième collège : inscrits, 278 ; exprimés, 224. Ont obtenu : C.F.D.T., 102 voix (+ 2 % par rapport à 1980) ; C.G.C., 109 voix (+ 1 %) ; UGICT-C.G.T., 68 voix (— 5,7 %) : F.O., 15 voix.

RENAULT-FLINS. — Premier collège : inscrits, 16 221 ; exprimés, 10 657. Ont obtenu : C.G.T., 5 629 voix, 52,8 % (— 6,36 % par rapport à 1980) : C.F.D.T., 3 850 voix, 36,1 % (+ 4,61 %) ; F.O., 1 178 voix, 11 % (+ 1,75 %).

Deuxième collège : inscrits, 3 501 ; exprimés, 1 306. Ont obtenu : C.G.C., 498 voix, 38,1 % (— 1,4 % par rapport à 1980) ; C.F.D.T., 403 voix, 30,8 % (+ 8,7 %) : UGICT-C.G.T., 306 voix, 23,3 % (— 4,6 %) ; F.O., 99 voix, 7,5 % (— 2,6 %).

● *Les salariés d'une usine expulsent les membres de la direction.* — Les ouvriers de la société Digue (six cents salariés), qui fabrique des roulottes de camping à Rozoy-sur-Serre (Aisne), ont expulsé, le 18 mai, les membres de la direction *de cette entreprise,* qui se sont provisoirement installés dans un local de la mairie. Le personnel s'était mis en grève après l'envoi de lettres de licenciement à quatre-vingt-dix-sept salariés. Le travail a repris après le départ des dirigeants de l'usine.

● *Aux établissements Sandvik-Broussaud* (métallurgie), de Limoges, cinquante et un salariés sur deux cent soixante-dix vont être licenciés pour raisons économiques. La C.G.T., qui s'oppose à cette décision de la direction, préconise une réduction de la durée du travail, dans cette entreprise, vers la semaine de 35 heures.

● *De nouveaux grévistes de la faim* se sont joints, le 18 mai, à Chalon-sur-Saône (Saône-et-Loire) aux seize immigrés tunisiens qui ont entamé un jeûne dans cette ville pour obtenir la régularisation de leur situation. Le préfet de Saône-et-Loire avait fait savoir, la semaine dernière, qu'aucune mesure d'expulsion ne serait prise à leur encontre avant que le nouveau gouvernement ne soit mis en place. Les protestataires, à présent au nombre d'une vingtaine, réclament cependant des garanties écrites.

هكذا من الاصل

SOCIAL

CORRESPONDANCE « Pauvres de toujours et pauvres d'aujourd'hui »

L'enquête, intitulée « Pauvres de toujours et pauvres d'aujourd'hui », *publiée dans « le Monde » des 3, 4, 5 et 8 mars, et l'analyse*, dans nos éditions datées 24 mars, du rapport Oheix « Contre la précarité et la pauvreté », nous ont valu un important courrier, dont on lira les extraits les plus significatifs.

Nos lecteurs manifestent leur satisfaction d'avoir vu un tel sujet traité dans ces colonnes. Cependant, un reproche nous est assez souvent adressé : celui de n'avoir pas suffisamment mis en lumière la volonté des pauvres eux-mêmes de lutter contre le sort qui leur est fait. Le courage et la dignité des plus démunis, et la solidarité dont ils font souvent preuve entre eux, étaient, en effet, à souligner.

Un autre rapport, intitulé « La pauvreté et la lutte contre la pauvreté », a été établi par la Fondation pour la recherche sociale (1) à la demande de la direction de l'emploi et des affaires sociales de la Commission des Communautés européennes qui a fait la même démarche auprès des autres Etats de la C.E.E.

Les experts bruxellois élaborent une synthèse de ces travaux. Selon une première « mouture », il apparaît que la C.E.E. compte trente millions de pauvres, soit près de 20 % de la population. Parmi eux, dix millions disposent de moins de 40 % du revenu net moyen. Mais 90 % des habitants de l'Europe des Neuf bénéficient d'assurances sociales ou d'allocations gouvernementales.

M. C.

Militantisme et dignité

M. Laurent Lehuen, de Valdoie (territoire de Belfort), nous écrit :

Il me semble que vous mettez trop peu l'accent sur une dimension essentielle, à savoir la dignité à laquelle aspirent ces familles [du quart-monde] et que la société leur refuse. La lecture de votre [premier] article laisse l'impression que ces familles subissent leur situation passivement et ne reflète pas le courage et la volonté dont elles font preuve, ni leurs révoltes et leurs espoirs.

A propos de différentes organisations humanitaires, vous parlez de militantisme. Il s'agit là, à mon avis, d'un militantisme *pour* les plus pauvres. J'ai, pour ma part, la conviction que la reconnaissance de leur dignité passe aussi par un militantisme *par* les plus pauvres eux-mêmes. Ceci est possible, puisque, déjà, de nombreuses familles sous-prolétaires militent avec le mouvement Aide à toute détresse-quart-monde, et ceci est fondamental.

[En outre], si les familles les plus défavorisées sont généralement nombreuses, c'est plutôt parce que cela représente la seule source d'affection et de satisfaction. Pour elles, les enfants sont l'espoir. Et le droit à l'amour, qu'en fait-on ? L'ignorance des méthodes contraceptives actuelles expliquent aussi l'impossibilité, pour ces familles, d'un « planning familial ».

***

M. Denys Cordonnier, de Ville-d'Avray (Hauts-de-Seine), nous fait part des réflexions suivantes :

Il est essentiel que [l'on soit] *scandalisé par la misère. Il est* encore plus important que le regard que nous portons sur les plus pauvres soit un regard porté sur des humains. Car les plus pauvres vivent tous les jours des luttes, des solidarités, ils expriment *tous* les jours des aspirations, rarement comprises comme telles. Quand notre société connaîtra réellement tout ce que vivent les plus pauvres — et pas seulement leur « vécu négatif », — elle pourra, non seulement chercher à détruire la misère, mais aussi *compter* sur les plus pauvres et les plus exclus *dans la lutte* contre la misère et l'exclusion. Telle était, notamment, l'intuition fondamentale de l'abbé Pierre.

La misère rurale

Un lecteur de Mulhouse, qui désire conserver l'anonymat, insiste, quant à lui, sur la misère morale :

Tout aussi grave, et peut-être *plus fréquente en France*, est la misère morale. Elle se manifeste bien sûr par le racisme, mais aussi par le chômage et son annexe, l'intérim. Ce sont là des misères d'espoir, puisque les victimes ne perdent pas seulement leur moyen de vivre. Leur santé se délabre, le ressort de la vie, c'est-à-dire l'espoir et les projets qui lui sont liés, se casse rapidement. Quoi de plus déroutant que de constater que les organisations qui prétendent avoir vocation à défendre les salariés ont complètement « oublié » les chômeurs et les intérimaires ? (...) Il est vrai que tous les candidats-présidents ont eu la langue chargée des problèmes de l'emploi. Mieux vaut tard que jamais ?

En tant qu'Alsacien, j'ai naturellement été bouleversé d'apprendre l'existence de ces « Boches » de Clermont-Ferrand. Boches, nous sommes habitués à être traités ainsi. Mais, contrairement à d'autres ethnies, nous n'avons pas encore mérité de faire l'objet d'une étude sérieuse — c'est-à-dire décapée des clichés — de notre particularisme et d'une situation qui confine à maints égards à la dépossession de notre cadre de vie. (...)

Vous vous êtes fort justement préoccupé des modalités de l'aide qui pourrait ou devrait être accordée au quart-monde. En France, on n'a pas de pétrole mais on a des chiens (neuf millions ?). N'est-il pas temps d'instituer enfin, comme dans tous les pays voisins, une taxe sur les chiens et sur tous les bénéfices faciles acquis à la faveur de la prolifération canine (1) ? Est-ce trop demander aux propriétaires de chiens une somme annuelle de 150 F à 200 F, alors même que chacun d'eux dépense mensuellement pour son toutou 100 F à 300 F ? Priorité au pedigree ou à l'humain ?

(1) N.D.L.R. : les auteurs du rapport Oheix avaient sérieusement envisagé, un moment, de formuler cette proposition.

Un rapport sérieux

M. Paul Paquotte, directeur régional honoraire des affaires sanitaires et sociales, de Bray-Dunes (Nord), insiste sur le sérieux du rapport Oheix :

L'analyse et les propositions contenues dans le rapport de M. Oheix représentent incontestablement une approche sérieuse et approfondie du problème de la *pauvreté en France*. Il y a cependant, de ma part, un « oui mais », dans la mesure où, parmi les causes, la bureaucratie, prise dans son sens le plus péjoratif, est accusée de « *secréter de la pauvreté* » (...) Il faudrait reconnaître que ce phénomène [de bureaucratie] touche toute entreprise d'une certaine dimension, qu'elle soit publique ou privée. (...) Il est sûr, comme le souligne le rapport, que les personnes les plus démunies, matériellement et intellectuellement, sont les premières victimes des arcanes bureaucratiques, [mais] il peut être fait remarquer que les règlements ne sont élaborés par les fonctionnaires moyens, à qui il arrive quelquefois de déplorer l'absence de réalisme de certaines dispositions, quand il faut les mettre en pratique.

(...) Pour avoir servi l'administration sociale, je suis persuadé que les problèmes de l'usager en difficulté mériteraient une écoute plus personnalisée, en le guidant dans ses démarches, sans en faire un assisté total. Enfin, il faut faire remarquer que les fonctionnaires participent déjà, par l'impôt, à la solidarité nationale, dans une mesure qui ne subit aucune altération et aucun oubli ! Au surplus, la garantie de l'emploi n'est pas un avantage totalement gratuit, une certaine « dévaluation » étant observée, à connaissances et responsabilités égales, entre les agents de la fonction publique et leurs homologues du secteur privé.

« La loi du tout ou rien »

Mme Denise Mermoux, de Paris, regrette pour sa part certaines complexités administratives :

Depuis des décennies, les services sociaux s'époumonent à signaler que les meilleures mesures sociales sont toujours des cotes mal taillées. Pis, que le perfectionnisme dans la diversification aboutit à ces textes complexes, abscons, tatillons, créant autant d'injustices et d'inégalités qu'ils prétendent en supprimer. Le mieux est souvent l'ennemi du bien. Mais en dernière analyse, il existe de ces « trous » auxquels il pourrait être remédié. Comme d'habitude, les assistants sociaux ne sont jamais consultés, même et surtout en ce qui touche à leur domaine d'activité.

Les facteurs suivants me paraissent déterminants : ils contribuent à déstabiliser, sur le plan psychologique et économique.

1. — *Les délais inadmissibles* mis à la liquidation et au paiement des pensions invalidité et vieillesse. Vous les signalez à juste titre. Au mieux, il faut attendre six mois le premier versement à terme échu.

2. — *La fréquence trop réduite des diverses commissions* (sécurité sociale, aide sociale, etc.), leur trop grande centralisation, ce qui aboutit à leur encombrement et à un examen souvent bâclé des dossiers, à de grands retards dans l'acheminement des notifications de décisions.

3. *La fixation des plafonds de ressources*, en matière d'« avantages » non contributifs, *à des chiffres beaucoup trop bas : (...)* Dans ces conditions, comment s'indigner — vertueusement — du travail noir, du manque de conviction de certains handicapés à une réinsertion dans des emplois peu rentables, juste assez pour leur faire dépasser le plafond ! C'est la loi du tout ou rien, ou presque. On perd alors, non seulement l'« avantage » principal, mais aussi certaines aides qui lui sont afférentes. Et l'on reçoit — ô ironie — une notification de rejet, motif : « *ressources suffisantes* ».

Une lettre du maire de Clermont-Ferrand

Nous avons reçu de M. Roger Quilliot, maire (P.S.) de Clermont-Ferrand, sénateur du Puy-de-Dôme, une longue lettre, dont nous publions les principaux passages :

Je précise d'abord que l'appellation d'« Alsaciens » pour les nomades ou gitans de Clermont-Ferrand n'est connue d'aucun vieux Clermontois. Mon prédécesseur, *Gabriel Montpied*, maire pendant vingt-neuf ans, n'a *jamais* entendu ce nom. J'ajoute que les Alsaciens, qui sont venus nombreux à Clermont-Ferrand en 1939, y ont *été* fort bien accueillis comme le prouve leur témoignage et que nombreux sont ceux qui se sont parfaitement intégrés à la vie auvergnate.

Il faut distinguer dans les « gitans » (mais le mot est peut-être impropre en la circonstance) deux catégories : les nomades et les sédentaires. Pour les nomades, le séjour est strictement réglementé par arrêté municipal ; il existe une aire de stationnement qui nous a coûté 300 000 francs nouveaux il y a sept ans. Je dois préciser que, quinze jours plus tard, *tous* les robinets, toute la tuyauterie avaient été enlevés. Nous les avons replacés à deux reprises dans les douches, waters, lavoirs entièrement neufs que nous avions construits. Finalement, nous nous sommes contentés de laisser un point d'eau.

En principe, le problème scolaire ne se pose pas pour ces nomades qui ne peuvent stationner que quelques jours. Mais, même s'il se posait, je vous précise qu'il y a *exactement* 2,9 kilomètres entre l'école la plus proche et cette zone de stationnement et qu'il se trouve, à 200 mètres de là, plusieurs fermes dont les propriétaires n'ont jamais réclamé de ramassage scolaire. Je ne pense pas que les enfants de nomades soient moins résistants que ceux des derniers paysans de l'agglomération clermontoise. (...)

Je comprends la sollicitude que M. Castaing porte à ces personnes ; ce sont des hommes et des femmes ; mais il est vrai que leur comportement est difficilement supportable par une population qui accepte à la fois les avantages de la ville et ses contraintes. Or, ces personnes aimeraient avoir les avantages de la ville sans en avoir les contraintes. Elles souhaitent légitimement que l'on respecte leurs habitudes et leurs mœurs, mais ne portent que fort peu de respect aux mœurs, aux personnes et aux biens de ceux qui se trouvent à proximité, d'où les difficultés (...).

(1) On peut se procurer ce rapport auprès du service de presse du ministère de la santé et de la Sécurité sociale, 8, avenue de Ségur, 75007 Paris.

Les associations d'accueil et de réadaptation sociale espèrent obtenir des « moyens nouveaux »

De notre envoyé spécial

Nantes. — Bien qu'elle regroupe cent soixante-dix organisations, dont le Secours catholique, l'Armée du salut et Emmaüs et qu'elle compte deux mille administrateurs et deux cent cinquante centres d'hébergement, la Fédération nationale des associations d'accueil et *de réadaptation sociale* (FNARS) est mal connue (1).

C'est d'abord que la FNARS créée en 1956 pour « *développer toutes les initiatives visant à la dignité, l'épanouissement et l'autonomie des personnes en difficulté* », s'occupe, dit M. Jérôme Fuchs, son chargé des relations publiques, « *d'une population qui n'est pas électoralement intéressante. On gêne plus qu'autre chose* ». Aussi a-t-elle souhaité, par la voix de sa présidente, Mme Annie Bellon, que les journées d'études organisées du 14 au 16 mai, à Nantes, sur le thème « Evolution du handicap social : quelles solutions *d'avenir* ? » soient « *un coup de fouet pour l'imagination et l'esprit de recherche et d'entreprise* », dans le domaine qui est le sien.

Elle entend « *ne plus être à la traîne des pouvoirs publics mais constituer une force de proposition* ». Deux événements doivent faciliter cette tâche : l'arrivée à sa tête, en décembre 1980, d'une nouvelle équipe plus jeune et plus dynamique et... la venue au pouvoir d'un gouvernement de gauche.

Selon les délégués qui étaient *réunis* au nombre de quatre cents à Nantes, un « souffle nouveau » a animé les quatre forums intitulés : « Le fait associatif », où l'on a affirmé « *qu'il serait temps que les associations repensent leur rôle, qui n'est pas en priorité la gestion d'établissements et de services mais la réunion de nombreuses personnes pour la défense d'une cause* » ; « Refus et exclusion », où l'on a exigé « *le droit d'être des partenaires à part entière dans la réflexion et l'élaboration de tous les futurs textes administratifs* » ; « Prise en compte du travail », où l'on a souhaité que soient entreprises, pour les handicapés sociaux, « *des actions de préformation, allant de l'alphabétisation (près de 10 % de la population carcérale française est illettrée) à l'expérimentation d'un métier choisi* » ; et « Commande sociale », où l'on s'est demandé comment combattre « *le mal de vivre des exclus, qui, à l'heure actuelle, ne peut être compensé, malgré tous les services spécialisés existants* ».

Face à la montée de la pauvreté en France, liée à la crise économique et démontrée notamment par le rapport Oheix (*le Monde* du 24 mars) dont il a été souvent question au cours de ces journées d'étude, la FNARS veut faire jouer « *toutes les solidarités* », y compris gouvernementales.

Pour les *travailleurs* sociaux, qui ont par *nature* le cœur à gauche, l'élection de M. Mitterrand représente un espoir, et les délégués réunis *à Nantes ne voulaient pas douter* d'obtenir, dans un proche avenir, des « moyens nouveaux » pour aider à la réadaptation sociale des laissés-pour-compte. A cet égard, les réponses que le candidat socialiste avait faites avant le second tour à un questionnaire de la FNARS et qui ont été rendues publiques samedi ont été accueillies avec satisfaction par l'ensemble des congressistes.

Dans une lettre de cinq pages datée du 6 mai, M. Mitterrand assurait d'abord que « *les moyens matériels dont disposent les associations doivent être améliorés* » et que « *des mesures pour encourager la création d'emplois dans le secteur associatif doivent être prises très rapidement* ». Condamnant le plan quinquennal de formation professionnelle lancé par le gouvernement démissionnaire — « *il est inadmissible*, écrivait-il, *que toute une partie de la formation, celle qui concerne les jeunes notamment, soit mise sous la coupe du patronat* », — le futur président de la République indiquait que « *des initiatives de grande ampleur* » seraient proposées pour l'emploi des jeunes et que, pour les salariés, il serait institué « *un congé-éducation annuel de courte durée et un crédit éducation d'une durée maximum totale de deux ans* ».

Enfin, répondant à des questions diverses, M. Mitterrand se prononçait pour « *l'égalité des droits* » des travailleurs immigrés et « *l'abolition immédiate de la circulaire Bonnet-Stoléru* » ; pour la suppression « *des rappels fiscaux extrêmement lourds et des saisies qui empêchent les femmes devant quitter la prostitution d'envisager leur réinsertion* » ; et pour que « *la prison cède systématiquement le pas, en ce qui concerne les mineurs, au régime et au placement de l'éducation surveillée* ».

MICHEL CASTAING.

(1) Le siège social de la FNARS est situé 76, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris. Tél. 523-39-00 et 824-70-96.

هكذا من الأصل

Le Monde

régions

BATAILLES DANS LA MONTAGNE

APRÈS LA NEIGE, LA BOUE

La facture de l'hiver s'élèvera en Savoie à 100 millions de francs

Grenoble. — Exceptionnellement long et rigoureux, l'hiver 1980-1981 restera marqué, dans les Alpes, par toute une série d'accidents naturels : avalanches, glissements de terrain, débordements de torrents, coulées de boue, éboulements, qui ont emporté sur leur passage de nombreuses routes. Des pans de montagne se sont effondrés : une centaine d'habitations et de chalets d'alpage ont été détruits. Paradoxalement, on n'a compté que trois personnes victimes de ces catastrophes naturelles. Ainsi s'est trouvée *relancée la polémique sur les bouleversements* imprudents apportés à l'équilibre de la montagne par les grands aménagements touristiques.

De notre correspondant

Les dépenses de déneigement ont été multipliées par deux dans la plupart des communes de montagne et par trois ou quatre dans les communes de plaine. Dans le département de l'Isère les services de l'équipement estiment à environ 60 millions de francs les dégâts provoqués à la voirie départementale et communale par le gel et le dégel. En Savoie, la facture de la « marée blanche » s'élèvera à plus de 100 millions de francs. De très nombreuses petites communes de montagne devront consacrer pendant plusieurs années leurs maigres ressources à penser les plaies d'un *hiver extrêmement rude.*

« *Il s'est passé des choses inquiétantes cet hiver dans les Alpes* », constate un ingénieur du ministère de l'agriculture. Les avalanches ont essentiellement frappé de vieux villages installés dans la montagne depuis plusieurs siècles. Ainsi, à Saint-Colomban-des-Villards (Savoie) la mairie, l'école, la poste, les ateliers ruraux, le chalet de l'Office national des forêts et une ferme ont été rasés par le souffle d'une énorme avalanche. A Clavans (Isère), sept habitations ont été détruites par une avalanche dont le front dépassait 4 kilomètres. Ailleurs, ce sont des églises et des chapelles plusieurs fois centenaires qui ont été gravement endommagées par des coulées de neige.

Pourtant depuis 1970, date de la catastrophe qui fit trente-neuf victimes à Val-d'Isère (Savoie), les avalanches et leur tracé sont systématiquement recensés et cartographiés. Plusieurs de celles qui se sont déclenchées l'hiver dernier ont suivi des itinéraires nouveaux, ou bien elles ont dépassé les limites extrêmes connues jusqu'ici. Ce phénomène est d'autant plus étonnant que la quantité de neige tombée pendant l'hiver 1980-1981 au-dessus de 2 000 mètres d'altitude est comparable, voire inférieure, aux chutes enregistrées les années précédentes. Mais, comme en 1970, des masses de neige accumulées par le vent extrêmement instables se sont subitement mises en mouvement. Elles ont provoqué de très puissantes avalanches qui ont atteint, jusqu'à une altitude assez basse, des zones habitées que l'on croyait généralement à l'abri. C'est ainsi que le 20 janvier, appelé désormais le mardi noir, plusieurs dizaines d'avalanches ont balayé sur leur passage des maisons, des chalets et de nombreux pylônes de remontées mécaniques. Paradoxalement, les stations de sports d'hiver construites récemment ont été épargnées par ces avalanches.

Les travaux de protection effectués depuis plusieurs années, la réalisation d'ouvrages paravalanches dans les zones instables, le déclenchement préventif d'avalanches à l'aide d'explosifs maniés par des pisteurs, des secouristes et des artificiers, les recherches effectuées sur la physique de la neige, la structure du manteau neigeux, la formation et l'écoulement des avalanches, enfin les conseils de sécurité donnés tout au long de l'hiver par les responsabes des stations ont permis de maîtriser une situation qui fut, pendant la période du 16 au 22 janvier 1981, qualifiée d'« *extrêmement préoccupante* ».

« *La neige est un domaine où nous devons rester très vigilants, notamment en accumulant de multiples observations*, souligne M. J.-P. Feuvrier, chef du Service de la rénovation des terrains en montagne de la Savoie. *C'est en amoncelant le plus grand nombre possible de données que nous pourrons le mieux cerner le phénomène des avalanches.* » Il rappelle également que la construction d'ouvrages paravalanches n'est pas suffisante et que ceux-ci doivent être régulièrement entretenus. « *Les communes*, dit-il, *ne sont pas toujours convaincues de cette nécessité, compte tenu du coût que représentent la surveillance et la restauration de ces ouvrages.* »

Les Arcs coupés

Après les avalanches puissantes et destructrices de l'hiver, la fonte rapide des neiges, suivie de pluies très abondantes, les 30 et 31 mars, ont provoqué d'autres coulées, de boue cette fois. Des routes se sont effondrées, des pans de montagne se sont mis en mouvement, tandis que des ruisseaux se transformaient subitement en torrents, minant leurs rives fragiles.

Les dégâts qui furent les plus spectaculaires ont affecté la commune de Bourg-Saint-Maurice (Savoie). Partie d'environ 1 500 mètres d'altitude, une lave torrentielle très fluide, transportant avec elle des blocs de rochers de plusieurs dizaines de tonnes, est descendue de la montagne, ensevelissant tout sur son passage : station d'épuration, voies S.N.C.F. et pont, route départementale et chemins communaux : au total, 300 000 mètres cubes de matériaux se sont répandus sur un cône de déjection de 5 hectares. Plusieurs mois seront nécessaires pour dégager la boue et reconstruire les ouvrages détruits. Depuis le 31 mars, aucun train n'est entré en gare de Bourg-Saint-Maurice.

Pour les habitants de la vallée, les causes de la catastrophe sont évidentes. Au-dessus de leur tête, la montagne a été, depuis douze années, remodelée, lissée, taillée ; de profondes saignées ont été pratiquées dans la forêt ; une route de grand gabarit a été construite pour conduire à la station des Arcs. Enfin, on a construit des immeubles, des parkings et des tennis qui ont imperméabilisé une partie des terrains autrefois recouverts de sapins et d'herbe. « *En lançant des bulldozers dans la montagne, on ne s'est pas rendu compte qu'on allait modifier profondément le régime de certains torrents. Le réseau de drainage naturel a été bouleversé par les remblais routiers et toutes les infrastructures de la station* », explique le responsable de la division protection contre les érosions du Centre national du machinisme agricole, du génie rural et des eaux et forêts (C.N.M.A.G.R.E.F.).

Depuis 1970, soit deux ans après les premiers travaux de construction de la station des Arcs, le paisible ruisseau de la Ravoire est, en effet, devenu un torrent extrêmement capricieux, et même, selon les ingénieurs du service de la rénovation des terrains en montagne, « *l'un des plus impressionnants des Alpes* ». Presque chaque année, le torrent a charrié des milliers de mètres cubes de terre, emporté des pentes fragiles le long desquelles il s'écoule. Cette année, la crue fut tellement forte que le lit de la Ravoire a baissé en moyenne de 10 mètres et a été creusé par endroits sur 21 mètres de profondeur. « *En construisant les infrastructures de la station, on a créé les conditions d'une concentration artificielle des eaux* », font encore remarquer les ingénieurs du ministère de l'agriculture qui furent pourtant, avec ceux de la direction départementale de l'équipement de la Savoie, les maîtres d'œuvre chargés de la réalisation de la route d'accès à la station et de la construction des barrages le long du torrent.

Le maire de la commune de Bourg-Saint-Maurice, sur laquelle est installée la station, M. Marcel Gaymard (divers gauche), et le promoteur des Arcs, M. Roger Godino, considèrent que les « *circonstances tout à fait exceptionnelles* » de cet hiver expliquent l'ampleur de la coulée de boue. Si le premier estime que les travaux de construction de la station « *ont pu avoir une incidence* », le second met en cause le tracé de la route d'accès qui traverse la Ravoire à deux endroits et qui se transforme en véritable drain au moment des orages, grossissant davantage encore le torrent.

« *Devant la « spirale de l'écologie » je rejette toute responsabilité juridique et politique* », affirme le promoteur, qui a toutefois accepté d'aider financièrement la commune « *submergée* » par une dépense dont elle ne peut pas assurer seule la charge. Le coût des travaux de *réaménagement du torrent* a été chiffré à plus de 40 millions de francs. Devant l'urgence des travaux à entreprendre (selon les ingénieurs, 1,6 million de mètres cubes de terre risquent de se mettre en mouvement et une menace très grave pèse sur les habitants du village d'Hauteville-Gondon) la Société de montagne de l'Arc va assumer le préfinancement des travaux en attendant que l'Etat et la région puissent venir en aide à la commune.

Abandon des alpages, développement des activités touristiques en altitude : ces deux phénomènes ont mis fin à la prévention, empirique mais efficace, contre l'érosion des sols, assurée par les agriculteurs. La montagne a rappelé une nouvelle fois cet hiver, à ceux qui risquaient de l'oublier, qu'elle est un milieu naturel, fragile et imprévisible.

CLAUDE FRANCILLON.

L'or blanc paie toujours

EN TRENTE MOIS, LES POUVOIRS PUBLICS ONT AUTORISÉ LA CONSTRUCTION DE 70 000 LITS

C'est la grogne chez les responsables de stations de sports d'hiver. Ils accusent les pouvoirs publics de compromettre leur avenir touristique. Et ce n'est pas le « non » de la commission des sites à l'équipement du massif des Grands-Montets, à Chamonix (voir « le Monde » du 5 mai), qui va les apaiser. Accusé numéro un : le comité interministériel, qui, depuis juillet 1978, en application de la directive sur l'aménagement de la montagne, passe au crible tous les projets d'unités touristiques nouvelles (U.T.N.).

Pour aménager la haute montagne sans la dénaturer, l'administration oblige les stations anciennes qui veulent s'agrandir comme les stations nouvelles qui se créent de toutes pièces à solliciter une autorisation à double détente. Elles doivent obtenir d'abord la permission d'étudier le projet, puis celle de le réaliser. Les dossiers sont obligatoirement assortis d'études d'impact sur l'environnement.

Le comité des U.T.N., ce tribunal de la montagne qui juge sur pièces (*le Monde* du 6 décembre 1980), déplaît aux élus et aux promoteurs. A l'occasion de leur dernière assemblée générale, les maires de cinquante-cinq communes, stations et centres de ski de l'Isère ont dressé contre lui un véritable réquisitoire. « *La nouvelle procédure*, dit en substance leur motion, *est complexe, lente, coûteuse et antidémocratique. Elle compromet le développement touristique de nos communes. Nous demandons qu'on la supprime pour les opérations de petite envergure et qu'on la départementalise pour les simples extensions.* »

Devant cette fronde, les fonctionnaires du ministère de l'environnement (qui assurent le secrétariat du comité des U.T.N.) réagissent. « *Comme tous les grands aménagements, les projets en haute montagne doivent être assortis d'études d'impact*, disent-ils. *Pourquoi y échapperaient-ils ? Le système des deux feux verts est plutôt plus rapide que les nombreuses autorisations de services différents que l'on exigeait autrefois. Quant aux études, elles coûtent de l'argent, c'est vrai, mais les stations de quelque importance peuvent aisément assumer ces frais.* »

Les réunions du comité U.T.N. se tiennent à Paris, à huis clos. Les maires n'y sont jamais entendus, mais ils l'ont été largement à l'occasion de la mise en forme du dossier par les administrations de leur département. Comment démocratiser une procédure qui reste tout de même très technocratique ? Les auditions publiques, courantes dans les pays anglo-saxons, commencent à s'expérimenter en France, pour des projets de ports ou d'autoroutes. Les futures stations d'altitude pourraient fort bien bénéficier de cette nouvelle formule. Pourtant ni les maires qui craignent l'opposition des associations ni les fonctionnaires qui redoutent les complications ne la souhaitent vraiment.

Reste l'argument massue : l'entrave au développement économique des collectivités montagnardes. Sur ce point le dossier des édiles est franchement mauvais. Au cours de ses trente-trois premiers mois de fonctionnement, le comité des U.T.N. a dit oui à la création ou à l'extension de trente-cinq stations de sports d'hiver (plus d'une par mois) où se construiront 1 300 000 mètres carrés, soit plus de soixante-dix *mille lits.*

Ainsi, contre toute attente, M. Paul Dijoud, maire (U.D.F.) de Briançon, a, malgré l'opposition des gens du pays, obtenu le feu vert pour l'édification d'un téléphérique et d'un ensemble de trois mille lits autour du village de Puy-Saint-Pierre (Hautes-Alpes). Pra-Loup et Isola 2000, dans les Alpes-du-Sud, ont été autorisées à grossir encore. La mise en valeur — en coupe réglée disent d'autres — de la partie méridionale des Alpes françaises continue donc à bonne allure.

Outre les trente-cinq opérations qui sont lancées, dix-huit autres préparent leur dossier pour une approbation prochaine et définitive. Finalement, le tribunal de la montagne n'a, au stade de la réalisation, recalé que deux candidats sur cinquante-huit. S'il mérite un reproche, c'est plutôt celui de laxisme que lui adressent, d'ailleurs, les protecteurs de la haute montagne.

Car la pression touristique ne se relâche pas, bien au contraire. Le comité des U.T.N. a examiné, depuis sa création, cent six autres projets qui n'en sont qu'au stade du ballon d'essai. Il n'en a refusé que quatorze. Quatre-vingt-douze promoteurs privés ou publics sont donc actuellement nantis d'un document en bonne et due forme leur permettant de continuer à étudier leur opération. C'est le cas, par exemple, pour Azur 2000 dont les responsables veulent planter sept mille cinq cents lits dans l'une des zones « spéciales » du parc national du Mercantour. Bien entendu, il faudrait une route acrobatique et très coûteuse pour y faire monter les skieurs. Il en faudrait une autre carrément ruineuse pour leur permettre d'accéder à la station de Caramagne, également dans le Mercantour, projet qui a pourtant franchi le premier examen du comité.

La technique du grignotage

C'est donc au coup par coup, par un grignotage incessant et progressif que les exploitants de l'or blanc arrivent à leurs fins. Aussi le comité des U.T.N. est-il en train de changer de tactique. En face d'un dossier qui sera peut-être suivi d'un autre sur la même commune, trois ans plus tard, il demande à ce qu'on lui présente, avant d'en juger, un programme pluriannuel d'équipement touristique (P.P.E.T.). Il s'agit en somme de schémas d'aménagement pouvant englober plusieurs communes, voire un massif entier, échelonnés sur plusieurs années, prévoyant à la fois les hébergements et les remontées mécaniques.

« *C'est la seule façon*, disent les fonctionnaires, *d'échapper à cette fuite en avant qui pousse une station à développer ses remonte-pentes, puis, pour les rentabiliser, les logements, puis, à nouveau, les tire-fesses et ainsi de suite.* » Chamonix, par exemple, a successivement présenté des projets au col de Balme, puis dans le massif du Carlaveyron, puis aux Grands-Montets, dont le total conduit au doublement du domaine skiable. Mais la station ne soufflait mot des projets immobiliers qui, immanquablement, allaient suivre. On lui a demandé d'élaborer un P.P.E.T. « complet » avec les communes voisines de Vallorcine et des Houches. Des programmes pluriannuels ont été approuvés pour les Deux-Alpes, Flaines, Pra-Loup. D'autres sont en cours pour Megève et les Arcs.

La méthode du P.P.E.T. paraît particulièrement s'imposer dans ce dernier cas. Alors que les Arcs 1600, les Arcs 1800 et les Arcs 2000 n'ont même pas fini leur développement, cinq autres projets surgissent autour de l'aiguille Grive. Aux vingt et un mille lits autorisés vont donc s'en ajouter quelques milliers d'autres. Avec les remontées mécaniques et les terrassements de pistes qui les accompagnent. Le massif est en péril. De récentes coulées de boue, qui ont coupé routes et voies ferrées près de Bourg-Saint-Maurice, provoquent une remise en cause de ces aménagements excessifs, irrespectueux de l'environnement et désordonnés.

Contrairement à ce que réclament les maires, il ne paraît guère opportun d'amputer le comité des U.T.N. de ses pouvoirs. Il en use déjà fort peu. Quant aux collectivités locales, elles ont montré jusqu'ici si peu de raison dans l'aménagement de leur propre territoire qu'un tuteur leur est encore nécessaire. La montagne est un capital national trop précieux pour être laissé entre les seules mains des montagnards.

MARC AMBROISE-RENDU.

هكذا من الأصل

RÉGIONS

Ile-de-France

Paris et les « chantiers du président »

Paris a bien changé en sept ans. Le visible autant que l'invisible. Comme son prédécesseur Georges Pompidou, mais avec des options fort différentes, M. Valéry Giscard d'Estaing s'est intéressé de près, de trop près parfois, à l'urbanisme parisien. Dès son élection, *il prit quelques décisions spectaculaires.*

Puis, après avoir rendu un maire à la ville, en 1977, le président de la République se contenta, plus discrètement, d'encourager *quelques projets de prestige* : le musée du dix-neuvième siècle, à Orsay ; celui des sciences et de l'industrie, à La Villette et, en banlieue, l'aménagement de la Tête-Défense.

Même si le nouveau président s'efforce d'avoir une attitude différente, on peut se demander comment il abordera des dossiers qui avaient reçu, parfois jusqu'à l'excès, la marque personnelle du chef de l'Etat et qui ne sont pas tous engagés au même degré.

C'était une promesse de campagne électorale. Elle fut tenue sans tarder : dès le 18 juin 1974, l'Elysée annonçait que l'Etat retirait sa participation financière à la construction d'une autoroute en bord de Seine, la voie express rive gauche, violemment combattue par les associations.

Celui qui se voulait le premier écologiste de France se démarquait immédiatement de son prédécesseur qui aurait voulu *« adapter Paris à l'automobile »*. Les élus parisiens se rebiffaient contre la « méthode » mais se pliaient devant la décision. Une autre, *tout aussi spectaculaire et symbo*lique, était prise au début d'août : l'abandon du projet de centre de commerce international, aux Halles; un immeuble de 100 000 mètres carrés de bureaux serait remplacé par un agrandissement du jardin. Nouvelle colère du grand argentier de la ville; indemnisation. Les options étaient claires, même si elles se perdirent par la suite dans quatre années de valses d'architectes, de querelles de pouvoir et de chicanes procédurières.

Le Centre Beaubourg avait, un moment, failli être emporté dans la tourmente. Le premier ministre de l'époque, M. Chirac, défendit l'héritage de son « maître », et le musée voulu par Georges Pompidou fut construit dans les temps. Pour le reste, l'essentiel du programme a peu changé, même si les péripéties architecturales ont pu faire croire à de profonds bouleversements : le métro est arrivé à son heure, et le centre commercial a été ouvert avec un an de retard seulement. Elu maire de Paris en 1977, M. Chirac a recouvré, en août 1978, la haute main sur l'aménagement du quartier, *l'Elysée ayant choisi de se* retirer à La Villette, où l'Etat avait, en principe, les coudées plus franches que dans le guêpier des Halles.

Si la suppression de 100 000 m2 de bureaux aux Halles était une décision sage, les suites de ce « coup de force » ont été mal maîtrisées : très complexe, l'aménagement du quartier des Halles a continué sur sa lancée (pratiquement toute la voirie souterraine a, par exemple, été construite). Les tentatives pour en faire un événement architectural ont toutes avorté... Simplement, les façades seront habillées au goût du jour, c'est-à-dire, plus ou moins « rétro ».

D'autres coups d'arrêt au gigantisme et à la construction en hauteur ont été donnés dans les premières années du septennat *et leurs effets ont été accompa*gnés et amplifiés par la crise immobilière : la tour Apogée devait culminer à 176 mètres, place d'Italie : elle est restée dans les cartons (un procès est en cours pour déterminer les indemnités) ; plusieurs projets moins marquants ont été « rabotés ». La Ville elle-même a fait siennes ces nouvelles orientations qui respectent mieux la sensibilité du public et les contraintes économiques : partout, on révise à la baisse.

La langueur du marché immobilier et la nouvelle rigueur dans le respect des sites ne condamnaient pas tous les grands projets. On s'en aperçut assez vite. Ni le chef de l'État ni le maire de Paris ne renonceraient à marquer leur règne dans le territoire parisien.

Tandis que M. Chirac jetait son dévolu sur les entrepôts de Bercy, l'Elysée, quittant les Halles sur la pointe des pieds, se retirait en août 1978 à La Villette pour installer, dans les anciens abattoirs un musée des sciences et de l'industrie et aménager un grand parc sur les 55 hectares de terrain qui appartiennent à l'Etat.

Où en est le projet de La Villette aujourd'hui ? Présidé par M. Paul Delouvrier, l'Etablissement public pour l'aménagement du parc et la mission chargée de préparer le musée emploient actuellement une centaine de personnes, dont vingt vacataires. L'Etablissement dispose en 1981 d'un budget de 200 millions de francs, dont une vingtaine pour le fonctionnement des équipes. Les travaux de démolition des bâtiments de la stabulation, de diverses constructions et de l'une des trois halles métaliques (la plus grande sera conservée) sont pratiquement achevés et coûteront, au maximum, 25 millions de francs.

Choisi par M. Giscard d'Estaing parmi vingt-quatre de ses confrères en septembre dernier (*le Monde* du 7 octobre), l'architecte Adrien Fainsilber est lié à l'Etablissement public par un contrat d'études intermédiaires qui lui permet de préparer un dossier plus précis : le resultat de ce travail devait être présenté à M. Giscard d'Estaing en juin prochain avant que les partenaires s'engagent sur un projet précis et sur son coût. Alors devait être signé le contrat de maîtrise d'œuvre, pour un musée de 40 000 mètres carrés dont l'ouverture est prévue pour 1984.

Les recherches ont avancé sur le parc, et il était prévu de proposer, prochainement, au président de la République de mettre *en compétition plusieurs profes*sionnels, sur un programme précis, ou de désigner l'un d'eux sur titres. La construction d'un auditorium et d'une école de danse, souhaité par l'entourage de M. Giscard d'Estaing et notamment par sa sœur, Mme du Saillant, n'a en revanche jamais été inscrite au budget.

Ce projet a été si fortement marqué par la volonté du président sortant qui voulait préparer la France à fêter dignement *l'an 2000* qu'on peut légitimement s'interroger sur son avenir.

Questionné avant l'élection par la revue *Connaissance des arts* (1), M. Mitterrand s'est dit convaincu de la *« nécessité »* de ces deux *« très anciens projets »* que sont, selon lui, le musée du dix-neuvième siècle, en préparation à Orsay, et celui de La Villette : *« Notre pays est l'un des seuls à ne pas disposer encore d'un musée des sciences et des techniques. » « Encore faudra-t-il,* ajoutait M. Mitterrand, *veiller à ce que ces deux projets offrent au public des services aussi vivants que possible et ne soient pas conçus comme de simples conservatoires de périodes révolues »*

A propos du projet de La Villette, M. Georges Sarre, président *du groupe socialiste à l'Hôtel de* Ville, nous a déclaré : *« Rien de précis n'a jamais été rendu public. Jamais les élus parisiens n'ont été informés. Il importe donc que le nouveau président de la République étudie avec les édiles de la capitale ce qu'il convient de faire. »*

Si on devait un jour réexaminer le projet, celui du musée, ou celui du parc, encore très imprécis, il est vraisemblable que la Ville pointerait le bout de l'oreille Ecartée de La Villette après avoir fait, elle aussi, concourir les architectes sur un programme qui comportait des logements et un hôpital, elle ne manquerait pas de saisir cette occasion d'affirmer que La Villette n'est pas une île.

Question de méthode

Plus que les projets du président sortant, ce sont les méthodes de choix, à la fois très personnelles et imprécises, qui ont été critiquées, aussi bien pour La Villette que, plus récemment, pour la Tête-Défense. Dans le même entretien, M. Mitterrand donnait quelques indications : *« L'architecture exprime des finalités politiques sociales... Un président de la République ne peut donc s'en désintéresser, mais à condition de ne pas se croire investi par ses fonctions d'une sorte de savoir-faire ou d'intervenir sans cesse dans le choix et le déroulement des grands projets. L'architecture est un métier. Elle ne s'improvise pas et suppose que chaque partenaire joue pleinement son rôle... »*

On ne sait pas comment se traduirait ce souci dans la pratique. Clairement arrêté il y a peu de temps, le dossier de la Tête-Défense pourrait fournir un test. De pseudo-concours en mini-consultations on est arrivé à choisir, par une procédure confuse et secrète à la fois, un projet pour ce site particulièrement symbolique. L'architecte Jean Willerval précise actuellement avec les techniciens de l'Etablissement public son projet d'immeubles-miroirs en éventail (*le Monde* des 18-19, 28 et 30 janvier)

Mais on ne savait pas, avec certitude, avant la démission du gouvernement si le ministère de l'industrie irait vraiment s'installer dans le quartier d'affaires comme le souhaitait M. Barre. La décision avait été remise à plus tard et laissée à l'appréciation d'un nouveau gouvernement. C'était la sagesse...

MICHÈLE CHAMPENOIS.

(1) Connaissance des arts, avril 1981.

Faits et projets

SAINT-PRIEST-LA-PRUGNE : C'EST FINI.

« Adieu poubelle », c'est le nouveau slogan lancé le 17 mai à Saint-Priest-la-Prugne (Loire) où une « journée de combat » prévue de longue date par le comité de sauvegarde et de promotion de la montagne bourbonnaise s'est transformée en une joyeuse kermesse de victoire. Bal populaire et attractions étaient destinés à l'origine à reunir des fonds pour financer la lutte contre l'installation d'un dépôt de déchets radio-actifs (*le Monde* du 15 avril). Mais l'élection présidentielle a donné confiance à tous ceux qui ont mené le combat contre ce projet.

Ils étaient six cents, dimanche, rassemblés autour de M. Jean Auroux, député (P.S.) de la Loire, maire de Roanne, et de M. Jean Rathier, maire de la commune, à la Maison des jeunes de Saint-Priest-la-Prugne. Ils ont applaudi longuement à la lecture d'une lettre de François Mitterrand : *« Je demanderai au gouvernement,* écrit le nouveau président de la République, *de proposer au Parlement une loi qui permette de garantir le contrôle des citoyens et des élus sur toutes les questions touchant au nucléaire... Les conditions de la démocratisation ainsi créées, ce projet unanimement condamné par les élus et les populations sera abandonné... »*

LA FRANCE FRAGILE.

Dans le cours des travaux de recherches de prospective, la Délégation à l'aménagement du territoire (DATAR) devait présenter, le 19 mai, un rapport intitulé : « La France rurale », dans lequel sont analysées ce qu'on appelle les « zones de faible densité » qui, évidemment, constituent des « zones fragiles »

Ces régions ont une densité *moyenne de 13.9 habitants* au kilomètre carré et concernent les Alpes méridionales, le sud et l'ouest du Massif Central, les Pyrénées, une « couronne » allant de Charleville-Mézières à Nevers, les Landes et des zones plus ponctuelles (coteaux gascons, Haut-Jura, Brenne, Sologne, Perche et Beauce).

De 1963 à 1975, la superficie des zones à faible densité s'est accrue de 25 %, et, si les tendances observées dans le passé s'accentuaient, quarante-trois cantons nouveaux seraient touchés par le phénomène de désertification d'ici à 1985 : vieillissement de la population et exode, baisse de l'activité économique, encadrement urbain insuffisant.

Les auteurs de l'étude notent toutefois que « régions de faible densité » n'est pas nécessairement synonyme de « régions en régression ». Ainsi, dans les Landes, en Champagne et sur le Causse Méjean (sud du Massif Central), un équilibre s'est établi entre l'activité économique et le niveau de la population.

Quelle addition pour Orsay ?

Sur le chantier du futur musée du dix-neuvième siècle qui doit être installé dans l'ancienne gare d'Orsay, les travaux commencés fin février continuent. Le déshabillage de l'ancienne structure du théâtre de Jean-Louis Barrault et du bâtiment des commissaires-priseurs est terminé, les uns et les autres s'étant réinstallés respectivement au nouveau Théâtre du Rond-Point et à l'hôtel Drouot.

A partir du marché passé avec la Société auxiliaire d'entreprise, plus de cent ouvriers de différentes entreprises de construction travaillent sur le chantier. Cent cinquante autres personnes participent au projet, dont une soixantaine liées par un contrat d'ingénierie et cinquante sous contrat également, géomètres ou spécialisées dans les questions de pédagogie. Le restant de l'équipe est composée de vingt-cinq conservateurs de musée et d'une quinzaine de personnes chargées de la coordination technique et administrative. Selon M. Jean-Philippe Lachenaud, président de l'établissement public du musée d'Orsay et maire (majorité) de Pontoise (Val-d'Oise), ces travaux devraient être achevés au début de 1984. Un an de retard sur le programme de transformation du bâtiment coûterait environ 27 millions de francs, et une remise en cause complète du projet environ 100 millions de francs. Cette dernière éventualité est, semble-t-il, à exclure, ce musée du dix-neuvième siècle étant avec celui de La Villette deux projets acceptés dans leur principe par le nouveau président de la République.

Cependant, d'après M. Lachenaud, un point noir subsiste à l'horizon 1981, et concerne le coût de l'entreprise. L'enveloppe budgétaire consacrée au musée et fixée par le Parlement au moment du vote de la loi-programme (en mai 1978), atteignait 363 millions de francs, dont 200 millions correspondant au seul coût de la construction, le reste de l'enveloppe allant aux honoraires des architectes, géomètres, à l'aménagement des abords, à l'équipement bibliographique, musicographique, ainsi qu'au mobilier. Mais la hausse des prix (14 % en un an), certaines insuffisances dans le domaine du mobilier, par exemple, enfin les modifications apportées depuis à la suite de difficultés techniques imprévues (climatisation, notamment) ou de changements dans les projets des architectes et des conservateurs, font que, selon le président du musée, le coût de la construction initial devrait être majoré de 25 % à 30 %.

L'enveloppe budgétaire ne peut donc pas prendre en charge l'actualisation ou la majoration des coûts. L'importance du projet (55 000 mètres carrés du bâtiment), les difficultés techniques particulières au projet (inondabilité, problèmes de fondations, solidité des structures métalliques, etc.), la qualité de l'ensemble, rendent, de l'avis de M. Lachenaud, la révision des coûts inévitable. La nouvelle administration acceptera-t-elle les modifications proposées par les architectes et le nouveau devis qui en découlera ? Les architectes Bardon, Colboc et Philippon, qui, en mars 1980, signaient avec l'établissement public les contrats de maîtrise d'œuvre, sont bien incapables de répondre. Ils présenteront l'avant-projet définitif (A.P.D.), comportant les nouvelles études demandées, fin juillet. Il sera alors possible d'évaluer le nouveau coût de l'entreprise.

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

19 MAI

La résistance s'organise

Déjà un peu moins lourde en début de semaine, la tendance s'est révélée plus résistante. La baisse ne s'est pas encore arrêtée mais son rythme s'est considérablement ralenti grâce au soutien des grands investisseurs, et à la clôture l'indicateur instantané n'enregistrait qu'un repli de 0,4 %.

Des hausses ont fait leur réapparition à la cote. Dès l'ouverture des valeurs comme Crédit foncier de France, Maisons Phénix, Roussel-Uclaf, Bouygues, Radar, Nord-Est, Club Méditerranée et Carrefour se sont raffermies. La cotation de Bic dut même être différée en raison d'un afflux de la demande. Bien entendu, des pertes encore assez importantes ont été enregistrées et une offre abondante a retardé la cotation de Creusot-Loire.

Mais autour de la corbeille le sentiment était moins mauvais, et ce malgré le relèvement du loyer de l'argent au niveau de 17,5 %. La plupart des professionnels signalaient une reprise légère des ordres d'achat, quelques-uns, disait-on, en provenance d'un fonds de placement américain, qui jusqu'ici n'avait jamais pris position sur le marché et aurait investi l'équivalent de 28 millions de francs. Certains parlaient aussi d'intention d'achat pour la première fois depuis plusieurs jours. L'atmosphère est apparue moins tendue et l'appel à la séduction de l'actionnariat lancé par le syndic des agents de change au futur ministre des finances faisait l'objet de commentaires assez favorables.

Ajoutons que cette séance était consacrée à la réponse des primes et que presque toutes ont été abandonnées.

L'or a encore progressé de 1,50 dollar l'once à Londres, à 483,25 dollars et de 110 F sur le lingot de 1 kilo à Paris, coté 95 100 F. Le napoléon a encore gagné du terrain lui aussi, son cours s'établissant à 929,50 F (après 929 F) contre 920,10 F la veille.

LA VIE DES SOCIÉTÉS

DARTY. — Bénéfice consolidé pour l'exercice 1980-1981 clos le 28 février dernier : 80,3 millions de francs contre 67,7 millions. Dividende global :28,50 F (+ 18,8 %).

CARREFOUR. — Le président de Carrefour table sur une augmentation de 20 % du bénéfice net pour 1981. Selon lui, la majoration envisagée du SMIC ne concernera pas le groupe, ses salariés étant rétribués au-dessus de ce seuil et bénéficiant déjà de la cinquième semaine de congés payés.

LAFARGE-COPPÉE. — La société des Ciments Lafarge-France, filiale du groupe, vient de prendre une participation de 70 % dans la Société des chaux et ciments de Paviers (CIPA), spécialisée dans les enduits industriels et les mortiers, permettant à la filiale de Lafarge-Coppée de devenir le deuxième producteur français d'enduits. La CIPA, dont le siège est à Crouzilles (Indre-et-Loire), a réalisé en 1980 un chiffre d'affaires (hors taxes) de 56,5 millions de francs.

AMERICAN EXPRESS. — La société annonce la conclusion d'un accord avec la Lloyds Bank de Londres afin de créer une société de droit britannique spécialisée dans l'émission de chèques de voyage libellés en sterling. D'autres banques britanniques ont été invitées à participer à ce projet, qui se concrétisera en 1982, précise American Express.

RECTIFICATIF. — Dans notre commentaire sur la Bourse de Paris (*le Monde* daté 17-18 mai), veuillez noter que la baisse de Nobel-Bozel pendant la semaine a été de 25 % et non de 40 % comme il a été indiqué par erreur.

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, base 100 : 31 déc. 1980)

	15 mai	18 mai
Valeurs françaises	82,9	81,1
Valeurs étrangères	124,9	123,8

Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 29 déc. 1961)

Indice général	91	87,6

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 19 mai	17 1/2 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	18/5	19/5
1 dollar (en yens)	221,20	221,50

NEW-YORK

Résistant

L'annonce d'un nouveau relèvement du taux de base bancaire à 20 % contre 19,5 % précédemment n'a pas affecté, lundi, la Bourse de New-York.

En hausse de quelque 1,7 point peu après l'ouverture de la séance, l'indice Dow Jones des industrielles reflétait finalement en clôture une très légère baisse de 0,18, à 985,77, les gains l'emportant cependant en nombre : 887 contre 682 replis.

Cette relative résistance du marché s'explique par l'analyse que font les professionnels new-yorkais de la nouvelle hausse du taux de base. Certes, son relèvement intervient une semaine à peine après que les établissements bancaires américains eurent décidé de le hisser de 19 à 19,5 % mais, il s'agit là d'un dernier sursaut avant la phase de stabilisation prévue sous peu.

Au fil des compartiments, on remarque la baisse de 1 point d'Atlantic Richfield, à 48 3/4. La valeur a été la plus active de la séance avec 445 800 titres négociés, dont un « bloc » de 192 900 actions. Toujours étoffé, le volume total des échanges a cependant été réduit lundi à 42,51 millions d'actions contre 45,46 vendredi dernier.

VALEURS	Cours 15 mai	Cours 18 mai
Alcoa	33 3/8	33 1/4
A.T.T.	58	57 3/8
Boeing	33 1/4	32 7/8
Chase Manhattan Bank	47 1/8	47 1/4
Du Pont de Nemours	48 5/8	48 1/8
Eastman Kodak	74 1/4	74 7/8
Exxon	64 1/2	65 5/8
Ford	23 3/8	23 3/8
General Electric	64 3/4	65
General Foods	33	33 1/8
General Motors	54	54 1/8
Goodyear	17 1/4	17
I.B.M.	56 1/4	56 3/4
I.T.T.	32 1/2	31 7/8
Kennecott	68 1/2	68 1/2
Mobil Oil	60 1/8	60
Pfizer	50 7/8	49 7/8
Schlumberger	102 1/2	105
Texaco	35 7/8	35 7/8
U.A.L. Inc.	27	28
Union Carbide	57 1/8	56 7/8
U.S. Steel	32 1/4	32 1/2
Westinghouse	32 1/8	32
Xerox Corp.	58 1/8	57 7/8

BOURSE DE PARIS — 19 MAI — COMPTANT

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les cours. Elles sont corrigées dès le lendemain, dans la première édition.

MARCHÉ A TERME

La Chambre syndicale a décidé, à titre exceptionnel, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été l'objet de transactions entre 14 h 15 et 14 h 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

c : coupon détaché ; * : droit détaché ; o : offert ; d : demandé

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 19/5	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	5 518	5 527	5 420	5 680
Allemagne (100 DM)	240 930	240 930	234	246
Belgique (100 F)	14 796	14 801	13 950	14 650
Pays-Bas (100 fl.)	216 890	216 720	210	221
Danemark (100 krd)	76 570	76 750	73 500	78 500
Norvège (100 k)	97 420	97 530	95	100
Grande-Bretagne (£ 1)	11 568	11 565	11 200	11 800
Grèce (100 drachmes)	9 907	9 907	....	....
Italie (1 000 lires)	4 837	4 840	4 700	5 100
Suisse (100 f.)	270 050	270 880	262	275
Suède (100 krs)	113	113 200	110	115 500
Autriche (100 sch)	34 095	34 075	33 200	34 800
Espagne (100 pes.)	6 059	6 058	5 850	6 250
Portugal (100 esc.)	9 100	9 110	8 800	9 700
Canada ($ can 1)	4 507	4 613	4 550	4 780
Japon (100 yens)	2 498	2 514	2 410	2 540

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 19/5
Or fin (kilo en barre)	94700	92000
Or fin (en lingot)	94980	95100
Pièce française (20 fr)	920 10	929 50
Pièce française (10 fr)	489 90	500 50
Pièce suisse (20 fr)	700 10	730 10
Pièce latine (20 fr)	660	680
Souverain	805	810
Pièce de 20 dollars	3799 60	3830
Pièce de 10 dollars	1730	1900
Pièce de 5 dollars	805 50	.....
Pièce de 50 pesos	4050	4185
Pièce de 10 florins	660 10	726

هكذا من الاصل

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

A B C D E F G

LA JOURNÉE DU 21 MAI, DE L'ÉLYSÉE AU PANTHÉON

Sous le signe de l'unité nationale

La journée de passation des pouvoirs, jeudi 21 mai, et les diverses cérémonies prévues seront placées sous le signe de l'unité nationale. Il ne s'agit nullement, aux yeux du président élu, d'organiser une fête : ainsi il ne saurait être question de manifester place de la Concorde, à Paris.

S'il est vrai que les fédérations départementales du P.S. ont prévu, en province, de donner à cette journée un caractère de festivité (dans beaucoup de communes dirigées par le P.S., on plantera un « arbre de la liberté »*), l'accent sera mis, dans la capitale, sur un certain nombre de symboles.*

● A l'Élysée

La journée commencera à 9 h. 30. Vêtu d'un costume de ville, M. François Mitterrand, escorté depuis la rue de Bièvre, accueilli sur le perron de l'Elysée *par M. Valéry Giscard d'Estaing*, accompagnera son prédécesseur dans le bureau du président de la République. Après un entretien d'environ vingt-cinq minutes, consacré notamment à un échange d'informations (1) (M. Giscard d'Estaing confiera à son successeur le code d'engagement des forces nucléaires), le président élu raccompagnera le président sortant.

Ayant reçu le grand cordon et le collier de grand maître de l'ordre de la Légion d'honneur, M. Mitterrand, entouré de MM. Alain Poher, président du Sénat, et Jacques Chaban-Delmas, président de l'Assemblée nationale, se rendra dans la salle des fêtes où l'attendront les corps constitués. Après la proclamation des résultats par M. Roger Frey, président du Conseil constitutionnel, le nouveau chef de l'Etat prononcera une brève allocution, tandis que vingt et un coups de canon seront tirés depuis les berges de la Seine.

M. Mitterrand, toujours accompagné de MM. Poher et Chaban-Delmas, ainsi que du commandant de la place de l'Elysée, quittera la salle des fêtes pour aller passer les troupes en revue (la garde républicaine, dans la cour du palais) et saluer le drapeau, aux accents de *la Marseillaise*, qui retrouvera pour l'occasion son rythme traditionnel.

Avant de quitter l'Elysée vers 12 h 25, le président de la République devrait signer le décret nommant le premier ministre.

● A l'Arc de triomphe

Il est ensuite prévu que M. Mitterrand remonte les Champs-Elysées en voiture découverte jusqu'à l'Arc de triomphe, afin de déposer une gerbe sur la tombe du Soldat inconnu, sans doute en compagnie du nouveau premier ministre. Mme Danièle *Mitterrand, présente à l'Elysée*, ne le sera pas à l'Arc de triomphe.

EN 1974...

En 1974, M. Valéry Giscard d'Estaing était arrivé à l'Elysée à pied, après avoir remonté l'avenue de Marigny. C'est sur ce trajet qu'il avait « rencontré » ses filles Anne et Jacinthe venues se placer, à bicyclette, sur son itinéraire.

Arrivé à l'Elysée en avance de six minutes sur l'horaire au son du « Chant du départ », le nouveau président de la République, en costume de ville gris anthracite, avait accédé à la salle des fêtes accompagné de MM. Alain Poher, président de la République par intérim, Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale, et Pierre Messmer, premier ministre, *qui allait donner sa* démission l'après-midi. Après l'allocution de M. Roger Frey, président du Conseil constitutionnel, le nouvel élu avait reçu des mains d'André Chamson le collier de « grand maître de l'ordre national de la Légion d'honneur ». Pendant ce temps, vingt et un coups de canon étaient tirés dans les jardins des Tuileries. M. Giscard d'Estaing avait lu ensuite la déclaration : « De ce jour date une ère nouvelle de la politique française... »

A la cérémonie suivante étaient présents, pour la première fois, les présidents des assemblées régionales, parmi lesquels des élus socialistes (notamment MM. Alain Savary et Pierre Mauroy). Avaient également été conviés les enfants d'une école de Courbevoie. Les deux fils du nouveau président étaient présents, mais son épouse était absente.

Après un court passage dans *le parc de l'Elysée, où il avait* salué l'étendard du 2e régiment de dragons auquel il avait appartenu pendant la campagne d'Allemagne, M. Giscard d'Estaing s'était entretenu avec M. Poher. Puis, sortant du palais présidentiel par la grille du Coq, il s'était rendu en voiture jusqu'au carrefour de l'avenue des Champs-Elysées et de l'avenue George-V. De là, il était allé à pied jusqu'à l'Arc de triomphe.

Après cette cérémonie, il était retourné à l'Elysée où avait lieu une réception. Il s'était entretenu brièvement avec les journalistes. Il avait alors déclaré : « L'accueil m'a touché, il ne m'a pas surpris. Je crois que les Français sont ainsi. L'important est que cela continue comme ça. »

● Avec des personnalités « amies »

De retour à l'Elysée, le chef de l'Etat doit y présider un déjeuner réunissant des personnalités « *amies* » : des membres du conseil municipal de Château-Chinon, des conseillers généraux de la Nièvre, par exemple, des personnes proches du président venant de Jarnac (Charente), ville natale de M. Mitterrand, et de Latche (Landes), où il possède une résidence secondaire, ainsi que de nombreuses personnalités étrangères. Celles-ci, parmi lesquelles figurent notamment MM. Léopold Sedar Senghor, ancien président de la République du Sénégal, Willy Brandt, président de l'Internationale socialiste et président du S.P.D., Olof Palme, ancien premier ministre suédois et leader du parti social-démocrate, Mario Soarès, ancien premier ministre portugais et leader du P.S., Shimon Pérès, chef de file du parti travailliste israélien, et Felipe Gonzales, secrétaire général du P.S.O.E.

D'autres dirigeants étrangers sont susceptibles d'assister à ce déjeuner, mais leur présence n'est pas confirmée : MM. Andréas Papandreou, leader du PASOK, Bettino Craxi, secrétaire général du P.S.I. et Bruno Kreisky, chancelier d'Autriche.

En aucune façon il ne s'agit d'associer des délégations *officielles* étrangères aux cérémonies, pas plus qu'il ne s'agit d'invitations. Ces personnalités étrangères, qui n'assisteront pas à la passation des pouvoirs à l'Elysée, ont, selon l'entourage du président élu, exprimé leur souhait d'être présents à Paris pour manifester par leur présence l'importance qu'ils attachent à l'accession de M. Mitterrand à la magistrature suprême.

● Avec le « peuple de Paris »

Dans l'après-midi, à 17 h 15, le président de la République sera reçu à l'Hôtel de Ville par M. Jacques Chirac et le Conseil de Paris.

Le nouveau chef de l'Etat sera accueilli par le maire de la capitale, rue Lobau (la place de l'Hôtel-de-Ville étant actuellement *défoncée par les travaux en cours*) et conduit dans le salon des tapisseries, où M. Chirac lui présentera ses adjoints avant de lui remettre la médaille d'or de la Ville de Paris. Puis dans la salle des fêtes, MM. Mitterrand et Chirac prononceront deux brèves allocutions.

La visite de M. Mitterrand à l'Hôtel de Ville est conforme à la tradition. Le 27 mai 1974, M. *Valéry Giscard d'Estaing* avait franchi le perron de l'Hôtel de Ville accompagné par M. Jacques Dominati (P.R.), alors président du Conseil de Paris. L'ancien ministre des finances avait gravi *l'escalier d'honneur* de l'illustre maison avec d'autant plus de sûreté qu'il avait promis, au cours de sa campagne, de faire étudier une réforme du statut de la capitale pour la doter d'un maire.

Une fois achevée cette visite au maire de la capitale, M. Mitterrand remontera le boulevard Saint-Michel en voiture couverte jusqu'à la place Edmond-Rostand. *Il sera alors entouré du « peuple de Paris »*, qui est invité à se rassembler le long de ce parcours et sur la place du Panthéon, ainsi que de nombreuses personnalités étrangères (dont certaines seront présentes au déjeuner), représentant la culture et la science.

Il s'agit notamment des prix Nobel de la paix, MM. Brandt, Adolfo Perez Esquivel, Sean Mac Bride, et lord Noel Baker ; des prix Nobel d'économie MM. Gunar Myrdal et Jan Tinbergen ; des grands écrivains (Elie Wiesel, Arthur Miller, William Styron, Carlos Fuentes, Gabriel Garcia Marquez, Miguel Otero Silva), ainsi que Mmes Pablo Neruda et Salvador Allende.

La présence de ces personnalités est destinée à montrer que l'élection de M. Mitterrand touche d'*autres peuples, d'autres continents*, et que la France reprend, selon l'expression de M. Jack Lang, l'un des principaux organisateurs de cette journée, « *le flambeau de la défense de la liberté et des droits de l'homme* ».

M. Mitterrand se rendra ensuite au Panthéon. Seul, il s'y recueillera et fleurira les tombes de Jean Jaurès et Jean Moulin. La remontée de la rue Soufflot, se *fera aux accents de l'Hymne à la joie*, extrait de la *Neuvième Symphonie* de Beethoven, interprété par l'Orchestre de Paris, dirigé par Daniel Barenboïm. La sortie du Panthéon sera saluée par *la Marseillaise* dans l'orchestration de Berlioz, jouée par ce même orchestre.

Cette dernière cérémonie se veut hautement symbolique : par le choix du quartier (celui de la jeunesse étudiante et de *mai 1968*), par celui des lieux de recueillement, symbolisant le socialisme et la Résistance.

Par tous ces gestes, M. Mitterrand entend placer sa présidence sous le signe de la réconciliation de l'histoire nationale et des forces de l'avenir et de la création.

(1) Les informations relatives aux fonds secrets sont du ressort des collaborateurs de MM. Giscard d'Estaing et Mitterrand, à savoir MM. Jacques Wahl, secrétaire général de l'Elysée, et Pierre Bérégovoy, qui dirige « l'antenne présidentielle ».

UNE JOURNÉE DE CONGÉ DANS LES ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES

Les élèves des écoles, collèges et lycées seront en congé, le jeudi 21 mai, à l'occasion de la prise de fonction du nouveau président de la République.

Le communiqué du ministère de l'éducation précise toutefois que les examens et concours prévus ou en cours à cette date « *auront lieu normalement durant cette journée* ».

La décision d'accorder ce jour de congé était traditionnelle *sous la IIIe et sous la IVe République*. Le général de Gaulle et Georges Pompidou y avaient renoncé, mais à l'entrée en fonction de M. Giscard d'Estaing les élèves avaient bénéficié d'une demi-journée de congé, le lundi matin 27 mai 1974. Les établissements scolaires privés, qui restent libres d'appliquer eux aussi cette mesure, avaient alors accordé ce congé.

Plusieurs syndicats d'enseignants avaient critiqué la décision du nouveau chef de l'Etat en la qualifiant de « démagogique ». Il est vrai qu'ils n'attendaient que peu de chose du pouvoir qui s'installait à l'Elysée *en 1974*. Aujourd'hui, le climat est différent. Cependant, le Syndicat national des instituteurs et professeurs de collège déclare, par la voix de son secrétaire général, *que la journée de congé du 21 mai « est une tradition républicaine, mais qu'elle ne fait pas partie des mesures immédiates »* qu'il souhaitait, et qu' « *à son point de vue elle ne s'imposait pas* ». — C. V.

A la télévision
LA JOURNÉE EN DIRECT

TF 1 et Antenne 2 retransmettront en direct, le jeudi 21 mai, à partir de 9 h. 30, les cérémonies qui marqueront l'entrée en fonction du nouveau président de la République.

● TF 1 assurera cette retransmission jusqu'au journal de 13 heures et *l'après-midi de* 17 h. 15 à 19 h. 30. Les différents événements seront commentés par Michel Anfrol, Jean-Pierre Berthet, Julien Besançon et Jacques Hebert.

● Antenne 2 transmettra chaque étape de cette journée. Les commentaires seront assurés par Paul Amar, Jean-Louis Lescène, Jacques Merlino, Bernard Pradinaud et Léon Zitrone.

● FR 3, enfin, consacrera l'édition du journal Soir 3 à cette journée.

Les journaux d'Antenne 2 et FR 3, qui devaient avoir lieu en direct du Festival de Cannes, seront reportés, respectivement au vendredi 22 mai et au lundi 25 mai.

Le numéro du « Monde » daté 19 mai 1981 a été tiré à 628 476 exemplaires.

La mort du romancier américain William Saroyan

L'écrivain américain William Saroyan est mort, le lundi 18 mai, des suites d'un cancer, à l'hôpital de Fresno, en Californie. Il était âgé de soixante-douze ans.

Vainqueur malgré lui

C'était un phénomène de la nature, comme le geiser du parc de Yellowstone. Trapu, le nez aquilin, l'œil noir, une moustache énorme. Ses mots jaillissaient. Il pouvait écrire une longue nouvelle comme l'Audacieux Jeune Homme au trapèze volant *en moins d'une heure et un classique du théâtre américain comme* le Temps de votre vie *en six jours.*

Il ne s'arrêtait jamais. Il écrivait chaque matin, puis se baladant avec un ami près de la rue Taitbout, où il avait un modeste appartement, ou à Fresno, où il retourna pour finir ses jours, il se mettait à déclamer des anecdotes, des commentaires, des ballades qu'il improvisait. Observant une jolie femme à New York un jour, il se mit à chanter C'Mon-A My House *(Viens chez moi), et toute l'Amérique se mit à chanter la chanson. S'il était dans une foule, tout le monde le reconnaissait ; sa voix de basse grondait au-dessus du bourdonnement de la conversation avec parfois de bruyants éclats de rire. Il pouvait remonter le moral de tout le monde, excepté le sien, car il portait une blessure secrète qui ne guérit jamais.*

Le père de Saroyan, un immigrant arménien, était mort quand le jeune garçon avait trois ans, et sa mère plaça les quatre enfants dans un orphelinat pendant cinq ans, tandis qu'elle travaillait comme domestique. Bill ne récupéra jamais du sentiment de l'abandon, et toute sa vie il chercha à trouver l'amour, puis à le rejeter : il courtisait le succès puis le détruisait. Ecolier intelligent, ensorcelé par les livres, il quitta l'école à quatorze ans pour travailler dans les vignobles, puis dans un bureau de poste à San-Francisco. Là, il écrivait. Après des années de refus, il vendit une nouvelle sur un écrivain au destin malheureux, crevant de faim — l'Audacieux Jeune Homme au trapèze volant. *Immédiatement, il déclara au rédacteur en chef de* l'Atlantic Monthly *qu'il lui en enverrait trente autres et, le mois d'après, il en avait effectivement écrit vingt-six. Elles furent oubliées dans les années qui suivirent et comptent parmi les meilleures nouvelles américaines, tel* Mon nom est Aram.

Le refus du prix Pulitzer

Des contes naïfs et sentimentaux dépeignent de jeunes garçons et des hommes et des femmes plus âgés qui chérissent leurs rêves, maintiennent leur dignité et trouvent l'amour dans les profondeurs de la dépression. Ils faisaient vibrer une corde sensible dans une nation troublée. Très rapidement Bill est devenu célèbre, le conteur d'histoires le plus populaire du pays, et presque aussitôt il commença à rejeter le succès comme une malédiction.

Hollywood l'appela, mais Saroyan ne put le supporter. Il se bagarra avec les producteurs, les metteurs en scène et les critiques. Il partit pour New-York, où il s'enferma dans une chambre d'hôtel et écrivit le Temps de votre vie *en six jours (il minimisait son exploit, disant qu'après tout Dieu avait créé l'univers dans le même délai). Il gagna le prix Pulitzer, mais le refusa, affirmant que des hommes d'affaires ne pouvaient pas subventionner des écrivains. Il vendit son premier roman* la Comédie humaine *à M.G.M. pour 60 000 dollars, puis essaya de le racheter pour 80 000. Le studio refusa et le film fut un grand succès.*

Au même moment Saroyan loua un théâtre à Brodway et il y produisit et dirigea ses propres pièces : Love's Old Sweet Song *(l'Amour toujours),* The beautiful People *(Ils sont beaux),* Sweeney. *Il annonça que quiconque n'était pas satisfait pourrait être remboursé à la caisse. Peu le firent, les pièces furent bien accueillies par le public et la critique. A cette époque, en 1943, Bill se maria, fonda une famille, et partit pour l'armée ; il avait trente-cinq ans. Il haïssait l'armée, et maintint que cette interruption avait, en fait, détruit sa vie. On peut en douter puisque son commandant donna un congé au soldat Saroyan à Londres pour écrire son roman* les Aventures de Wesley Jackson, *que Flammarion va publier cette année.*

Ensuite sa carrière déclina. Peut-être parce que la vague de prospérité de l'après-guerre en Amérique n'avait pas besoin de ces contes naïfs à propos des petites gens. Il y avait aussi la montée d'une critique académique qui demandait une littérature plus compliquée : un autre « naïf » de qualité comme Nelson Algren rencontra aussi le dédain de la critique. Saroyan commença à boire beaucoup et à jouer. Il jouait pour perdre. Avec d'autres qui l'ont vu dans les casinos, je peux témoigner que, quand il avait de la veine, il quittait la salle.

Mais, toujours, il écrivait. Il coucha sur le papier des millions et des millions de mots : des pièces, des souvenirs, des essais. Une fraction seulement a été éditée, et cette fraction représente plus de quarante volumes. Même le plus faible porte l'éclat de l'humour et de la pénétration de Saroyan.

Au total, c'est l'œuvre d'un conteur arménien enraciné dans le monde moderne. Les grandes œuvres de Saroyan font partie pour toujours du répertoire américain. Dans ses dernières années, il était retourné à Fresno et s'était réconcilié avec ses enfants et ses amis. Il passa sa vie à essayer de rejeter l'amour et la gloire, mais il a fini comme un vainqueur, en dépit de lui-même.

JOHN L. HESS.

[Né à Fresno en Californie, le 31 août 1908, dans une famille d'Arméniens, Saroyan quitte l'école à quatorze ans, devient travailleur agricole puis télégraphiste à San-Francisco. Il attire l'attention dès son premier recueil de nouvelles, *l'Audacieux jeune homme au trapèze volant* (1934). Sa première pièce *Mon cœur est dans les Highlands* (1939) est aussitôt suivie par *le Temps de votre vie*, qui reçoit le prix Pulitzer. Il va de succès en succès, y compris pour ses chansons. Au théâtre, *l'Amour toujours* (1940), *Ils sont beaux* (1941), *Jim dandy* (1947). Ses romans et ses nouvelles obtiennent également une grande audience : *la Comédie humaine* (1942), *Dear baby* (1944), *les Aventures de Wesley Jackson* (1946), *Rock Wagram* (1952), *De quoi rire* (1953).

A Fresno, où il était retourné à la fin des années 60, il continuait d'écrire son autobiographie, dont la première partie avait été publiée en 1952. Cinq jours avant sa fin, il avait appelé l'agence Associated Press pour annoncer qu'il était en train de mourir d'un cancer et il avait fait sa dernière déclaration en demandant qu'elle soit publiée après sa mort : « *Chacun doit mourir, mais j'avais toujours pensé qu'une exception serait faite dans mon cas, et maintenant, quoi ?* »]

